QUARANTIÈME ANNÉE – Nº 11865 – MERCREDI 23 MARS 1983

CANDIDAT DU PARTI TRAVAILLISTE

M. Haïm Herzog est élu président de l'État d'Israël

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 22

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Succès social-démocrate en Finlande

Les élections législatives des 20 et 21 mars ont confirmé le rôle essentiel que joue dans la vie politique finlandaise le parti social-démocrate. Avec 26,8 % des suffrages et un gain de cinq sièges, il aura cinquante-sept députés sur deux cents, chiffre qu'il n'avait jamais atteint depuis la guerre. Le tassement des communistes et apparentés, dû à leurs divisions, se poursuit : ils perdent 4 points et *huit sièges ; avec 14 % des voix*, ils n'auront plus que vingt-sept députés. En 1958, ils en avaient cinquante.

Outre l'apparition de deux députés écologistes, ce scrutin aura été marqué par un glissement vers la droite, au profit du parti rural, qui, avec un gain de 5,1 points et de onze sièges, comptera dix-sept députés. Ce groupe avait été créé dans les années 70 par un adversaire acharné du président Kekkonen, M. Veikko Vennamo, qui, par *une campagne démagogique*, s'était assuré les suffrages des mécontents. Cette formation turbulente, en butte à l'ostracisme des autres partis, avait décliné depuis lors de consultation en consultation. Dirigé aujourd'hui par le fils de son fondateur, le parti rural aura du mal à jouer un rôle autre que celui de trublion.

La déception doit être grande dans les rangs des conservateurs, cantonnés dans l'opposition depuis dix-sept ans. Les sondages *prévoyaient* qu'ils rattraperaient, voire dépasseraient, les socialistes : s'ils restent la deuxième formation du pays avec 22,2 % des suffrages (– 0,5), ils perdent deux sièges et n'auront que quarante-quatre députés.

Quant au parti du centre, malgré sa fusion avec les libéraux, il enregistre un nouveau tassement. Cette formation, indispensable à la constitution d'une majorité, reste la troisième force politique avec *17,7 % des suffrages (– 3,3)*, mais n'a plus que trente-huit députés (– 3). *Elle* peut favoriser soit la création d'un gouvernement de centre-droit, soit la reconduction d'une coalition de centre-gauche, assurée de disposer de cent six sièges au Parlement (P.S., centre et parti suédois).

M. Kalevi Sorsa, premier ministre sortant et président du P.S., satisfait du succès de son mouvement, a déclaré que les consultations sur la formation du gouvernement seraient « délicates, longues et difficiles ». *Dans un premier temps*, il a invité M. Pekko Vennamo, chef du parti rural, à faire preuve de « sens de responsabilité » dans la vie parlementaire. Celui-ci a répliqué qu'il ne voulait pas entrer à tout prix au gouvernement, tout en laissant entendre qu'il ne refuserait pas le portefeuille du travail, si jamais on le lui proposait.

Ce sera la première fois que le président de la République, M. *Mauno Koivisto*, élu au début de l'an dernier, aura à arbitrer de telles négociations. Son prédécesseur manœuvrait toujours en la matière de façon à provoquer, après quelques baroud d'honneur, la formation d'une coalition de centre-gauche, avec les communistes de préférence. On verra donc dans les jours qui viennent comment le nouveau président interprète les larges pouvoirs que lui confère la Constitution. De toute manière, l'affaire devra être réglée avant le voyage, en juin, à Moscou, du chef de l'État.

(Lire nos informations p. 3.)

Les mesures économiques et sociales après la dévaluation du franc

• Les syndicats redoutent une aggravation de la rigueur
• « Les ministres communistes sont prêts à continuer », déclare M. Ralite

Au lendemain du réajustement des parités des monnaies du système monétaire européen (S.M.E.) qui s'est traduit par une dévaluation de 2,5 % du franc français, chacun s'interroge sur les mesures d'accompagnement que devrait préparer le gouvernement et dont M. Delors s'est entretenu, mardi matin, avec M. Mauroy. M. Mitterrand doit s'exprimer sur les trois chaînes de télévision, mercredi 23 mars, à 20 heures.

Le ministre de l'économie a annoncé que des décisions seraient prises pour réduire le déficit commercial. Cette réduction, *estime-t-on généralement*, passe par une baisse de la consommation. Plusieurs hypothèses seraient examinées : augmentation des tarifs publics, relèvement des cotisations de sécurité sociale des salariés, alourdissement de la fiscalité sur les revenus, économies budgétaires. Dans le même temps, le gouvernement pourrait prendre des dispositions afin de développer l'épargne et alléger les charges des entreprises.

Les projets prêtés au gouvernement sont accueillis avec une certaine méfiance par les organisations syndicales. *« L'issue ne peut être ni dans l'austérité ni dans la baisse de la consommation »*, affirme la C.G.T. F.O. met aussi en garde le pouvoir *« contre le risque d'un tassement de la consommation »* et la C.F.D.T. estime que la *« rigueur ne peut être que sélective »*. Du côté du C.N.P.F. on souligne que *« le plan gouvernemental serait sans effet s'il ne comportait pas d'allègements substantiels des charges sociales et fiscales »*.

Le parti communiste a aussi pris position. *« Les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités. »* Dans une déclaration faite, lundi 21 mars, après l'annonce du réajustement monétaire, et publiée sous forme d'éditorial par *l'Humanité* de mardi, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du P.C.F., exprime la volonté de son parti *de conserver, dans la nouvelle phase de l'action de la* gauche au pouvoir, la place qui était la sienne dans la phase précédente.

M. Jack Ralite, ministre de la santé, membre du comité central du P.C.F., l'avait indiqué dès le milieu de la journée, lundi : *« les ministres communistes*, avait-il dit sur Antenne 2, *sont prêts à continuer. »*

A Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la C.E.E. ont terminé leur réunion mardi midi. M. François Mitterrand a présenté des suggestions pour surmonter les difficultés budgétaires qui n'ont pas satisfait Mme Thatcher. Pour ce qui est des relations franco-allemandes, M. Kohl a déclaré : *« Il y a entre Paris et Bonn des tensions* [sur le plan monétaire] *mais elles sont derrière nous »*, à l'issue d'un petit déjeuner de travail d'une heure avec le président de la République française à la résidence de l'ambassadeur de France.

Sur les marchés des changes très calmes, les cotations officielles à Paris ont entériné les ajustements effectués officieusement la veille. Le mark a ainsi été coté 2,9990 F soit pratiquement son nouveau cours plancher. Le dollar valait 7,22 F environ la devise américaine faisant généralement preuve d'une grande fermeté sur toutes les places financières.

L'austérité n'est pas la solution

par PAUL FABRA

On peut, à première vue, féliciter le chef de l'État et le gouvernement de ne pas s'être laissé détourner de ce qui fut leur choix de départ, le maintien du franc dans le S.M.E., quitte à consentir une troisième et forcément humiliante dévaluation du franc. Cette décision avait été prise au lendemain du 10 mai 1981 comme pour faire savoir aux Français que l'expérience de gauche se déroulerait dans un certain cadre et n'en déborderait pas. Dans le climat de méfiance qui *continue à régner dans ce pays, il est encore important qu'elle soit* aujourd'hui confirmée en toute clarté. Mais on aimerait aussi, pour le succès de la politique à venir, qu'elle ait été prise en toute connaissance de cause. *Le danger est que le futur gouvernement* ne tire argument de la pénible nécessité où son prédécesseur s'est trouvé de dévaloriser à nouveau le franc pour, à la fois, demander trop et pas assez aux Français. A juste titre, on a présenté la solution qui aurait consisté à laisser flotter le franc *comme une* dangereuse facilité. *Il y a* fort à parier que, dans une France politiquement divisée, et gouvernée par une majorité elle-même partagée sur les méthodes à appliquer pour effectuer un redressement dont nul ne nie la nécessité, l'abandon du S.M.E. aurait pu créer l'illusion qu'on avait *encore du temps devant* soi avant de se plier à cette nécessité.

(Lire la suite page 7.)

Convaincre

Que les communistes conservent, comme ils le souhaitent, dans la prochaine équipe gouvernementale, un poids relatif équivalent à celui qui était le leur jusqu'à maintenant, serait conforme à la conception exprimée, tant à l'Elysée qu'à l'hôtel Matignon.

Au-delà de cette position de principe, le bureau politique du P.C.F., réuni mardi matin, devait préciser ce que serait l'engagement du parti lui-même *« pour avancer »*, selon la formule de M. Herzog, *« dans la réalisation des objectifs de 1981 »*. Déjà, M. Herzog préconise plusieurs mesures, dont l'adoption permettrait aux communistes de se reconnaître davantage dans la politique future. Ces mesures portent, notamment, sur la réduction des importations et sur le contrôle des exportations de capitaux.

PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 10.)

Les leçons des élections municipales

Lire page 2 les articles de MAURICE DUVERGER, CLAUDE BOURDET, MONIQUE PELLETIER, CLAUDE LEGOUX.

Quelle politique tarifaire pour E.D.F. ?

Lire page 45 un entretien avec M. MARCEL BOITEUX président d'Electricité de France

LE DÉBAT SUR L'IMMIGRATION

Les « gourbis » et la gauche

par BRUNO FRAPPAT

Tandis que la France scrutait, lundi, l'horizon monétaire et les défis de la crise économique, dans les banlieues de l'Est lyonnais, plusieurs centaines de jeunes d'origine maghrébine rappelaient, avec violence, l'autre défi pour la France : celui de l'immigration. Tout aussi incertain et inquiétant, car il met en jeu l'aptitude de la gauche à faire front à deux *dangers* complémentaires : la peur que suscitent les immigrés et la peur qu'ils éprouvent.

Ces temps-ci, le racisme a marqué des points. A Paris, M. Le Pen a *glané des voix en faisant de l'immigration* le thème de son combat. Il est élu. A Dreux, M. Stirbois, du Front national, qui demandait aux immigrés de *« retourner à leurs gourbis »*, siège au conseil municipal. A Saint-Etienne, M. Dubanchet avait dénoncé *« la délinquance au teint bronzé »*. Il gère les affaires de sa ville. Et l'on sait comment, à Marseille, M. Defferre a développé une campagne qu'on pourrait ainsi résumer : contre l'immigration, je suis le plus fort...

Racisme ? Jamais avoué, mais presque avouable, désormais. On a senti depuis deux mois émerger – et c'est la nouveauté – dans le discours politique lui-même le langage confus, terrorisé, parfois haineux, d'une partie des « braves gens ». La xénophobie latente est devenue explicite, parfois proclamée.

Ces propos ne pouvaient pas laisser *indifférents* ceux qu'ils visaient : les immigrés. M. Mauroy avait dénoncé abruptement, en janvier, le rôle des courants religieux extrémistes dans les conflits sociaux. *« Nous ne sommes pas des ayatollahs »*, répliquèrent les O.S. Un peu plus tard, on vit M. Autain, secrétaire d'Etat aux immigrés, polémiquer avec l'opposition sur le thème : *nous sommes moins* laxistes aux frontières que vous ne l'avez été. La gauche perdait ses marques.

La gauche oubliait quelques idées simples. Oui, il y a une relation entre l'immigration et la délinquance : selon les statistiques de la police et de la gendarmerie, les immigrés *« commettent proportionnellement plus de crimes et délits que les Français »*. Mais, en 1980, 85 % des crimes et de délits ont été commis... par des Français.

Autre constat : les fameux « immigrés de la deuxième génération » dont l'insertion pose des problèmes sociaux, éducatifs et de sécu*rité ne sont plus vraiment* des immigrés ; ils sont dans un « ailleurs » culturel et humain : leur pays, c'est la France, mais elle ne le sait pas. Ils le lui rappellent avec cette *arme qui* est le langage des marges : la violence, au mieux la dérision. Ils ne retourneront jamais dans leurs « gourbis » parce que leurs « gourbis » ce sont les cités de transit où ils sont nés, les banlieues où on les tient à l'écart d'une société qui fait miroiter des avantages dont ils ne profitent pas.

M. Jospin a réclamé, lundi à Dreux, que le gouvernement lance un *« grand débat »* sur l'immigration. Il n'est peut-être pas trop tard. Et il pourrait s'ouvrir par ce rappel : les bons Français de France sont, dans la proportion d'au moins un sur huit, d'origine étrangère.

Pour la gauche, l'heure d'une analyse des effets – positifs et négatifs – de l'immigration est venue. Elle *peut « parler vrai » : comprendre* les peurs, décortiquer les fantasmes, mesurer les violences possibles, résister aux vents du simplisme – l'angélisme ou le tout-répressif, – ne *rien minimiser. Sans avoir peur* de rester elle-même.

AU JOUR LE JOUR

Voix

On verse sur le franc des larmes de crocodile.

Quand la dévaluation n'était qu'une hypothèse, on entendait, à droite, des voix d'outre-tombe annoncer qu'une catastrophe était à redouter.

Quand la dévaluation a été annoncée, on a entendu des voix qui avaient des accents de triomphe : les mêmes.

Br. F.



PEINTURE TCHÈQUE A LA GALERIE 1900-2000

Eternel printemps de Prague

Près de cent cinquante œuvres de vingt-trois artistes sont réunies à la galerie 1900-2000, à Paris, sous le titre et sur le thème de « La peinture surréaliste et imagitive en Tchécoslovaquie de 1930 à 1960 ». Une exposition très lucide rétrospectivement.

« Capitale magique de la vieille Europe », selon André Breton, il était *naturel que Prague fût un des foyers* actifs du surréalisme, seule ville où pouvait naître Kafka dont on célèbre le centenaire. C'est justement sous l'invocation d'Odradek, l'étrange être-objet de Kafka, *que se place* ce panorama de la peinture surréaliste et imaginative en Tchécoslovaquie – digne pendant, dans la même galerie, de l'exposition qui, naguère, nous *révéla le versant anglais du même* surréalisme. Car le surréalisme ne saurait être compartimenté ni nationalisé : situé seulement. L'expression choisie cette fois, *« en Tchécoslovaquie » est suffisamment* explicite. On veut montrer comment le message d'une entreprise ambitieuse pour changer la vie a été reçu et renvoyé.

Là encore, à part deux ou trois *noms, c'est à une vraie découverte* que le public parisien est convié, à celle d'artistes de première grandeur et d'œuvres inconnues, pour beaucoup ramenées de Prague, ou d'ail*leurs, par Marcel Fleiss et Édouard* Jaguer. On connaissait surtout Jindrich Styrsky (1899-1942) et Toyen (Maria Cerminova, morte à Paris en 1980). Ils ont ici la part belle. Toyen figure notamment avec *Lac de Côme* et *Femme magnétique*, un admirable torse-tronc rouge brique sur fond bleu ; Styrsky avec une vingtaine d'œuvres, collages, dessins, huiles, dont *Racine, la Poupée coulante* et *Mélancolie, reproduite sur l'affiche*.

De ce couple exemplaire, qui avait *fait partie du groupe Devestil*, puis lancé l'« artificialisme » avant d'adhérer à part entière au mouvement d'André Breton en 1934 en compagnie de toute l'équipe pra*goise, il est difficile de dissocier* Jindrich Heisler, mort en 1953, à l'âge de trente-neuf ans, artiste polyvalent, comme la plupart de ses émules, poète des *Casemates du sommeil*, auteur de « poèmes réalisés » où les mots s'associent à des photos d'objets minuscules, voire d'accumulations avant la lettre. Recherché par la Gestapo, il vécut quatre ans caché dans la salle de bains de Toyen.

Qui avait fondé Devestil en 1920 ? Karel Teige (1900-1951), principal théoricien de l'avant-garde *tchécoslovaque – son influence est* toujours vivace, – éternel contestataire tout au long de sa brève destinée, rallié au surréalisme international avec ses camarades, tandis que *de son côté Vitezslav Nezval ranimait* la flamme devant un Devestil défaillant.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(Lire la suite page 19.)



Le Monde

idées

Gauche et droite

Les élections municipales ont-elles vraiment constitué un avertissement pour le pouvoir ? Claude Bourdet n'en est pas convaincu, qui attribue essentiellement le vote de Paris, par exemple, aux transformations de la structure de sa population. Maurice Duverger n'en pense pas moins que le P.S. n'a de chance de se maintenir durablement que s'il est capable de faire comprendre, par une pédagogie appropriée, la nécessité à la fois de la rigueur et d'une répartition plus équitable des charges. Claude Legoux mesure la difficulté en remarquant qu'il existe, au sein de la nation, un malentendu fondamental sur les notions d'échange et de partage. Et Monique Pelletier adjure les Français de respecter, quelles que soient leurs opinions, un minimum de courtoisie et de bonne foi dans leurs controverses : à tout jeu il faut des règles.

Pour une pédagogie

par MAURICE DUVERGER

MIROIR brisé qui reflète en ses fragments une foule de situations particulières, les élections municipales sont toujours difficiles à comparer aux scrutins nationaux pour l'Elysée et l'Assemblée nationale. Celles des 6 et 13 mars révèlent malgré tout que le parti communiste continue à baisser et que le parti socialiste a porté tort à l'ensemble de la majorité en tâchant de masquer ce recul par des combinaisons d'état-major. Dans beaucoup de villes, les citoyens ont mal supporté que les listes communes ne tiennent pas compte du nouveau rapport de forces établi en 1981. Atténuée par les situations locales et la prime aux sortants, cette réaction serait beaucoup plus forte dans des législatives soumises à la même carte forcée.

Georges Marchais est dans son rôle quand il masque ce facteur de régression de la gauche, souligne au contraire l'effet de la politique de rigueur sur une frange des électeurs du P.C.F., réclame en conséquence une radicalisation et brandit discrètement la menace d'un retrait sur l'Aventin. Cette dernière est irréaliste. En quittant le gouvernement, les communistes perdraient beaucoup plus de suffrages qu'ils n'en gagneraient. Ils se priveraient d'importants *moyens d'action sans paralyser* un parti socialiste qui détient la moitié des sièges à lui seul. De toute façon, la majorité ne peut pas s'engager dans les voies qui lui sont proposées, car elle se condamnerait alors à un échec.

L'inévitable rigueur

On ne peut pas à la fois maintenir le pouvoir d'achat global, faire de nouvelles réformes sociales, développer l'industrie nationale grâce au protectionnisme et protéger l'emploi. Pour rendre compétitives nos entreprises — qu'elles soient publiques ou privées, — il faut abaisser leurs coûts de production par une modernisation impliquant des réductions d'effectifs. Dans quelques années, les difficultés de Citroën à Aulnay et de Renault à Flins auront cessé, soit parce que les robots auront remplacé les chaînes, soit parce que les usines en question seront fermées. Les barrières de douane peuvent être utiles quelque temps pour rattraper un retard, mais elles deviennent vite un facteur de régression. La réduction de la consommation intérieure est un impératif absolu si l'on ne veut pas aboutir à un endettement insupportable.

On peut discuter sur les formes de la rigueur et sur sa répartition : c'est tout. Elle est inévitable dans une phase transitoire, tant que nos industries n'auront pas retrouvé le dynamisme nécessaire pour affronter le marché mondial. Les sacrifices devront évidemment peser plus lourd sur ceux qui peuvent mieux les supporter. Mais ils ne pourront pas frapper seulement les riches. Tous les privilèges corporatifs devront être remis en cause. Prétendre le contraire, c'est vouloir la défaite finale de la gauche et l'échec du « socialisme à la française ». Serait-ce l'objectif inconscient des dirigeants communistes ? Ils ont toujours pensé, dit, écrit, proclamé, que leur parti ne devait pas devenir une force d'appoint. Il y a été conduit par son échec de mai-juin 1981. Comment ne chercherait-il pas avant tout à en sortir ?

Un objectif fondamental

Mais l'établissement de cette situation a fait le succès de la gauche hier, et son maintien le conditionne demain. François Mitterrand a été élu au second tour parce que Georges Marchais avait obtenu moins de 15,5 % des voix au premier, *ce qui ôtait toute crédibilité au* péril rouge et permettait aux électeurs flottants de quitter M. Giscard d'Estaing pour se reporter sur son challenger. Après la dissolution de l'Assemblée, le mouvement s'est accentué parce qu'une bonne partie des centristes ont voté pour le P.S. afin de renforcer sa prééminence sur son allié. Grâce au scrutin majoritaire, l'objectif a été atteint au-delà de toute espérance. Les socialistes seraient fous de casser la mécanique à laquelle ils doivent le pouvoir.

Ils ont tendance à considérer comme un miracle les 38 % de suffrages obtenus le 14 juin 1981. Craignant un échec global de la gauche en 1986 ou un succès qui les mettrait à la merci du soutien communiste, ils commencent à imaginer des projets de proportionnelle empêchant une victoire éventuelle de la droite. Les municipales montrent que ce défaitisme n'est pas justifié. *Malgré le recul global de la majorité*, on constate souvent que le parti socialiste dispose encore parmi les électeurs flottants de réserves prêtes à se reporter sur lui s'il tient la dragée haute aux communistes. Les socialistes peuvent raisonnablement envisager d'atteindre, à long terme la position d'hégémonie qu'ont occupée leurs frères nordiques et anglo-saxons dans les trente premières années de l'après-guerre.

Toute sa stratégie devrait être subordonnée à cet objectif fondamental. Il implique le maintien de la rigidité bipolaire. Par elle, le centre est obligé de pencher vers la plus attirante — ou la moins répulsive — des deux grandes coalitions. Sans elle, il tendrait comme autrefois à paralyser la démocratie en oscillant d'un côté à l'autre dans la vie parlementaire, ce qui condamne à des gouvernements éphémères et faibles. Bien entendu, le retour et le maintien à gauche du plus grand nombre des électeurs flottants supposent que les communistes poursuivent et accentuent leur modération dans la C.G.T. Il le feront tant que toutes les autres voies leur paraîtront pires pour leur parti.

L'évolution de la société française va dans ce sens. La lente érosion du *P.C.F. correspond à l'évolution des* pays de l'Est, qui compensent leur échec économique par le maintien d'une morne dictature et le développement d'un formidable appareil militaire. Ces faits ôtent sa crédibilité à l'idéologie communiste. Or leur connaissance s'étend progressivement à l'ensemble des travailleurs, en même temps que la conscience de la crise mondiale et de la concurrence internationale. Le langage de bois est de moins en moins entendu, parce qu'il apparaît de plus en plus irréel. Les électeurs sont devenus plus intelligents que les hommes politiques le croient.

Pour vaincre, la gauche doit à la fois maintenir le rapport actuel des forces qui la composent et regagner les suffrages qui l'ont abandonnée lors des municipales. Pour être plus difficile que la première, la seconde entreprise n'est pas impossible. Réunir de nouveau les voix de ceux qui jugent exagéré le changement et de ceux qui l'estiment insuffisant ne relève pas de la quadrature du cercle mais de la pédagogie politique. Les plus modérés des électeurs flottants peuvent admettre la nécessité d'une répartition équitable des sacrifices nécessaires ; les plus gauchistes, la nécessité d'un effort collectif pour construire une production plus compétitive. A condition que les actes s'accordent aux paroles. Le moment *est venu de dire la vérité sans fards* ni lacunes. En ne se bornant pas à claironner les succès du gouvernement. En reconnaissant les échecs et en les analysant. A tous les citoyens il faut expliquer désormais toutes les données du problème, l'impossibilité de le résoudre sans la solidarité nationale et la signification des solutions retenues. Si on les traite en adultes responsables, ils comprendront.

Les métropoles introuvables

par CLAUDE BOURDET (*)

LE chef de l'Etat doit-il tirer les « leçons » de l'« avertissement » qui lui a été donné par les électeurs le 6 et le 13 mars ? Certains porte-parole ou commentateurs le poussent à virer à droite ; et si possible réduire l'influence des communistes, qui, comme le dit *M. Chirac à l'ahurissement des journalistes étrangers, « sont partout »*...

Que M. Mitterrand utilise l'occasion pour changer ce qu'il veut, cela le regarde. Dans l'étrange régime où nous vivons, je me demande bien ce qui pourrait l'en empêcher. Mais que les élections aient constitué une « leçon » quelconque ne me paraît pas évident. Il y a eu beaucoup de changements depuis mai 1981, les uns bons, d'autres encore difficiles à juger, mais, on l'a dit, plus de changements qu'en 1936 ou en 1945, et cela en pleine crise mondiale. Il faudra, comme en 1936 et en 1945, plus de vingt mois, pour que les secousses soient « étalées », que les effets heureux se manifestent. Il est normal qu'il y ait, à mi-course, de nombreux mécontents, normal aussi qu'on en trouve beaucoup parmi les plus déshérités, qui votent en général à gauche, et aussi parmi les hésitants qui ont voté, en mai *1981*, davantage contre Giscard que pour Mitterrand. Et puis, en y regardant de près, on voit bien qu'en général la mauvaise humeur du 6 mars a été corrigée le 13, parce que les mécontents ont trouvé (je parle toujours d'une manière générale), que les hommes de la droite étaient pires...

Je dis en général : car il y a l'exception des très grandes villes, des métropoles, et surtout de Paris et de Lyon. *Je parlerai de Paris, le* connaissant mieux que Lyon, mais mes remarques sont probablement, en partie au moins, applicables à cette deuxième métropole, et même, dans une moindre mesure, à Bordeaux, voire à Marseille et à l'agglomération lilloise, malgré le succès relatif que la gauche a remporté dans ces deux dernières zones.

Paris a voté pour son portefeuille

Ces jours-ci, on fête le centenaire de Marx. Je sais bien que le prophète barbu et son « antagonisme des classes » appartiennent, pour certains, à la préhistoire. Pourtant, si l'on élimine quelques prévisions un peu risquées, on peut dire que la notion un peu compliquée de la « plus-value » reflète des réalités vieilles et actuelles, que l'on peut mettre également en lumière dans les sociétés dites socialistes. Marx a aussi reformulé un concept ancien, qu'on trouve dans les écrits les plus lucides de l'histoire, notamment dans l'Evangile, à savoir que les idées des gens, leur attitude dans la vie, dépendent de leur situation économique et sociale. Qu'elles en dépendent toujours et tout à fait n'est évidem*ment pas vrai. Marx, et surtout En*gels, sont, parmi beaucoup d'autres, des illustrations de cette irrégularité. Il y aura toujours des gens d'affaires *révolutionnaires* et des ouvriers réactionnaires. Mais en gros, « statistiquement », le principe est vrai, et bien plus ancien que Marx. De même, savoir si ce sont les rapports économiques qui *« produisent »* (selon Marx) religion, philosophie et idéologies, ou bien si ces mouvements de l'esprit ont une origine autonome et sont simplement influencés par la situation des personnes, importe peu, car cela ne change rien aux attitudes majoritaires, donc aux « classes ».

Revenons-en aux métropoles. La France est un pays riche et assez moderne. Son produit national par tête n'a cessé de s'accroître depuis la guerre, même si c'est faiblement depuis la crise. Ce n'est pas un paradoxe ou une révélation de dire que le bien-être qui en résulte a été inégalement réparti. Certains en profitent beaucoup plus que d'autres, soit parce que leurs gains sont indexés sur les prix, soit parce que, cadres de la nouvelle société, leurs compétences sont de mieux en mieux rémunérées. Or, dans une société moderne, quelle que soit sa forme, la classe dirigeante et ses annexes immédiates tendent à se concentrer dans les grandes métropoles, pour des raisons évidentes. Dans notre France très centralisée, la seule véritable métropole, c'est Paris. Lyon vient ensuite, et pour certaines activités seulement, Bordeaux. C'est là que, par un processus naturel, se rassemble la part de la population qui détient le plus de pouvoir, et donc reçoit le plus d'argent ou d'avantages.

A ce processus naturel, s'en est ajouté un second, purement volontariste : en tout cas à Paris, et probablement ailleurs, la poursuite du processus inauguré par Haussmann, le rejet des classes les plus déshéritées vers la périphérie. Haussmann les a repoussées vers l'est de la capitale, et, depuis *1947*, les gouvernements de droite et les majorités de droite de la municipalité les ont rejetées en banlieue. Cela a permis de jolis profits. Selon le mot célèbre de *Mme Haussmann : « C'est drôle, chaque fois qu'on perce un boulevard, nos amis y ont des immeubles. »* Cela a permis aussi de *« se débarrasser de tous ces socialistes et communistes »*, comme disait, il y a vingt ans, dans une grande société d'économie mixte, un des élus actuels de la majorité parisienne.

L'opération a été aisée. La réduction au minimum de la construction d'H.L.M., les « rénovations » spectaculaires, l'absence de toute législation modératrice du prix du terrain (du type hollandais par exemple), rendent Paris inhabitable aux moins fortunés. Quelques ghettos sont préservés, peuplés pour la plupart d'immigrés : surtout parce que ceux-là seront plus faciles à expulser au cours des étapes prochaines. Je n'imagine même pas que l'on a espéré fournir des prétextes au racisme : car il y a des hasards providentiels.

Que cette capitale, peuplée par ceux qui ont le plus d'avantages, ait voté pour son portefeuille n'a rien de surprenant. En 1977 et en 1981, les plus généreux ou les plus intelligents des possédants avaient parfois voté du côté de leur cœur, et cela avait suffi pour changer beaucoup de choses. Entre-temps, tout s'est précisé : il ne s'agit plus d'idées, mais de réalités fiscales et financières. On *ne peut pas, dans une période pareille*, améliorer le sort de ceux qui ont le moins sans prendre à ceux qui ont le plus. Et ceux-là, dans les métropoles, sont de plus en plus nombreux. Il y a sûrement beaucoup d'autres causes à ce poids de plus en plus lourd de la droite dans les métropoles. Mais, quel que soit le « vieillissement » de Marx, le réflexe de classe a joué.

(*) Ancien conseiller de Paris.

Au nom de la raison

par MONIQUE PELLETIER (*)

AU terme d'une campagne municipale ardente dont les résultats ont été largement commentés, j'évoquerai le climat politique qui règne en France au lendemain de ces élections.

Les clivages se sont accentués et donnent le sentiment qu'une fracture irréparable se creuse entre les Français.

Aux affrontements normaux, au légitime débat d'idées se sont trop souvent substitués le mépris et la haine.

La plupart d'entre nous ne se sentent guère à l'aise dans ce climat et ne se reconnaissent pas dans les propos trop souvent excessifs, sectaires, voire hargneux, qu'ils ont pu entendre de toutes parts.

Les Français sont las des caricatures que l'on dresse d'eux. La gauche a tort de contester sans répit à la droite toute volonté de justice et de progrès social, toute générosité. Elle a tort de la présenter comme frileuse, revancharde et campant seulement sur ses intérêts et privilèges. La droite a tort lorsqu'elle condamne par principe et sans nuances.

Tout cela n'est guère crédible et *témoigne de la carence du débat* politique en France. Chacun doit pouvoir exprimer ses désaccords, proposer ses solutions sans être traité de « factieux ». Ces nombreux Français de bonne volonté, plus soucieux de rassemblement et de dialogue que de division, ne se situent pas dans un quelconque « marais », mais incarnent, bien au contraire, ce grand corps central de la société française, majoritaire dans notre pays.

Ils aspirent à l'instauration d'une nouvelle règle du jeu, loyale et tolérante, entre la majorité et l'opposition, venant heureusement remplacer l'agression, les formules guerrières et simplificatrices.

Certes, nous le savons, nos institutions favorisent cette coupure de la France en deux camps.

Certes, il ne peut y avoir d'échanges positifs entre adversaires dont les points de vue sont inconciliables. Il est exclu *pour nous, par* exemple, d'envisager un dialogue avec ceux qui fondent leur stratégie sur la lutte des classes, la réduction des libertés, l'étatisme et l'idéologie d'Etat. C'est dire, en clair, que nous ne pouvons traiter avec les communistes comme avec tous ceux qui se réclament du marxisme et ont pour *objectif un changement de la nature* de notre société.

Pour autant, nombreux sont sans doute, au sein de la majorité, ceux qui partagent notre souci du redressement économique de la France, de son indépendance et du progrès social.

Avec ceux-ci ne peut-on poser quelques règles qui permettraient que l'on travaille ensemble sur ce qui peut nous réunir et que l'on soit adversaires sans être ennemis ?

Le jeu a besoin de règles

Dans de nombreuses démocraties, ces règles du jeu existent et permettent un débat correct, mais cela suppose que soient réunies plusieurs conditions.

La première est le pluralisme de l'information. L'opposition doit pouvoir s'exprimer et se faire entendre dans des conditions comparables à celles de la majorité. Ce qui n'est plus le cas actuellement — loin s'en faut. Confisquer les médias, organiser une propagande, c'est interdire le pluralisme et donc la liberté d'expression. Les citoyens qui sont plus adultes qu'on ne l'imagine parfois ne s'y trompent guère, et cette situation ne favorise pas les vrais échanges auxquels nous aspirons.

La deuxième condition est d'établir institutionnellement de vraies *occasions d'un débat démocratique*. Le Parlement notamment pourrait être le lieu de ce travail commun si les amendements de l'opposition étaient entendus et pris en compte. Ce n'est pas parce que l'on est minoritaire que l'on a tort ! De même, au sein des conseils régionaux et généraux, des C.E.S., des conseils municipaux, la recherche du seul intérêt général plutôt que des victoires partisanes devrait présider aux travaux de ces assemblées. Pourquoi par ailleurs ne pas prévoir des rencontres régulières entre responsables gouvernementaux et leaders de l'opposition, rencontres non pas seulement formelles mais destinées à rechercher des solutions et à progresser ensemble. La crise nous menace tous, et les efforts de chacun sont nécessaires pour y faire face.

La condition essentielle de ce renouveau du débat politique français passe par un profond changement des mentalités et des pratiques.

Assez de discours stéréotypés, assez de condamnations systématiques, assez d'anathèmes, assez de politique politicienne. Nul ne détient toute la vérité, et la modestie doit être de part et d'autre la règle. Dans les périodes graves comme celle que nous vivons, recherchons d'abord ensemble l'intérêt de notre pays. L'histoire ne retiendra pas les détails, ni les petites phrases, ni les points marqués à telle ou telle occasion par une formation ou par une autre. Nos enfants nous jugeront seulement sur la capacité dont nous aurons su faire preuve de nous occuper sérieusement des vrais problèmes et à relever les grands défis.

Est-il permis de rêver à un changement de style de la vie politique, à une manière d'être et d'agir plus moderne et répondant mieux aux attentes des Français ?

Est-il permis d'appeler à plus de tolérance, à un respect mutuel vraiment démocratique dont nul ne serait exclu *a priori*, chacun étant appelé à apporter sa pierre à l'édifice commun ? C'est alors que la politique deviendrait vraiment l'affaire de tous.

Cette nouvelle règle du jeu, difficile à adopter, en raison de nos habitudes et de nos pesanteurs réjouirait tous ceux — *et ils sont nombreux* — qui ont le légitime souci d'affirmer leurs convictions et de les voir triompher, mais qui refusent les jeux stériles du combat pour le combat.

Certains me taxeront d'angélisme, d'autres verront dans mes propos une attitude de compromis : il n'en est rien.

Ferme dans mes options et dans mes choix, je le suis et le resterai, mais je suis sûre aussi de me faire l'interprète d'un grand nombre de Français en appelant à une plus grande cohésion nationale.

Peut-être aussi est-ce l'occasion de montrer la voie pour les femmes qui détestent les guerres — et surtout les guerres civiles.

(*) Présidente de Dialogue des villes de France.

L'échange et le partage

par CLAUDE LEGOUX (*)

L'UTOPIE libérale procède du principe de l'*échange*, suivant la formule connue : « Donne-moi de quoi que tu as et je te donnerai de quoi que j'ai. »

L'utopie socialiste est fondée sur le concept de *partage*, en vertu du célèbre axiome : De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.

Sur ces notions d'*échange* et de *partage*, il y a, dans l'électorat de toutes les démocraties réelles, et spécialement dans l'électorat français, un *malentendu fondamental*. Ceux qui se prétendent, et se croient, des libéraux intransigeants, et célèbrent les vertus de l'« initiative », de la « compétition », du « risque », pratiquent la restriction mentale, plus ou moins consciente. Car, dans leur esprit, il doit bien être entendu que, dans l'hypothèse où leur sort personnel serait trop défavorisé, par le simple jeu des lois de l'*échange*, une certaine forme de *partage* viendrait rectifier le résultat.

A l'opposé, dans la perspective des adeptes du *partage*, il s'agit toujours de partager avec ceux qui ont plus, la hiérarchie des revenus et des situations, à la fois effet et cause de la hiérarchie des compétences, devant impérativement être respectée jusqu'à leur niveau inclusivement. En ce qui concerne leur catégorie sociale et professionnelle, les règles de l'*échange* restent valables.

C'est pourquoi les élections municipales ont *révélé* deux sortes de « déçus du socialisme » : ceux qui trouvent que l'on a trop partagé et ceux *qui* exigent que le niveau du partage s'abaisse davantage, jusqu'à la catégorie qui leur est immédiatement supérieure. En dépit de tous les discours, de toutes les déclarations de principe, et de toutes les théories, personne n'est disposé à partager avec plus pauvre que soi, et personne n'est prêt à jouer sans tricher *le* jeu du libéralisme intégral. Le président de la République sera bien habile si, ayant décrypté le « message » il parvient à y répondre à la satisfaction générale.

(*) Conseiller en informatique.



Le Monde

étranger

EUROPE

Finlande

AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le parti social-démocrate reste la première formation mais les « poujadistes » font une progression spectaculaire

De notre correspondant

Helsinki. – Les élections législatives des 20 et 21 mars ont, comme le prévoyaient les sondages, été marquées par une progression du parti social-démocrate qui, avec 26,8% des suffrages (+2,8% par rapport aux élections de 1979) et 57 sièges (+ 5), demeure la première formation du pays. Les communistes et leurs apparentés groupés dans l'union des démocrates populaires reculent comme prévu. Ils n'on plus que 14% des suffrages (–4%) et 27 députés (– 8). Ils restent néanmoins la quatrième formation. Ils ont apparemment perdu une partie de leur électorat qui les avait quittés pour les sociaux-démocrates à l'élection présidentielle, au début de 1982, et aussi certains de leurs électeurs parmi la paysannerie pauvre, qui ont, eux, reportés leurs suffrages sur le grand vainqueur de cette consultation, le pari rural à caractère poujadiste.

Car, contrairement aux prévisions des sondages, le glissement vers la droite n'a pas profité aux conservateurs – qui restent certes la deuxième formation avec 22,2% des voix (+0,5) mais n'ont plus que 44 députés (–2). Le parti rural triomphe : avec 9,7% des voix (+5,1%) et 17 députés, il gagne 11 sièges et retrouve presque son audience du début des années 70.

Le parti du centre (qui regroupe à présent centristes-ex-agrariens et libéraux), en perdant 3,3 points, n'a plus que 17,7 % des suffrages et n'aura plus que trente-huit députés (– 3). Le parti de la minorité suédoise accroît son audience et aura onze sièges (+ 1).

Nouveaux venus au Parlement, les écologistes emportent d'emblée deux sièges alors que, durant toute la campagne, la presse avait à peine mentionné leur existence. Enfin, à l'extrême droite, réapparaît un député constitutionnaliste : un de ces dissidents du parti conservateur qui avaient créé leur propre parti du temps de M. Kekkonen pour contester l'union majoritaire qui s'était faite sur son nom à chaque élection présidentielle. Enfin, l'union chrétienne perd sept sièges et n'a plus que trois députés : la vague de puritanisme semble donc avoir perdu de sa force. Au total, neuf partis au lieu de sept seront représentés au Parlement, qui comptera près d'un tiers de députés femmes, ce qui est sans doute un record en Europe occidentale.

La coalition gouvernementale sortante, dirigée par M. Kalevi Sorca, président du parti social-démocrate, comprend des sociaux démocrates, des centristes et des Suédois depuis que les communistes l'ont quittée en décembre 1982. Elle totalise 106 députés (+ 3). Comme toujours en Finlande, la formation d'un gouvernement dépendra de la position que prendra le parti charnière du centre. Les négociations risquent d'être longues, mais elles pourraient fort bien se solder par la reconstitution de l'équipe précédente.

PAUL PARANT.

Elections législatives des 20 et 21 mars

Partis	Suffrages obtenus	Gains ou pertes par rapport à 1979	Nombre de sièges	Gains ou pertes par rapport à 1979
	%	%		
Social-démocrate	26,8	(+ 2,8)	57	(+ 5)
Conservateur	22,2	(+ 0,5)	44	(– 2)
Centre + libéral	17,7	(– 3,3)	38	(– 3)
S.K.D.L. (communistes et appar.)	14	(– 4)	27	(– 8)
Rural (à caractère poujadiste)	9,7	(+ 5,1)	17	(+ 11)
Suédois	4,6	(+ 0,2)	11	(+ 1)
Chrétien	3	(– 1,8)	3	(– 7)
Ecologistes (1)	1,5	(+ 1,5)	2	(+ 2)
Constitutionnaliste	0,4	(– 0,8)	1	(+ 1)
Union pour la démocratie	0,1	(– 0,2)	0	(=)

(1) Apparaissent pour la première fois aux élections.

Yougoslavie

Le premier ministre soviétique fait une visite de cinq jours à Belgrade

De notre correspondant

Belgrade. – Le président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., M. Nicolas Tikhonov, est arrivé lundi 21 mars à Belgrade pour une visite officielle de cinq jours. Invité par son homologue, Mme Planintz, M. Tikhonov sera reçu par MM. Stambolitch et Ribitchitch, respectivement présidents de la direction collégiale de l'Etat et de la Ligue des communistes.

Depuis plusieurs années, les relations entre les deux Etats sont au beau fixe : à part quelques polémiques de presse sans suite, elles ne se heurtent plus à aucun problème majeur et les échanges économiques ont connu un véritable épanouissement. En 1982, ils ont atteint près de 7 milliards de dollars dans les deux sens et l'U.R.S.S. a participé pour plus de 30 % au commerce extérieur yougoslave.

Les Yougoslaves ne semblent cependant pas préoccupés par une dépendance économique aussi prononcée parce qu'ils considèrent que les échanges sont équilibrés (la balance yougoslave est même légèrement excédentaire), ce qui n'est pas le cas avec les pays de la Communauté ou les Etats-Unis. La Yougoslavie exporte vers l'U.R.S.S. des navires, des tubes et des installations pour la gazoduc sibérien, de l'équipement pour l'industrie nucléaire et de nombreux articles de consommation courante. L'U.R.S.S. lui fournit des matières premières (pétrole et coke), divers équipements industriels et miniers, des automobiles et des camions. Conformément à un accord signé en 1964, la Yougoslavie jouit au sein du Comecon d'un statut particulier qui lui permet de prendre part aux délibérations de tous ses organismes, mais d'accepter que les décisions qu'elle estime convenir à son économie nationale.

M. Tikhonov fera avec ses hôtes un tour d'horizon de la situation internationale. Les positions de Belgrade et de Moscou divergent face à plusieurs problèmes d'actualité, notamment sur l'Afghanistan et le Cambodge, la Yougoslavie s'étant prononcée dès le début contre l'intervention de troupes étrangères dans ces pays.

De même, pour les Yougoslaves, les événements de Pologne représentent une affaire strictement intérieure d'une pays indépendant dans laquelle toute ingérence extérieure serait *« inadmissible »*, même sous prétexte de *« solidarité internationale »*.

On a ici le sentiment que les Russes ont fini par accepter la Yougoslavie telle qu'elle est. Cette attitude semble avoir été l'élément déterminant de la normalisation des rapports entre les deux partis communistes.

PAUL YANKOVITCH.

R.F.A.

M. Strauss a manqué sa seconde chance

De notre correspondant

Bonn. – M. Strauss a jeté l'éponge. Il renonce à monter à Bonn pour occuper un siège dans le futur cabinet Kohl (nos dernières éditions du 21 mars). Il en a prévenu le chancelier par téléphone, lundi matin 21 mars, et s'est ensuite ouvert de ses intentions devant le comité directeur de son parti, la C.S.U. bavaroise. Pour le secrétaire général de cette dernière, M. Edmund Stoiber, qui a interprété la démarche de son patron, celui-ci n'aurait pas voulu la place d'un des cinq ministres bavarois, tous militants exemplaires et experts chevronnés. De plus, la C.S.U. aurait eu pleine satisfaction dans les discussions sur le programme de la coalition, si bien qu'il ne resterait plus rien à « surveiller » dans la capitale fédérale. L'histoire dira ce qu'il faut retenir de ces arguments. Il est certain que M. Kohl n'a pas cherché à faciliter les ambitions gouvernementales de celui en qui il ne pouvait voir qu'un concurrent.

Kohl plus Strauss aurait formé un tandem déséquilibré. Les deux *hommes ne sont pas de la même* génération (M. Kohl a cinquante-*deux ans, M. Strauss soixante-sept*). Ils ne s'apprécient qu'à demi ou pas *du tout, et le poids politique et mo*ral du leader bavarois aurait fait *pencher vers la droite une coalition* qui se veut du « milieu ».

Reste à se demander si le « sacrifice » de M. Strauss n'était pas devenu inévitable. Les libéraux s'accrochant à leurs portefeuilles – affaires étrangères, économie et justice, – M. Kohl s'étant porté au secours de M. Stoltenberg, qu'il entendait bien garder aux finances, il ne restait à la disposition de M. Strauss que des emplois de seconde catégorie.

Il en aurait été tout autrement si les Verts n'étaient pas entrés au Bundestag. Leurs vingt-sept mandats auraient été répartis entre les trois autres groupes parlementaires, ce qui aurait assuré à la C.D.U.-C.S.U. une majorité absolue des sièges. Du coup, on pouvait se passer du concours des libéraux ou, s'ils insistaient – n'avaient-ils pas dit qu'ils ne participeraient pas au gouvernement si la C.D.U.-C.S.U. sortait majoritaire des urnes ?, – les mettre à la portion congrue. Le chancelier Kohl doit donc aux Verts la marge de manœuvre qui lui a permis d'évincer M. Strauss, avec tous les *égards dus à sa forte personnalité*.

Celle-ci lui a peut-être joué un mauvais tour, car, quinze jours d'hésitation, s'achevant sur une « abdication », dévalorisent, quoi qu'on en dise, son dynamisme politique. D'un côté, il prend ses distances (il pourra toujours, le moment venu, désavouer la conduite des affaires de M. Kohl), mais, de l'autre, il s'éloigne à l'horizon ; il s'écarte, mais aussi il s'efface.

L'opposition à Munich

Le voici pour quatre ans ministre-président à Munich. Il pourra se faire réélire sans peine à l'expiration de son mandat, mais le pouvoir central, celui qu'on ne peut exercer qu'à Bonn, lui échappe à jamais. Ou bien se sent-il, en dépit de tout, une vocation de « recours » en cas d'échec patent de M. Kohl ? Telles que les choses sont parties, les difficultés que pourrait rencontrer le chancelier – outre les problèmes réels avec lesquels il sera aux prises, et qui ne sont pas minces – ne tiendraient qu'à la C.S.U.

La véritable opposition à M. Kohl ne peut venir que de l'intérieur, c'est-à-dire de Munich. Pas pour l'instant, où on échange gracieusement mémorandums et « papiers » divers, dont l'écho devrait se retrouver dans la déclaration gouvernementale, mais qui sait quelle « dérive » réserve l'avenir ? L'homme de la situation serait-il alors forcément M. Strauss ? Il a eu sa chance comme candidat à la chancellerie en 1980. Il a été battu par la coalition social-démocrate-libérale. Les circonstances viennent de prouver qu'il n'y avait pas de « seconde chance » pour M. Strauss ou qu'il n'a pas su la saisir. Ce qui revient au même.

A. C.

Pologne

Les autorités ont remis au pape l'invitation officielle à venir en juin dans son pays

Les autorités polonaises ont fait remettre au pape, lundi 21 mars, *l'invitation officielle* qui lève les derniers doutes sur la réalisation de la *seconde visite* de Jean-Paul II dans son pays, en juin prochain. Attendue depuis que le cardinal Glemp et le général Jaruzelski avaient *« confirmé »*, le 9 mars, leur *« volonté concordantes d'être les hôtes de Sa Sainteté »*, cette invitation, plusieurs fois retardée au cours de ces douze derniers jours, est contenue dans un message adressé au pape par le chef de l'Etat polonais, M. Henryk Jablonski. Ce message a été diffusé par l'agence officielle P.A.P., mais le Vatican n'en avait pas encore fait état mardi matin.

« Au nom des autorités suprêmes de la République populaire de Pologne, en mon propre nom et en accord avec l'episcopat polonais, j'invite Votre Sainteté à effectuer une nouvelle visite dans sa patrie à la date convenue, du 16 au 22 juin », écrit M. Jablonski. Le chef de l'Etat donne à ce voyage le sens politique que le pouvoir souhaite lui voir prendre, celui, comme le disait le 9 mars l'agence P.A.P., d'une *« contribution à la normalisation de la vie »* dans le pays.

« J'exprime en même temps ma conviction, poursuit en effet M. Jablonski, *que, tout comme l'annonce de la visite de Votre Sainteté cette année, les préparatifs et surtout le déroulement et les résultats de cette visite se révéleront favorables au bien de la patrie et de l'Etat socialiste polonais, au processus amorcé d'entente nationale et à la poursuite de la nouvelle normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat polonais. »*

Ainsi présenté, le voyage pontifical est ensuite placé – dans un visible souci d'apaisement des capitales alliées de Varsovie – sous le signe de la lutte pour la paix, dont la propagande des pays de la communauté socialiste a fait son premier thème dans la bataille diplomatique autour de l'affaire des euromissiles. *« Gardant le souvenir des expériences de l'histoire et conscient des dangers qui menacent l'humanité, le peuple polonais*, écrit en conclusion M. Jablonski, *attend que la visite de Votre Sainteté favorise les efforts des peuples d'Europe et du monde en vue de maintenir la paix, de freiner la course aux armements et d'empêcher une catastrophe nucléaire. »*

Un avertissement à M. Walesa

Le programme détaillé du voyage n'a pas encore été publié mais des indiscrétions, jusqu'à maintenant concordantes, citent comme étapes prévues : Varsovie, Czestochowa, le monastère de Niepokalanow (fondé par le père Kolbe, canonisé cette année), Poznan, Wroclaw, et Piekary-Slaskie, le haut lieu de pèlerinage *des mineurs de Silésie. Le doute per*siste sur l'éventualité d'une étape à Cracovie, et l'on ignore surtout si le pape rencontrera ou non M. Walesa. Celui-ci vient de recevoir, lundi, une convocation à se présenter devant l'administration des finances de la voïvodie de Gdansk. Une enquête est en effet en cours sur les *« irrégularités financières »* qui auraient été constatées dans la gestion de l'organisation régionale de Solidarité.

Le président du syndicat dissous avait déjà été convoqué, sous le même motif, à la mi-décembre. On voulait, en fait, l'empêcher de prendre part à une commémoration des émeutes ouvrières de 1970 sur la côte baltique. Il semble qu'on veuille, cette fois-ci, lui interdire ainsi d'être présent à l'ouverture du procès d'un groupe de militants clandestins du syndicat qui devait avoir lieu ce mardi matin, à Slupsk, à 100 kilomètres à l'ouest de Gdansk.

Plus généralement, cette nouvelle convocation a valeur d'avertissement, dans une période où M. Walesa multiplie déclarations et gestes politiques. Elle marque aussi que, voyage pontifical ou non, les autorités n'entendent pas relâcher leur pression. Convoquée, ce mardi, pour une session de deux jours, la Diète devait entendre à ce propos un rapport sur *« l'état de la sécurité dans le pays »*.

Turquie

Ankara reprend ses démarches pour obtenir une collaboration internationale contre le terrorisme arménien

De notre correspondant

Ankara. – Le récent assassinat de son ambassadeur à Belgrade a décidé le gouvernement turc à reprendre ses démarches pour obtenir une collaboration plus étroite dans la lutte contre le terrorisme international. Ainsi, Ankara a demandé officiellement au gouvernement de Beyrouth de prendre des mesures appropriées en vue d'*« empêcher la formation, l'organisation et le stationnement des groupes terroristes arméniens sur le sol libanais »*, à ses yeux incompatibles avec l'amitié et les liens de voisinage entre les deux pays.

Porteur d'un message du président de la République le général Evren, le ministre turc des affaires étrangères, M. Turkmen, a effectué une visite-surprise le 17 mars, à Beyrouth. Le chef de la diplomatie turque s'est entretenu avec le président libanais, M. Gemayel, avec M. Al Wazzan, premier ministre, et M. Chirani, ministre des affaires étrangères par intérim. Il a déploré, auprès d'eux, que les attentats contre les diplomates turcs en poste à l'étranger aient été commis par des terroristes arméniens opérant à partir de Beyrouth. *« La plupart des terroristes arrêtés portaient des passeports libanais »*, a souligné le ministre Turkmen. Le Liban servirait en même temps de « refuge » aux terroristes ayant quitté l'Europe ou les Etats-Unis après y avoir perpétré des attentats, a-t-il encore affirmé.

Ankara estime que les terroristes arméniens ont surtout bénéficié, depuis 1975, du chaos et du vide de l'autorité étatique du Liban. De gauche et de droite, ils auraient à la fois des liens avec les phalangistes et divers mouvements de gauche libanais.

Le président Gemayel aurait promis de donner concrètement suite aux demandes d'Ankara. Pour l'instant, les dirigeants turcs s'interdisent tout optimisme étant donné les jeux d'équilibre au Liban actuel.

Dès son retour, le chef de la diplomatie turque a également laissé entendre que des démarches semblables seront menées auprès d'autres Etats de la région. A commencer par la Syrie, où il existerait des camps d'entraînement mis à la disposition des terroristes arméniens. Selon des informations recueillies par les services secrets turcs, de plus en plus assistés par leurs collègues européens, les principaux dirigeants des mouvements terroristes arméniens, qui avaient quitté Beyrouth et se trouvaient réunis dans plusieurs Etats de la région, regagnent progressivement la capitale libanaise. Selon le quotidien *Milliyet*, l'organisation terroriste Les commandos justiciers du génocide arménien, proche du mouvement Dashnak, n'a pratiquement pas souffert de l'occupation de Beyrouth, contrairement à l'ASALA (pro-soviétique), qui a dû se disperser, mais reste très active, comme semble en témoigner les récents attentats à Paris et à Belgrade.

D'après la presse turque, le secteur grec de Chypre continue toujours à héberger des groupes terroristes arméniens et servirait de base d'opération, surtout pour l'ASALA. M. Turkmen a lancé, de son côté, un *« avertissement clair »* à l'intention des dirigeants grecs chypriotes. *« Nous sommes en possession de sérieux indices à ce propos. Nous ne manquerons pas de suivre cette affaire »*, a-t-il poursuivi, laissant entendre que la réaction d'Ankara serait alors assez sévère. Si la région sud de Chypre, a-t-il dit, tolère de tels agissements, *« elle commettrait la plus grande erreur de son histoire »*.

Le service secret turc posséderait suffisamment d'indices permettant d'établir un « pentagone » du terrorisme arménien, dont les pôles sont, d'après le quotidien *Hurriyet* : Téhéran, Damas, Beyrouth, le secteur grec de Chypre et Athènes.

M. Bayulken, ministre turc de la défense, qui assistera à la réunion du groupe de planification nucléaire des pays de l'OTAN à Lisbonne, s'apprête à redemander une collaboration plus étroite entre tous les alliés dans la lutte contre le terrorisme international. *« Certains alliés »* (on ne les indique pas nommément mais on comprend : la France et la Grèce) sont notamment accusés par les Turcs de ne pas s'y montrer énergiques). Ankara accuse Athènes de se comporter presque complaisamment à l'égard des mouvements arméniens. La publication par un journal grec d'un entretien avec un dirigeant arménien qui proférait de nouvelles menaces contre les diplomates turcs, trois jours seulement avant l'assassinat de l'ambassadeur turc à Belgrade, a été très mal accueillie ici. La presse turque accuse également le PASOK d'entretenir des liens privilégiés avec les dirigeants du Mouvement populaire arménien révolutionnaire basé à Athènes.

ARTUN UNSAL.

A Paris

TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE UN MILITANT ARMÉNIEN

Une charge explosive, composée de quatre pains de plastic, d'environ sept cents grammes au total, reliée à un mécanisme de mise à feu, a été désamorcée, lundi 31 mars après-midi, sous la voiture de M. Jean-Marc (dit Ara) Toranian, Vingt-neuf ans, animateur du mouvement national arménien (M.N.R.). Ce sont des automobilistes qui ont prévenu M. Toranian, alors qu'il roulait à la périphérie de Paris, de la présence d'un objet insolite sous son véhicule. Prévenus, les artificiers de la préfecture de police de Paris ont pu désamorser la charge. La mise à feu, qui devait être commandée par un fil lors du démarrage, s'était déréglée.

Le M.N.R. a aussitôt affirmé : *« Ara Toranian a été victime d'une tentative d'assassinat qui s'inscrit dans le cadre de l'offensive lancée par les services secrets du régime fascite turc contre les militants de la cause arménienne »*.

Il y a encore six mois, le Mouvement national arménien soutenait l'armée secrète arménienne (ASALA), responsable de nombreux attentat dont plusieurs en France. M. Toranian, militant arménien très actif, a été entendu à plusieurs reprises par la police française, notamment lors de l'enquête sur les attentats commis par le groupe arménien « Orly », en 1982, et à propos de la tentative d'assassinat, le 23 mai 1982, contre M. Hamo Moskovian, libanais d'origine arménienne.



PROCHE-ORIENT

Les États-Unis ont envoyé au Liban soixante-dix instructeurs pour entraîner l'armée

Les Etats-Unis ont envoyé au Liban soixante-dix instructeurs pour entraîner l'armée libanaise, a indiqué, lundi 21 mars, le Pentagone. Ces spécialistes, parmi lesquels figurent vingt-huit membres des forces spéciales (bérets verts), doivent entraîner les soldats libanais aux tactiques d'infanterie et aux opérations menées par de petites unités.

Selon un porte-parole du Pentagone, l'arrivée de ce contingent marque le début de la seconde phase du programme américain d'assistance à la réorganisation des forces armées libanaises. La première phase avait commencé à la fin de 1982, après l'acceptation par le président libanais Amine Gemayel des propositions mises au point par une commission américaine dirigée par le général Gerald Bartlett. Au cours de cette phase, qui s'est achevée en février 1983, l'armée libanaise, selon le Pentagone, a renforcé les effectifs de seize de ses bataillons.

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants commence, ce mardi, l'étude de la requête de Washington pour une aide économique et militaire au Liban de 251 millions de dollars. Selon un rapport élaboré à cet effet à la demande du Congrès, *« l'armée libanaise est dans un très piètre état après la longue guerre civile et existe essentiellement sur le papier »*. Les auteurs de l'étude estiment que le moral des troupes est bas et qu' *« il faudra deux ans pour entraîner et équiper cinq brigades des forces armées libanaises, soit le minimum pour contrôler effectivement le pays »*. Les gens n'ont pas confiance en l'armée, indiquent-ils, et la moitié des soldats sont ou bien chez eux ou inactifs. Les soldats, selon l'étude, sont en majorité musulmans et les efforts du gouvernement pour recruter des chrétiens se sont montrés *« largement infructueux »*. En outre, plusieurs des factions des milices chrétiennes sont bien meilleures au combat que l'armée régulière, et même les plus petites de ces factions sont mieux équipées.

Mutinerie à Ansar

Au Sud-Liban, des prisonniers palestiniens de la prison militaire du camp d'Ansar se sont soulevés, pendant plus de six heures, lundi. Selon la radio israélienne, la mutinerie a commencé alors que la police procédait à un contrôle de routine. Les prisonniers, brandissant des drapeaux palestiniens, ont alors entonné des chants de l'O.L.P. Les cinq mille quatre cents prisonniers auraient participé à cette manifestation. L'armée n'est pas intervenue, et le calme est revenu lorsqu'un dirigeant palestinien demanda à ses compagnons de laisser la police procéder à son inspection.

Dans la Bekaa, au centre du Liban, un char israélien a sauté, dimanche soir, près du village d'Al-Rafid. Un porte-parole israélien a indiqué qu'aucun militaire n'avait été blessé par l'explosion, contredisant ainsi les informations rapportées par des correspondants de presse au Liban selon lesquelles cinq soldats auraient été blessés.

Huit nouvelles colonies civiles en Cisjordanie

A Jérusalem, le gouvernement a décidé dimanche, lors de sa réunion hebdomadaire, la création de huit nouvelles colonies de peuplement juives en Cisjordanie, a annoncé lundi la radio israélienne. Les huit nouvelles implantations, qui étaient jusqu'à présent des postes militaires, accueilleront prochainement des civils. Deux des implantations sont voisines de la ville de Naplouse. Cette annonce intervient alors que la politique d'implantation massive israélienne dans les territoires arabes occupés depuis 1967 suscite une opposition grandissante dans le monde et notamment aux Etats-Unis, où elle apparait comme un des principaux obstacles à la participation du roi Hussein de Jordanie à la négociation. – *(A.F.P.)*

Égypte

CINQ ÉVÊQUES GRECS ORTHODOXES SONT PRIÉS DE QUITTER LE PAYS

(Correspondance)

Le Caire. – Le ministre égyptien de l'intérieur a fait savoir, samedi 19 mars, au métropolite grec orthodoxe de Memphis, Mgr Dionissios, et à quatre autres évêques de cette communauté, dont le vicaire du patriarcat d'Alexandrie, Mgr Crisostomos, qu'ils avaient une semaine pour quitter l'Égypte. Les autorités égyptiennes n'ont fourni aucune explication (1).

La nouvelle confirmée de source diplomatique grecque a provoqué surprise et consternation dans une communauté qui compte moins de vingt mille membres, dont un tiers de Grecs d'Égypte, les autres étant pour la plupart citoyens égyptiens d'origine syrienne, libanaise ou palestinienne. Tous les évêques sur le point d'ête expulsés sont de nationalité grecque.

La hiérarchie ecclésiastique de la communauté est donc pratiquement décapitée, le patriarche Nicolas VI, qui possède la double nationalité grecque et égyptienne, ayant été le seul épargné. Coïncidence, le patriarche est depuis quelques jours en U.R.S.S., où il est allé se faire soigner les yeux. Lundi soir, les représentants de la communauté grecque affirmaient n'avoir toujours pas pu obtenir d'explication à une mesure qu'ils ne comprennent pas.

M.B.

(1) Selon l'Agence U.P.I., qui cite un porte-parole du ministère égyptien des affaires étrangères, cette mesure a été prise à la demande de la hiérarchie de l'Église grecque orthodoxe à Athènes.

AFRIQUE

Namibie

L'offensive des nationalistes de la SWAPO aurait déjà fait deux cent cinquante morts

De notre correspondant

Johannesburg. – Les combats se poursuivent avec acharnement dans le nord de la Namibie, au moment où la Maison Blanche s'efforce de renouer les fils de la négociation avec les Sud-Africains d'une part et les Angolais de l'autre. Près d'un mois après l'échec de la deuxième phase des entretiens directs entre Luanda et Pretoria au Cap-Vert (*le Monde* du 25 février), la recherche d'un règlement négocié en Namibie paraît bien, une nouvelle fois, marquer le pas. Angolais et Sud-Africains se disent, certes, prêts à renouer le dialogue interrompu, mais tout indique que l'établissement d'un *« climat de confiance »*, condition nécessaire quoique insuffisante à la proclamation d'un cessez-le-feu temporaire sur la frontière, n'est pas en voie de réalisation.

La plus vaste offensive jamais lancée par les nationalistes de la SWAPO namibienne en dix-sept ans de guérilla contre les forces d'occupation, a déjà fait, en cinq semaines, au moins deux cent cinquante morts, bilan provisoire, et pourtant sans précédent sur le territoire même (1). Certes, à en juger par les communiqués de l'état-major sud-africain – qu'aucune source indépendante n'est en mesure de confirmer – les guérilleros feraient l'essentiel des frais des combats (deux cent cinq tués). Les forces de Pretoria (armée « territoriale » namibienne incluse) n'auraient perdu que dix-sept hommes au total, et vingt-neuf civils auraient également péri dans les combats.

Bien qu'elle se refuse toujours à indiquer si des fermiers blancs – cible principale des attaques nationalistes – se comptent au nombre des victimes, l'armée sud-africaine affirme tenir la situation bien en main. Compte tenu de l'état des forces en présence, et de l'imposant quadrillage opéré par l'armée dans toute la région nord, l'offensive de la SWAPO a, en effet, toutes les apparences d'une vaste opération suicidaire.

Tout ce que les nationalistes peuvent espérer, et c'est sans doute là leur objectif, c'est de rappeler au peuple namibien et sud-africain qu'ils existent toujours et qu'aucun règlement négocié ne se fera sans eux. Ce n'est sans doute pas un hasard si l'offensive en cours a été lancée une semaine avant la seconde rencontre du Cap-Vert et si, de l'aveu sud-africain, cette opération est directement à l'origine de son échec.

Pour l'histoire, rappelons que pour bien marquer qu'il tenait Luanda responsable de la reprise des combats, le gouvernement sud-africain décida, quelques jours avant la rencontre du 23 février, de retirer de sa délégation les trois ministres désignés pour la conduire au Cap-Vert. Cet « affront » diplomatique fut évidemment mal pris par les Angolais et les entretiens, qui devaient se poursuivre deux jours, échouèrent en moins de trois heures.

Pour un diplomate sud-africain, tant que les combattants de l'Armée de libération du peuple namibien (branche militaire de la SWAPO) livrent bataille, *« chez elles »*, aux forces sud-africaines, *« il ne peut être question d'un cessez-le-feu même temporaire entre nous et l'Angola, qui les équipe »*. En sera-t-il à nouveau question quand les guérilleros qui se sont infiltrés en Namibie auront été éliminés ou repoussés de l'autre côté de la frontière ?

Entretiens confidentiels

Tel fut probablement, entre autres, l'objet des entretiens américano-sud-africains du week-end dernier à Washington. Une rencontre que le département d'Etat eut souhaité d'autant plus secrète que le chef des renseignements militaires sud-africains, le général Van Der Westhuizen, figurait dans la délégation de Pretoria. Rien n'a encore filtré de ces entretiens aussi confidentiels que le fut la rencontre américano-angolaise de Paris tout récemment. Mais, à en juger par les derniers communiqués des forces sud-africaines stationnées en Namibie, il semblerait qu'on s'achemine plutôt vers une intensification des combats.

D'abord, parce que, en dépit de son incontestable supériorité sur le terrain, l'armée n'est pas encore parvenue à éliminer tous les maquisards venus d'Angola. *« Trois des huit groupes de terroristes qui se sont infiltrés en Namibie ont été éliminés »*, a annoncé le proconsul sud-africain du territoire, M. Willy Van Niekerk. Chaque unité comprenant quarante à cinquante hommes, il resterait plus de deux cents guérilleros dans le nord du pays et trois cents seraient prêts à passer à l'action à partir de leur « sanctuaire » en Angola. Certains « terroristes » porteraient l'uniforme des forces régulières angolaises, et, toujours selon l'armée, *« tout indique que la SWAPO continue d'utiliser leur infrastructure logistique »*. Pour un diplomate étranger ces *« révélations suffiraient à elles seules de prétexte à une nouvelle expédition militaire chez le voisin »*. Mais il y a plus : *« Le nombre de Cubains présents en Angola »* serait *« récemment passé de vingt-trois mille à trente mille »*. Deux mille d'entre eux étaient basés à Menongue (300 kilomètres de la frontière namibienne) pour entretenir et piloter des avions de combat soviétiques Mig, mais ils ont apparemment été déplacés au sud jusqu'à 130 kilomètres de la frontière. A Lubango (220 kilomètres au nord), d'autres Cubains, des Allemands de l'Est et des officiers soviétiques parachèveraient l'entraînement intensif d'une *« unité spéciale »* de la SWAPO.

De puissants *« contingents terroristes »* seraient, enfin, stationnés encore plus près de la frontière, à Cahama (100 kilomètres) et Cuvelai (150 kilomètres). Pour les observateurs, il n'y a pas à s'y tromper, *« dans le passé, fondés ou non sur la réalité, ce genre d'allégations est rarement resté sans suite »*. Pour l'instant, dit un spécialiste sud-africain de la question, *« il s'agit simplement de préparer l'opinion blanche à l'éventualité de nouveaux combats en Angola-même. Tout sera, bien sûr, oublié dans le bien improbable cas où un cessez-le-feu serait rapidement signé... »*.

PATRICE CLAUDE.

(1) Les forces sud-africaines étaient jusqu'ici parvenues à porter l'essentiel des combats dans les « sanctuaires » angolais de la SWAPO. La dernière offensive lancée par les nationalistes en Namibie avait fait l'an dernier moins de cent morts.

A TRAVERS LE MONDE

Côte-d'Ivoire

● YAMOUSSOUKRO REMPLACE ABIDJAN COMME CAPITALE. – L'Assemblée nationale ivoirienne réunie en session extraordinaire lundi 21 mars a adopté par acclamation le projet de loi relatif au transfert de la capitale de la Côte-d'Ivoire, Abidjan, à Yamoussoukro, ville natale du président ivoirien Houphouët-Boigny, agglomération d'environ cent mille habitants, située à 250 kilomètres au nord-ouest d'Abidjan. – *(A.F.P.)*

Venezuela

● RUMEURS DE COUP D'ÉTAT. – Le gouvernement vénézuélien a démenti, lundi 21 mars, les rumeurs de coup d'Etat militaire qui circulaient et que des mouvements inhabituels dans le centre de la capitale de la plus importante division blindée du pays avaient renforcées. Des slogans proclamant *« Maintenant, les militaires »* sont apparus sur les murs de certaines villes du pays. Ces rumeurs surviennent alors que le Venezuela est, lui aussi, frappé par la crise. La dette extérieure est estimée à 9 500 millions de dollars, et la fuite des capitaux à 6 milliards de dollars pour les six derniers mois. – *(A.F.P.)*

Zimbabwe

● RAPPORT SUR LES ATROCITÉS AU MATABELELAND. – Neuf organisations de secours internationales indépendantes ont remis, lundi 21 mars, à M. Robert Mugabe, premier ministre du Zimbabwe, un dossier sur les atrocités commises par l'armée, et notamment par la cinquième brigade, contre des civils au sud-ouest du pays, indiquent des sources proches de ces organisations au Zimbabwe. Le rapport comporte une série de comptes rendus, avec preuves à l'appui, sur plus d'un millier d'assassinats de civils, commis depuis la mi-janvier au Matabeleland. Au cours d'une conférence de presse, tenue le 12 mars dernier, le premier ministre avait démenti avoir été informé de telles violences. – (A.F.P.).

Haute-Volta

Arrestation de personnalités politiques

Ouagadougou *(A.F.P.)*. – Quatre personnalités politiques, accusées d'*« agitation »*, de *« provocation »* et d'*« insinuations calomnieuses »*, ont été arrêtées dans la nuit de samedi 19 à dimanche 20 mars à Ouagadougou par le Conseil de salut du peuple (C.S.P.), instance politique suprême de Haute-Volta, au pouvoir depuis le coup d'État du 7 novembre 1982. Il s'agit de MM. Joseph Ouedraogo, ancien président de l'Assemblée nationale et secrétaire politique du Front progressiste voltaïque (F.P.V.) fondé par le professeur Joseph Ki Zerbo ; Albert Patouin Ouedrago, ancien ministre de l'éducation nationale sous le régime du Comité militaire de redressement pour le progrès national (C.M.R.P.N.) du colonel Say Zerbo (1980-1982) ; Frédéric Guirma, premier ambassadeur de Haute-Volta à l'ONU et François Tinoaga Kabore, commerçant.

Par ces arrestations, le régime voltaïque semble chercher à mettre en garde ses nombreux adversaires qui tentent de reprendre leurs activités politiques. Le capitaine Thomas Sankara, premier ministre, avait reconnu en février dernier, l'existence de ces *« adversaires »*, qui peuvent se recruter parmi les partisans du premier président voltaïque, M. Maurice Yameogo, ceux de son successeur, le général Sangoule Malizana, et ceux du régime du colonel Saye Zerbo, renversé le 7 novembre dernier. Le nouveau régime s'est également fait de nombreux ennemis chez les officiers, dont un grand nombre ont été mis à la retraite d'office.

Algérie

Le gouvernement veut développer la coopération avec Madrid

De notre correspondant

Alger. – M. Guerra, vice-président du gouvernement espagnol, commence, ce mardi 22 mars, une visite officielle de quatre jours en Algérie, accompagné des ministres de l'industrie et de l'énergie, des travaux publics, de l'urbanisme et du secrétaire d'Etat au commerce. Cette visite illustre la volonté de l'Algérie de diversifier ses partenaires commerciaux, en particulier dans le cadre méditerranéen. Elle est facilitée par le dégel algéro-marocain et la volonté commune de trouver une solution au problème du Sahara occidental.

Fidèle à son attitude, consistant à soutenir qu'elle n'est pas directement partie prenante au conflit, l'Algérie n'a jamais reproché officiellement à l'Espagne les accords de Madrid de 1975, qui ont mis le Sahara espagnol sous administration marocaine et mauritanienne. Mais le dépit algérien s'était traduit par l'installation à Alger du Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), qui disposait d'une radio. Aujourd'hui, ce mouvement est en veilleuse. Diminué physiquement par les séquelles d'un attentat (dont les auteurs, espagnols, sont toujours incarcérés en Algérie), son président, l'avocat Antonio Cubillo, est très discret. De source espagnole, on affirme qu'il pourrait revenir en Espagne et militer pour l'autonomie, voire l'indépendance des Canaries, à condition de rester dans la légalité.

En 1976, alors dans l'opposition, M. Felipe Gonzalez avait conclu avec le Polisario un « accord » qui reconnaissait la légitimité de celui-ci. Parvenus au pouvoir, les socialistes espagnols n'ont pas reconnu la R.A.S.D., bien qu'ils maintiennent de bonnes relations avec ses dirigeants.

Si la conjoncture actuelle au Sahara occidental rend moins délicate la position de l'Espagne par rapport à l'Algérie, il est exclu que ce problème soit au cœur des entretiens. La visite de la délégation espagnole vise à *« établir le cadre d'une coopération bilatérale plus développée »*. Il sera notamment question d'achat de gaz algérien. Un contrat signé en 1975 n'avait été que très partiellement appliqué. Aujourd'hui, de nouvelles négociations pourraient aboutir. Les livraisons algériennes pourraient se faire d'abord par méthaniers. Mais le projet de construction d'un gazoduc entre l'Algérie et l'Espagne pourrait être aussi relancé.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

ASIE

Fragile Cambodge

II. – « *Devant la porte du socialisme...* »

La force qui assure la protection du régime de Phnom-Penh face à la résistance khmère rouge et nationaliste demeure l'armée vietnamienne (*le Monde* du 22 mars). Quant au prince Sihanouk, les dirigeants pro-vietnamiens s'en méfient trop pour promettre de lui laisser les coudées franches si un jour il acceptait de rentrer à Phnom-Penh.

De notre envoyé spécial
JACQUES DE BARRIN

Phnom-Penh. – Le bar du Samaki est bien mort ! Beaucoup de pensionnaires de l'ancien hôtel Royal, membres d'organisations humanitaires, ont déjà plié bagage : la situation au Cambodge ne justifiait plus tout à fait leur présence. Ils sont, aujourd'hui, une soixantaine à veiller sur la convalescence d'un pays ruiné par les rêves fous de M. Pol Pot et des siens.

Les organisations internationales ont fortement diminué leurs programmes d'assistance financière au Cambodge, jugeant qu'il n'y avait plus urgence en la matière. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), par exemple, qui, d'octobre 1979 à décembre 1981, avait dépensé sur place 100 millions de dollars, a limité sa contribution, l'an dernier, à 4 millions. Moins d'argent, moins d'hommes sur le terrain : les autorités de Phnom-Penh ont demandé aux agences humanitaires de réduire leur personnel. Par sagesse et, peut-être aussi, par méfiance politique, elles souhaitent désormais, semble-t-il, contrôler elles-mêmes le développement du pays, quitte à en ralentir le rythme, plutôt qu'à en confier la maîtrise, faute de cadres, à des escouades d'experts étrangers.

Lorsque, en 1980, l'Union soviétique avait proposé de disperser une trentaine d'équipes médicales à travers le pays, les autorités locales s'y étaient déjà opposées. Lorsque, à son tour, l'an dernier, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge mit à leur disposition, avec un empressement maladroit, une quarantaine de praticiens, elle dut prématurément interrompre sa mission. Dieu sait pourtant si, en ce domaine, les besoins sont encore criants !

La dernière distribution de médicaments faite par le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) aux dispensaires de district remonte à mars 1982, à juin pour les hôpitaux de province. Faute de matières premières et d'équipements en état de marche, les trois usines pharmaceutiques de Phnom-Penh tournent au ralenti. Seules deux équipes de la Croix-Rouge, l'une suédoise et l'autre suisse, composées chacune d'un chirurgien et d'une infirmière, sont encore à pied d'œuvre à Kompong-Chhnang et à Kompong-Cham. Ailleurs, hors de la capitale, c'est un peu le désert médical...

Vers l'autosuffisance

Fragile « renaissance » du Cambodge ! La très grande majorité des enfants, entre six et dix ans, sont scolarisés. Mais combien pourront continuer leurs études ? Le manque de professeurs dans l'enseignement secondaire va contraindre inévitablement les autorités locales à imposer une sévère sélection à la sortie du primaire. Et pourtant les parents veulent, coûte que coûte, assurer un avenir à leur progéniture. A Karkor, sur la route de Battambang, la fête est prétexte à ramasser des fonds. Autrefois, c'était pour construire une pagode ; aujourd'hui, c'est pour bâtir une école. « *La population a l'air pauvre,* commente le guide, *mais elle a le bonheur en main.* » Dans ce domaine comme dans d'autres, le pays pâtira longtemps encore de l'absence de cadres. Il a même fallu faire appel à des maçons vietnamiens pour construire le musée de la Révolution !

La situation alimentaire est moins critique : le Cambodge s'achemine lentement vers l'autosuffisance alimentaire. Cependant, les résultats de la campagne 1982-1983 sont assez décevants : 1,181 million de tonnes d'équivalent-riz, selon les statistiques officielles, ce qui s'est traduit, d'après le ministère de l'agriculture, par un déficit de 280 000 tonnes. La sécheresse aurait affecté quinze provinces sur vingt, notamment dans le Sud. Seules les Nations unies ont aidé l'an dernier le Cambodge à combler son déficit alimentaire en lui fournissant 40 000 tonnes de riz. Les experts de l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (F.A.O.) estiment que, pour la saison à venir, ce déficit ne devrait pas dépasser, sauf imprévu, 100 000 tonnes.

Vaste plaine aux épis coupés : c'est l'après-moisson dans la province du Battambang, le « *grenier à riz* » du Cambodge. On y cultive, paraît-il, le meilleur paddy qui soit : à la belle époque, la production de cette seule région suffisait à nourrir le pays tout entier. M. Som Sath, vice-président du comité populaire provincial, fait état, malgré la sécheresse, d'une récolte de 300 000 tonnes lors de la dernière saison des pluies. « *Nous avons même vendu un excédent de 80 000 tonnes à l'Etat* », précise-t-il.

Sur leurs charrettes que tirent des bœufs aux sabots fatigués, des paysans s'en vont livrer au gouvernement leurs sacs de paddy qui s'entassent devant les entrepôts villageois. Au reste, les agriculteurs sont encore loin d'avoir reconquis le territoire rizicole d'avant 1970 : il s'en faut d'un bon million d'hectares ; 7 % seulement des surfaces cultivées sont irrigués. Pour suppléer aux effets de la sécheresse, les paysans se débrouillent avec les moyens du bord : ils étendent leurs bananeraies et élèvent des porcs et des volailles. Et puis, malgré les vicissitudes de l'histoire immédiate, le dicton local n'a pas vieilli : « *Là où il y a de l'eau, il y a du poisson !* »

Les autorités s'efforcent aussi de relancer l'activité industrielle. Priorité aux secteurs alimentaire et textile pour nourrir et vêtir la population, et au secteur mécanique pour répondre aux besoins de l'agriculture. Dans la capitale, soixante entreprises sur soixante-neuf sont de nouveau en état de marche. « *Mais le volume de notre production est très faible ; il a représenté, l'an dernier, le dixième de ce qu'il était en 1969* », précise M. Meas Samnang, ministre de l'industrie.

Quatre étagères dans un petit salon de son ministère suffisent pour exposer les échantillons de la production cambodgienne : ustensiles de cuisine, instruments aratoires, tissus, boissons, etc. Force est pour le gouvernement, face à cette pénurie de biens de consommation, de laisser libre *cours* aux marchandises étrangères. Encore vient-il de décider de les taxer selon un barème adapté à leur utilité : de 5 % à 10 % pour l'indispensable comme les médicaments, de 30 % à 50 % pour le superflu comme les cigarettes. C'est *là aussi une manière de protéger les* fabrications locales. Il n'empêche que M. Samnang ignore les Révolution et fume ostensiblement des Dunhill devant ses visiteurs...

Pas de grand bond en avant

La simple remise à flot du pays *exige encore des concours étrangers* importants. De 1979 à 1982, l'aide internationale non remboursable s'est élevée à environ 400 millions de dollars, celle de l'Union soviétique à 329 millions sous forme de produits alimentaires, de pétrole, de véhicules divers, etc. « *Nous continuerons à la même cadence* », indique-t-on à l'ambassade d'U.R.S.S., mais on précise que le Cambodge ne recevra plus de dons – le dernier en date servira à financer la construction, comme au Laos, d'une station de liaison par satellite Interspoutnik – et se verra consentir des crédits commerciaux classiques. Retour à la normale, même entre « *pays frères* ».

« *Nous avons mis à la disposition du Cambodge deux cent cinquante conseillers techniques, mais compte tenu des projets en cours, qui visent notamment à créer le secteur étatique, ce nombre va augmenter* », disent les Soviétiques. Plus d'un millier de stagiaires cambodgiens, en outre, sont en cours de formation en U.R.S.S. Les premiers seront de retour à l'automne pour participer à la reconstruction d'un pays dont M. Hun Sen, vice-président du conseil des ministres et ministre des affaires étrangères, affirme qu'« *il est arrivé devant la porte du socialisme* ».

Les responsables veulent, cependant, éviter d'appliquer à la lettre des formules toutes faites. « *Nous dirigeons ce pays selon ses conditions propres,* insiste M. Hun Sen. *Notre politique est d'avancer pas à pas, de ne diverger ni vers la droite ni vers la gauche.* » Il n'est plus question de « *grand bond en avant* » à la manière khmère rouge. Le Cambodge en a vu et en subit encore les effets désastreux. Et le ministre d'assurer : « *Les trois secteurs – étatique, collectif et privé – continueront de coexister, même au stade ultime du socialisme.* » D'ici là, il faudra que beaucoup d'eau ait *coulé dans les rizières...*

FIN





ASIE

Inde

Trêve précaire en Assam

De notre correspondant

New-Delhi. — La nouvelle Assemblée de l'Etat d'Assam, dans le nord-est de l'Inde, s'est réunie lundi 21 mars dans un climat de tension. Les responsables du mouvement d'agitation destiné à chasser les « *étrangers* » de l'Etat avaient appelé la population, et notamment les fonctionnaires, à exprimer leur méfiance à l'égard des autorités et des élus locaux. La grève générale paralyse la plupart des activités dans la vallée du Brahmapoutre. L'ouverture de la session avait été précédée par une nouvelle vague de violences. Une trentaine de personnes auraient été tuées dans le district de Darrang au cours d'affrontements entre Assamais et immigrés. Un couvre-feu a été décrété à Tezpur, la capitale du district.

Réaffirmant leur position, les chefs du mouvement ont expliqué qu'il ne saurait être question « *de permettre à une assemblée illégale, soutenue par des étrangers, de déterminer le sort de l'Assam* ». Il semble toutefois qu'ils soient décidés, pour le moment, à s'en tenir à des actions « symboliques », afin de ne pas paraître entraver les opérations d'aide aux victimes des affrontements de février (1). De plus, le caractère communaliste (opposition entre hindous et musulmans) pris par certains affrontements ainsi que l'hostilité manifestée par les populations tribales à l'égard des Assamais invitent à la prudence des dirigeants qui peuvent craindre de voir, une nouvelle fois, le mouvement échapper à leur contrôle.

De leur côté, les autorités semblent décidées à user à la fois de la carotte et du bâton. Ainsi, le nouveau chef du gouvernement local, M. Saikia, a-t-il indiqué récemment qu'il n'hésiterait pas à armer et à entraîner ceux qui sont la cible des « agitateurs ». De plus, une réorganisation et des recrutements massifs seraient opérés dans la police et l'administration locales, afin d'en augmenter l'efficacité et d'y atténuer l'influence qu'y détiendraient les éléments favorables au mouvement d'agitation. Certes il n'est pas question de procéder à une enquête judiciaire au sujet des massacres (2), mais une enquête administrative sera effectuée afin de déterminer les responsabilités éventuelles.

Pour le moment il n'est pas prévu d'interdire les deux organisations qui, depuis trois ans, animent la campagne d'agitation. « *La porte des négociations reste ouverte* », a déclaré M. Saikia. Les autorités locales n'en ont pas moins décidé unilatéralement de procéder, dans deux ou trois mois, au recensement des personnes entrées illégalement en Assam depuis 1971. Des tribunaux spéciaux seraient constitués à cet effet. Encore faut-il fixer les critères qui seront appliqués pour mener à bien une tâche qui s'annonce des plus ardues.

Autant d'initiatives qui, bien que jugées positives par la plupart des observateurs, n'en paraissent pas moins insuffisantes. Ainsi, même la presse modérée estime que le gouvernement central ne regagnera pas la confiance de la population en soutenant contre vents et marées un gouvernement local dont la légitimité est pour le moins sujette à caution. Certes on peut jongler avec les statistiques et mettre en valeur la participation électorale dans les circonscriptions où les immigrés sont en majorité. Mais il reste difficile de masquer le caractère contestable d'un scrutin organisé « *à l'ombre des fusils* » et boudé par une très large fraction de la population. Comment, à la lecture des chiffres publiés par la commission électorale (3), ne pas s'interroger sur la représentativité d'une Assemblée élue dans de telles conditions et sur les chances de survie d'un gouvernement en sursis ? Force est de constater qu'aucun ministre, ni aucun élu ne peut aujourd'hui se déplacer en Assam sans protection policière. D'où l'impression que l'Assam vit actuellement une trêve des plus précaires. « *Nous savions, quand nous avons décidé d'organiser des élections, qu'il y aurait des actes de violence,* nous a confié un proche collaborateur de Mme Gandhi, *et nous ne pouvons exclure aujourd'hui une nouvelle explosion.* ».

PATRICK FRANCÈS.

(1) Près de trois cent mille personnes auraient fui leurs villages et seraient hébergées dans des camps de réfugiés en Assam. Vingt mille auraient gagné le Bengale-Occidental et autant l'Arunachal-Pradesh.

(2) Le bilan officiel des massacres s'élèverait à plus de mille tués et deux mille « disparus », dont la plupart sont considérés comme morts.

(3) Les élections ont eu lieu dans cent neuf des cent vingt-six circonscriptions. Parmi les cinquante et une où le taux de participation a été inférieur à 25 %, vingt et une ont enregistré un taux inférieur à 5 % ; le taux de participation global a été de 32,7 % contre 66,8 % lors des précédentes élections locales de 1978. Le parti de Mme Gandhi a emporté quatre-vingt-onze des cent neuf sièges.

Afghanistan

TASS : les États-Unis sont « entièrement responsables de la tension »

L'agence soviétique Tass a lancé lundi 21 mars, une violente attaque contre la politique américaine en Afghanistan, rendant Washington « *entièrement responsable* » de la « *tension autour de l'Afghanistan* » et des difficultés à parvenir à un « *réglement politique* » du problème afghan. « *Le caractère irréversible des mutations qui s'opèrent en Afghanistan* » explique, pour l'agence, « *les actes de subversion* » menés par les États-Unis. « *La révolution se renforce et va de l'avant* », ajoute Tass.

Cette attaque intervient la veille de la visite à Moscou du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Le délégué soviétique à l'ONU a récemment estimé « *encourageants* » les efforts du représentant de M. de Cuellar, M. Diego Cordovez ».

D'autre part, à Washington, le président Reagan a demandé lundi à l'U.R.S.S., « *au nom de l'humanité* », de mettre un terme à « *l'effusion de sang* » afin de permettre à ce pays de recouvrer son indépendance. « *Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées en Afghanistan, des millions ont perdu leur foyer. D'autres ont été soumis à la torture* », a ajouté M. Reagan, qui a souligné le courage des « *combattants de la liberté* ».

Enfin, la télévision soviétique a accusé le docteur Philippe Augoyard — le médecin français incarcéré à Kaboul — d'avoir, « *en 1980, rejoint de Thaïlande les gens de Pol Pot* (les Kmers rouges) *et d'avoir aidé ceux qui étaient basés à la frontière khméro-thaïlandaise* ». — *(A.F.P., A.P.)*.

AMÉRIQUES

« La politique de Reagan en Amérique centrale risque de déboucher sur une situation de type vietnamien »

nous déclare le ministre cubain de la culture

M. Fidel Castro souhaite se rendre en voyage officiel en Europe occidental, cette année, mais aucune disposition concrète n'a encore été arrêtée ni avec les autorités suédoises, ni avec celles de Madrid et de Paris. C'est ce que nous a confirmé, le lundi 21 mars au cours d'un entretien, M. Armando Hart, ministre cubain de la culture, de passage en France après une visite en Espagne. La possibilité d'un séjour de M. Fidel Castro en Europe, pour la première fois depuis l'instauration du régime castriste, a été évoquée à plusieurs reprises ces dernières semaines. Aucune décision officielle n'a donc été prise par les gouvernements des trois pays envisagés, mais les pourparlers se poursuivent.

A Paris, M. Armando Hart devait inaugurer mercredi 23 mars une rétrospective du peintre cubain Wilfredo Lam au Musée d'art moderne. Il devait aussi s'entretenir avec un certain nombre de dirigeants français, ainsi qu'avec M. Jospin, premier secrétaire du P.S.

Ce projet de visite de M. Fidel Castro s'inscrit dans le cadre d'une relance cubaine auprès des pays de l'Europe occidentale à un moment où le gouvernement de La Havane paraît très préoccupé par l'évolution de la situation en Amérique centrale. M. Hart estime que « *les États-Unis paraissent résolus à intervenir de plus en plus nettement dans la région, en particulier au Salvador et au Nicaragua* » et que « *cette attitude est dangereuse, car elle risque de déboucher sur une situation de type vietnamien* ». Les répercussions d'une intervention américaine seraient, selon le ministre cubain, « *catastrophique à tous les niveaux* ».

Il estime que « *la politique agressive de l'administration Reagan se heurte, aux Etats-Unis, à l'hostilité de certains membres du Congrès et d'une partie de l'opinion publique* ». et il paraît assuré que « *les Nicaraguayens sont tout à fait en état de se défendre par leurs propres moyens* », excluant ainsi, implicitement, une éventuelle riposte cubaine directe dans l'hypothèse où le gouvernement sandiniste de Managua devrait affronter une véritable situation de guerre.

Mais il pense aussi que des interventions diplomatiques de certains pays européens pourraient jouer un rôle important et favoriser une éventuelle amorce de dialogue entre les parties en cause dans les conflits d'Amérique centrale. M. Hart juge ainsi qu'une initiative en ce sens de pays latino-américains, par exemple le Mexique et la Colombie, pourrait être efficacement appuyée par la France et l'Espagne. Le gouvernement de Madrid paraît actuellement engagé, de toute manière, dans une action de « bons offices » en Amérique centrale.

M. Hart estime que son pays est « *victime d'une campagne de dénigrement dans les médias occidentaux* ». « *On nous accuse,* dit-il, *d'avoir mis en place un puissant appareil bureaucratique. Mais pourquoi ne parle-t-on pas de l'appareil bureaucratique des agences de presse transnationales qui donnent une image déformée de notre réalité culturelle ? On parle de certains cas de dissidents. Mais peut-on me donner un seul nom de personnalité cubaine de renom, dans les lettres et les arts, qui ait quitté Cuba ? A Cuba, avant la révolution, on éditait un million de livres par an. Maintenant, on en édite, environ cinquante millions par an. Faut-il, juger nos problèmes à travers les scandales publicitaires organisés autour d'une ou deux personnes ou par le nombre de bibliothèques dans le pays ?* »

« *On nous demande, et les Etats-Unis en premier,* dit encore M. Hart, *de revenir dans le giron de l'Occident. Mais nous sommes Occidentaux. Et nous situons notre discussion culturelle et politique dans le cadre de l'Occident. C'est à l'Europe de l'Ouest — et elle y aurait le plus grand profit — à se tourner de nouveau davantage vers les problèmes du tiers-monde...* »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

Etats-Unis

Un homme réputé pour son intégrité est nommé à la tête de l'Agence pour la protection de l'environnement

Washington (A.F.P.). — M. Reagan a fait appel, le lundi 21 mars, à M. William Ruckelhaus pour diriger l'Agence pour la protection de l'environnement. M. Ruckelhaus, âgé de cinquante ans, avait été de 1970 à 1973 le premier responsable de l'Agence. Il s'est acquis une réputation d'intégrité pendant le scandale du Watergate, lorsqu'il préféra démissionner de ses fonctions de ministre adjoint de la justice plutôt que de limoger le procureur spécial chargé de l'enquête, M. Archibald Cox. M. Reagan a annoncé lui-même, à la Maison Blanche, la nomination de M. Ruckelhaus, qui succédera à Mme Anne Burford, laquelle a démissionné il y a une dizaine de jours à la suite des accusations de corruption, de mauvaise gestion, de manipulation de fonds à des fins politiques et de destruction de documents, lancées contre les dirigeants de l'agence au cours des enquêtes menées depuis trois mois par le Congrès et le département de la justice.

Le même jour, une sous-commission de la Chambre des représentants a publié des notes, prises lors d'une rencontre entre un ancien responsable de l'agence et un fonctionnaire de la Maison Blanche, montrant, selon eux, la manipulation de certains fonds de l'agence à des fins politiques et surtout le fait que la Maison Blanche était au courant. Celle-ci a admis que les notes portaient sur des sujets politiques, mais a rejeté toute accusation de manipulation.

Nicaragua

Les combats avec les antisandinistes pourraient déclencher une guerre généralisée

affirme Managua

La situation au Nicaragua est « grave » et risque de dégénérer en une guerre généralisée en Amérique centrale, a affirmé, le lundi 21 mars, le ministre de la défense, M. Humberto Ortega, au cours d'une conférence de presse tenue en présence de M. Sergio Ramirez, membre de la junte de gouvernement, de M. Leopoldo Rivas, vice-ministre de la défense, et de M. Lenin Cerna, chef de la sécurité de l'Etat.

M. Ortega a néanmoins ajouté que « *l'actuelle escalade agressive contre-révolutionnaire ne mettait pas en danger le pouvoir révolutionnaire* ».

Selon les autorités de Managua, les combats qui se déroulent depuis deux mois dans le nord-est du pays entre les « envahisseurs », estimés à environ mille cinq cents, et les forces nicaraguayennes, ont provoqué la mort de deux cent cinq antisandinistes, de cinquante-sept sandinistes et de onze civils.

De son côté, le Front démocratique nicaraguayen a affirmé dans un communiqué, publié lundi à Tegucigalpa (Honduras), que les « *commandos antisandinistes* » avaient fait plus de trois cents morts et blessés dans les rangs de l'armée nicaraguayenne dans le département de Matagalpa.

Il a précisé que ces commandos poursuivraient avec succès une grande offensive dans les départements de Matagalpa et Nueva-Segovia (centre et nord du Nicaragua), où ils contrôlent d'importants secteurs dans la région de San-Juan-de-Rio-Atelpaneca et de Susucayan.

Mais le vice-ministre nicaraguayen de la défense a démenti que les « rebelles » aient pris quelque localité que ce soit, ajoutant qu'ils n'étaient capables que de « *mener des actions de harcèlement* ». Néanmoins, M. Sergio Ramirez a annoncé que « *tous les moyens seront mis en œuvre pour défendre le pays, y compris les lois d'urgence en matière économique, sociale et militaire* ». Il a également indiqué qu'un appel à la solidarité avait été lancé à tous les gouvernements amis, ainsi qu'aux organisations « *qui soutiennent la révolution* ».

● *La commission des droits de l'homme du Salvador (C.D.H.E.S.)*, illégale depuis 1980, a rendu responsable le régime salvadorien et le gouvernement américain de l'« *assassinat* » de la présidente de cette organisation, Marianella Garcia Villas, tuée le 15 mars au nord de la capitale. Selon la C.D.H.E.S., qui a lancé un appel a la commission des droits de l'homme des Nations unies pour qu'une enquête soit ouverte, cet « *assassinat* » est un « *nouvel attentat contre la paix mondiale* ». La sœur de l'ancienne présidente de la C.D.H.E.S., Mme Antonieta Garcia, a pour sa part affirmé que Marianella Garcia Villas « *n'a jamais appartenu à la guérilla* ».

Mgr Arturo Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, a demandé dimanche aux autorités, au cours de son homélie, de faire la lumière sur les circonstances de la mort de Marianella Garcia Villas. — *(A.F.P.)*

● *La Ligue française des droits de l'homme* exprime « *son indignation à la suite de l'assassinat de Mme Garcia Villas, présidente de la commission salvadorienne des droits de l'homme* ». La ligue estime que le gouvernement salvadorien s'efforce vainement d'accréditer une version des faits tendant à faire croire que Mme Garcia Villas a été tuée « *au cours d'un engagement entre l'armée et les résistants à la dictature* ». En fait, « *Mme Garcia Villas a été abattue alors qu'elle poursuivait son travail d'information sur « les droits de l'homme au Salvador* ».

● *Au Salvador*, l'agence France-Presse rapporte que l'armée prépare une offensive de grande envergure contre les positions détenues par la guérilla dans le département de Chalatenango, au nord du pays. L'aviation a bombardé les montagnes de la région, où seules quatre localités, dont la capitale Chalatenango, n'ont pas encore été occupées par les insurgés.

● *Le gouvernement américain* n'est pas en mesure de confirmer que des armes livrées au Nicaragua par l'Algérie étaient destinées à la guérilla salvadorienne, a déclaré, lundi 21 mars, le département d'Etat. Le porte-parole a ajouté que « *l'Algérie a fourni, de 1981 jusqu'au début 1982, des armes d'origine soviétique au Nicaragua* ». Les autorités américaines, a-t-il ajouté, « *ne sont pas en mesure de confirmer si ces armes étaient destinées ou sont parvenues aux guérilleros salvadoriens* ». — *(A.F.P.)*

Guatemala

CINQ PERSONNES FUSILLÉES

Au Guatemala, cinq personnes — trois civils et deux militaires — ont été passées par les armes, le lundi 21 mars, avant l'aube, dans le cimetière général de la capitale (*nos dernières éditions du 22 mars*). Ce sont les pompiers chargés du transport des cadavres qui ont donné la nouvelle. Les cinq personnes fusillées avaient été condamnées par un tribunal militaire, au cours d'un procès à huis clos, pour « *des vols, des viols et des meurtres* ». Le 3 mars, trois jours avant la visite du pape, six personnes avaient été exécutées « *pour actes terroristes* » au même endroit.

Au total, quinze personnes ont été fusillées depuis la création, en juillet dernier, de tribunaux militaires spéciaux chargés de combattre « *la subversion et la délinquance* ».

LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

AU CONSEIL EUROPEEN DE BRUXELLES

M. Mitterrand a fait des suggestions pour une solution à long terme du problème budgétaire des Dix

Le conseil européen (sommet triannuel des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne), qui a succédé lundi 21 mars à Bruxelles à la réunion des ministres des finances de la matinée, *devait s'achever au début* de l'après-midi de ce mardi après une discussion consacrée à la situation internationale : *euromissiles, relations Est-Ouest,* conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, sommet des non-alignés de la Nouvelle-Delhi, Pologne, etc.

Après la tempête monétaire des derniers jours, les Dix ont rouvert les autres grands dossiers, notamment le dossier britannique.

M. Mitterrand a fait des propositions pour une solution d'ensemble et à long terme du problème budgétaire de la Communauté.

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles (Communautés européennes). — Il n'y a pas eu de continuité entre la session dramatique des ministres des finances et le conseil européen de l'après-midi. Le grand déballage que le ton pathétique employé par M. Delors samedi *pouvait laisser présager ne s'est pas* produit.

M. Mitterrand, contrairement à ce que certains partenaires attendaient, n'a pas pris le relais pour exposer le point de vue de la France *sur le fonctionnement de la Communauté*, sur ses insuffisances et les changements qu'il réclame. Ses interventions ont été brèves, voire discrètes. De ses idées précises, le président réserve la primeur aux Français auxquels il s'adressera mercredi. A l'adresse des autres gouvernements de la Communauté, il estime que le message est suffisamment clair : la décision de rester dans le S.M.E., avec ses disciplines et ses contraintes, constitue en soi un *choix fondamental en faveur de* l'Europe, du maintien des changes ouverts (au moins avec les pays partenaires) et de la rigueur.

Pourtant, les indications fournies par M. Mitterrand, si on les rapproche *des récriminations formulées* samedi par M. Delors et des orientations esquissées lundi soir au dîner des ministres des affaires étrangères par M. Cheysson, permettent de distinguer la voie dans laquelle la France voudrait engager la Communauté. La nécessité d'un renouveau de la Communauté, soulignée par M. Cheysson, suppose une renégociation d'un certain nombre de problèmes essentiels. Du côté français, deux chapitres retiennent particulièrement l'attention.

En premier lieu, la timidité à l'égard de l'extérieur, et en particulier des Etats-Unis et du Japon. Avant le sommet économique occidental, qui se tiendra à Williamburg en juin, les Français, en harmonie avec *la* Commission, *voudraient que* la Communauté serre les rangs. Il ne s'agit pas de jouer les fiers-à-bras ou de chercher *systématiquement* l'affrontement, mais simplement, sur le plan monétaire et peut-être surtout commercial, de se montrer ferme lorsque cela est nécessaire.

Pour une solution raisonnable

Le différend agricole avec les Etats-Unis a été évoqué lundi soir au dîner des chefs d'Etat et de gouvernement. Les Dix estiment que les problèmes posés des deux côtés de l'Atlantique (la résorption des excé*dents) sont similaires et qu'il* convient de parvenir sinon à une délimitation des marchés, du moins à une coopération sur une base égalitaire. Faire entendre un tel langage aux Etats-Unis implique que les Dix soient unis.

Autre source de blocage : le financement des dépenses communautaires. C'est sur ce thème que le président de la République s'est le plus étendu. Le niveau de la contribution britannique au budget européen, qui, chaque année, accapare l'énergie des Dix pendant plusieurs mois, ne peut, selon lui, être traité isolément. Il faut l'aborder comme l'un des éléments du problème plus général des « ressources propres » ou, pour employer une formulation préférée des *Français*, du *« financement des dépenses européennes »*.

Une solution raisonnable, a expliqué *M. Mitterrand, pourrait* comporter : 1) une augmentation modeste et plafonnée des ressources propres (par exemple en relevant légèrement le plafond de la fraction de T.V.A., actuellement 1 %, pouvant être affectée au budget européen) ; 2) une réforme du processus d'intervention du Parlement européen. Il s'agit d'endiguer la boulimie *de dépenses que l'Assemblée, utili*sant ses pouvoirs, impose chaque année sans même que des politiques communes cohérentes existent pour utiliser ces crédits supplémentaires ; 3) l'autofinancement hors budget (et, par conséquent, sans l'immixtion brouillonne de l'Assemblée de Strasbourg) de politiques communes nouvelles (sur l'énergie par exemple) mises en œuvre par *la* création d'agences spécialisées. Seuls y adhéreraient les États membres *intéressés*.

Mme Thatcher n'est pas d'accord

Un tel schéma, cependant, ne convient guère à Mme Thatcher. Le premier ministre britannique a insisté pour que le programme de la *réduction de la contribution britan*nique au budget en 1983 soit traité au plus vite. Nul doute que, sur ce point, les Britanniques vont revenir à la charge de manière constante au cours des mois à venir. Mme Thatcher *considère qu'il est trop tard* pour trouver dès maintenant une solution durable ; elle reste, d'autre part, opposée à un accroissement des ressources propres, estimant qu'il convient plutôt de faire des économies, notamment en maîtrisant mieux les dépenses agricoles.

La coopération politique a été peu discutée. Tout au plus M. Pym, mi*nistre britannique des affaires étran*gères, a-t-il évoqué la situation au Proche-Orient. Le président français a rappelé de son côté la position de Paris à l'égard de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. Cette position, a souligné M. Mitterrand, demeure *politique*ment favorable (il faut ancrer les jeunes démocraties espagnole et portugaise dans l'Europe libérale), mais plus nuancée sur le terrain économique. L'admission de Madrid et de Lisbonne devrait être précédée, selon lui, d'un accord général sur les *« productions méditerranéennes »*.

Les partenaires de la France n'ont *pas réservé mauvais accueil à la sug*gestion de M. Mitterrand d'engager des discussions permettant aux participants du sommet de Williamsburg d'y faire entendre aussi la voix des « petits ». Preuve supplémentaire que les controverses monétaires de la matinée, qui avait vu la France s'opposer à la Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Dane*mark, n'étaient pas de nature* à éteindre la « flamme européenne » de l'après-midi...

PHILIPPE LEMAITRE et BERNARD BRIGOULEIX.

L'austérité n'est pas la solution

(Suite de la première page.)

Cependant, le délai que s'est *donné le chef* de l'État pour nommer un nouveau gouvernement l'a amené à devoir annoncer le réajustement monétaire — une dévaluation de 8 % par rapport à la monnaie de notre principal partenaire, le mark allemand — *avant* les mesures d'assainissement qui s'imposent. Cette inversion dans le calendrier est contraire à la logique économique et risque de lier les mains du successeur de M. Pierre Mauroy (ou de M. Mauroy lui-même) dans une *affaire où, au contraire, le premier* ministre et son équipe auraient besoin de la plus grande liberté de manœuvre.

C'est à une profonde remise en ordre que le pouvoir devrait procéder *s'il n'entend pas* condamner l'économie française à la stagnation, alors qu'une reprise des affaires est en cours aux États-Unis et se dessine en R.F.A., et s'il veut ne pas donner au mot rigueur un contenu de sacrifice inutile qui ôterait à la gauche toute chance de se distinguer de la droite technocratique qui tenait les rênes avant le 10 mai 1981. Rien de solide ne pourra être fait sans une *réduction* décisive de l'inflation obtenue sans l'artifice des contrôles des prix et des normes de salaires qui ont déjà commencé à être tournées dans les conventions que l'Etat *lui-même a passées avec ses propres* fonctionnaires.

Le risque est que, pour s'attaquer au mal, on ne raisonne une fois de plus en termes malthusiens : donner un tour de vis supplémentaire au crédit déjà sévèrement encadré (augmentation de la masse monétaire limitée à 11 % pour l'année) ; opérer par tous *les moyens* une ponction plus ou moins différenciée sur le pouvoir d'achat. Non pas que des *relèvements d'impôts et de cotisa*tions sociales ne soient pas nécessaires, mais ces mesures ne doivent être envisagées que dans la perspective d'une amélioration rapide de la situation économique par baisse importante des taux d'intérêt et augmentation des investissements publics et privés. Comment obtenir un tel résultat ?

Aide à l'exportation et inflation

S'il est un pays où le diagnostic est relativement facile à établir, c'est bien la France, bardée de régimes d'exception. Son déficit budgétaire, de l'ordre de *120* milliards de francs, n'est-il pas financé à concurrence de plus des deux tiers *par* l'émission monétaire pure et simple ? Une autre pratique, beaucoup moins connue du public, mais non moins contestable, consiste à faire financer par l'Institut d'émission, c'est-à-dire encore une fois par l'inflation, la quasi-totalité des ventes à crédit de gros matériels et de biens d'équipement à des pays dont la solvabilité, de surcroît, n'est pas assurée. Le gouvernement parle de reconquête du marché intérieur. Qu'il commence par ne pas subven*tionner indûment les grosses entre*prises privées ou publiques qui exportent et dont les intérêts sont défendus par un puissant groupe de pression.

Une bonne politique économique exige qu'on fasse confiance au raisonnement, de même que le skieur débutant n'a de chances de conserver l'équilibre que s'il obéit aux conseils du moniteur qui lui apprend à se pencher vers le vide pour éviter la chute, autrement *dit à faire le* contraire de ce que l'instinct lui commande. Il est vrai que la France a *besoin d'exporter*, mais les méthodes qu'elle emploie pour forcer la cadence ont pour conséquence d'aggraver l'inflation et donc le niveau des taux d'intérêt en France. Modifions ces méthodes, il en résultera une diminution des tensions inflationnistes, qui provoquera à son tour une baisse du coût de l'argent (est-ce pour un Etat pratiquer une politique de gauche que d'emprunter à 15 % ?). On pourra alors diminuer les subsides de l'Etat généra*teurs de déficit*.

Pour réduire le déficit des finances publiques, il est plusieurs sortes de procédés, *des bons et des* mauvais. Les mauvais consistent à comprimer sans discernement les *dépenses de fonctionnement* ou d'équipement. Les bons consistent à abolir les dépenses d'aide aux entre*prises chaque fois que* celles-ci, si on leur donnait les moyens de se diriger elles-mêmes, pourraient redresser leur situation. En d'autres termes, supprimer les subventions et donner de l'air aux entreprises publiques et privées par augmentation des tarifs et desserrement du contrôle des prix.

Comme il n'y a aucune raison que ce soit les familles modestes qui paient les pots cassés, il conviendrait de prévoir l'augmentation des salaires *les plus bas en même temps* qu'on libérerait les chefs d'entreprise des contraintes qui pèsent sur eux. En résumé, la rigueur doit s'appliquer à la gestion des affaires publiques et non à la population.

*Mais revenons aux échanges exté*rieurs tant le déficit de la balance commerciale obsède les dirigeants. *Leur diagnostic s'appuie* pourtant sur des arguments souvent inexacts. A entendre certaines déclarations, l'industrie française aurait perdu ses dents et l'obtention de l'équilibre exigera de la France un long effort d'amélioration de la productivité. Il est *évident* qu'il convient d'œuvrer dans ce sens. Plus un pays est compétitif, plus il est riche et peut assurer un *niveau de vie élevé* à ses habitants. Mais cela ne veut nullement dire que l'équilibre ne peut pas être atteint dans un délai rapide. Car le déficit ne s'obtient pas seulement par augmentation des exportations, mais par ajustement de ces dernières au volume des importations.

Entre 1980 et 1981, le déficit de la balance commerciale a été multiplié par quatre ; puis de nouveau par deux entre 1981 et 1982. Faudrait-il en conclure que les structures de *l'économie se sont détériorées* dans un laps de temps aussi court ? Ce serait là une conclusion absurde. Le déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements courants qui en résulte est dû à la conjonction de deux facteurs. L'un est la forte inflation française qui a pour effet de distribuer du pouvoir d'achat sans cause, c'est-à-dire sans production *intérieure* correspondante. Le deuxième n'est autre que la politique d'emprunts à l'étranger, *tant il est vrai qu'un pays qui reçoit* par ce moyen des ressources de l'extérieur voit sa balance des paiements devenir déficitaire (si bien que globalement recettes et dépenses s'équilibrent à peu près). C'est une leçon constante de l'histoire, non moins constamment oubliée.

Augmenter et mieux répartir les ressources

Il serait tentant, pour stimuler les ventes à l'étranger, de disposer d'une prime d'exportation confortable sous forme d'un taux de change approprié. Mais, comme l'histoire économique le montre, cette prime ne devient vraiment importante qu'en période de dépréciation rapide de la monnaie nationale, ce qu'il s'agit précisément d'éviter. En réalité, l'idéal eût été que le gouvernement laissât flotter le franc pendant quelques semaines, le temps d'élaborer *un programme* de redressement cohérent et de connaître l'ampleur des relèvement de tarifs (et de bas salaires) qu'un tel programme doit nécessairement impliquer. On aurait pu alors à peu près calculer le taux de correction monétaire nécessaire pour ramener le niveau moyen des prix français au niveau ou légèrement au-dessous du niveau interna*tional*.

C'est non seulement à une nouvelle répartition mais à une augmentation des ressources disponibles qu'il convient de procéder. En réduisant partout les causes de déficit et par conséquent l'inflation, on pourrait donner, les mesures d'incitation prises par M. Jacques Delors l'année dernière aidant, une impulsion décisive *à l'épargne des Français. Ainsi* pourrait être financé un nouvel effort de développement industriel et de construction de logements. C'est par ce moyen qu'il convient d'obtenir une moindre progression de la consommation. La France mérite mieux qu'une politique d'austérité qui la condamne à un chômage tempéré par des mesures destinées à *tranformer en retraités* avant l'âge des hommes et des femmes qui ont perdu leur emploi sans que cela se traduise par de nouvelles possibilités d'embauche pour les jeunes.

PAUL FABRA.

La zone franc suit

Les ministres des finances des treize pays africains de la zone franc (1), *qui ont été régulièrement* mis au courant, depuis le 19 mars, des négociations monétaires européennes, doivent recevoir, ce 22 mars, un message leur précisant les conséquences de la dévaluation du franc pour le franc C.F.A. (Communauté financière africaine), indique-t-on au ministère de l'économie et des finances. Lié à la devise *française par une parité fixe* (1 franc C.F.A. = 0,02 franc français), le franc C.F.A. devra automa*tiquement la suivre dans la dévalua*tion, mais on ne pouvait encore préciser à Paris les bases du calcul qui seront retenues.

Une telle opération risque d'avoir un goût un peu amer pour les pays de la zone : le bénéfice de la baisse des prix du pétrole, décidée récemment par les pays de l'OPEP, sera *sérieusement* amoindri par la dévaluation, *alors qu'il paraît* douteux qu'elle puisse leur procurer un avantage à l'exportation de leurs produits de base dans une conjoncture mondiale déprimée. En outre, les dettes extérieures, exprimées en devises, se trouvent *alourdies*.

La France, qui intervient pour 40 % des échanges de ces pays *(70 % naguère)* a, *en 1982,* enregistré à leur égard un excédent commercial de 7,8 milliards de francs. Les seuls déficits ont été observés vis-à-vis du Gabon (− 0,8 milliard) et du Niger (− 0,7 milliard). Notons que, de façon curieuse, les statistiques du commerce extérieur englobent aussi les échanges avec les départements et territoires d'outre-mer, *excédentaires de 8,3 milliards* de francs.

(1) En dehors de la France et des DOM-TOM, la zone franc regroupe treize pays : Bénin, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Togo, regroupés autour de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.) ; Cameroun, Congo, Gabon, *République Centrafricaine*, Tchad, rassemblés autour de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.) ; Mali et Comores.

Une légère baisse du niveau de vie paraît inévitable

Parce qu'une dévaluation est toujours un appauvrissement pour le pays qui la supporte, la modification de parité du franc par rapport au deutschemark devrait être la dernière avant longtemps. Cet objectif, s'il est difficile à atteindre, n'est pas au-dessus de nos forces. Mais un franc solide suppose de solides résolutions au service d'une politique de rigueur renforcée.

Sur les deux années 1981-1982, la demande intérieure privée et publique a augmenté de 1,5 % en France *alors qu'elle baissait de 4,3 % en Al*lemagne fédérale. L'année dernière, le commerce extérieur de la France a été déficitaire de 93 milliards de francs alors que celui de la R.F.A. était excédentaire de 51,2 milliards de deutschemarks, soit l'équivalent de 150 milliards de francs. On peut rapprocher ces chiffres. Ils montrent que la demande intérieure du pays est trop forte par rapport à sa production. La consommation des ménages, qui représente plus de 70 % de cette demande, est, au premier chef, en cause. Les Français ne peuvent durablement continuer d'augmenter une demande que la crise a réduite dans tous les pays industrialisés.

Le chômage

Pour éviter qu'une quatrième dévaluation du franc ne s'impose dans dix mois, le déficit de notre commerce extérieur doit disparaître. *Dès cette année, il devrait être ré*duit de moitié, le reste du chemin étant accompli en 1984. Compte tenu de l'extraordinaire difficulté que les entreprises éprouveront pour augmenter leurs exportations dans un contexte de commerce mondial stagnant, l'une des solutions à notre portée est de réduire de façon draconienne les importations.

La baisse des prix du pétrole, qui entraînera une détente des prix des autres énergies, nous fera économiser un peu moins de 20 milliards en 1983. Il est à craindre que ce gain ne soit amputé d'une bonne dizaine de *milliards de francs si le dollar se si*tue durablement à 7,15 F, comme cela risque de se produire à la suite du réajustement monétaire de lundi. Gain net probable : 10 milliards de francs.

La politique arrêtée par MM. Mauroy et Delors en juin 1982 en même temps qu'était annoncée la deuxième dévaluation (rigueur salariale, freinage du revenu disponible) devrait entraîner théoriquement une réduction de 10 milliards de francs du déficit extérieur. Reste quelque 25 milliards de francs du déficit extérieur. Reste quelque 25 milliards de francs d'importations à économiser pour ramener notre déséquilibre à moins de 50 milliards de francs.

La tentation sera grande d'arrêter les produits étrangers aux frontières. Dès lors que la France a choisi de rester membre du Système monétaire européen, on peut penser cependant que cette facilité sera écartée. *Elle n'est pas, en tous les cas,* dans la logique de la décision que le gouvernement vient de prendre.

Il existe une méthode assez radicale pour réduire les importations : elle consiste à comprimer la demande intérieure du pays. On peut estimer que, pour « économiser » 25 milliards de francs d'importations, la demande intérieure doit être réduite de quelque 40 milliards de francs. Cela représente une baisse de presque 1,5 % de la demande intérieure du pays. Elle postule, à l'évidence, une baisse du pouvoir d'achat moyen des ménages. Les comptes officiels du gouvernement *annexés à la loi de finances* pour 1983 prévoyaient à l'automne 1982 une progression de 0,9 % du revenu disponible brut des ménages (impôts et cotisations sociales comprises). Cette progression prévue a été — officieusement — ramenée à + 0,3 % au début de l'année. Le plan qui sera annoncé mercredi 26 mars transformera probablement cette progression en un recul.

Les moyens pour y parvenir sont nombreux : augmentation des tarifs publics, relèvement des cotisations de Sécurité sociale, aggravation de la fiscalité sur l'essence, alourdissement de la fiscalité sur les revenus. La hausse des prix (par relèvement des taux de T.V.A.) peut également régler — *mais mal — le problème*. A ces mesures de réduction de la consommation des ménages peuvent être ajoutées des incitations à l'épargne (tout ce qui est épargné n'est pas consommé), notamment pour le logement. L'Etat peut, lui aussi, économiser sur ses dépenses en réduisant son budget.

Deux facteurs vont rendre extrêmement difficile l'application de telles mesures. Le premier est la nécessité pour un gouvernement de gauche d'éviter de trop faire payer les « pauvres ». Mais plus les « riches » seront mis à contribution et plus l'effort qui devra être demandé sera important, dans la mesure notamment où le taux d'épargne s'élève avec les *revenus (1). D'où risque de rupture* sociale sous une forme ou sous une autre. Même les symboles auront leur coût : une aggravation des droits de succession ou un alourdissement de l'impôt sur les grandes fortunes seront difficiles à faire accepter, aussi justifiés soient-ils dans les circonstances présentes. Un alourdissement de l'impôt sur le revenu sous forme d'emprunt remboursable serait un effort minimum. Il ne sera pas mieux accueilli. Ris*que de rupture donc dans un pays* jusqu'à présent relativement protégé de la crise et de ses conséquences.

Autre difficulté : les engagements pris par M. Mauroy de ne pas laisser s'accroître de chômage. La quasi-stagnation économique qu'entretiendra la politique de rigueur renforcée augmentera le nombre des deman*deurs d'emploi*...

Un assainissement économique et financier est à l'évidence nécessaire. Mais les difficultés seront telles pour y arriver qu'une solution tentante sera de s'arrêter à mi-chemin tout en assurant que la longue marche continue.

ALAIN VERNHOLES.

(1) Un accroissement de la fiscalité directe sur les hauts revenus serait compensé par une baisse du taux d'épargne, du moins en partie. L'effet sur la consommation serait donc faible.

Les nouveaux cours-pivots du franc

A la suite du réajustement intervenu lundi, la Banque de France fait savoir que le cours-pivot du franc, en ECU, a été fixé à 0,147217 ECU pour 1 F (au lieu de 0,151197 précédemment).

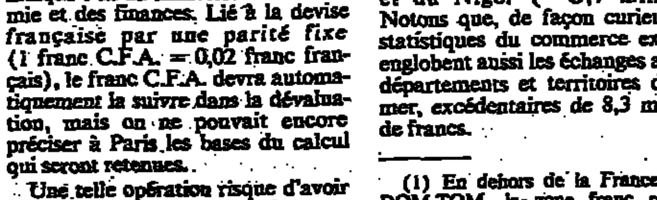
Exprimée en francs, la valeur de l'ECU *(european currency unit)* ressort à 6,79271 F *(6,61387 F auparavant), ce qui* représente une variation de 2,70 % par rapport aux cours précédents, précise la Banque centrale.

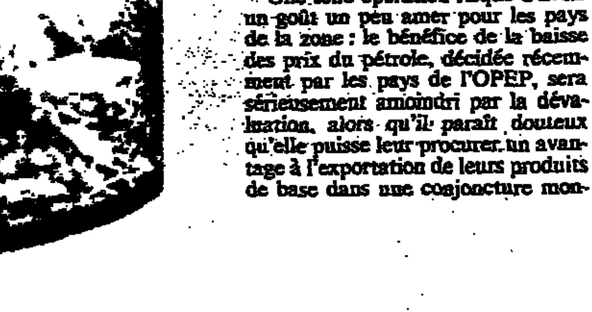
Les nouveaux cours-pivots du franc français ainsi que les cours-planchers et plafonds s'établissent à présent ainsi :

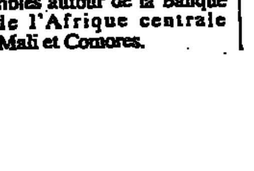
- 1 deutschemark vaut 3,06648 F (contre 2,83396 F depuis la mi-juin 1982), le cours-plancher étant de 2,9985 F (contre *2,7709 F) et le cours-plafond* de 3,1363 F (contre 2,8985 F).
- 1 florin néerlandais vaut 2,72158 F *(contre 2,56380 F)*, le cours-plancher étant de 2,6610 F (contre 2,5067 F) et le cours-plafond de 2,7835 F (contre 2,6221 F).
- 1 lire italienne vaut 0,00489819 F (contre 0,00489818 F), le cours-plancher étant de 0,004613 F (inchangé) et le cours-plafond de 0,005201 F (inchangé).
- 1 franc belge vaut 0,153106 F (contre *0,147072 F), le cours-plancher* s'établissant à 0,1497 F (contre 0,1438 F) et le cours-plafond à 0,156590 F (contre 0,150420 F).
- 1 couronne danoise vaut 0,844432 F (contre 0,803239 F), soit un cours-plancher de 0,825650 F (contre 0,785350 F) et un cours-plafond de 0,863650 F (contre 0,82150 F).
- 1 livre irlandaise vaut 9,47313 F (contre 9,57129 F), le cours-plancher étant de 9,2625 F *(contre 9,3585 F) et* le cours-plafond de 9,6885 F (contre 9,7890 F).

A *titre de comparaison*, à l'issue du réajustement du 4 octobre 1981 (réévaluation de 5,5 % du deutschemark et dévaluation de 3 % du franc), la parité centrale du deutschemark avait été fixée à 2,56 F. Lors du second réalignement du S.M.E. effectué le 12 juin 1982 (réévaluation de 4,25 % du deutschemark et dé*valuation de 5,75 % du franc)*, elle était passée à 2,8339 F.

Le franc français est sorti à *deux reprises du « serpent »*, l'ancêtre du S.M.E., la première fois du 19 janvier 1974 au 10 juillet 1975 et la seconde du 15 mars 1976 jusqu'au 13 mars 1979, date d'entrée en vigueur du Système monétaire européen. Au cours de cette période, le cours du deutschemark est passé de 1,72 F à 2,31 F, ce qui équi*vaut à une réévaluation de* 34,3 %.







LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

Les milieux financiers estiment insuffisants les changements de parité du franc et du mark

Comme en octobre 1981 et en *juin 1982, le changement de parité* entre le mark et le franc risque d'être à la fois insuffisant et coûteux, avec, peut-être, une atténuation sur ce dernier point si le cours du dollar voulait bien baisser, ce dont il ne prend guère le chemin pour l'instant.

Au lendemain de l'opération du lundi 21 mars, l'opinion des places financières européennes est unanime : 8 % de réajustement, ce n'est pas suffisant. A l'heure actuelle, en effet, l'écart d'inflation cumulé entre la France et l'Allemagne est d'environ 8 %, et la dévaluation du franc ne fait donc, une fois de plus, *que « remettre le compteur à zéro »*, à ceci près que le compteur recommence à tourner tout de suite aux dépens de notre industrie.

En R.F.A., le taux d'inflation a glissé en dessous de 3 %, contre 9 % à 10 % pour la France, les salaires augmenteront de 3,2 % chez Volkswagen *en 1983 et d'environ* 10 % chez Renault. Dès maintenant, l'écart recommence donc à se creuser, M. Delors ayant, lui-même, reconnu qu'il n'était pas possible, sans graves dommages pour l'industrie, de faire diminuer brutalement le taux d'inflation en France.

Effets pervers

Il eût fallu, pour bien faire, que la France bénéficiât d'un avantage de change supplémentaire, le *franc* étant un peu plus dévalué (ou le mark un peu plus réévalué, ou les deux) de façon à donner un peu d'avance à notre industrie et à notre monnaie sans se trouver trop vite sous pression. Mais on sait que nos partenaires, soucieux d'éviter toute dévaluation « concurrentielle », ne le permettent pas. Cela aurait pu se faire en cas de sortie du S.M.E. (15 % de dévaluation par exemple, comme la Suède en novembre dernier), *mais c'eût été une déclaration* de guerre commerciale.

Quant au coût, il est immédiat dans la mesure où le prix d'achat de la plus grande partie de nos importations est immédiatement majoré, à commencer par celui de l'énergie. Toute hausse du mark à Paris — *effet du réajustement — entraînant* automatiquement celle du dollar, monnaie dans laquelle sont libellés nos achats de matières premières (40 % du total des importations), la répercussion sur les prix industriels va être immédiate, ce qui va porter un coup de canif dans les contrats de modération. En outre, le bénéfice tiré de la diminution des prix du pétrole (environ 13 % pour la France) va se trouver amputé du montant de l'ajustement (8 %), si le *cours du dollar* à Francfort ne baisse pas : tous les espoirs nourris à ce sujet depuis novembre dernier ont *été, pour l'instant, déçus.*

Une fois de plus, donc, les « effets pervers » d'une dévaluation vont s'exercer sur notre économie, alors que les bénéfices à en tirer risquent d'être aléatoires. Certaines importations s'en trouveront peut-être freinées, notamment celles en provenance d'Allemagne, dont le prix va s'élever sur notre marché outre-Rhin. Toutefois, on pense qu'en six mois l'effet de la hausse du cours du mark en France pourrait être effacé, *du fait de la hausse moins rapide des* coûts de production en R.F.A. D'autre part, la moitié, ou même, dit-on, les deux tiers de nos importations sont incompressibles, et tout freinage est à exclure en ce qui les concerne. Quant aux exportations, traditionnellement stimulées par une dévaluation, il est à souhaiter *qu'elles puissent* augmenter sur des marchés internationaux encore déprimés, malgré une timide amorce de reprise. Mais l'expérience des deux précédentes dévaluations est peu encourageante à cet égard, le déficit de nos échanges commerciaux, notamment avec l'Allemagne, ayant continué à croître après ces opérations, même au terme du délai de cinq à sept mois nécessaire pour en observer les effets. Ajoutons que les industriels français, dont les *marges sur les marchés extérieurs se* trouvent laminées (c'est le cas de l'automobile, en Europe notamment), auront la tentation de les reconstituer quelque peu et de *ne* pas répercuter intrégralement la dévaluation dans leurs prix de vente à l'étranger.

Toutes ces considérations peuvent paraître pessismistes, mais elles avaient déjà été exposées, sous un titre analogue, le 15 juin au lendemain de la précédente dévaluation, comme au lendemain de celle d'octobre 1981, et la suite des événements a montré que les craintes exprimées dans nos colonnes, à *l'époque, étaient fondées. Cette fois-ci*, il est possible que, grâce aux mesures d'accompagnement qui vont être prises et, surtout, au ralentissement de la consommation qui s'amorce déjà et va être accentué, le déficit commercial de la France fléchisse, et que l'écart d'inflation avec l'étranger se creuse moins vite. En ce cas, nous aurions un répit un peu plus long avant d'« ajuster » une fois de plus nos parités avec l'Allemagne, rentrée, semble-t-il dans le *« cercle vertueux » de jadis. Après* tout, une zone de stabilité monétaire n'est pas une zone de fixité monétaire, et l'on peut simplement regretter que les ajustements indispensables au sein du S.M.E. revêtent, désormais, la forme d'un psychodrame, alors que ce sont, tout prosaïquement, des constats.

FRANÇOIS RENARD.

Les exportations agro-alimentaires seront plus difficiles

Le réajustement monétaire qui vient d'intervenir ne sert pas l'agriculture française. Du fait des montants compensatoires monétaires (M.C.M.), les productions agricoles ne profiteront pas de l'effet de change, somme toute modeste. Au contraire, l'accord se traduit surtout par l'augmentation de M.C.M. positifs en Allemagne fédérale et aux Pays-Bas et par la création de ces M.C.M. positifs au Danemark et en Belgique et au Luxembourg. Ce qui aura pour effet de faciliter les importations en provenance de ces pays qui sont déjà les *principaux* fournisseurs agro-alimentaires de la France. Ils sont aussi, derrière l'Italie, ses principaux clients, mais on sait que les M.C.M. jouent comme des taxes à l'exportation, quand il y a vente d'un pays à monnaie faible vers un pays à monnaie forte.

Les conditions de la négociation sur les prix agricoles pour la campagne 1983-1984, qui doit se dérouler du 28 au 30 mars sont donc modifiées, par l'instauration de ces *M.C.M.* et aussi par les remaniements ministériels attendus en France et en R.F.A. M. Louis Eyraud, porte-parole des socialistes *français à l'Assemblée européenne*, a estimé que, selon toute probabilité, les prix agricoles ne pourront pas être fixés pour la date normale du début de *campagne*, le 1er avril, *« bien que le Parlement européen l'ait demandé avec insistance »*.

Le niveau atteint par les M.C.M. allemands pourrait cependant faciliter l'accord. Bonn pourrait accepter, conformément à l'accord sur le S.M.E. de 1979, de réduire d'environ 3,5 % le volume des M.C.M. existants. La hausse des prix pour les agriculteurs d'outre-Rhin serait faible (environ 2 % en moyenne) mais l'augmentation des M.C.M. positifs due à la réévaluation qui épaissit (de 8,4 % aujourd'hui à 13 %) le matelas des aides à l'exportation pourrait faciliter ce sacrifice.

Du côté français, le niveau des M.C.M. qui était de 5,3 % devrait atteindre, avec la dévaluation, environ 8 %. Il semble difficile que le gouvernement revienne sur sa décision déjà ancienne de démanteler ces M.C.M. à hauteur de 3 %, à compter du 1er avril, ce qui correspondra à une hausse de prix de 3 %, qui s'ajoutera à celle obtenue en Écu, pour la campagne et qui devrait tourner autour de 4,5 %-5,5 %. Il paraît peu probable, en revanche, que la réduction des M.C.M. et donc l'augmentation des prix français soit plus importante. Austérité oblige. La F.N.S.E.A. estime que *« la situation va se révéler intenable pour l'agriculture fançaise* ; elle demande cependant *« l'ajustement complet de la valeur du franc vert à la valeur réelle du franc, ce qui entrainera la suppression totale des montants compensatoires monétaires français »*.

Dans la presse parisienne

« Cessez-le-feu monétaire » titre *Libération* qui prévoit « un nouveau tour de vis » dans le même temps où *les Échos* posent deux conditions pour que la dévaluation soit réussie : « Une nouvelle rigueur pour sauver le nouveau franc » et « Un programme de sursaut national pour l'industrie ».

Et « Maintenant la note », titre pour sa part *le Matin*, alors que le *Quotidien de Paris* écrit « Dévaluation à la prochaine...sauf si Mitterrand parvient à imposer à la nation des sacrifices intolérables »

Pour *le Figaro*, cette troisième dévaluation par rapport au mark laisse « Le franc en sursis » alors que *l'Humanité* propose « Cinq mesures pour avancer ». *France-Soir* titre pour sa part : « Et maintenant : le tour de vis ».

A L'ÉTRANGER

R.F.A. : la grise mine des industriels

De notre correspondant

Bonn. — Marianne qui tombe dans les bras du légendaire « Deutsche Michel » en lui donnant du chéri, tout en lui subtilisant les deutschemarks qu'il a dans sa poche-revolver, cette caricature en première page de la *Frankfurter Rundschau*, journal qui ne peut pas passer pour systématiquement anti-français, résume l'amertume des milieux allemands devant le *compromis intervenu à Bruxelles.* Certes, le déficit français ne pouvait pas continuer sur sa lancée : mais, pour arrêter cette hémorragie, disent certains experts, il aurait fallu dévaluer le franc de 12 %, et ne pas se contenter d'un réajustement qui en appellera certainement d'autres.

En tout cas, les milieux industriels font grise mine. L'Association des constructeurs de machines-outils déplore que le réajustement monétaire *« constitue une charge supplémentaire pour la concurrence »* : 24 % des exportations de machines-outils vont vers la France et l'Italie, qui se trouvent avec une monnaie dévaluée. En revanche, cette organisation ne pense pas que les Allemands paieront moins cher les voitures d'autres pays européens. Un porte-parole de Fiat a déclaré que les prix ne bougeraient pas.

Une décision « purement politique »

Les milieux bancaires de Francfort regardent le réajustement comme une décision *« purement politique »*. Le Deutsche Industrie und Handelstag considère *« le procédé et les résultats »* de la réunion de Bruxelles *comme une déception.* L'économie allemande va se trouver soumise à de fortes pressions, sans que les tensions au sein du S.M.E. soient pour autant réduites.

Pour sa part, l'Association des exportateurs en gros réclame que la France change de politique — revendication que l'on retrouve dans tous *les commentaires — pour que l'intervention* de Bruxelles ne permette pas seulement à Paris de souffler.

Cependant, le ministre des finances allemand, M. Stoltenberg, a déclaré que l'accord de Bruxelles était défendable. Certes, avec 5,5 % de *réévaluation*, le mark est le plus touché par l'opération. Mais, depuis 1972, année de création des mécanismes monétaires européenns, sept réévaluations sont intervenues et les exportations allemandes ne se por*tent pas plus mal.*

Quelques secteurs, où les coûts jouent un rôle décisif, la construction navale par exemple, vont se trouver très *gênés et faire pression* sur le gouvernement pour qu'on les aide. Dans l'ensemble, cependant, on sent que les exportations allemandes jouissent d'une importante *« rente de place »* et que la réputation de qualité des produits, le suivi des services après-vente, lui garantissent la fidélité d'une vaste clientèle.

Sans doute sera-t-il difficile à l'industrie allemande de comprimer ses marges jusqu'à assumer seule la réévaluation, *mais il* y a des moyens directs et indirects de la rendre moins pesante à l'acheteur. Surtout si la reprise amorcée sur le marché mondial, *quoique encore fragile*, permet aux industriels de conserver et d'étendre leurs marchés.

Dans les milieux diplomatiques *de la capitale, on se félicite du « réalisme »* de l'attitude allemande : la R.F.A. ne pouvait pas avoir intérêt à mettre en faillite la France, son principal client. Tout dépendra, pense-t-on à Bonn, de la rigueur et de la détermination que Paris montrera dans sa nouvelle politique économique. L'effort à fournir apparaît considérable.

ALAIN CLÉMENT.

PAYS-BAS : pour la première fois un pas moins important que Bonn

De notre correspondant

Amsterdam. — Pour la première fois depuis l'établissement du S.M.E., en 1979, les Pays-Bas *n'ont* pas emboîté le pas à l'Allemagne fédérale lors du réajustement monétaire. Lundi, le florin néerlandais a été réévalué de 3,5 %. Avant la fin de la semaine, des observateurs faisaient remarquer que les Pays-Bas suivraient encore une fois l'exemple de son puissant voisin.

Le ministre des finances, M. Ruding (chrétien-démocrate), a expliqué cette *première* en affirmant : *« L'Allemagne fédérale a cette fois-ci pris en compte des considérations d'ordre politique dans sa réévaluation, ce qui n'est pas conforme à la réalité économique ; nous n'avons pas été disposés à incorporer ces aspects politiques dans notre réévaluation du florin. »*

« Un geste d'amitié »

Tout en exprimant sa satisfaction du résultat obtenu, M. Ruding a mis en garde les pays affiliés contre *« le danger qu'à l'avenir le S.M.E. puisse être contraint à tenir compte d'autres facteurs que l'inflation seule »*. M. Ruding estime que la réunion de Bruxelles a été marquée par *« la volonté allemande de venir à la rencontre de la France »*. Il a souligné à plusieurs reprises que la politique économique française exerce une forte pression sur le S.M.E.

Le premier ministre, M. Lubbers, qualifia d'*« extraordinaires »* les réajustements qui résultent, selon lui, d'*« un geste d'amitié »* de la part des Allemands *« qui sont tout de même allés un peu loin dans leur réévaluation »*.

Le ministre des finances s'est félicité de ce que les Pays-Bas aient pu maintenir leur position de concurrence sur le marché européen du fait d'une réévaluation du florin inférieure de 2 % à celle du deutsche mark. L'écart de 6 % qui s'est creusé entre le florin d'une part et le franc français et la lire italienne de l'autre *reflète plus ou moins les niveaux* d'inflation dans ces pays depuis le dernier réajustement, selon le ministre.

Si l'optimisme est de rigueur au sein du gouvernement de centre-droite, la plus grande organisation patronale, la VNO, estime que les exportations vers l'Allemagne fédérale, de loin leur débouché principal, pourraient être concurrencées désormais par des produits français et italiens. *La* position des Pays-Bas à l'égard de la France deviendra *« plus difficile encore »*, a estimé un porte-parole de la VNO. Le président du grand syndicat F.N.V., M. Wim Kok, a lancé un appel aux pays de la Communauté pour qu'ils prêtent plus d'attention à la politique sociale envers les dix millions de chômeurs que comptent les Etats membres.

RENÉ TER STEEGE.

ESPAGNE : pas de modification de la parité de la peseta

De notre correspondant

Madrid. — Réunis afin d'examiner les conséquences pour l'Espagne du réajustement réalisé au sein du S.M.E., le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, et les ministres *responsables de l'économie* ont annoncé, le 21 mars, que la monnaie ne serait pas dévaluée. Ils ont essentiellement justifié cette décision en invoquant les progrès enregistrés par la balance des paiements, qui, à leurs yeux, rendent superflue toute mesure de dépréciation.

Les socialistes avaient *procédé* à une dévaluation de 8 % en décembre, dès leur arrivée au pouvoir, pour couper court à la spéculation due au *changement de gouvernement*. Il leur fallait maintenir la compétitivité des produits nationaux face à la France, premier client de l'Espagne (mais seulement son quatrième fournisseur), dont elle absorbe 16,5 % des exportations. Le gouvernement aurait pu profiter du réajustement d'ensemble opéré dans les pays voisins pour dévaluer, sans qu'une telle mesure apparaisse comme une conséquence spécifique des faiblesses structurelles de l'économie espagnole.

S'il en a décidé autrement, c'est apparemment avant tout pour éviter un renchérissement des importations. Une dévaluation risquait notamment d'annihiler les effets bénéfiques que la baisse des prix du pétrole décidée par l'OPEP devrait avoir sur la balance commerciale espagnole (les premières estimations portent sur une économie de 1,3 milliard de dollars).

Depuis décembre, la peseta, qui flotte plus ou moins librement, a perdu 6,5 % de sa valeur face au dollar. On ne peut toutefois exclure que le gouvernement, après avoir repoussé une dévaluation formelle, laisse glisser à la baisse de manière plus résolue, dans les prochaines semaines, la monnaie espagnole sur les marchés des changes.

THIERRY MALINIAK.

BELGIQUE : un succès psychologique

De notre correspondant

Bruxelles. — Le succès psychologique pour le gouvernement Martens est indéniable. Lorsque, ces jours derniers encore, le ministre des finances, M. Willy de Clercq, affirmait que le franc belge pourrait, fût-*ce de façon très modeste, suivre une* réévaluation du deutschmark, bien des experts parlaient d'une *« fanfaronnade »*. Aujourd'hui pourtant, le franc belge démontre qu'il est plutôt dans le camp des vainqueurs. *« Cela crée une certaine surprise*, a dit M. de Clercq, *et j'espère qu'il s'agit d'une surprise positive. »*

Sur le plan politique, le succès, aussi limité soit-il, que le gouvernement vient de remporter, est d'une grande importance. A un moment *où le plan d'austérité, en application* depuis plus d'un an, commence à être l'objet d'une sérieuse contre-offensive syndicale, le premier ministre peut arguer que le redressement économique et financier accompli a été reconnu et confirmé à l'issue d'une confrontation monétaire extrêmement dure.

Depuis le début des controverses monétaires, on a maintenu à Bruxelles que la situation belge serait beaucoup plus saine que celle de *la France. Il n'y aurait* donc *jamais* eu la moindre raison d'envisager une dévaluation de la devise nationale. Aussi n'a-t-on guère apprécié ici l'attitude du gouvernement de Paris durant ces derniers jours. Du côté belge, en tout cas, on considère que M. Delors, soucieux avant tout de masquer les faiblesses de la politique française, a tenté de camoufler ses échecs, en entraînant dans sa déconfiture des gouvernements et des monnaies qui ne méritaient pas de tels coups.

« Les petits n'obéiront pas aux grands »

C'est ainsi que les dirigeants de Bruxelles s'enorgueillissent d'avoir été à la tête d'un mouvement de résistance contre les manœuvres françaises. C'est ce que M. de Clercq a exprimé en termes à peine diplomatiques, lorsqu'il a dit : *« Les petits n'obéiront pas aux grands ; c'est ma conception de l'Europe. »*

Si, pour l'instant, la satisfaction paraît l'emporter dans la capitale belge, la victoire est loin d'être aussi éclatante ou aussi complète que les premiers commentaires pourraient le suggérer. Tout d'abord, les négociateurs belges ont dû tenir compte de contraintes très strictes. La plus *large part des dettes de la Belgique* à l'extérieur (650 milliards de francs belges) sont libellées en marks, en florins, en francs suisses et en dollars. Même si l'écart avec la devise allemande a été quelque peu limité, il n'en reste pas moins que Bruxelles se voit imposer des charges plus lourdes en intérêts et en amortissements.

En outre, les échanges avec la R.F.A. occupent une place importante dans le commerce avec la Belgique. La situation à cette égard est encore plus *sérieuse* au Luxembourg, où plus de 40 % des importations proviennent de l'Allemagne fédérale. *La* remise en ordre monétaire, qui vient d'intervenir, et le renchérissement consécutif des importations pourraient donner un *dangereux coup de pouce inflationniste*, aussi bien à Bruxelles qu'à Luxembourg.

L'intransigeance dont les Belges *ont fait preuve dans les négociations* a sans aucun doute été déterminée aussi par la résolution des Luxembourgeois. Ceux-ci avaient réagi de la façon *la plus vive l'an dernier*, lorsque le franc belge fut dévalué. A un moment, il fut même question de rompre l'union monétaire entre les deux pays. Depuis, une convention a été mise au point qui donne aux Luxembourgeois les moyens de résister plus efficacement à des initiatives de Bruxelles dont le caractère *leur* paraîtrait un peu trop unilatéral. Cette situation à elle seule aurait probablement suffi pour contraindre le gouvernement belge à *ne pas faire preuve de la moindre* faiblesse dans sa partie de bras de fer avec le partenaire français.

JEAN WETZ.

DANEMARK : baisse du taux d'escompte de 1,5 %

De notre correspondante

Copenhague. — Dès que l'on a su à Copenhague que les ministres des finances de la C.E.E. avaient abouti, la Banque nationale du Danemark a annoncé qu'elle réduisait son taux d'escompte de 1,5 %, le faisant passer ainsi de 10 % à 8,50 %. La Banque avait ramené son taux d'escompte de 11 % à 10 % au début de décembre 1982 — mesure estimée alors insuffisante par les milieux d'affaires. Ceux-ci réclamaient depuis un nouvel abaissement d'au moins 2 % pour stimuler la reprise qui semblait s'amorcer en cette fin d'automne dans le sillage de la politique de redressement du gouvernement Schlüter (centre-droite).

M. Hoffmeyer, directeur de la Banque, a expliqué que, si cette mesure s'était fait attendre, ce n'était pas, comme on l'avait prétendu, à cause des élections allemandes et françaises ou même à cause des négociations pour le renouvellement des conventions collectives (à peu près toutes conclues maintenant, de façon positive), mais parce que l'on prévoyait dans les cercles bien informés une prochaine crise monétaire à l'échelle européenne, dont nul ne pouvait présager du dénouement. La stabilité rétablie non sans mal le 21 mars aura, en revanche, permis de franchir ce pas. M. Hoffmeyer a avoué à cette occasion que ces derniers jours la Banque natio*nale du Danemark* avait dépensé près de 5 milliards de nos francs pour soutenir la couronne.

« Une solution zéro »

En fin de journée, le ministre de l'économie, M. Andersen (libéral), a reçu les représentants des formations politiques siégeant à la Chambre unique pour les mettre au courant des modalités du réajustement. Le taux de réévaluation de la couronne de 2,5 % a paru les surprendre, les experts ayant prédit au plus 1 %. Le ministre a souligné qu'en réalité il s'agissait là d'une *« solution zéro où avantages et inconvénients s'équilibraient à peu près »*.

L'important, a-t-il expliqué en substance, était au fond que : *1)* la coopération au sein du S.M.E. puisse continuer telle quelle avec la France et sans qu'on ait dû modifier les marges de fluctuation des devises ; 2) que la dévaluation de la couronne par rapport au mark ait été relativement modérée, la R.F.A. étant aujourd'hui à la fois le plus gros créancier du royaume et son client principal. Aucun parti n'a soulevé d'objection après cet exposé.

Au contraire, tous ont paru l'approuver et M. Noergaard, ancien ministre social-démocrate de l'économie, a même déclaré que la solution arrêtée ainsi lui paraissait très raisonnable. Les dirigeants syndicaux, comme le patronat et la confédération des industries, ont eu une attitude identique. En fait, labaissement immédiat du taux de l'escompte intervenant avant toute réunion aura désarmé les critiques.

Seuls les responsables des organisations agricoles sont inquiets. Ils estiment que l'agriculture danoise sera lourdement pénalisée si on ne modifie pas les règles de fixation de la *couronne verte. Ils souhaitent* un réajustement des prix agricoles pour 1983-1984.

CAMILLE OLSEN.

JAPON : satisfaction

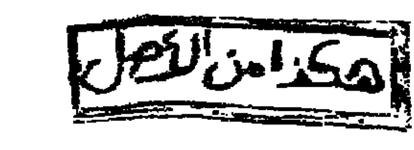
Tokyo *(A.F.P.)*. — Le ministre japonais des finances, M. Noburu Takeshita, s'est félicité du réalignement monétaire européen, en faisant *valoir qu'il aurait* un effet positif sur le système monétaire international. Selon les responsables de la Banque centrale japonaise, ce réalignement n'aura pas d'impact *important sur* la tenue du yen.

Selon M. Takeshita, la faiblesse du yen constatée le 22 mars était essentiellement attribuable à la détérioration du mark vis-à-vis du dollar. Le dollar s'échangeait à Tokyo pour 241,30 yens mardi matin contre 238,60 yens vendredi en clôture.

Pour le ministre, qui ne croit pas que cette faiblesse de la monnaie soit due à une détérioration de la situation économique du Japon, trois facteurs expliquent la récente dépréciation du yen : les prix du pétrole, le système monétaire et les taux d'intérêt américains.

U.R.S.S. : Une « secousse sérieuse »

Moscou (*A.F.P.*). — Le réaménagement décidé à Bruxelles est considéré par Tass comme une *« secousse sérieuse pour toutes les monnaies nationales du prétendu système monétaire européen »*. Cette *« douloureuse décision témoigne, une fois de plus*, selon l'agence officielle soviétique, *de la gravité de la crise économique au sein de cette organisation, ainsi que de l'inefficacité totale de son système monétaire »*. Le S.M.E. est *« en passe de se transformer en un mécanisme qui empêchera les Dix de sortir de l'impasse de l'actuelle dépression économique »*.



LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

GRANDE-BRETAGNE : soulagement

De notre correspondant

Londres. — Face aux malheurs du franc et au réalignement des parités au sein du S.M.E., les milieux dirigeants britanniques éprouvent des *sentiments mitigés.* Dire qu'ils ont été surpris serait certainement exagéré. *Pour des conservateurs qui ont* depuis quatre ans prêché — et largement pratiqué — la rigueur économique, il est dans l'ordre des choses que l'expérience du « *socialisme à la française* », même corrigée d'une dose de « réalisme » qui a été saluée, tout en étant jugée insuffisante, soit sanctionnée par les « *forces du marché* ».

En période de crise, la politique de reflation menée dans un seul pays était, aux yeux des monétaristes qui donnent le ton ici, une dangereuse aberration. A l'automne dernier déjà, *Sir Geoffrey Howe s'était attiré* une vive réplique de M. Mitterrand, lorsqu'au congrès conservateur, il s'était gaussé des deux premières dévaluations et du blocage des salaires et des prix, « *véritable arc de triomphe de la France socialistes* ». Le propos n'était pas dépourvu d'intentions polémiques à *l'égard des travaillistes* et il ne fait guère de doute que pendant la prochaine campagne électorale en Grande-Bretagne, la politique française sera brandie comme l'exemple à ne pas suivre, contre le Labour qui prône, peu ou prou, le même type de relance.

Les Britanniques n'ont pas oublié l'humiliation subie en 1976 par le gouvernement Callaghan, obligé de passer sous les Fourches caudines du Fonds monétaire international pour sauver la livre. Mais la presse est unanime à féliciter M. Delors pour ce que M. Healey, ancien chancelier de l'Echiquier du gouvernement Callaghan, appelle la « *très grande habileté* » du ministre français de l'économie et des finances, qualifié même de « héros » par le *Financial Times.*

Les dirigeants de Londres ne sont pas uniquement animés d'intentions partisanes. Aussi sont-ils satisfaits qu'une solution ait pu être trouvée au différend franco-allemand et ils insistent d'ailleurs sur le rôle d'« *honnête courtier* » joué pendant tout le week-end par Sir Geoffrey. Bien que la livre sterling ne fasse pas partie du Système monétaire européen, les britanniques sont très intéressés à sa survie.

Sans accord à *Bruxelles*, la France aurait quitté le S.M.E. et se serait repliée derrière des barrières douanières. Le *Times* (indépendant) et le *Daily Telegraph* (conservateur) emploient le même mot : « *soulagement* ». Le danger du protectionnisme paraît pour le moment écarté, même si à long terme l'avenir du S.M.E. reste suspendu à une convergence des politiques économiques *en Europe*, c'est-à-dire à la réussite du plan français d'austérité.

La descente de la livre

Même si le gouvernement britannique se prononce pour une harmonisation des politiques économiques des Etats membres de la Communauté, sous le signe de la rigueur, il n'est plus question que *la livre sterling* entre dans le S.M.E. Aux arguments traditionnels des adversaires de cette participation — rôle particulier de la place de Londres et de la livre en tant que « pétro monnaie » — est venu s'ajouter la stabilité très relative du S.M.E. Mme Thatcher et Sir Geoffrey, qui sont tous les deux des partisans déclarés du flottement, peuvent faire valoir que si la souplesse du système avait été remarquable lors des réajustements précédents, cela n'a pas été le cas cette fois. Certains analystes financiers londoniens se demandent même si le réalignement n'a pas été trop tardif et trop limité pour ne pas rendre inévitable un nouveau changement de parités avant la fin de l'année.

Cependant la crainte immédiate des milieux bancaires est que la dévaluation du franc français ne place maintenant la livre en première ligne de la spéculation. Or la livre a encore baissé, lundi 21 mars, sur le marché de Londres qui était resté ouvert. *Elle est descendue à* 1,47 dollar, le niveau le plus bas *jamais atteint. Cette chute serait paradoxale* dans la mesure où la politique de rigueur du gouvernement conservateur a eu des effets positifs sur les grands équilibres (*le Monde* du 17 mars).

La balance commerciale a eu un solde positif de 4,5 milliards de livres en 1982, dans lequel, il est vrai, *les exportations de pétrole se taillaient* la part du lion. Même avec l'Allemagne fédérale, premier client et deuxième fournisseur, la Grande-Bretagne a eu un déficit presque deux fois inférieur au déficit français (2 milliards de livres). Mais c'est le prix du pétrole de la mer du Nord qui a l'effet le plus direct sur *la tenue de la livre : si ce prix baisse* de 50 ou 75 cents par baril dans les prochains jours comme il en est fortement question, la livre paraît condamnée à descendre encore.

Le gouvernement de Londres, qui affirme « *ne pas avoir de politique du taux de change* » et s'en remet, là encore, aux « *forces du marché* », pourrait se trouver dans l'embarras. La livre a perdu 13 % depuis novembre par rapport aux principales devises ; la compétitivité des produits britanniques sur les marchés extérieurs a augmenté, mais la poursuite de ce glissement mettrait en danger les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation, alors qu'une hausse des taux d'intérêt aurait des effets négatifs sur la reprise naissante.

DANIEL VERNET.

Italie : assainir au plus tôt

De notre correspondant

Rome. — Pour l'Italie l'accord sur le réalignement monétaire européen apparaît réaliste, compte tenu des risques qui pesaient sur le S.M.E. Cette nouvelle parité des monnaies *au sein de la C.E.E.* n'en aura pas moins des conséquences qui « *pourraient s'avérer graves* », a souligné le ministre du Trésor, M. Goria, « *si n'est pas entrepris au plus tôt un assainissement de l'économie* ».

Dans l'immédiat, la dévaluation de la lire réduit encore la marge de manœuvre du gouvernement en matière de déficit public et conduira le ministère des finances à revoir ses *comptes extérieurs, non seulement* ceux réglés en devises de la Communauté européenne, mais aussi, d'une manière plus préoccupante encore, ceux basés sur le cours du dollar, comme les importations en pétrole. Toutefois, dans l'immédiat, le gouvernement italien n'entend pas prendre de mesures d'accompagnement.

Le schéma de 1982

Depuis le début de cette nouvelle crise monétaire, les Italiens ont estimé que leur monnaie n'était pas au centre de la tempête : la lire n'a, en *effet, jamais atteint* dans ses fluctuations les limites fixées par le S.M.E. Les Italiens sont donc allés à Bruxelles avant tout avec la volonté d'appuyer les propositions allant dans le sens d'un maintien du système. Selon M. Goria, « *affaiblir le S.M.E. équivalait à nous affaiblir politiquement et économiquement* ». De là le sentiment à Rome que le « *bras de fer* » entre l'Allemagne et la France était inutile et qu'il a peut-être, selon *la Stampa*, « *engendré de nouveaux risques sans pour autant apporter des avantages* ».

Pour l'instant, et dans l'attente des réactions du marché international, les Italiens sont surtout préoccupés par l'évolution éventuelle du cours du dollar. Un renforcement de la devise américaine coïncidant avec celui du mark, reproduirait les difficiles problèmes de *1982. La* première conséquence en serait la réduction des avantages *offerts par* la diminution du prix du pétrole (soit 13 000 milliards de lires).

En ce qui concerne les autres monnaies, la *réévaluation de facto* de 8 % du deutschemark par rapport à la lire devrait sans doute accroître les rentrées en devises provenant du tourisme (les Allemands représentent 44 % du total des visiteurs) que sur le plan commercial, l'Allemagne, qui absorbe 15 % des exportations italiennes, est le pays avec lequel *l'Italie a enregistré le déficit le* plus important en 1982 (3 167 milliards de lires). En ce qui concerne la France, les Italiens craignent que Paris n'introduise la pratique du dépôt probable sur les importations, qui conduirait à une réduction de leurs exportations. Ils se réservent alors d'étudier des mesures en réaction à *cette décision.*

La dévaluation peut donc avoir des conséquences importantes sur l'économie intérieure. Toute dévaluation d'un point engendre, selon les experts, une augmentation de 0,38 % de l'inflation. Selon ce calcul, l'opération de Bruxelles entraînerait une augmentation de 1 % de l'inflation, et pourrait rendre encore plus difficile à atteindre l'objectif de ramener à 13 % l'augmentation des prix en 1983. Cette répercussion n'est cependant pas automatique : tout dépendra de la manière dont *réagira le marché des changes*, et notamment du comportement du dollar.

PHILIPPE PONS.

ÉTATS-UNIS : nécessité d'une coordination des politiques économiques occidentales

De notre correspondant

Washington. — Le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, estime que le dollar pourrait baisser légèrement au cours des prochaines semaines. *Il a fait cette prévision* lundi 21 mars, lors d'un déjeuner de presse, en limitant au maximum ses commentaires sur le réajustement des parités au sein du S.M.E. Pourquoi se mêler d'une « *affaire intérieure à l'Europe* », comme disait le même jour l'un de ses porte-parole ?

Les États-Unis ne se sentent pas directement concernés. Mais, surtout, ils tiennent à rester à l'écart de ce genre de débats. Nous n'interviendrions sur les marchés des *changes qu'en cas de « déséquilibre majeur »*, a rappelé lundi M. Regan. Les fluctuations des derniers jours n'entraient pas dans cette catégorie et n'ont donc entraîné aucune action de la Réserve fédérale.

Responsabilités

La non-intervention est un dogme au département du Trésor. On constate plus de souplesse chez le secrétaire d'État, M. Shultz, et chez le président de la Réserve fédérale, M. Volcker, *mais ils n'ont* l'un et l'autre qu'une influence limitée dans la politique des changes.

Le dogme avait semblé s'assouplir pendant la récession. Il reprend force, au contraire, avec la reprise. Une reprise officiellement confirmée lundi par l'annonce d'un accroissement du P.N.B. de 4 % au premier trimestre. Ce résultat — sujet à révision — est le meilleur depuis deux ans. Quant à la hausse des prix, elle n'a été que de 2,8 % au premier trimestre, taux le plus bas depuis onze ans.

Favorables à une stabilité monétaire, les États-Unis auraient déploré l'éclatement du système européen. Mais cette stabilité implique, selon eux, que les gouvernements occidentaux visent les mêmes objectifs, avec les mêmes moyens. Sans être nommée, la France est jugée responsable des désordres monétaires en Europe. M. Regan a souligné, lundi, « *la nécessité d'une coordination des politiques économiques des pays industrialisés* », soulignant que le thème serait soulevé au sommet de Williamsburg, en mai.

Les fluctuations au sein du S.M.E. n'ont qu'une incidence marginale sur les États-Unis. La baisse du franc, en particulier, ne les touche pas beaucoup : Paris est un partenaire commercial de deuxième importance. Ce sont les échanges avec l'ensemble de la zone S.M.E. et les rapports entre le mark et le dollar qui *comptent* aux yeux des Américains. Les taux d'intérêt en R.F.A. sont bien plus suivis que les contorsions du « serpent ».

Les négociations de ces derniers jour à Bruxelles intéressaient surtout Washington d'un point de vue politique. Plus que les fluctuations des monnaies, l'avenir de l'entente franco-allemande leur importait. Ils sont plutôt satisfaits du résultat de la négociation, après avoir craint le pire : un isolement de la France, un « *gauchissement* » de son gouvernement et une montée du protectionnisme.

ROBERT SOLÉ.

« SUDDEUTSCHE ZEITUNG » (MUNICH) : LES PROTECTIONNISTES FRANÇAIS NE SONT PAS TOUS AU P.C.

« *La question pour la France n'est rien de moins que de savoir si la construction du socialisme bleu-blanc-rouge est compatible avec l'insertion dans une communauté « capitaliste ». (...) Les partisans du repli derrière les frontières, de l'éloignement de l'Europe, du socialisme dans un seul pays, des industries planifiées, financées et protégées par l'Etat ne se trouvent pas tous dans le parti communiste.*

« *Il existe des entrepreneurs qui se sentaient au mieux au sein d'une sainte alliance avec la C.G.T., lorsque des hausses régulières de prix et de salaires assuraient à la fois les profits et la paix sociale et que l'âpre vent de la concurrence étrangère ne les dérangeait pas.*

« *A l'aile gauche du parti socialiste, des forces ont guetté avec espoir le moment où la politique européenne antérieure semblait être dans une impasse, car ils ont compris que la nouvelle société dont ils rêvent ne peut être édifiée sous le poids des contraintes de la Communauté européenne.* »

EN FRANCE

M. Mauroy est prêt à assumer une politique de rigueur accrue

M. François Mitterrand possède *maintenant toutes les données qui* déterminent la politique économique et sociale *pour les mois à venir* et conditionnent le choix des hommes qui auront la charge, au sein du gouvernement, de conduire cette nouvelle phase de son septennat. Le réajustement monétaire a, notamment, levé la dernière hypothèque à laquelle étaient subordonnés le remaniement ministériel attendu et, surtout, *la reconduction ou le* remplacement de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon.

Plusieurs éléments tendent à accréditer la thèse initiale de l'Elysée, fondée, dès le lendemain des élections municipales, sur le maintien du maire de Lille à la tête du gouvernement. Les conclusions des négocia*tions monétaires de Bruxelles* correspondent à la solution souhaitée par M. Mauroy, même si ce dernier est moins apparu sur le devant de la scène que M. Delors.

Dès dimanche matin à Lille, le premier ministre avait réaffirmé la nécessité de ne voir dans le réajustement monétaire qu' « *une étape à franchir avant l'assainissement complet sur le plan économique et monétaire* ». Par l'intermédiaire de M. Henri Guillaume — qui remplace M. Jean Peyrelevade comme principal conseiller économique et financier — le cabinet de M. Mauroy *a été étroitement associé à la* préparation du plan d'accompagnement de la nouvelle dévaluation du franc.

M. Delors laissait même entendre, lundi à Bruxelles, que M. Mauroy présenterait lui-même, mercredi 23 mars au conseil des ministres, les *mesures qui seront arrêtées après les* arbitrages qui doivent être rendus *par M. Mitterrand mardi* après-midi, à Paris, à l'issue du conseil européen. Le ministre de l'économie et des finances — qui avait affirmé, la veille, dans un entretien avec *Libération* que ceux qui voient en lui le futur chef du gouvernement « *se trompent tout à fait* » — a souligné, en effet, que cette mission incombe au « *premier ministre* ».

S'il s'agissait simplement d'affirmer que cette nouvelle phase de l'action gouvernementale ne fera que prolonger celle engagée en juin 1982, on pourrait logiquement en conclure *que* les deux *principaux* inspirateurs de la politique de rigueur — MM. Mauroy et Delors — sont les plus qualifiés pour parachever ce travail. Soucieux d'effacer toute ambiguïté sur certaines arrière-pensées prêtées au premier ministre ou à son entourage, certains conseillers économiques de M. Mauroy affirment que celui-ci est prêt, sans aucune réserve, à assumer tous les inconvénients d'une politique de rigueur accrue, même si cette accentuation doit avoir un fort parfum d'austérité.

Ils renvoient notamment aux déclarations faites le 16 février, à Antenne 2, par le premier ministre qui avait souligné, ce soir-là, que si rigueur accrue il devait y avoir « *il faudrait nécessairement imposer les plus riches* ». Ils omettent, il est vrai, de rappeler que onze jours plus tard, le 27 février, au Club de la Presse d'Europe 1, le chef du gouvernement avait écarté « *complètement* » toute nouvelle *dévaluation* après le scrutin municipal. Selon les *mêmes sources, le maintien* de M. Mauroy à l'hôtel Matignon présenterait aussi, théoriquement, l'avantage de préserver les apparences de la continuité, notamment aux yeux des communistes, comme cela avait déjà été le cas après le blocage des prix et des revenus. Reste à savoir si la même recette politique peut avoir deux fois le même effet.

M. François Mitterrand peut retenir, au contraire, que l'art de la syn*thèse cher au maire de Lille n'a* pas suffisamment réussi, jusqu'ici, à convaincre les Français d'adhérer à la politique gouvernementale ainsi que l'a montré le reflux de la majorité aux élections municipales. Le chef de l'État peut estimer, en outre, que l'image de la rigueur ne colle pas toujours parfaitement à un chef *de gouvernement dont le style est* contesté par les dirigeants socialistes eux-mêmes, et dont la chaleur communicative et la popularité ne compensent pas toujours l'impression de laxisme qu'il laisse parfois à l'opinion publique, ainsi que l'attestent certaines enquêtes.

Dans l'hypothèse où M. Mitter*rand privilégierait, dans ses ré*flexions, la nécessité de créer un choc psychologique, M. Mauroy risquerait ainsi, en particulier, de faire les frais de l'optimisme qu'il affichait avant les élections municipales, sur les perspectives économiques et sociales ouvertes au pays.

ALAIN ROLLAT.

M. Delors et l' « arrogance »

Bruxelles (*A.F.P.*). — Le ministre des finances, M. Jacques Delors, a déclaré qu'il ne visait pas le gouvernement ouest-allemand lorsqu'il a évoqué l' « *arrogance allemande* » *avant l'ouverture,* samedi à Bruxelles, de la réunion des Dix en vue du réaménagement monétaire.

« *Ce qualificatif,* a précisé le ministre français lundi 21 mars, à l'issue de la réunion des ministres des finances, *concernait les vives répliques dans la presse ouest-allemande lorsque j'ai dit qu'il y a une crise du système monétaire européen et que, le mark étant tiré vers le haut, c'était à la R.F.A. de fournir l'effort principal.* »

« *Je ne pouvais pas laisser passer les remarques désobligeantes de la presse allemande. C'est le prix de l'amitié franco-allemande,* a-t-il ajouté. *Je ne me serais pas permis de parler en ces termes du gouvernement allemand, car je ne le pense pas.* »

M. Delors avait déclaré samedi : « *Je me suis battu toute la semaine, mais, devant des gens arrogants et incompréhensifs, que voulez-vous que je fasse ?* »

« Il ne s'agit que de poursuivre l'effort de rigueur entrepris »

déclare le ministre de l'économie

A l'issue de la réunion de Bruxelles où fut arrêté le réajustement monétaire, M. Delors, ministre de l'économie et des finances, a observé que « *chacun avait fait un effort* », que les résultats étaient « *très proches* » *de ce qu'avait envisagé dès le départ* le gouvernement français. « *C'était à notre partenaire allemand de faire le plus grand pas. Il l'a fait. Pour conforter l'amitié allemande et dans le souci de lui donner tout son dynamisme, la France a participé à ce réalignement.* »

Il a tenu à différencier ces trois dévaluations du franc : celle d'octobre 1981 était due à l'apurement du passé ; celle de juin 1982 pouvait être considérée comme une crise du franc proprement dite ; celle de mars 1983 qui vient d'être décidée a, selon lui, pour origine les difficultés de fonctionnement du S.M.E. qui se sont manifestées par la poussée vers le haut du DM.

Quant aux mesures d'accompagnement à prendre, M. Delors a souligné l'absolue nécessité de convaincre l'opinion publique d'œuvrer à une meilleure maîtrise de l'inflation. A ce sujet, il a cependant précisé : « *Il ne s'agit que de poursuivre l'effort entrepris et non pas de l'accroître, sinon les fondements mêmes de l'économie française seraient mis en danger.* » Cependant il a confirmé que des mesures nouvelles seraient prises s'agissant de l'effort à accomplir pour réduire le déficit du commerce extérieur. Compte tenu de la contraction du commerce international, de l'insuffisance du dynamisme à l'exportation des chefs d'entreprise français, il a indiqué : « *Nous devons renforcer notre dispositif afin de ramener le déficit du commerce extérieur de 93 milliards de francs en 1982 à 43,45 milliards en 1983. La baisse du prix du pétrole nous y aidera. Il faudra prendre des mesures supplémentaires qu'annoncera le premier ministre.* » M. Delors a cependant indiqué qu'il excluait qu'une telle mesure puisse affecter le commerce intra-communautaire.

M. Delors a également indiqué qu'il « *comptait demander la réactivation des emprunts communautaires à moyen terme, mais que la France n'est pas la seule à vouloir en bénéficier* ».

M. Cheysson : l'expérience de croissance limitée dans un seul pays a échoué

Commentant la situation économique de la France au cours d'un *entretien accordé jeudi 17 mars au Washington Post*, M. Cheysson a indiqué que le « *problème n° 1* » à l'arrivée de la gauche au pouvoir était celui du chômage, et que celui-ci « *ne peut être réglé au niveau national* ».

« *Nous, Français*, a ajouté le ministre des relations extérieures, *avons essayé, après le changement de majorité, d'amorcer une croissance limitée à l'intérieur des frontières nationales, et cela a échoué. Cela a produit quelques résultats limités, résultats que nous avons consacrés exclusivement aux plus pauvres. Mais cela a montré très clairement que le prix à payer pour une telle croissance limitée est très élevé en termes de résultats sur l'inflation, sur la balance des paiements et donc sur l'endettement. C'est pourquoi cela ne peut être fait par aucun pays agissant seul, et l'effet est très en-deçà du but poursuivi. C'est pourquoi le problème doit être abordé dans une dimension plus large, et, pour nous, la dimension préférée est l'Europe. A plus forte raison, les problèmes les plus importants doivent être traités au niveau mondial, ce qui veut dire avec le complet soutien des Américains.* »

M. Cheysson a ajouté : « *Les Etats-Unis sont encore le pays le plus puissant, celui qui dispose des meilleures réserves, du meilleur potentiel, humain et économique, des meilleures capacités non utilisées. C'est pourquoi, si vous ne prenez pas la tête, je ne sais pas comment cela marchera.* »

[Le *Washington Post* avait rendu compte le 21 mars de cet entretien d'une heure avec le ministre français en écrivant que l'« expérience » socialiste française avait « échoué ». Soucieux de rétablir les nuances, le Quai d'Orsay a diffusé la version complète, en anglais, des propos du ministre, version que nous reproduisons ici.]

M. BARRE : notre pays a échappé à un grave péril.

M. Raymond Barre, invité par les étudiants de l'Institut supérieur du commerce de Paris, a prononcé lundi 21 mars après-midi à Lyon, une conférence au thème et au ton très universitaires sur « *le rôle de l'État dans une économie libérale* ». A cette occasion, il a, en termes mesurés, commenté le rajustement monétaire intervenu le jour même à Bruxelles.

L'ancien premier ministre a souhaité rester « *prudent* » et « *réservé* » avant l'ouverture du marché des changes. Il a toutefois émis trois « observations » : « *Notre pays a échappé à un grave péril : la sortie du franc du système monétaire international qui aurait eu de graves conséquences pour l'avenir de la France et de la C.E.E. Quel que soit l'habillage des mesures arrêtées à Bruxelles le franc est dévalué pour la troisième fois en vingt-deux mois. Je le constate avec tristesse, et le gouvernement ne saurait crier victoire.* »

« *Une dévaluation n'est pas une panacée. Son efficacité n'est due qu'à la politique globale d'accompagnement mise en place. Je ne me prononcerai donc sur le fond que lorsque cette politique sera annoncée* ». (*Correspondance*).

M. RALITE : il aurait été dommage que l'on sorte du S.M.E.

M. Jack Ralite, ministre de la santé, membre du comité central du P.C.F., a déclaré, lundi 21 mars, au cours du journal de la mi-journée sur Antenne 2 : « *Il nous faut renforcer le développement de notre appareil productif (...). C'est de cela que vient le mal (...). Il y a, autour de nous, des pays qui pratiquent l'austérité et qui attaquent le marché français.* » Selon M. Ralite, le développement d'une industrie française compétitive « *est la donnée cardinale, qui va venir sur le devant de la scène après les décisions de Bruxelles* ».

M. Ralite a « *l'impression que les ministres communistes ne sont pas sur le départ* ». Il a déclaré : « *Nous sommes prêts à continuer, à travailler avec sérieux, avec réalisme, pour poursuivre la politique inaugurée le 10 mai (...), dans le cadre de la coopération européenne.* » M. Ralite a ajouté, à propos du Système monétaire européen (S.M.E.) : « *Ma sensibilité me conduit à dire qu'il aurait été dommage qu'on en sorte.* »

● *M. Bernard Fournier*, président de l'U.J.P. : « *Le gouvernement se disloque. Le franc se dégrade. Notre pays a fait depuis le week-end un pas de plus sur la voie de l'affaiblissement.* »



LE RÉAJUSTEMENT MONÉTAIRE

LES RÉACTIONS

Le C.N.P.F. espère un « sursaut national »... et un allégement des charges des entreprises

Le patronat a réagi avec modération à « *la dévaluation du franc* », même si M. Gattaz y voit « *la sanction prévisible des décisions qui ont affaibli nos entreprises* ». « *La valeur du franc*, ajoute le président du C.N.P.F., *est le reflet de la situation économique de notre pays, or celle-ci est très mauvaise.* »

En fait, les milieux patronaux attendent le plan d'accompagnement pour juger d'une éventuelle évolution de la politique gouvernementale. Comme le dit le président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Pierre Netter : « *C'est à la nature et à l'intensité des mesures d'accompagnement que l'on pourra juger s'il y a un changement de cap significatif.* »

Même idée au C.N.P.F., où, après avoir souligné que « *cette dévaluation ne réglera pas — comme par un coup de baguette magique — nos difficultés actuelles* », l'on précise : « *Ce qui nous intéresse, c'est l'avenir.* »

Apparemment, plusieurs mesures ont été soumises par l'administration, pour avis, au C.N.P.F. ces dernières semaines : procédure du dépôt préalable, qui oblige tout importateur lorsqu'il a une facture à payer à l'étranger à déposer avant l'importation 20 % par exemple de son montant ; un mécanisme qui, en renchérissant le coût des achats à l'étranger dissuade les importateurs ; mais surtout un projet, attribué à M. Jean Riboud, président de Schlumberger et proche du président de la République, d'allégement significatif (un point ou un point et demi) des charges des entreprises, qui serait financé par une hausse de la T.V.A. Un projet qui a visiblement l'heur de plaire au C.N.P.F. M. Gattaz n'a d'ailleurs pas caché que, selon lui, « *si le plan gouvernemental ne comportait pas d'allégements substantiels des charges sociales et fiscales, il serait sans effet et n'arrêterait pas la dégradation de notre monnaie* ».

Même son de cloche d'ailleurs à la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), qui réclame « *un effort massif et immédiat d'allégement des charges des entreprises* ».

Les organisations patronales manient cependant volontiers le langage de crise. Le C.G.P.M.E. parle de la nécessité d'une « *politique économique de salut public* », tandis que le C.N.P.F. affirme que « *tout va dépendre de la politique économique qui va être menée et du sursaut national qu'elle est capable de susciter* ».

Scepticisme et inquiétudes dans les syndicats

Même s'il ne recourt pas à un plan aussi sévère qu'en juin 1982, au moment de la seconde dévaluation, par exemple en bloquant de nouveau les revenus, le gouvernement aura du mal à retrouver auprès des syndicats une attitude aussi modérée et — relativement — compréhensive qu'il y a neuf mois. Non seulement le contexte politique n'est plus le même mais les confédérations de salariés ont mieux pris la mesure de mécontentement et des inquiétudes de leurs bases.

Sans attendre le dispositif d'accompagnement et sans savoir, faute d'voir des interlocuteurs au clair de leur avenir immédiat, si le premier ministre réunira les partenaires sociaux, les syndicats ont dès lundi annoncé la couleur.

Pour la C.G.T., qui adopte ainsi la même attitude que le parti communiste, « *l'issue ne peut être dans l'austérité ni dans la baisse de la consommation chère à la droite et au patronat, mais dans le maintien du pouvoir d'achat pour des débouchés pour l'emploi* ».

Dans sa déclaration du 21 mars, M. Gérard Alezard, secrétaire de la C.G.T., a donc souligné que la France ne devait pas « *céder* » aux « *manœuvres de la finance internationale* » visant à « *la faire rentrer dans le rang de l'austérité* ». Préconisant un développement prioritaire de l'industrie, un blocage « *sélectif* » des prix et une réduction « *des gâchis matériels et financiers* », la centrale prône une logique qui va à l'opposé du renforcement de la rigueur qui doit être annoncé.

Sans être hostile à un encouragement à l'épargne, pour favoriser le développement industriel, elle combattra plus fermement toute incitation à la baisse du pouvoir d'achat et de la consommation. Cela promet de belles empoignades en fin d'année dans le secteur public lorsqu'il s'agira de négocier les fameuses clauses de sauvegarde si l'inflation dépasse 8 %...

La C.F.D.T. a situé sa première réaction dans le cadre de la coopération européenne : « *Ce réajustement monétaire*, a déclaré M. Pierre Héritier, *met l'accent sur la nécessité d'adapter et de moderniser notre industrie dans un cadre européen.* » Au sein de la commission exécutive de la centrale, on se montre cependant plus sévère en affirmant qu'il faut passer « *d'une gestion à la petite semaine à une gestion plus rigoureuse* », en s'attaquant avec vigueur aux causes structurelles de l'inflation, en généralisant les négociations salariales et en relançant sélectivement l'investissement.

Face à ce nouveau tour de vis, la centrale de M. Edmond Maire n'entend plus tolérer de faux-pas. Le recours à l'épargne forcée ? Cela suppose un contrôle de l'affectation de cette épargne. Une réduction de la consommation ? Il ne saurait être question, souligne-t-on, d'admettre une baisse globale ayant « *des effets pervers sur l'emploi* ». La nouvelle rigueur ne pourrait être que sélective et ne contrecarrer ni la lutte contre le chômage, ni la priorité aux bas salaires, ni encore le financement de la protection sociale.

M. André Bergeron a lui aussi lancé une mise en garde contre les « *risques d'un tassement de la consommation* ». « *Je ne suis pas là*, a déclaré, à France-Inter, le secrétaire général de F.O., *pour travailler à l'abaissement du niveau de vie, mais pour défendre au mieux les intérêts des salariés sans démagogie et sans surenchère.* »

Tout en se félicitant du maintien du franc dans le S.M.E., M. Bergeron est très inquiet quant au contenu d'un « *nouveau plan anti-inflation* ». Il redoute une nouvelle baisse du pouvoir d'achat — ce qui lui fait craindre une recrudescence revendicative de la C.G.T. — et encore « *un dépérissement de la vie conventionnelle qui aurait des conséquences redoutables* ». Il se montre également pour le moins sceptique quant à l'efficacité d'un recours à l'épargne forcée.

Ce scepticisme se retrouve dans les autres syndicats réformistes, qui pour l'instant se cantonnent dans un prudent attentisme. Pour M. Jean Bornard (C.F.T.C.), les mesures d'accompagnement, inévitables, « *doivent tenir compte des exigences à la fois économiques et sociales* ». Pour la C.G.C., la dévaluation est un « *moindre mal* » par rapport à une sortie du S.M.E., mais elle confirme que depuis mai 1981 « *nous avons un gouvernement qui se trompe souvent* ». Les syndicats risquent donc d'être des interlocuteurs plus difficiles.

MICHEL NOBLECOURT.

Convaincre la gauche

(Suite de la première page.)

Déjà, M. Herzog préconise plusieurs mesures, dont l'adoption permettrait aux communistes de se reconnaître davantage dans la politique future. Ces mesures portent, notamment, sur la réduction des importations et sur le contrôle des exportations de capitaux.

Les communistes approuvent le maintien du franc dans le système monétaire européen, et ils dénoncent comme une calomnie anticommuniste la thèse selon laquelle ils auraient été, en quelque sorte, naturellement favorables à une rupture de la coopération monétaire européenne et à l'adoption, par la France, d'une politique d'affrontement avec ses principaux partenaires commerciaux. Le P.C.F. estime, néanmoins, comme d'ailleurs le P.S., que cette confrontation existe et que, si les décisions prises à Bruxelles sont positives, c'est parce qu'elles résultent de la résistance du gouvernement aux pressions intérieures et extérieures tendant à obtenir de lui qu'il aligne sa politique sur l'austérité pratiquée en R.F.A.

Il s'agit donc, pour les communistes, de poursuivre sur cette voie, opposée à celle qui passe par une réduction du pouvoir d'achat. Le P.C.F. a souligné, à plusieurs reprises, que ce pouvoir d'achat doit être maintenu pour les salaires couverts par les conventions collectives et pour un montant équivalent à deux fois le SMIC. M. Herzog admet, en revanche, la possibilité de « *plans d'épargne salariale* », qui favoriseraient, notamment, l'achat de logements.

La discussion prévue, au sein du parti, jusqu'à la réunion du comité central, les 19 et 20 avril, doit permettre de convertir les cadres et les militants que les résultats des élections municipales renforcent dans le sentiment que le parti n'a rien à gagner à endosser une politique aussi différente de celle qu'il défendait il y a encore deux ans.

Les difficultés, si elles sont d'un autre ordre, ne sont pas moindres au parti socialiste. M. Jean Poperen, membre du secrétariat national, avait, dès dimanche, subordonné l'adhésion des socialistes à un plan de rigueur bis à une répartition plus équitable de cette rigueur. Le « numéro deux » du P.S. avait insisté, notamment, sur la nécessité d'une réforme fiscale, instrument privilégié, à ses yeux, de cette plus grande équité. M. Herzog souligne, lui aussi, cette nécessité et préconise, en particulier, un recours accru à l'impôt sur la fortune, ainsi qu'un prélèvement sur le capital pour financer la sécurité sociale.

Ce thème n'est pas nouveau. M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, avait souhaité l'élaboration d'une telle réforme fiscale à l'automne de 1982. Il avait renoncé à ce projet, jugé prématuré par le gouvernement.

Le maintien du franc dans le système monétaire européen tranche un point essentiel du débat au sein de la gauche sur la politique économique qui doit être suivie. La solution retenue n'est pas celle qui aurait impliqué un isolement au moins provisoire de la France au sein de l'Europe. Si la sensibilité européenne, représentée notamment par M. Jacques Delos, a prévalu et si les communistes soulignent, eux aussi, la nécessité d'une coopération dans la C.E.E., les inflexions de la politique future ne sont pas néanmoins déterminées *ipso facto*. Elles ne seront connues avec davantage de précisions qu'après la formation du nouveau gouvernement et l'intervention du président de la République. Le P.S. comme le P.C.F. sont donc à cet égard dans l'attente.

Il est clair toutefois que les réactions de ces deux partis aux choix qui sont sur le point d'être rendus publics seront influencées par les différentes tendances qui les animent. Au P.S., par exemple, le CERES, dont l'un des chefs de file est M. Jean-Pierre Chevènement, n'avait pas dissimulé son hostilité aux orientations défendues par M. Delors. Le P.C.F. pour sa part a clairement énoncé sous la plume de M. Herzog ce que devraient être à ses yeux les marques de la poursuite de la politique voulue par la majorité des Français en 1981.

Des réactions des deux partis dépendra la mobilisation qu'ils estiment l'un et l'autre nécessaire pour assurer la réussite de la politique gouvernementale. L'un comme l'autre regrettent à ce sujet que le gouvernement de M. Pierre Mauroy ne se soit pas davantage soucié, dans le passé, d'obtenir l'adhésion des militants à ses décisions.

Le comportement du P.S. et du P.C.F. devrait subir aussi l'influence des réactions syndicales face aux nouvelles orientations. Une révision des objectifs annoncés, jusqu'à présent, en matière de pouvoir d'achat hypothéquerait la bienveillance dont le pouvoir a bénéficié de la part des principales confédérations. Celles-ci ont exprimé dès lundi leur hostilité à toute perspective de ce genre. Si leurs craintes se révélaient justifiées, la contestation qui apparaîtrait de ce côté ne pourrait pas ne pas rejaillir sur l'attitude des militants socialistes et communistes.

PATRICK JARREAU.

Dans l'opposition

M. CHIRAC : un signal d'alarme

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., a notamment déclaré, lundi 21 mars : « *Pour la troisième fois en moins de deux ans, le franc est dévalué par rapport aux plus importantes monnaies du monde. C'est un échec. Le pouvoir ne maîtrise plus la situation. Ayant quitté le peloton de tête des pays industriels, la France est soumise à des pressions auxquelles elle ne peut plus résister. C'est un appauvrissement. De dévaluation en dévaluation, ce que nous possédions, le fruit du travail de notre peuple, perd de sa valeur chaque fois davantage. Le poids de notre économie ne cesse de diminuer dans le monde. C'est un signal d'alarme. Ce qui est désormais en cause, c'est non seulement la place de la France parmi les grandes nations, sa place au sein de l'Europe, construite grâce à tant d'efforts persévérants, mais c'est l'avenir même de notre pays. Tout l'héritage de progrès économique et de progrès social de la Vᵉ République est entamé.*

» *Pour remonter la pente, il ne suffit pas de parler de rigueur ou d'austérité. Il ne suffit pas d'appeler les Français à l'effort et aux sacrifices. Il faut faire en sorte qu'une fois encore ces sacrifices ne soient pas inutiles et que nous ne nous retrouvions pas tous les six mois devant les mêmes échecs dramatiques (...).*

» *Le président de la République est désormais placé face aux conséquences de la politique qu'il a voulue et menée. Il est seul en mesure d'apporter à cette politique les modifications fondamentales qu'appelle la situation du pays.* »

M. MÉHAIGNERIE : les ornières de la démagogie

M. Pierre Méhaignerie, ancien ministre de l'agriculture, président du C.D.S. : « *La nouvelle dévaluation du franc, la troisième en deux ans de pouvoir socialiste, symbolise l'échec de la politique économique du gouvernement. Cette nouvelle dévaluation n'aura aucun effet si le président de la République et le futur gouvernement continuent d'ignorer les exigences d'une politique économique et sociale qui doit quitter les ornières de la démogagie pour retrouver le sens du courage et de l'effort. Le spectacle que vient d'offrir un pouvoir manifestement dépassé par les événements, n'est en tout cas pas de nature à restaurer la confiance des Français et de l'Europe. L'endettement extérieur du pays est devenu d'une gravité telle que le C.D.S demandera à ses élus à l'Assemblée nationale et au Sénat, de confier à une commission parlementaire d'enquête la mission d'éclairer l'opinion publique sur une évolution et des décisions qui compromettent l'avenir du pays en limitant pendant de longues années la capacité de croissance de notre économie.* »

M. PONIATOWSKI : Waterloo.

M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, président d'honneur du P.R. : « *Honte et tristesse pour les Français. M. Delors ne revient pas de Bruxelles mais de Waterloo. Honte devant un gouvernement qui n'a pas gouverné la France depuis trois semaines. Honte devant un gouvernement qui a bradé jour après jour nos réserves en devises, coûteusement empruntées et que les Français devront rembourser. Honte d'avoir le plus mauvais gouvernement d'Europe avec ses déficits énormes, ses endettements massifs et ses trois dévaluations en dix-sept mois, si prévisibles qu'à trois reprises je les ai annoncées publiquement six mois à l'avance. Le franc Mitterrand est un franc semestriel.*

» *Honte d'un gouvernement qui ment. Car il ne s'agit ni de la faute à Voltaire, ni de la faute à Rousseau, ni de celle des Belges ou de celle des Allemands, mais de la faute du gouvernement socialiste français, qui ajoute à la crise mondiale une crise due à son incapacité et à son incohérente gestion (...). Non seulement il faut changer les hommes dévalués, mais aussi les méthodes et les objectifs. Si l'on ne remplace pas des théories fumeuses par le bon sens, la quatrième dévaluation est inévitable.* »

M. FOURCADE : la cuillère de bois.

M. Jean-Pierre Fourcade (P.R.), ancien ministre des finances, sénateur des Hauts-de-Seine : « *La dévaluation s'analyse comme un double constat. Premièrement, constat d'échec de la politique économique et sociale conduite depuis mai 1981 : à vouloir négliger les contraintes économiques mondiales, la France s'est isolée de ses partenaires et doit en payer le prix, même si le premier ministre a tenté de camoufler les mauvais résultats de son action. Deuxièmement, constat de faiblesse ensuite : la France partage avec l'Italie et l'Irlande la cuillère de bois de l'Europe des Dix. Dans un monde qui connaît une sévère compétition, la générosité sociale fondée sur l'emprunt ne peut tenir lieu de politique.* »

M. MONORY : la perte de notre indépendance

M. René Monory (C.D.S.), ancien ministre de l'économie, sénateur de la Vienne : « *Cette troisième dévaluation en deux ans est le symbole de la perte de notre indépendance nationale. Des décisions de Bruxelles et de Bonn dépend notre avenir et même la composition de notre gouvernement. Aucun Français ne peut accepter cela. Il faut que le président de la République parle clair aux Français, qu'il tranche entre marxistes et partisans de la liberté de l'économie, que cesse enfin l'ambiguïté de son langage.* »

M. BARIANI : dévaluations du socialisme

M. Didier Bariani, président du parti radical : « *Il faut appeler les choses par leur nom : cette troisième dévaluation en moins de deux ans n'a rien de fortuit. Après les dévaluations de la relance, c'est la dévaluation de l'austérité. Dans chaque cas, il s'agit de dévaluations socialistes qui sont autant de dévaluations du socialisme. N'allons pas chercher à l'étranger de bouc émissaire, aux inconséquences de notre gouvernement : nous assistons aux effets obligés d'une politique économique qui méprise l'évidence, creuse le gouffre du commerce extérieur et que gangrène l'inflation. Gageons que les spéculateurs escomptent déjà, hélas la quatrième dévaluation socialiste.* »

M. LÉOTARD (P.R.) : au fond de la classe

M. François Léotard, secrétaire général du P.R. : « *Il faut cesser de se moquer des Français. Notre peuple sait dans les moments difficiles accepter les efforts. Il n'est pas besoin d'anesthésie. Les vraies causes de cette troisième dévaluation tiennent à ce que le gouvernement socialiste s'est évertué à faire le contraire de tous ses partenaires européens. La France s'est isolée. Elle campe aujourd'hui au fond de la classe. Cette troisième dévaluation (...) ne sera qu'un sursis de quelques mois si le gouvernement ne se résout pas à une révision totale de sa politique économique. Le redressement passe par une forte réduction de notre différentiel d'inflation avec nos voisins. Il suppose que l'on permette aux entreprises françaises d'être compétitives. Seule une politique économique libérale s'inscrivant dans une véritable concertation européenne peut conduire à ce redressement.* »

M. LECANUET (U.D.F.) : à la traîne

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F. : « *Au rythme d'une dévaluation tous les neuf mois, la France s'enfonce. Quel échec et quelle tristesse pour notre pays, qui était il y a moins de deux ans encore dans le peloton de tête, de se voir aujourd'hui à la traîne et si affaibli (...) La politique économique et sociale du pouvoir condamne la France à l'austérité. Après les illusions du 10 mai 1981 les lendemains déchantent. Si la France veut éviter une quatrième dévaluation dans quelques mois, il devient urgent dde redresser le cap et de changer les orientations.* »

● *M. Max Lejeune*, sénateur, président du parti social-démocrate (U.D.F.) : « *Trois dévaluations en moins de deux ans sanctionnent l'échec de la politique du gouvernement socialo-communiste. C'est un triste record. Les Français sentent bien que le pays n'est plus gouverné. Aujourd'hui, à Bruxelles, c'est la France qui est dévaluée.* »

M. Patrick Gérard, président du Mouvement des jeunes giscardiens : « *Avant le 10 mai 1981, la France prêtait à l'Allemagne. Aujourd'hui, malgré des emprunts ruineux, elle dévalue pour la troisième fois. M. Mitterrand a gagné l'oscar de la dévaluation.* »

Dans la majorité

M. Herzog : les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités

M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du parti communiste, chargé des questions économiques, dénonce, mardi 22 mars, dans *l'Humanité*, une « *violente offensive politique, internationale et intérieure, conduite par les milieux capitalistes et les forces de droite* » et visant à *empêcher la majorité de poursuivre dans la voie qu'ont choisie les Français en 1981* ». M. Herzog souligne que « *contrairement* [aux] *espérances* [de ces milieux], *les communistes ne fuiront pas leurs responsabilités* » et que « *dans la majorité, ils contribueront avec sérieux, dynamisme et dans un esprit constructif à la réussite des objectifs de la politique nouvelle choisie en 1981* ».

M. Herzog écrit : « *Les décisions prises à Bruxelles sont justes. La France a bien fait de rester au sein du système européen. Cela étant, les problèmes de fond restent posés. Pour avancer dans la réalisation des objectifs de 1981, ces problèmes nécessitent des solutions.* » Le responsable des questions économiques au P.C.F. préconise d'« *impliquer à fond le secteur public industriel, les banques, le financement public dans des engagements et des décisions concrètes de développement de productions efficaces, de la qualification des travailleurs, de la recherche, de l'investissement* ».

M. Herzog estime, en outre, que « *mener cette politique avec rigueur nécessite une lutte effective pour réduire les importations excessives et les exportations de capitaux. Nous ne voulons pas de protectionnisme*, souligne-t-il, *mais nous ne voulons pas, non plus, que notre économie soit ruinée par la guerre commerciale. Dès É983, on doit réduire sensiblement le déficit commercial et réduire, aussi l'endettement supplémentaire* ».

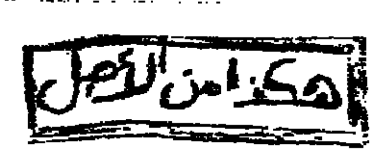
Les communistes proposent « *la constitution d'une commission spéciale interministérielle chargée d'établir le bilan des importations, d'examiner avec tous les intéressés des remplacements possibles de ces importations par des productions nationales compétitives, de proposer des mesures de réduction des coûts, en particulier par la promotion technologique, de développer la coopération entre les producteurs français et entre eux-mêmes et les utilisateurs* ».

M. Herzog souligne, d'autre part, que « *le redressement industriel nécessite un soutien suffisant de la consommation. On ne pourrait*, ajoute-t-il, *relever l'investissement et l'emploi si la consommation baissait. Il faut donc que soit défendu le pouvoir d'achat des travailleurs. En revanche, il conviendrait de développer l'impôt sur la fortune, de dissuader les prélèvements des patrimoines privés sur les entreprises. Des plans d'épargne salariale pour la consommation, pour le logement, contribueraient à la relance des productions.* » M. Herzog écrit, enfin, que « *des coopérations industrielles, financières et monétaires d'intérêt mutuel en Europe sont particulièrement indispensables* » et que « *ces coopérations gagneront à être conjuguées avec la relance des échanges avec les pays socialistes et en voie de développement* ».

M. JOSPIN : une décision logique

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., nous a déclaré : « *Le réajustement des monnaies européennes qui vient d'intervenir est logique. Dans un Système monétaire international qui n'a plus de règles stables, où la monnaie principale, le dollar, n'a plus d'obligations et où toutes les monnaies flottent par rapport à lui, la volonté de préserver les parités fixes entre les principales monnaies européennes a ses contraintes. Il faut procéder à des ajustements monétaires périodiques qui traduisent les différences de potentiel industriel — or l'industrie française est sortie affaiblie de la dernière décennie — et parfois aussi les différences dans les objectifs de politique économique et sociale. La France a privilégié le maintien du pouvoir d'achat et la lutte contre le chômage, en acceptant certains risques monétaires. l'Allemagne a privilégié sa monnaie : elle le paie lourdement sur le plan du chômage. Il est urgent que la communauté mondiale, et en premier lieu les pays de la C.E.E., se fixent des objectifs communs de lutte contre la crise.* »

● *Mme Huguette Bouchardeau*, secrétaire nationale du P.S.U., estime que l'accord monétaire de Bruxelles est un « *compromis raisonnable, qui devrait permettre d'améliorer la situation française.* »



Le Monde

politique

Réélu maire de Paris

M. Jacques Chirac rajeunit le « gouvernement » de la capitale

Réélu maire de Paris, M. Jacques Chirac bénéficiera durant les six prochaines années d'un pouvoir sans partage. Non seulement la décentralisation – voulue par le gouvernement socialiste – lui permet d'échapper, comme tous les autres maires de France, à la tutelle préfectorale, *mais encore le renouvellement de* ses adjoints à l'Hôtel de Ville lui a donné l'accasion de remplacer les anciens barons du gaullisme parisien par des hommes qui lui sont totalement dévoués. Il y a six ans le nouveau président du R.P.R. avait dû s'appuyer sur les réseaux que les gaullistes avaient peu à peu tissés sur la capitale pour empêcher M. Michel d'Ornano de conquérir l'Hôtel de Ville. Des hommes comme MM. Christian de La Malène, Pierre Bas, Gabriel Kaspereit, Jean de Préaumont, pouvaient dire à M. Chirac *« nous t'avons aidé à devenir maire de Paris »*. En 1983, *pour se faire réélire, ils ont dû écrire sur leurs affiches : « Voter X... c'est voter Chirac »*. Le rapport de forces est renversé.

La composition de la nouvelle municipalité parisienne l'illustre. Le cas de M. de La Malène en est l'exemple le plus frappant. Député de Paris de 1958 à 1977, sénateur depuis cette date, il fut d'avril 1965 à 1977 rapporteur général du budget de la ville de Paris, *et, à ce titre, l'un des vrais « patrons »* de l'Hôtel de Ville sous l'ancien statut. Devenu maire, M. Chirac en avait fait son premier adjoint chargé des finances. Aujourd'hui s'il est encore le premier des adjoints dans l'ordre protocolaire, il n'est plus qu'*« adjoint spécial »* sans attribution particulière... Le premier adjoint en titre est M. Jean Tiberi, un fidèle parmi les fidèles du maire, et l'adjoint chargé des finances M. Alain Juppé, principal conseiller économique du président du R.P.R. qui, il y a peu, était le directeur des finances et des affaires économiques de la Ville.

De même M. Pierre Bas, ancien adjoint à la culture et vice-président-délégué du groupe Union pour Paris. Aujourd'hui la culture est confiée à Mme Françoise de Panafieu, une jeune élue R.P.R., et la présidence du groupe Rassemblement pour Paris à M. Roger Romani, lui aussi un homme de confiance du maire. M. Bas sera maire du VIe arrondissement.

Le nouveau statut, si critiqué par M. Chirac, lui a permis d'offrir les mairies d'arrondissement à ses anciens barons qui n'avaient plus leur place dans son entourage immédiat. Sans doute certaines de ces mairies d'arrondissement devraient, il est vrai, être confiées à des hommes du maire, M. Alain Devaquet dans le onzième, M. Jacques Toubon dans le treizième, mais il s'agit là d'arrondissements que l'on souhaite reprendre à la gauche aux prochaines législatives.

Mais on comprend mieux que M. Chirac ait jugé bon de mettre en garde ses amis devenus maires d'arrondissement : il ne devra pas y avoir, a-t-il voulu préciser, « d'émiettement du pouvoir ».

THIERRY BREHIER.

La majorité fait la loi

« Je proclame M. Jacques Chirac maire de Paris » : c'est par cette formule que le M. Pierre Lépine, doyen d'âge du Conseil de Paris, a annoncé lundi 21 mars l'élection, aisément prévisible, du premier magistrat de la capitale. Debout, les cent quarante et un membres des groupes Paris liberté et Rassemblement pour Paris ont applaudi leur chef de file.

Confinés sur deux travées de gauche, les vingt deux élus socialistes et communistes rescapés de la bataille des municipales sont restés silencieux. La mandature sera dure pour cette poignée d'opposants qui, comme le disait M. Paul Quilès, *« ont recueilli 30 % des voix des Parisiens mais ne représentent que 15 % de la nouvelle assemblée. »*

Ils en ont fait l'expérience dès cette première séance du conseil exclusivement réservée à l'élection du maire et de ses vingt-deux adjoints. *« Nous sommes la minorité,* avait dit M. Quilès, *mais nous avons l'intention d'être très vigilants pour que nos droits soient respectés et que, par exemple, l'information municipale ne fasse plus l'objet d'un véritable monopole. Nous serons très attentifs aux restrictions qui pourraient être apportées au nouveau statut de Paris par le maire. Nous veillerons à ce que les promesses soient tenues, notamment celles concernant le rééquilibrage entre les arrondissements riches de l'Ouest et les arrondissements pauvres de l'est parisien. »*

Cette brève déclaration suscita aussitôt les bruyantes protestations de la majorité. M. Bernard Rocher, invoquant le règlement, demanda au président de séance d'interrompre l'orateur. M. Quilès ne put achever son intervention. Quant à M. Henri Malberg, représentant du groupe communiste, il ne parvint même pas à commencer la sienne.

Les conditions de cette rentrée expliquent-elles la manifestation d'intolérance de la majorité ? Il est vrai que l'on n'avait jamais vu autant de monde dans la salle du Conseil de Paris. Les élus, qui étaient cent neuf pendant la précédente mandature, sont aujourd'hui cent soixante-trois, et, comme on n'a pas ajouté un seul pupitre, il a fallu installer trois personnes là où il n'y en avait que deux.

Les « nouveaux », c'est-à-dire les deux tiers des membres du Conseil, ont été surpris par un tel inconfort, auquel s'ajoutait la chaleur dégagée par les projecteurs de la télévision et la monotonie des vingt-trois scrutins nominatifs, qui ont paru interminables.

En outre, M. Chirac, revenu à son fauteuil de maire, n'a nullement cherché à euphoriser ses amis. D'entrée de jeu, il a au contraire insisté sur *« la très lourde et très grave responsabilité qui échoit à la majorité »*, en raison même de l'ampleur de sa victoire. *« Notre devoir,* a-t-il dit, *est, dès cet instant et pour chacun d'entre nous, de ne pas décevoir les Parisiens qui nous ont massivement fait confiance. »*

Puis, en quelques mots, il a indiqué les grands axes de la politique municipale : *« Le nouveau statut de Paris sera mis en œuvre dans les termes mêmes de la loi lorsque ceux-ci sont d'une application claire. » « Mais je n'ai pas l'intention,* a ajouté le maire, *de laisser libre cours à des interprétations extensives qui seraient de nature à compromettre les responsabilités du maire. Pas d'émiettement du pouvoir. »* Cet avertissement était adressé aux futurs maires d'arrondissement – ils seront élus le 29 mars prochain – qui seraient tentés de défendre trop vigoureusement les intérêts de leur quartier.

« La période qui s'ouvre devant nous, a continué M. Chirac, *sera marquée par la dureté des temps. L'application de la loi de décentralisation va engendrer un volume important de dépenses nouvelles et un substantiel manque à gagner du côté des recettes. Nous ne dépenserons pas plus. Il faudra que nous trouvions les moyens de dépenser mieux ! »*

La nouvelle équipe municipale fera porter ses efforts sur trois domaines : la concertation, la sécurité, le rééquilibrage entre l'ouest et l'est de Paris. Sur le premier point, M. Chirac a *« la ferme intention de mettre en œuvre très rapidement les conclusions du rapport de M. François Serrand »* (*le Monde* du 5 mars 1983). Sur le second, il compte *« réunir très prochainement une conférence générale sur les problèmes de sécurité »*.

Enfin, sur le troisième thème, il engage ses amis à consentir en faveur des arrondissements du nord et de l'est parisien un effort privilégié. Cela exigera des moyens matériels supplémentaires et l'instauration d'un dialogue dont il reconnaît qu'il a jusqu'ici fait défaut.

Le programme étant ainsi tracé, la nouvelle classe municipale s'est mise au travail pour donner vingt-deux adjoints à son maire. Elle l'a fait avec une discipline totale, puisque chacun des titulaires a été élu avec le même score : 141 voix. *« Cette assemblée introuvable (1) est en béton »*, commentait amèrement un élu socialiste.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) On appela Chambre introuvable l'assemblée élue le 7 octobre 1815, après le retour de Louis XVIII en France. Celui-ci s'étonna lui-même de la docilité de la majorité ultra.

Adjoints auprès du maire de Paris

Adjoint spécial : M. Christian de La Malène (R.P.R.) ; *1er adjoint*, chargé de la coordination poitique et technique de l'action municipale : M. Jean Tibéri (R.P.R.) ; *2e adjoint*, chargé des affaires budgétaires et financières : M. Alain Juppé (R.P.R.) ; *3e adjoint*, chargé des rapports avec les collectivités de la région Ile-de-France : M. Jacques Dominati (U.D.F.-P.R.) ; *4e adjoint*, chargé de la sécurité : Mme Nicole de Hauteclocque (R.P.R.) ; *5e adjoint*, chargé de la questure : M. Roger Romani (R.P.R.) ; *6e adjoint*, chargé du personnel et de l'administration municipale : M. Xavier de la Fournière (U.D.F. Clubs Perspectives et Réalités) ; *7e adjoint*, chargé du commerce, de l'industrie et de l'artisanat : M. Jean Mattéoli (gaulliste de gauche) ; *8e adjoint*, chargé des affaires sanitaires et sociales : M. Jean Chérioux (R.P.R.) ; *9e adjoint*, chargé de l'enseignement : M. Dominique Pado (U.D.F-C.D.S.) ; *10e adjoint*, chargé de l'urbanisme : M. Bernard Rocher (R.P.R.) ; *11e adjoint*, chargé du tourisme : M. Jean de Préaumont (R.P.R.) ; *12e adjoint*, chargé des transports et de la voirie : M. Gilbert Gantier (U.D.F.-P.R.) ; *13e adjoint*, chargé des services industriels et commerciaux (assainissement, distribution de l'eau, canaux, carrières et cimetières) : M. Jacques Marette (R.P.R.) ; *14e adjoint*, chargé de l'environnement, des parcs et des jardins : Mme Jacqueline Nebout (Unité radicale) ; *15e adjoint*, chargé de la circulation et du stationnement : M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (U.D.F.-Radical) ; *16e adjoint*, médiateur : M. Michel Junot (C.N.I.) ; *17e adjoint*, chargé de la culture : Mme Françoise de Panafieu (R.P.R.) ; *18e adjoint*, chargé de la propreté : M. Michel Elbel (U.D.F.-C.D.S.) ; *19e adjoint*, chargé de l'emploi : Mme Marie-Magdeleine Anglade (C.N.I.) ; *20e adjoint*, chargé de la jeunesse et des sports : M. Paul Violet (R.P.R.) ; *21e adjoint*, chargé de la construction et du logement : M. Yves Galland (U.D.F.-radical)

Parmi ces adjoints, quinze sont membres du groupe Rassemblement pour Paris (R.P.P.) : MM. de La Malène, Tibéri, Juppé, Mme de Hauteclocque, MM. Romani, Mattéoli, Chérioux, Rocher, de Préaumont, Marette, Mme Nebout, MM. Junot, de Panafieu, Anglade et Violet. Les sept autres appartiennent au groupe Paris Liberté : MM. Dominati, de la Fournière, Pado, Gantier, Pierre-Bloch, Elbel et Galland.

LES VERTS-PARTI ÉCOLOGISTE CONTESTENT LA REPRÉSENTATIVITÉ DE M. LALONDE

Le conseil national des Verts-parti écologiste, réuni les 19 et 20 mars à Paris, a adopté une déclaration condamnant la démarche de M. Brice Lalonde, animateur des Amis de la Terre, qui s'était porté candidat à la direction d'une liste écologiste pour l'élection européenne de mai 1984 (*le Monde* du 2 mars). *« M. Brice Lalonde n'est pas mandaté pour parler au nom de l'écologie politique, qui a ses porte-parole élus »*, déclarent les Verts-parti écologiste.

Ils rappellent que les Amis de la Terre, lors des débats sur une éventuelle unification des écologistes, avaient annoncé leur volonté de mener, de façon indépendante, une action de style associatif, et non politique.

La troisième composante du mouvement écologiste, les Verts-Confédération écologiste, avait elle aussi, condamné l'initiative de M. Lalonde. (*Le Monde* du 18 mars.)

LE P.S.U. SE DÉCLARE PRÊT A PARTICIPER A L'ACTION GOUVERNEMENTALE

La direction politique du P.S.U., réunie les 19 et 20 mars à Paris, estime que, avec *« plus de huit cents élus, dans la quasi-totalité des départements »*, et notamment *« dans quatre-vingt-deux villes de plus de trente mille habitants, contre trente-trois en 1977 », « la volonté du P.S.U. de parachever son ancrage dans la majorité, tout en développant les orientations nécessaires à une véritable politique de gauche, a porté ses fruits »*.

Le compte rendu des travaux de la direction politique, publié lundi 21 mars, indique que celle-ci a approuvé la déclaration faite le 13 mars par le bureau politique, qui affirmait : *« Partie prenante, avec les trois autres partis de gauche, de la campagne municipale, le P.S.U. entend, aujourd'hui, participer à leur côté à la nécessaire mobilisation commune et à l'action gouvernementale elle-même. »*

PRÉCISIONS

AURILLAC (Cantal). – Dans le tableau concernant les villes de plus de trente mille habitants qui n'ont pas bougé (*le Monde* du 15 mars), nous avons omis de mentionner Aurillac, dont le maire, M. Souchon (P.S.), a été réélu dès le 6 mars avec 57,72 % des suffrages exprimés. D'autre part, la répartition des élus de l'opposition dans le conseil municipal est la suivante : 2 U.D.F.-rad. ; 1 U.D.F.-C.D.S. ; 2 U.D.F. ; 3 R.P.R.

SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin). – La répartition des élus de gauche au conseil municipal de Schiltigheim est la suivante : 5 P.C. ; 17 P.S. ; 8 div.-g.



MARSEILLE : M. Gaudin annonce le dépôt d'un recours en annulation dans trois secteurs

De notre correspondant

Marseille. – M. Jean-Claude Gaudin (U.D.F.) a, au cours d'une *conférence de presse lundi 21 mars* à Marseille, annoncé le dépôt auprès *du tribunal administratif de trois* recours en annulation des résultats des *élections municipales dans les* premier, deuxième et troisième secteurs de Marseille *« pour fraude électorale »*.

M. Gaudin était accompagné par M. Hyacinthe Santoni (R.P.R.), qui était candidat dans le premier secteur, et entouré de trois avocats chargés de constituer le dossier, Me Eugène Agostini, conseiller de MM. *Jean Chelini* et *Raymond* Gola, candidats du troisième secteur, MM. Marc Leroux et Mathieu Baffert, conseils de M. Santoni et de Mme Jacqueline Grand (premier et deuxième secteur).

Revenant sur les résultats, M. Gaudin a souligné que *« M. Defferre allait être réélu en étant le seul maire de France à avoir recueilli moins de voix que son adversaire. La liste Changeons Marseille,* a déclaré M. Gaudin, *a recueilli 3 438 voix de plus que celle de la gauche unie »*. Résultat obtenu, selon le chef de l'opposition à Marseille, *« en comptabilisant les voix des listes Defferre et Gaudin du premier et du deuxième tour en excluant les voix obtenues par la liste Marseille-Sécurité.*

« Si nous avions eu le même statut à Marseille qu'à Paris et à Lyon, c'est nous qui nous installerions à la mairie aujourd'hui, a ajouté M. Gaudin, *car nous sommes majoritaires en voix dans huit arrondissements sur seize. La victoire de M. Defferre,* a conclu M. Gaudin, *est celle de la charcuterie, de l'amalgame et de la calomnie. »*

Pour sa part, M. Santoni a dénoncé l'*« attitude inadmissible »* de M. Bernard Patault, préfet délégué pour la police, *à qui il reproche* d'avoir opéré *« des rapprochements sérieux entre les poseurs de bombes et le R.P.R. La voiture piégée et la bombe de la Cayolle,* a dit M. Santoni, *ont servi une cause qui a abouti à la réélection de Gaston Defferre. C'est grave ce que je dis là mais j'en prends la responsabilité »*.

Me Agostini a constaté des anomalies dans le déroulement du vote (bulletins de l'opposition prémarqués d'un trait fin ayant entraîné leur annulation) et une absence de contrôle d'identité de certains votants. L'avocat a également relevé les abus de pouvoir dont se serait rendu coupable M. Defferre dans des articles signés de son nom et publiés dans *le Provençal* après la clôture officielle de la campagne, et *celui dont se serait rendu* coupable M. Bernard Patault en déclarant que les *hommes* tués par l'explosion de la bombe de la rue *Dragon étaient en relation* avec des politiciens de droite.

L'avocat dénonce en outre la violation de l'article 31 de la loi « informatique et libertés » que constituent les photocopies des feuilles d'émargement du premier tour, photocopies qui auraient permis à la majorité d'adresser des lettres personnelles aux abstentionnistes.

Pour leur part, MM. Leroux et *Baffert ont* fait état de nombreuses anomalies dans le déroulement *même* du scrutin. Ils ont annoncé le dépôt de deux plaintes, l'une contre X, pour rechercher les auteurs de ratures sur certains bulletins des listes d'opposition dans le troisième secteur, l'autre contre certains présidents de bureaux de vote qui se seraient opposés au contrôle des identités par les assesseurs désignés par l'opposition.

JEAN CONTRUCCI.







POLITIQUE

Changement de « patrons » dans les communautés urbaines

Les résultats des élections municipales vont avoir des répercussions sur la composition politique et sur le fonctionnement des conseils régionaux (celui de Bourgogne, présidé par M. André Billardon, P.S., député de Saône-et-Loire, pourrait basculer à droite après la victoire à Chalon-sur-Saône de M. Dominique Perben, R.P.R.) et sur les communautés urbaines.

Ces communautés vont d'ailleurs voir leur composition et leurs compétences modifiées à la suite de la loi du 31 décembre 1982, explicitée par une longue circulaire signée par M. Maurice Grimand, directeur du cabinet de M. Gaston Defferre, et publiée au *Journal officiel* du 4 mars.

A Bordeaux et à Brest, notamment, la présidence de la communauté urbaine va revenir à la droite après avoir été occupée par les socialistes. Au Mans, c'est M. Jean-Claude Boulard, P.S. – qui a fait beaucoup parler de lui pendant la campagne électorale puisqu'il s'était présenté à la tête d'une liste P.S. en face du maire communiste sortant, M. Robert Jarry, – qui va succéder à M. Roland Becdelièvre (P.S.).

Mais, quels que soient les changements politiques, les grands dossiers demeurent : il faut ici en hériter, là les gérer, ailleurs les accélérer, que ce soit en matière d'urbanisme, de transport, d'emploi ou d'environnement. Les neuf communautés urbaines créées entre 1968 et 1973 (Lille, Bordeaux, Strasbourg, Lyon, Dunkerque, Le Creusot, Montceau-les-Mines, Cherbourg, Le Mans et Brest) regroupent 252 communes et plus de 4 millions d'habitants. – F. GR.

Bordeaux : M. Chaban-Delmas (R.P.R.) reprend le relais en douceur

De notre correspondant

Bordeaux. – Dès le premier tour des élections municipales, la communauté urbaine de Bordeaux (C.U.B.) avait basculé dans le camp de l'opposition et des amis de M. Jacques Chaban-Delmas, après la perte par la gauche de Pessac, la troisième ville de la Gironde après Bordeaux et Mérignac. Le deuxième ne pouvait guère contrebalancer ce résultat, car les communes susceptibles de changer de camp n'avaient pas du tout la même importance numérique que Pessac.

Le 13 mars n'a fait qu'aggraver les pertes de la majorité présidentielle. Elle récupérait Saint-Médard-en-Jalles, mais devait abandonner Le Bouscat, une conquête de 1977, et surtout Talence, un bastion socialiste de 35 000 habitants.

Victoire éclatante pour M. Chaban-Delmas, qui se retrouve même avec des positions plus fortes que celles d'avant 1977. D'autant que, dès avant les municipales, il avait annoncé que son objectif n'était pas de défendre une ville où il ne se sentait nullement menacé, mais de reconquérir la communauté urbaine.

Cette victoire complète n'a pourtant déclenché aucun triomphalisme excessif à la mairie de Bordeaux, où l'on s'est contenté de constater avec satisfaction un résultat local qui dépassait toutes les prévisions. En revanche, on n'a pas dit un mot sur la C.U.B., dont on doit pourtant reprendre en main la gestion.

Pas un mot non plus à gauche, où il semble que l'on soit beaucoup plus préoccupé par les problèmes internes à la fédération du parti socialiste que par ceux de la communauté urbaine. Il y a une autre raison à ce peu d'empressement : on savait, dès avant les municipales, que s'il devait *y avoir passation des pouvoirs*, cela avait toutes les chances de se faire en douceur. En effet, le mandat de M. Michel Sainte-Marie, maire (P.S.) de Mérignac et président de la communauté depuis 1977, s'il avait commencé par une crise qui avait failli aboutir à l'éclatement de la communauté urbaine, s'était beaucoup mieux terminé, au point que la C.U.B., si fragile il y a cinq ans, apparaissait en 1982 comme une des plus soudées, sinon la plus soudée de France.

Le mandat de M. Michel Sainte-Marie s'est terminé par un budget voté à l'unanimité et un vibrant hommage du maire de Bordeaux.

Même au plus fort de la campagne électorale, l'ancien premier ministre ne s'est jamais départi de cette attitude, et personne n'a pu lui arracher la moindre critique contre celui qui avait paru un instant mettre son fief en danger.

Si aucuns pourparlers n'ont encore été engagés entre les deux hommes, ce n'est pas un mystère : à la mairie de Bordeaux, on souhaite continuer ce qu'on appelle une « politique d'ouverture », avec des vice-présidents de gauche. On parle même d'un siège de premier vice-président pour M. Michel Sainte-Marie lui-même. C'est pour l'instant l'hypothèse la plus probable.

Pour le reste, M. Jacques Chaban-Delmas ne proposera pas de modifications profondes dans la gestion à venir de la communauté. Les grands dossiers – qu'il s'agisse des inondations qui ravagent régulièrement l'agglomération bordelaise ou des transports en commun – resteront les grands dossiers. Il n'y a rien à dire sur la façon dont M. Michel Sainte-Marie les a traités. La grande affaire de son mandat sera, pense-t-il, de faire baisser le poids de la dette. « *Elle représente 28 % du budget primitif*, constate-t-il. *J'estime qu'elle a dépassé deux fois la cote d'alerte. Mon objectif est de la faire retomber à 14 ou 15 %.* »

N'y a-t-il pas là une critique contre la gestion de son prédécesseur ? « *Surtout pas*, proteste M. Chaban-Delmas. *Nous avons été pris à la gorge par des nécessités vitales. L'assainissement par exemple. Il a fait ce qu'il fallait. Rien de trop et rien de moins, et je suis solidaire de ce qui a été fait.* »

PIERRE CHERRUAU.

Brest : M. G. Lombard (U.D.F.) nourrit des ambitions de chef d'entreprise

De notre envoyée spéciale

Brest. – M. Georges Lombard, sénateur et conseiller général centriste du Finistère (battu lors des élections municipales de 1977), reprend du service dans les institutions brestoises puisqu'il va assumer dans quelques jours la présidence de la communauté urbaine (C.U.B.). Ce sera – affirme-t-il – « *son dernier mandat.* »

La C.U.B. ? M. Lombard tient à le dire tout de suite, « *il en est le père* » et elle lui revient après six ans de « *batifolage socialiste* » (1). Et de pointer le doigt vers le tableau symbolique qui orne son bureau : « *Comme vous le voyez, sept des huit communes qui la composent sont situées dans le même bassin géographique. La huitième, Plougastel, située de l'autre côté de la rade, en est la continuation logique.* »

C'est en 1974 que fut signé l'acte de naissance de la communauté, que ses deux cent vingt mille habitants nomment la C.U.B. C'était la conséquence logique de l'histoire et de l'économie locales. « *Durant la guerre, les communes étaient solidaires, aujourd'hui encore les Brestois vont aussi bien travailler à la périphérie que dans leur ville, alors que les habitants des autres communes viennent à Brest* ». Très tôt, avec la croissance économique et urbaine, apparut la nécessité d'aménager le territoire local. « *En 1954, il y avait cent mille habitants à Brest : aujourd'hui, cent soixante-dix mille. Si nous voulions échapper au phénomène des communes dortoirs et au développement anarchique, il fallait maîtriser l'urbanisation. Nous avons tout d'abord fondé un syndicat puis nous avons opté pour la communauté urbaine qui présente deux avantages : ce n'est ni une super-mairie, ni une fédération de communes puisque les maires gardent leur autonomie tout en y étant représentés.* » Dans la conception de M. Lombard, la communauté urbaine de Brest est « *un outil d'aménagement et un moteur économique* ».

Une volonté économique : reprendre l'économie brestoise en main. Visiblement, le « *pessimisme* » de certains n'est pas une notion économique. « *Deux mille emplois ont été créés à Quimper au cours des années passées, mille à Châteaulin... alors que Brest n'a fait qu'en perdre* ». Comment ne pas grever les finances de la communauté urbaine avec des budgets de fonctionnement trop lourds ? « *40 millions de francs ont été nécessaires pour les transports en commun en 1982 ; or la gestion aurait pu être plus rationnelle. Dans le budget de la C.U.B., le chapitre du fonctionnement est plus important que celui de l'investissement. Il devrait être égal* », estime M. Lombard.

« Écologiste avant l'heure »

Le futur président « *sait où il met les pieds* ». Il vise « *les créneaux porteurs* » et ne sera pas seul puisqu'une « cellule économique », où des fonctionnaires et des chefs d'entreprise travailleront ensemble, se verra confier une mission de prospective. Il faudra affirmer la vocation agro-alimentaire de l'arrière-pays (ce qui permettrait de « réveiller » le port de commerce), créer un abattoir pour accueillir des industries du froid, attirer le secteur tertiaire de haut de gamme lié aux industries, créer des associations entre les entreprises brestoises et des firmes européennes, relancer le bâtiment par des chantiers publics ou municipaux. « *C'est à Brest et non ailleurs qu'il faudra construire les éléments de la bouée qui balisera l'entrée de la Manche, au large d'Ouessant.* »

Quant aux équipements et à l'environnement, M. Lombard « *écologiste avant l'heure* », garantit formellement, qu'« *il n'y aura pas de centrale thermique à Brest, car nous n'en voulons pas* ». Une ambition aussi pour son dernier mandat : « *profiter des nouveaux droits des communautés urbaines en matière de lotissements pour prouver qu'on peut construire un habitat différent et compétitif* ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) La communauté urbaine de Brest (qui est la plus récente) a été successivement présidée par M. Georges Lombard de 1974 à 1977, puis par M. Joseph Gourmelon (1977-1981), et Francis Le Blé (1981-1982). Depuis la fin de 1982 elle était présidée par M. Pierre Maille (P.S.).

Le Mans : des ombres sur le «mariage Boulard (P.S.)-Jarry (P.C.)»

De notre correspondant

Le Mans. – Sans doute les habitants de l'agglomération mancelle ont-ils une perception très ambiguë de leur communauté urbaine. Pour beaucoup, la « C.U.M. » n'est rien d'autre qu'un organisme chargé de la gestion des services communs pour l'ensemble des municipalités du Mans et de sa banlieue : « *Cette distance a existé, sans doute. Mais elle s'est considérablement réduite au cours de ces six dernières années*, affirme M. Roland Becdelièvre, le président socialiste sortant, *parce que nous avons eu le souci constant d'informer et de dialoguer avec les associations d'usagers et que nos actions ont été marquées du sceau de la solidarité entre les communes.* »

Point fort de la politique qui a été suivie : le développement spectaculaire des transports collectifs. Désormais, les sept communes périphériques sont reliées au Mans par des lignes spécifiques et des liaisons régulières. De 75 kilomètres en 1977, le kilométrage est passé à 162, et ce sont 127 bus au lieu de 77 qui sillonnent les routes. Résultat : en 1982, le nombre total de kilomètres parcourus approche les 5 millions, et le nombre de voyageurs est passé de 8 millions il y a six ans à près de 20 millions l'an passé. « *Aujourd'hui, on mesure son appartenance à la C.U.M. à la présence ou à l'absence des transports urbains chez soi. C'est par les transports que l'on a réussi à créer tout un tissu de relations entre Le Mans et les communes périphériques, à créer une véritable entité* », ajoute M. Becdelièvre.

Mais la communauté ne s'est pas contentée de marquer sa coloration socialiste en développant les transports en commun ou en accordant la gratuité aux retraités. Elle a aussi voulu marquer son appartenance à la gauche par une conception « décentralisatrice » de la circulation. Refusant de faire converger tout le trafic par le centre du Mans – ce que leurs prédécesseurs s'apprêtaient à faire, – socialistes et communistes ont d'abord repoussé le projet de voie « pénétrante » nord qui aurait drainé vers la ville une partie de la circulation de transit, ce qui aurait condamné les quais de la Sarthe à devenir des boulevards, faisant peser deux risques : couper la ville en deux et menacer la muraille gallo-romaine déjà fragile sur laquelle s'appuie le Vieux-Mans.

Le nouveau plan de circulation doit être mis en place dans quelques jours, mais, dès sa présentation, l'Automobile-Club de l'Ouest avait dénoncé *l'« anti-automobilisme primaire »* ambiant. « *Réaction excessive et dépassée* », répliqua alors le président Becdelièvre en proposant à l'A.C.O. de passer avec la C.U.M. un contrat pour la promotion des transports en commun dans le centre ville. L'A.C.O. n'a pas dit non.

Partisan d'un partage des tâches entre communistes et socialistes, M. Becdelièvre a toujours souhaité « *une collaboration étroite équilibrée et juste* » entre le président de la C.U.M. et le maire du Mans dont il est le premier à défendre « *le rôle prééminent* ». Il est d'autant plus amer aujourd'hui quand il souligne : « *Cette collaboration pendant six ans n'a pas existé suffisamment ; elle fut trop épisodique et d'une légèreté blâmable. La solidarité de la gestion dans les moments difficiles a été remise en cause.* » C'est une référence au long conflit des transports urbains du printemps 1982 au cours duquel le maire, M. Robert Jarry (P.C.), négocia directement avec la C.G.T. par-dessus la tête du président de la C.U.M. M. Becdelièvre avait aussitôt suspendu la délégation de première vice-présidence dont dispose le maire du Mans. Il ne la lui rendit qu'à l'automne, peu avant le début des négociations entre le P.C. et le P.S. pour les municipales...

Le mariage Boulard-Jarry sera-t-il moins orageux ? Rien n'est moins sûr après la tension des municipales, d'autant moins sûr que les communistes n'ont jamais vu d'un très bon œil une structure comme la communauté urbaine qui vient empiéter sur les compétences communales. Or une nouvelle distribution des sièges entre les huit communes devrait donner quarante représentants sur soixante au Mans. Si M. Boulard est sûr d'être élu, puisque c'est un des termes de l'accord P.C.-P.S., il n'est plus certain de disposer d'une majorité socialiste aussi confortable que celle dont bénéficiait M. Becdelièvre.

ALAIN MACHEFER.

DEUX LIVRES D'ACTUALITÉ

« La Commune mise à jour »

de Pierre Zemor et Hervé Hocquard

Les livres sur les villes fleurissent en cette période et plusieurs apparaissent souvent comme des plaidoyers *pro domo*.

Mais l'ouvrage qu'ont publié Pierre Zemor et Hervé Hocquard se veut un manuel pédagogique, un guide pratique pour tous ceux et celles, experts ou nouveaux venus dans la vie locale, qui viennent de briguer les suffrages des citoyens les 6 et 13 mars.

Un personnage central dans ce livre : la commune avec ses institutions, son histoire, son budget, ses impôts, ses interventions, son personnel, l'élaboration du plan d'occupation des sols. Tableaux mis à jour, expériences et cas concrets, textes législatifs et réglementaires récents, organigrammes clairs, permettent à l'ouvrage d'être accessible à un large public et pas seulement aux spécialistes de droit administratif ou constitutionnel.

Au moment où les lois de décentralisation votées par le Parlement depuis 1981 commencent à entrer dans les faits et à donner aux collectivités locales (et au premier chef aux communes) une liberté et des pouvoirs qu'elles n'avaient jamais eus depuis la loi de 1884, *la Commune mise à jour* tombe à point et peut servir de bréviaire, tant aux anciens qu'aux nouveaux maires.

★ *La Commune mise à jour*, de Pierre Zemor et Hervé Hocquard. Préface-débat entre Françoise Gaspard et Olivier Guichard. Éditions du Moniteur, 85 F.

« Les Communes françaises d'aujourd'hui »

de Pierre Richard et Michel Cotten

Voilà un excellent livre parce qu'il est court, précis, clair, qu'il tombe à pic (les réformes de décentralisation sont à l'ordre du jour) et qu'il peut servir de précieux guide aux maires sortis des urnes après les élections des 6 et 13 mars.

Son titre : *les Communes françaises d'aujourd'hui*. Les auteurs sont deux spécialistes du sujet. MM. Pierre Richard, ancien directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur et de la décentralisation et aujourd'hui directeur général adjoint de la Caisse des dépôts, et Michel Cotten, sous-directeur des finances locales.

Un seul chiffre illustre l'importance des communes : elles ont réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 200 milliards de francs.

Et cette question empruntée à une citation d'Alexis de Tocqueville : « *Est-il vrai qu'en France il n'y a guère qu'une seule institution qu'on ne puisse détruire : la centralisation ?* ».

F. Gr.

★ Presses universitaires de France, Coll. « Que sais-je ? » 18,60 F.

Un programme pour six ans

En application de l'accord entre le P.C. et le P.S., M. Jean-Claude Boulard, conseiller général (P.S.) de la Sarthe, directeur du cabinet du ministre de la mer, sera amené dans quelques semaines à prendre la responsabilité de la présidence de la communauté urbaine du Mans. Il nous a fait la déclaration suivante :

« L'importance de cette structure de coopération intercommunale se mesure à la population concernée qui s'élève à près de 200 000 habitants répartis sur huit communes et à son budget d'un montant de 680 millions de francs en 1983 comparés aux 360 millions du budget de la seule ville du Mans. Les objectifs poursuivis par la communauté urbaine du Mans pour les six prochaines années, conformes aux engagements pris lors des élections, seront précisés en étroite liaison avec les maires concernés et notamment avec le maire du Mans. »

« La priorité donnée aux problèmes de l'emploi au sein d'une agglomération fortement touchée par le chômage doit conduire à affirmer la vocation interrégionale du Mans au niveau du Grand Ouest. La place privilégiée de cette agglomération sur l'axe Calais/Rouen/Bordeaux/Bayonne, les liaisons ferroviaires rapides dont elle bénéficiera grâce au T.G.V. Atlantique et la présence d'une université dynamique constituent autant d'atouts devant permettre au Mans de prendre pleinement sa place dans les nouvelles activités industrielles. Il nous faut convaincre les investisseurs qu'une implantation mancelle constitue un choix économique judicieux », ajoute-t-il.

« En partant d'une hypothèse de stabilisation globale de la population, il conviendra, par ailleurs, de poursuivre en matière d'urbanisation une politique de rénovation au cœur de la ville et de maîtrise de l'urbanisation périphérique en assurant un bon équilibre entre lotissements individuels et logements collectifs.

» Enfin, la communauté urbaine devra mettre à la disposition des communes tous les moyens permettant de consolider l'image d'une agglomération où il fait bon vivre, qu'il s'agisse du renforcement de la sécurité à travers le développement des voies pour deux roues et des zones piétonnières, de la qualité des transports collectifs, de la promotion des espaces de loisirs et de la lutte contre toutes les formes de nuisances », conclut M. Boulard.

Les nouveaux maires

Nous poursuivons ci-dessous la publication de la liste des maires réélus ou élus. Pour ces derniers, nous donnons aussi quelques indications biographiques.

ÉLUS

BOUCHES-DU-RHONE. – *Aix-en-Provence* : M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca (U.D.F.-rad.).

[Né le 26 juin 1930, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, docteur en médecine, était adjoint au maire sortant, M. Alain Joissains, qui n'avait pas sollicité le renouvellement de son mandat. Il a été élu conseiller général du canton d'Aix-en-Provence Nord-Est au premier tour des cantonales de mars 1982.]

ALPES-MARITIMES. – *Cannes* : Mme Anne-Marie Dupuy (R.P.R.).

[Née en 1920, mariée, trois enfants, Mme Anne-Marie Dupuy, conseiller d'Etat, a notamment occupé les fonctions de chef de cabinet (1963-1968) puis de directeur de cabinet (1969-1974) de Georges Pompidou. Engagée volontaire, pendant la deuxième guerre mondiale, en qualité de conductrice dans un régiment du train, elle a fait les campagnes d'Italie et d'Allemagne. Elle est également, depuis mars 1983, conseiller général du canton-est de Cannes.]

COTES-DU-NORD. – *Lannion* : M. Yves Nedelec (R.P.R.).

[Né le 15 mai 1944 à Brelevenez, près de Lannion, M. Yves Nedelec est agent d'assurances. Il siégeait au conseil municipal sortant.]

DOUBS. – *Valentigney* : M. Louis Bianchi (app. R.P.R.)

[Né le 31 octobre 1920 en Italie, M. Louis Bianchi, ancien cadre aux Automobiles Peugeot, a été adjoint au maire de 1971 à 1977.]

EURE. – *Bernay* : M. Joël Bourdin (U.D.F.)

[Né le 25 janvier 1939 à la Barre-en-Ouche, ancien recteur de l'université de Haute-Normandie, M. Joël Bourdin est actuellement professeur d'économie politique à l'université de Caen, titulaire de la chaîne qu'occupa naguère M. Raymond Barre.]

Louviers : Mme Odile Proust (R.P.R.)

[Née le 17 mars 1946, Mme Odile Proust (Mme Theysset pour l'état civil, du nom de son mari, diplomate) dirige un service d'études économiques et sociales au C.N.P.F. Elle est conseiller général du canton de Louviers-Sud depuis mars 1982.]

Vernon : M. Jean-Claude Asphe (R.P.R.).

[Né le 15 juillet 1937, M. Jean-Claude Asphe exerce la profession de directeur commercial. Il est conseiller général de Vernon-Sud depuis mars 1982.]

EURE-ET-LOIR. – *Châteaudun* : M. Alain Vernot (R.P.R.).

[Né le 26 août 1946, à Châteaudun, M. Alain Vernot, ancien élève du centre de formation des journalistes, est directeur d'un supermarché. Il a été secrétaire départemental du R.P.R.]

GARD. – *Nîmes* : M. Jean Bousquet (div. d.).

[Né à Nîmes, le 30 mars 1932, marié, père de deux enfants, M. Jean Bousquet a exercé le métier de modéliste dans une maison de prêt-à-porter, à Paris, avant de constituer une société spécialisée dans la confection de vêtements et baptisée Cacharel, du nom d'un gibier de Camargue. Cette société possède cinq unités de production et emploie mille personnes dans le Gard. M. Bousquet préside aussi le comité directeur de l'équipe de football de Nîmes-Olympique.]

HAUTE-GARONNE. – *Toulouse* : M. Dominique Baudis (app. U.D.F.).

[Agé de trente-six ans, journaliste, ancien présentateur du journal télévisé de FR 3, M. Dominique Baudis avait quitté cette chaîne en février 1982 à la suite d'un désaccord et était chargé, depuis lors, des relations de FR 3 avec le Parlement. Il succède à son père à la mairie de Toulouse.]

GIRONDE. – *Pessac* : M. Jean-Claude Dalbos (app. R.P.R.).

[Né le 24 septembre 1928, à Bordeaux, chirurgien-stomatologiste, M. Jean-Claude Dalbos dirige une clinique dans sa ville natale. Elu député de la troisième circonscription de la Gironde en 1958, sous l'étiquette U.D.R., il avait perdu son siège quatre ans plus tard. Elu maire de Pessac en 1959, il a déjà exercé trois mandats consécutifs, jusqu'en 1977. Il a également été conseiller général de 1963 à 1976. M. Dalbos a également siégé au conseil régional et au conseil de la communauté urbaine de Bordeaux, où de nombreux différends l'ont opposé à M. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux. M. Dalbos n'a d'ailleurs jamais adhéré au R.P.R.]

HÉRAULT. – *Béziers* : M. Georges Fontes (U.D.F.-C.D.S.).

[Né le 5 septembre 1924, à Béziers, directeur de la caisse locale de Sécurité sociale, M. Georges Fontes, ancien membre de la S.F.I.O., est conseiller général depuis mars 1982.]

ISÈRE. – *Grenoble* : M. Alain Carignon (R.P.R.).

[Agé de trente-quatre ans, M. Alain Carignon est un jeune gaulliste qui a grandi dans l'ombre d'un homme pour lequel il professe une admiration sans bornes : M. Aimé Paquet, le « Mendès France » de la droite iséroise, ancien médiateur. Ancien membre de l'Union des jeunes pour le progrès, il est directeur général adjoint de la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble et conseiller général de la ville depuis 1976. Fils d'un journaliste du *Dauphiné libéré*, il avait déjà tenté sa chance aux élections municipales en 1971 – il avait vingt-deux ans – à Saint-Martin-d'Hères, ville de la banlieue grenobloise. En 1973, il avait été le suppléant de M. Pierre Volumard, député U.D.R. sortant de la deuxième circonscription de l'Isère, qui n'avait pas été réélu.]

MEUSE. – *Verdun* : M. Jacques Barat-Dupont (div. d.).

NORD. – *Croix* : M. François Debeune (U.D.F.-C.D.S.).

[Né à Roubaix le 2 août 1923, agent immobilier, M. François Debeune est, depuis 1976, administrateur de la FNAIM. Elu pour la première fois conseiller municipal en 1965, il a été l'un des adjoints du maire de 1971 à 1977, réélu en 1981 à l'occasion d'un scrutin partiel.]

Denain : M. Arthur Brabant (P.C.).

[Né le 15 février 1921 à Lourches, agent commercial, M. Arthur Brabant a été élu au conseil municipal, pour la première fois, en 1977. Il était le premier adjoint du maire sortant, qui ne se représentait pas.]

Douai : M. Jacques Vernier (R.P.R.).

[Né le 3 juillet 1944 à Paris, polytechnicien, directeur de l'Agence de l'eau du bassin Artois-Picardie depuis 1974, M. Jacques Vernier, membre du mouvement gaulliste depuis 1975, préside les instances locales du R.P.R. Fondateur d'une association de consommateurs regroupant deux mille adhérents, il est l'auteur d'un ouvrage publié en 1971 sous le titre *la Bataille de l'environnement*.]

Hazebrouck : M. Maurice Sergheraert (mod.).

[Né le 28 janvier 1920 à Oudezeele, M. Maurice Sergheraert, greffier en chef honoraire, a exercé sa carrière au tribunal d'Hazebrouck. Conseiller général du canton d'Hazebrouck-Sud, il est également député (non-inscrit) de la treizième circonscription depuis 1978. Il siégeait au conseil municipal depuis 1965 avec une interruption de 1971 à 1977.]

Tourcoing : M. Stéphane Dermaux (U.D.F.).

[Né le 13 juillet 1929 à Roncq, directeur commercial d'une filature, M. Stéphane Dermaux est, depuis 1975, dirigeant local et régional du mouvement giscardien. Il est également conseiller général depuis 1976.]

PYRÉNÉES-ORIENTALES. – *Rivesaltes* : M. André Bascou (div. d.).

[Né le 9 avril 1944 à Rivesaltes, M. André Bascou exerce la profession d'ingénieur des arts et métiers. Conseiller municipal depuis 1971, il était l'un des adjoints du maire sortant.]

VIENNE. – *Châtellerault* : Mme Edith Cresson (P.S.).

[Née en 1934 à Boulogne-Billancourt, diplomée d'H.E.C., ingénieur en économie agricole, membre de la Convention des institutions républicaines en 1965, puis responsable des jeunes au P.S. Elue maire de Thuré en 1977, élue député socialiste de la Vienne en 1981 et conseiller général en 1982, elle a été nommé ministre de l'agriculture dans le premier gouvernement Mauroy et reconduite dans le deuxième.]

RÉÉLUS

DOUBS : *A Besançon*, M. Robert Schwint, P.S., sénateur.

HAUTE-LOIRE : *A Yssingeaux*, M. Marcel Guillaumond, div. d.

NORD : *A Cambrai*, M. Legendre, R.P.R. ; *A Dunkerque*, M. Prouvoyeur, R.P.R. ; *A Grande-Synthe*, M. Carême, P.S. ; *A Lambersart*, M. Delfosse, U.D.F.-C.D.S., député ; *à Lomme*, M. Notebart, P.S., député ; *A Loos*, M. Dupont, P.S. ; *A La Madeleine*, M. Dhinnin, R.P.R. ; *A Marcq-en-Barœul*, M. Charles, R.P.R., député ; *A Mons-en-Barœul*, M. Wolf, P.S. ; *A Raismes*, Mme Lefebure-Musmeaux, P.C. ; *A Saint-Amand-les-Eaux*, M. Donnez, U.D.F. ; *A Saint-Pol-sur-Mer*, M. Tirmarche, P.S. ; *A Valenciennes*, M. Carous, R.P.R., sénateur ; *A Villeneuve-d'Ascq*, M. Caudron, P.S. ; *A Wattignies*, M. Delefosse, R.P.R. ; *A Wattrelos*, M. Faugaret, P.S.

VIENNE : *A LOUDUN*, M. René Monory, U.D.F.-C.D.S., sénateur.

HAUTE-VIENNE : *A Limoges* : M. Louis Longequeue, P.S., sénateur.

RÉGION PARISIENNE

YVELINES : *A Houilles*, M. Eugène Seleskovitch, P.C.

VAL-D'OISE : *A Pontoise*, M. Jean-Philippe Lachenaud, U.D.F. ; *A Bezons*, M. Jacques Leser, P.C. ; *A Eaubonne*, M. André Petit, U.D.F.-C.D.S., ancien député ; *A Ermont*, M. Jacques Berthod, div. d. ; *A Garges-lès-Gonesse*, M. Henri Cukierman, P.C. ; *A Gonesse*, M. Bernard Février, div. d. ; *A Herblay*, M. Roger Barat, U.D.F.-Rad. ; *A Montmorency*, M. Albert Maçarian, U.D.F.-P.R. ; *A Saint-Ouen-l'Aumône*, M. Alain Richard, P.S., député ; *A Sannois*, M. Cancelier, U.D.F. ; *A Villiers-le-Bel*, M. Louis Perrein, P.S., sénateur.

D'égal à égal avec l'État

Elus ou réélus, les nouveaux maires vont avoir à exercer des fonctions, assumer des responsabilités, gérer des budgets de manière profondément différente de celle de leurs prédécesseurs.

Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, en effet, une dizaine de lois et une quarantaine de décrets sont venus donner un contenu nouveau – au moins sur le plan institutionnel – à ce qui n'était que sujet de discours : la décentralisation.

La loi de base, la « loi-phare » puisque le terme de « loi-cadre » n'est plus juridiquement correct, est celle du 2 mars 1982 intitulée « droits et libertés des communes, départements et régions », et elle intéresse à ce titre autant le maire que les présidents de conseil général et régional.

Cette loi rétablit d'abord l'équilibre des légitimités entre le commissaire de la République (ancien préfet) et le maire (*le Monde* du 3 février). En supprimant les tutelles administratives, juridiques et techniques, elle fait du maire un membre à part entière des institutions françaises. Le maire n'a plus à attendre l'avis favorable du préfet pour faire exécuter une délibération du conseil municipal. Plus besoin, non plus, de demander l'autorisation du représentant de l'Etat pour passer des marchés. De même ont été considérablement élargies les capacités d'intervention économique des communes (aides aux entreprises, garanties d'emprunts).

Deuxième loi essentielle qui donne aux maires des pouvoirs accrus : celle du 7 janvier 1983 sur le transfert des compétences. Il est prévu que ce transfert (qui intéressera non seulement les communes mais aussi les départements et les régions) s'étalera jusqu'en 1985 pour que l'harmonisation des ressources et des dépenses entre le budget de l'Etat et celui des collectivités locales ne soit pas mise à mal par des procédures précipitées.

Déjà, les maires se voient confier, en 1983, d'importants pouvoirs en matière d'urbanisme. La commune a l'initiative pour l'élaboration des plans d'occupation des sols (POS). Le conseil municipal arrête le projet de POS et l'approuve après qu'ont été faites les enquêtes publiques. Le maire délivre le permis de construire, à condition qu'un POS ait été approuvé.

Au chapitre financier, la principale innovation qui entre (partiellement) en vigueur cette année est la dotation globale d'équipement (D.G.E.). Le maire disposera d'une somme forfaitaire englobant les subventions que chaque ministère, auparavant, accordait au coup par coup. Il en fera l'usage qu'il veut. Tel maire fera plus de piscines et moins de crèches, tel autre plus de maisons de cure et dépensera moins pour le remembrement.

Mais, au-delà des textes, ce n'est pas parce que les maires reçoivent, par la loi, davantage de droits et de pouvoirs qu'ils vont rompre les liens traditionnels avec les représentants administratifs ou techniques de l'État. Dans les petites communes notamment, le maire aura toujours besoin des conseils d'un ingénieur du génie rural ou du sous-préfet avant de rédiger une délibération, ou avant de préparer son budget.

« *Les tutelles existaient, c'est vrai, mais il fallait savoir en jouer. Parfois, elles nous évitent des erreurs, voire des fautes, qui nous conduiraient au tribunal administratif*, dit un maire d'une petite localité de la Creuse. *Mais il est vrai aussi que dans ce nouveau système notre interlocuteur essentiel devient le conseil général pour la répartition des subventions.* »

« *L'accroissement de nos pouvoirs – urbanisme, emploi, économie – va nous obliger à étoffer nos services municipaux*, note pour sa part M. René Dosière, P.S., maire de Laon. *L'économie constitue pour les maires un vaste champ d'action qui va libérer les imaginations. Nous devons prendre des contacts avec les industriels, définir une doctrine et une stratégie économique. Quelle sera la part des aides de la région, du département, de la commune face à une entreprise en difficulté ? Inévitablement, les communes d'un même bassin d'emploi devront se regrouper pour la prospection économique.* »

Ça « coince »

« *J'ai très peur pour ma part que les communes ne soient désormais tentées de se substituer aux banquiers*, avertit M. Michel Giraud (R.P.R.), maire du Perreux, président du conseil régional d'Ile-de-France. *Cela représenterait un gros risque pour l'argent des contribuables locaux, qui sont déjà soumis à une ponction importante. Les moyens financiers des collectivités locales constituent un véritable problème de gouvernement qui ne fera que s'accentuer au fur et à mesure des transferts de compétences. Bref, financièrement, ça « coince » de plus en plus.* »

C'est pourquoi tous les maires attendent avec impatience la mise en chantier de la réforme de la fiscalité locale. Une réforme qui, pour eux, et quelle que soit leur couleur politique, doit se traduire par un large transfert des impôts que lève l'État, au profit des municipalités, des conseils régionaux et des conseils généraux, pour que la décentralisation prenne un tour concret.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

A LEVALLOIS-PERRET

Un ordinateur de gauche pour une ville de droite

M. Patrick Balkany, nouveau maire R.P.R. de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), se fait bien du souci à cause d'un ordinateur gennevillois. Il vient en effet de s'apercevoir que tout le système de traitement informatique de la mairie dépend d'un Syndicat intercommunal qui, sous le nom de Nord-92, gère l'informatique de quatre communes du nord du département : Nanterre, Colombes, Gennevilliers et Levallois.

Chacune des mairies dispose d'un terminal, tandis que l'ordinateur central, installé dans un immeuble de Gennevilliers, traite pour chaque mairie le système paie, le système comptabilité, le système élections ainsi que quelques autres fichiers moins importants.

Avant le 6 mars, les quatre villes intéressées étaient gérées par des maires communistes. Trois d'entre eux ont été réélus, mais, à Levallois, M. Parfait Jans a dû céder la place à M. Balkany, et celui-ci se demande s'il n'est pas dangereux de laisser les informations confidentielles concernant sa mairie aux mains d'un syndicat contrôlé par les communistes. « *A leur départ de Levallois, les communistes ont fait le nettoyage par le vide*, explique M. Balkany. *Cette ville n'a pas dû avoir de maire pendant dix-huit ans puisqu'on ne trouve aucune trace de la moindre lettre envoyée ou reçue...* »

De ce fait, même s'il admet n'avoir encore aucun motif de se plaindre de Nord-92, M. Balkany manifeste une méfiance instinctive : « *Qui sait à quelle manipulation pourrait se livrer le service central, et quelles garanties avons-nous que le secret de certains fichiers soit protégé ?* »

Interrogé, M. Michel Bottoro, secrétaire général du Syndicat intercommunal, se veut rassurant : « *Nous sommes un établissement public intercommunal*, dit-il, *et nous avons à ce titre une mission impérative de service public.* » « *L'aspect confidentiel des procédures est garanti*, explique-t-il, *ne serait-ce que parce que M. Jans lui-même n'aurait jamais permis que les « secrets » de sa ville puissent être divulgués.* »

FRANÇOIS ROLLIN.



Le Monde

société

ÉDUCATION

La journée de concertation dans les collèges a été bien accueillie

La première journée nationale de réflexion, organisée le lundi 21 mars dans les cinq mille collèges français (*le Monde* du 22 mars), a été marquée par une assez bonne participation. Les enseignants étaient en général nombreux ; les personnels de service administratif, nettement moins représentés, étant souvent occupés à leurs tâches habituelles de secrétariat ou de cuisine — des repas ont été servis, puisque la consigne était d'accueillir les élèves. Ces derniers étaient conviés à prendre part aux débats ; dans plusieurs établissements, l'invitation avait été adressée à tous les collégiens, et non aux seuls délégués de classe. Ils ont inégalement répondu, mais souvent en plus grand nombre que ne l'avaient fait leurs aînés lycéens lors de la consultation nationale des 6 octobre et 13 décembre derniers (*le Monde* des 8 octobre et 15 décembre 1982). Il est arrivé que les élèves — sauf les délégués — soient mis purement et simplement en congé.

Quant aux parents, le problème s'est posé à nouveau de leurs possibilités d'être présents un jour de semaine. Toutefois, le ministère de l'éducation nationale avait recommandé aux principaux d'organiser une réunion à leur intention en fin d'après-midi ou en soirée. La prochaine journée de consultation, prévue en avril ou en mai, sera peut-être placée un jour plus favorable.

Outre les reportages que nous publions ci-dessous, notre correspondant à Limoges nous signale que, au collège de Pierre-Buffière (Haute-Vienne), l'ensemble des professeurs et du personnel administratif a participé à la réunion de lundi. Une trentaine d'élèves sur près de trois cents et plus de cinquante parents étaient présents, chiffre important pour un établissement rural qui accueille des enfants de toutes les communes du canton. Dans ce collège, les débats *« sur le mode décontracté »* ont été interrompus pour un déjeuner en commun au réfectoire de l'établissement et la projection, ensuite, de l'émission « Droit de réponse » consacrée aux collèges et diffusée le 5 mars par TF 1.

L'objectif de cette journée était de permettre à tous les partenaires du système scolaire, y compris aux élus locaux, de s'informer et de réfléchir sur le rapport remis en janvier par M. Louis Legrand au ministre de l'éducation nationale et intitulé « Pour un collège démocratique », et sur les premières orientations présentées par le ministre le 1er février (*le Monde* du 2 février). Le souci affirmé du ministère était que les intéressés commencent par s'informer avant de se lancer dans des critiques. Celles-ci, en effet, n'ont pas manqué depuis deux mois, des enseignants se révélant très opposés à certaines idées contenues dans le rapport ; ainsi du tutorat, que M. Savary a retenu, mais sous une forme ni codifiée ni imposée.

Parce qu'ils sont hostiles à la rénovation des collèges proposée par le gouvernement, trois syndicats : le SNALC, la C.N.G.A. et le syndicat C.F.T.C. de l'enseignement public, ont appelé les professeurs à la grève le mardi 22 mars (*le Monde* du 17 mars). Le mot d'ordre s'étend à tous les enseignants du second cycle : collèges et lycées.

C.V.

LE MINISTRE EN VISITE EN SAVOIE

La casquette de M. Savary

De notre envoyé spécial

Montmélian. — Tapoter la joue des enfants et guérir les écrouelles, ce n'est pas son genre : quand M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, s'en va-t-en classe, il ne joue pas le souverain aux bains de foule.

Le matin de ce lundi 21 mars passé en Savoie, il était venu célébrer à La Féclaz le trentième anniversaire de la première « classe de neige ». Elles ont bien évolué, les classes de neige, depuis le séjour en 1953 des trente et un élèves d'une école de Vanves au chalet « L'Aurore » ! Aujourd'hui la vie en groupe et ses vertus pédagogiques demeurent ; mais le souci de donner de l'air pur aux petits citadins s'est effacé. Un autre objectif a pris le pas : permettre au plus grand nombre — 250 000 en 1982 — de partir quelques jours à la découverte d'un milieu nouveau.

Alors, il a bien fallu au ministre visiter une classe où un jeune élève a détaillé pour lui les panneaux « Visites à la ferme », ou « Le fartage du ski ». Les voyages officiels ont leurs rites obligés. M. Savary s'y est prêté visiblement avec intérêt. Mais au collège Pierre-et-Marie-Curie de Montmélian, l'après-midi, il était vraiment à son affaire.

« J'écouterai tout le monde... Notre méthode, c'est d'écouter chacun et tous. Puis de prendre nos responsabilités, le moment venu », avait-il prévenu. Il a donc entendu les quatre rapporteurs, enseignants ou parents, résumer devant cent cinquante participants, dont plusieurs dizaines d'élèves, les interventions de la journée de consultation. Il les a écoutés évoquer la nécessaire réforme du primaire *« pour que les élèves entrant en sixième aient un niveau correct »*, ou réclamer, vœu exprimé par des élèves, que les redoublements ne soient pas systématiquement supprimés, ou souhaiter que le collège s'ouvre à des non-enseignants.

Lorsqu'il a lancé : *« Je voudrais entendre les contradicteurs s'il y en a »*, il n'y en avait pas. Timidité ? Ce n'est pas sûr. Car il fallait voir l'étonnement de ces professeurs, ensuite, à propos de la grève annoncée pour ce mardi 22 mars par des syndicats hostiles au rapport Legrand et aux premières orientations définies par le ministre : *« Quelle grève ? »* Non, ils avaient assurément apprécié cette journée de consultation. Sans pour autant avaliser toutes les idées du rapport Legrand. Le tutorat, en particulier, les effraie. Ils préfèrent la notion de « professeur conseil ». Le mot a plu à M. Savary, qui a souligné cependant que le contenu a plus d'importance que l'appellation.

Dialogue sans fausse note. Pourtant, si le maire de Montmélian, M. Roger Rinchet, est sénateur socialiste, si MM. Louis Besson, Paul Perrier, députés P.S., et Jean-Pierre Cot, avaient accompagné M. Savary le matin, le ministre de l'éducation nationale n'était pas lundi en terre d'« élection » de la gauche... A la mi-journée, au lycée professionnel hôtelier de Challes-les-Eaux, M. Michel Barnier, député R.P.R. et président du conseil général, avait tenu un discours où la courtoisie ne le cédait en rien à la fermeté, rappelant *« l'attachement de la majorité du conseil général au pluralisme scolaire »*, mais ajoutant toutefois, à l'adresse du ministre, qu'il peut *« compter sur la présence et la participation de l'assemblée départementale tout entière »* à l'œuvre d'éducation.

Aussi peu importait, le soir, à l'ancien officier de marine Savary que la casquette de yachtman *qu'il avait à son arrivée fût introuvable*, oubliée au hasard des changements de voiture. Humour en aparté : *« Serait-ce prémonitoire ? »* L'instant précédent, il venait en confidence de répondre à une question sur le remaniement gouvernemental : *« Logiquement, il me semble que je devrais rester. Pour ce qui ne relève pas de la logique, ce sont des raisons sur lesquelles je ne peux rien. Alors je ne m'en occupe pas. Je continue de faire mon métier. »*

CHARLES VIAL.

Sourires au Lion-d'Angers (Maine-et-Loire)

De notre correspondant

Angers. — Le Lion-d'Angers, 2 700 habitants, un chef-lieu de canton en Maine-et-Loire. Ici, lorsqu'on demande son chemin *« pour aller au collège »*, on a toutes les chances de se retrouver devant l'établissement privé. *« Dame, il est là depuis longtemps »*, expliquent « à l'angevine » les Lionnais. L'institution catholique, au Lion, c'est encore la tradition, même si le collège public existe depuis une vingtaine d'années — toujours dans des bâtiments préfabriqués — et accueille aujourd'hui 350 élèves, le double de son rival privé.

Lundi, le collège privé du Lion n'avait pas organisé de réunion d'information sur le rapport Legrand. Non plus que les établissements secondaires privés du département, *« faute d'avoir reçu en temps utile les documents nécessaires à la préparation d'une telle rencontre »*, précisait-on à la direction diocésaine de l'enseignement catholique.

De la documentation, le collège public n'en a pas reçu tellement. Tout juste un paquet de résumés du rapport Legrand qu'on a fait parvenir aux parents. M. Doussard, le principal, attend toujours le texte intégral et s'en est excusé auprès des parents venus engager le dialogue : *« Il y aura peut-être des questions auxquelles nous ne pourrons pas répondre... »*

Lui-même et les enseignants de l'établissement n'en ont pas moins joué le jeu de la concertation. Au-delà même des recommandations ministérielles en organisant, comme dans beaucoup d'autres collèges du département, une réunion « en nocturne ».

Finalement, on aura parlé du rapport en trois temps : le matin d'abord, « en privé » et entre enseignants. Et, semble-t-il, non sans quelques divergences de vues. Puis l'après-midi avec quelques parents disponibles — cinq familles étaient représentées — et les élèves : il en est venu dix-sept, constate M. Doussard, qui craint que les *« apprenants »*, comme on les désigne dans le rapport Legrand, ne se soient sentis *« un peu dépassés »*. Enfin, le soir, et cette fois en présence d'une bonne quarantaine de parents réellement motivés.

Pas de « pour » forcenés, pas de « contre » enragés. Des gens intéressés, curieux, un peu méfiants parce que *« des réformes, on en a tellement vu... »*.

Les classes « hétérogènes » avec groupes de niveau dans les matières fondamentales ? La limitation des redoublements ? Le débat est plus normand qu'angevin : *« Oui, bien sûr... Mais pourtant... C'est vrai... Cependant... »*

La perspective d'une scolarité obligatoire jusqu'à dix-huit ans ne soulève pas l'enthousiasme : *« Vous avez des gosses qui ont envie d'apprendre un métier et qui s'emmerdent au collège jusqu'à seize ans. Croyez-vous indispensable qu'ils s'emmerdent deux ans de plus pour sortir complètement dégoûtés d'apprendre quoi que ce soit ? »*

Un principe bien accueilli

Le principe du tutorat, en revanche, est assez bien accueilli par les élèves, que semble intéresser la possibilité de *« discuter avec les profs d'autre chose que du programme »* ; par les parents, qui paraissent en attendre un soutien dans les responsabilités éducatives ; par les enseignants aussi, qui y voient l'occasion de dispenser *« un certain apprentissage de la méthodologie, de l'organisation de la recherche personnelle »*.

La question d'un parent jettera un froid : *« Quels moyens aurez-vous pour mettre la réforme en œuvre ? »* Mais ce n'est pas le sujet de la rencontre. Cependant M. Doussard confirmera que *« pour appliquer demain le projet tel qu'il apparaît, il faudrait augmenter de 50 % le nombre des enseignants de l'établissement »*.

Chez les professeurs, comme chez les parents, quelques sourires sont apparus. Sceptiques.

CLAUDE-HENRI GAY.

A LILLE

Le tutorat, ce « déclic »

De notre envoyé spécial

Lille. — Cette journée fut d'abord, au collège Albert-Camus, celle des trente professeurs. Rarissimes, en effet, furent les parents de cette banlieue ouvrière qui se rendirent à l'invitation personnelle de Mme Carlier, principale de l'établissement.

Sur les trois cent soixante-quatre élèves de ce petit collège, une cinquantaine sont venus, et parmi eux Ludovic, dit Babar, qu'on n'avait jamais vu aussi silencieux. Comme lui, ses camarades sont restés discrets, à tel point qu'un des trois rapporteurs aurait négligé de citer leurs interventions si un de ses collègues ne l'avait rappelé à l'ordre.

Les enseignants du collège sont apparus unanimes pour refuser d'*« être la seule catégorie sociale à augmenter sa charge de travail »*, pour souhaiter des groupes de niveaux plus homogènes, comme c'est déjà le cas pour les sixièmes dans cet établissement, situé dans une zone d'éducation prioritaire, pour réclamer enfin les sacro-saints *« moyens supplémentaires »*.

En revanche, le tutorat n'est pas du goût de tous. Il divise, dans l'établissement, les adhérents du Syndicat national des enseignements de second degré. Certains, comme ces deux agrégés, y ont vu un *« dérapage affectif »* et même *« la fin de toute activité intellectuelle »*, avant d'affirmer qu'ils n'avaient pas attendu M. Legrand pour être à l'écoute des élèves : *« Quelquefois*, affirme l'un d'eux sans rire, *on cherche à être un professeur humain. »*

D'autres enseignants plaident, au contraire, en faveur de cet accompagnement individuel de l'élève : *« Ce petit rien »*, *« ce déclic »* demandé par une mère de famille, qui permet soudain à un élève de reprendre goût à l'école. *« L'affection d'un professeur, ça compte beaucoup »*, déclarait un de ces enfants. *Quand on l'aime bien, ça joue beaucoup, on fait alors ce qu'on peut. »*

Au collège Albert-Camus, ce sont les professeurs des C.P.P.N., ces classes pré-professionnelles de niveau, le plus souvent reléguées ailleurs, qui ont tracé depuis deux ans la voie : le tutorat, d'ores et déjà appliqué et associé à des stages en entreprises, à un dédoublement des classes et à une ouverture systématique sur l'extérieur, a eu des résultats spectaculaires : *« Avant*, déclare le professeur de français des C.P.P.N., *nous finissions l'année avec deux, trois élèves. Maintenant, ils sont encore quinze au mois de juin. » « Il y a deux ans*, confirme un membre de la direction, *ils étaient la hantise du collège. Tout ça est terminé. »*

Le corps professoral est tout aussi divisé sur l'importance à accorder au travail interdisciplinaire ou sur la nécessité de modifier radicalement le contenu des programmes. Il y a ceux qui croient en la possibilité *« de reculer le moment du choix et de la sélection en modifiant les structures actuelles inopérantes »* et ceux qui ne le croient pas. Il y a, même si on ne l'avoue pas, les enseignants, encore majoritaires dans cette banlieue lilloise, qui ne croient pas à la fatalité de l'échec scolaire, et ceux qui ont baissé les bras : *« Des réformes, il y en a déjà eu tellement ! »*

NICOLAS BEAU.

A HENRI-IV (PARIS)

« Avons-nous vraiment besoin d'une réforme ? »

« A Henri IV, on est des bons. Avons-nous vraiment besoin de la réforme Legrand ? » Les élèves du collège Henri-IV, antichambre d'un des plus prestigieux lycées parisiens, sont déjà pleinement conscients de leur singularité. Dans cet établissement classé monument historique, situé en plein cœur du quartier latin, la journée nationale de consultation sur la rénovation des collèges a réuni une centaine de personnes, parmi lesquelles on comptait autant d'élèves (délégués de classe) que d'adultes, professeurs et parents.

Discuter des moyens de lutter contre l'échec scolaire dans un collège dont plus de 80 % des élèves accèdent au lycée classique tenait de la gageure. Après d'interminables querelles de procédures mises sur le compte d'une préparation insuffisante, les participants ont fini par engager le débat. Au fil de l'exégèse minutieuse, bien que terriblement brouillonne, des textes mis en discussion, les élèves ont souligné les inquiétudes que leur inspirent, à l'évidence, les moindres modifications de leurs habitudes. Tel d'entre eux imaginait difficilement que *« les faibles puissent devenir forts »* ou que l'on *« ne redouble plus jamais avant la troisième »*. S'exprimant tous dans un langage tout droit sorti des meilleurs manuels, certains délégués des élèves se sont inquiétés du *« risque d'élitisme »* que comportent selon eux les futurs *« groupes de niveau »*. Mais le *« collège démocratique »* prôné par le rapport Legrand est bien loin de la réalité perceptible au collège Henri-IV, dont la brillante réputation conduit bien des parents à malmener la carte scolaire par le jeu de domiciliations fictives

D'autres parents ont préféré tergiverser avant d'en arriver au fond du débat, d'aucuns croyant discerner derrière le « flou » des propositions ministérielles des intentions malfaisantes, ou reprochant violemment aux enseignants de défendre de prétendus *« intérêts corporatistes »*. Une *« mère affolée »* a ainsi fait soudain monter le ton en accusant les professeurs de *« brader les horaires »*, déclenchant une cascade de protestations. Les protestations enfantines étaient-elles plus naïves ? *« Pourquoi comptabilisez-vous toujours vos heures de travail ?* a lancé par exemple un élève de quatrième. *Etre professeur, c'est une vocation, non ? »*

Mais, divisés sur le tutorat et la pluridisciplinarité, les enseignants se sont retrouvés pour prôner la concertation et exiger, avec les parents, des moyens financiers adéquats.

Agrégés ou certifiés pour la plupart, les professeurs d'Henri-IV refusent *« tout alourdissment d'horaires sans contrepartie »*, tout en admettant que les heures de concertation ou de tutorat réclament moins de préparation que les cours. Devant une équipe pédagogique qui s'affirme soucieuse de *« moderniser ses méthodes »*, devant aussi une certaine complicité entre professeurs et enfants, les parents ont finalement renoncé à déterrer la hache de guerre. Ce sont même eux qui se sont chargés de rédiger les comptes-rendus de la journée. *« Les parents veulent décidément tout faire à notre place »*, a marmonné un professeur malicieux.

P. B.

Dans la Drôme

« Au fait, nous enseignons pour quoi ? »

(De notre correspondant.)

Valence. — Au collège du Moulin-d'Albon de Bourg-lès-Valence (Drôme), le plus important du département avec ses 1 100 élèves, le conseil d'établissement avait prévu une journée de concertation bien avant les directives ministérielles. La concertation, estime, en effet, le principal, M. Raymond Saussure, est non seulement *« une bonne chose »*, mais elle est *« fondamentale »*. *« Il y a incontestablement des problèmes dans les collèges*, dit-il, en ajoutant *que la solution ne peut plus venir de décrets pris d'en haut »*.

M. Saussure et son adjoint, M. Guy Alloix, ne se sont pas contentés de préparer la journée du 21 mars, ils l'ont « mitonnée ».

Répartis dans une dizaine de salles, une centaine d'adultes, parmi lesquels on comptait à peu près autant de professeurs que de parents, et les délégués des élèves ont débattu des groupes de niveaux, du tutorat et autres « projets d'établissement ». Ce dernier thème a particulièrement motivé les potaches, soucieux d'améliorer la vie quotidienne dans l'établissement.

De fait, la réflexion n'aura pas traîné en chemin. Ici, la question du tutorat a été presque immédiatement réglée. Tout le monde est d'accord : si le tuteur doit être à l'écoute de l'élève et l'aider dans l'organisation de son travail, il n'en reste pas moins que la présence d'un représentant des parents d'élèves est *« indispensable »* au sein de l'équipe éducative.

Dans une autre salle, en revanche, on a achoppé sur la difficulté de mettre en place des groupes de niveaux : *« Qu'est-ce qui va faire qu'un enfant passera dans le groupe supérieur ? »*. Autre question fondamentale qui n'a pas été éludée : *« Au fait*, disait une enseignante en se posant le problème de l'objectif des collèges, *nous enseignons pour quoi ? »*

PIERRE VAVASSEUR.

● *M. Henri de la Bastide, président de l'Institut national des langues et civilisations orientales* (INALCO), vient d'être reconduit dans ses fonctions (pour la troisième fois) par vingt-huit voix sur quarante et un votants. M. de la Bastide est spécialiste de la civilisation du Maghreb.

Le Monde

MEDECINE

Quelles politiques sanitaires pour le tiers-monde ?

par CLAIRE BRISSET

PERDRE un enfant sur trois, avant qu'il n'atteigne l'âge de cinq ans : aussi invraisemblable qu'elle paraisse, cette proportion reste le lot commun de l'immense majorité des familles du tiers-monde. A l'heure où la mortalité infantile *s'est* abaissée, en Occident, à des niveaux qui paraissaient encore inimaginables il y a trente ans (moins de dix pour mille par exemple, en France), elle demeure, dans le tiers-monde, écrasante.

La faim, la malnutrition, les infections précoces **– dont un grand nombre peuvent être combattues par la vaccination – en sont responsables. Sont-elles** ***pour autant inévitables ? « La faim n'est pas un fléau, c'est un scandale »,*** **répond Mme Susan Georges (1). C'est vrai, si l'on songe que la terre produit à l'heure actuelle de quoi nourrir l'ensemble de ses habitants, comme le souligne la F.A.O. (Organisation** ***pour l'alimentation et l'agriculture).*** **Mais quatre cent cinquante millions de personnes sont sous-alimentées de manière chronique, et les puissances du monde continuent d'investir en armements plus de 1 milliard de dollars... par jour.**

Ces chiffres, heureusement, ne tombent pas dans l'indifférence générale ou du moins pas toujours, comme ***viennent d'en témoigner trois colloques*** **réunis en France et aux Pays-Bas.**

Le premier, rassemblé à Paris sous l'égide de l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Union internationale pour ***l'étude scientifique de*** **la population (U.I.E.S.P.) a montré qu'il n'existe plus, en termes de mortalité, de « tiers-monde » : certains pays** ***sont parvenus à augmenter nettement*** **l'espérance de vie de leur population, malgré une pauvreté qui persiste (Chine, Cuba, Sri-Lanka, pour ne citer que ces exemples) ;** ***mais d'autres, les plus*** **pauvres, continuent à enregistrer une mortalité –** ***infantile notamment – intense*** **(Bangladesh, Afghanistan, Népal, l'ensemble des pays du Sahel). Entre ces deux extrêmes, il existe quantité de situations intermédiaires,** ***modifiées notamment par l'afflux – ou*** **l'absence – de revenus pétroliers. En tout état de cause, l'inégalité s'accroît : entre les nations et à l'intérieur des pays où d'étroites élites urbaines bénéficient de l'essentiel des moyens sanitaires.**

Tel était précisément le thème choisi par le Centre international de l'enfance (Paris) en axant ses travaux du 1er au 4 mars, sur la malnutrition dans les bidonvilles, notamment en Afrique et en Amérique latine où sévit la ***« pauvreté absolue ».***

A ce dénuement, les nouvelles stratégies élaborées par les institutions internationales depuis plusieurs ***années peuvent-elles apporter un début de remède ?*** **Telle est la question qui est apparue en filigrane de ces trois colloques, notamment à Bilthoven (Pays-Bas), sous l'égide de l'Institut néerlandais de la santé publique. Ces nouvelles stratégies, qui ont pour axe la** ***notion de « soins de santé primaires », d'effort de*** **prévention (en particulier les vaccinations) ont-elles dès à présent fourni des preuves de leur efficacité ?**

(1) *Comment meurt l'autre moitié du monde.* Robert Laffont, édit.

Commencer par vacciner ?

APPROVISIONNER la population du monde en eau potable ; lui fournir une alimentation décente ; lui donner l'accès aux soins élémentaires ; l'assister par le biais d'agents communautaires disponibles et bénévoles ; assainir le milieu ; creuser des égouts ; investir dans les méthodes préventives et non dans la médecine du petit nombre... Ainsi se présentait, en 1978, la nouvelle stratégie des *« soins de santé primaires »* conçue par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour transformer la situation *sanitaire* des pays les plus pauvres.

Cinq ans après, 85 % de la *population* du tiers-monde restent privés d'accès à l'eau potable, 450 millions d'individus sont sous-alimentés, la plus grande partie de l'humanité continue à ne disposer d'aucun soin, même élémentaire, d'aucun *médicament ni vaccin*, bien des gouvernements continuent d'investir dans les hôpitaux et la médecine curative, au détriment de l'assainissement du milieu.

Cette réalité est indéniable. Elle mérite pourtant d'être nuancée : en premier lieu parce qu'il n'était pas possible, en si peu de temps, d'opérer un tel renversement et qu'il faudra encore de nombreuses années avant qu'une telle théorie puisse trouver partout une *réalisation* concrète. Mais déjà bien des résistances ont été levées. Il est trop tôt pour parler, comme le font certains, d'échec.

Mais il est vrai que la tâche paraît écrasante et propre à susciter le découragement. Faut-il commencer par une action nutritionnelle, parce que la sous-alimentation creuse le lit *des affections parasitaires et infectieuses* ? Par l'assainissement du milieu parce que les maladies hydriques figurent parmi les plus meurtrières ? Par une intense action de formation, parce que l'éducation sanitaire est la clé de tout progrès ? Par une *protection* contre les infections ?

Il n'y a sans doute pas, à ces questions, de réponses théoriques simples. Mais il existe des approches pratiques, comme en a témoigné le symposium organisé à Bilthoven (Pays-Bas) par l'Institut néerlandais de la santé publique (Rijks Institut), que dirige le docteur Hans Cohen.

Sauver cinq millions d'enfants par an

Parmi les voies d'approche *préconisées* par l'O.M.S. pour atteindre la *« santé pour tous en l'an 2000 »*, figure, entre autres, la vaccination de tous les enfants du monde contre les six maladies les plus *communes* de la petite enfance (poliomyélite, diphtérie, *tétanos*, rougeole, coqueluche, tuberculose), responsables à elles seules de la mort de cinq millions d'enfants chaque *année* et de lourdes séquelles pour cinq autres millions (1). *Une action rationnelle*, systématique, d'immunisation des enfants contre ces six maladies à l'échelle de la planète ne permettrait-elle pas d'amorcer *concrètement la* politique de soins de santé primaires, de lui conférer, outre une indiscutable efficacité, la crédibilité qui lui manque ?

Telle est la thèse qu'a décidé de défendre le comité pour vacciner les enfants du monde que viennent de constituer M. Robert McNamara, ancien président de la Banque mondiale, le professeur Jonas Salk, directeur du Salk Institute (La Jolla, Californie), qui a mis au point en 1954 le premier vaccin antipoliomyélitique ; M. Léopold Sedar Senghor, ancien président du Séné*gal* et M. Van den Hoven, président d'Unilever ; un comité dont la création a été annoncée lors du colloque de Bilthoven. La mise en œuvre effective de ce programme, a déclaré M. McNamara, devrait permettre non seulement de sauver la vie de cinq millions d'enfants chaque année, mais aussi d'espérer, outre des améliorations sanitaires considérables, *un allégement de la pression* démographique, à terme.

Il ne s'agit pas là d'une théorie abstraite : les *« programmes élargis de vaccination » sont* déjà *en œuvre* dans un certain nombre de pays du tiers-monde. L'O.M.S. propose, pour son application, un calendrier qui exige, de la part des équipes vaccinales, quatre passages, avant *que* l'enfant n'atteigne l'âge d'un an : trois sessions au cours desquelles sont délivrés, outre le B.C.G., le D.T. Coq (diphtérie, tétanos, coqueluche) et le vaccin antipoliomyélitique oral ; puis une séance (à neuf, *douze mois environ*) d'*immunisation* contre la rougeole.

Il s'agit là, on le conçoit, d'une stratégie très coûteuse pour des pays aux moyens limités. Aussi, les efforts *conjoints* de *la* recherche et de l'industrie ont-ils permis d'élaborer une approche moins lourde. Les travaux du professeur Salk, du Rijks Institut (professeur Van Wezel) et de l'*Institut Mérieux ont abouti à la* mise au point d'un nouveau vaccin antipoliomyélitique, injectable, concentré, plus efficace, qu'il sera désormais possible de produire en très grande *quantité* (2).

Parrallèlement, la sensibilité à la chaleur du vaccin contre la rougeole était atténuée. Enfin, sur le terrain, des opérations de vaccination reposant sur une *stratégie à deux passages* et intégrant la nouvelle formule du vaccin antipoliomyélitique étaient menées dans le sud du Sénégal, depuis 1980, par l'Association pour la *promotion* de la médecine préventive (A.P.M.P.), que dirige M. Philippe Stoeckel (3).

Succès en Haute-Volta

Cette stratégie, qui permet d'améliorer notablement la couverture vaccinale des enfants, suscite, dans la communauté scientifique et *parmi les organismes d'aide au tiers-monde*, le plus vif intérêt. Ainsi, la fondation néerlandaise Sauvez les enfants, qui vient de se constituer sous la présidence de la princesse Juliana, avec le concours de l'organisation britannique sœur Save the *children, a-t-elle décidé* de mener, avec l'A.P.M.P., une action d'envergure dans un département de Haute-Volta (zone de Kaya) qui comporte 700 000 habitants. Cette action, qui *a commencé en décembre dernier* sur le terrain, a suscité un tel enthousiasme aux Pays-Bas et un tel afflux de dons, que ses responsables envisagent de l'étendre à l'ensemble de la Haute-Volta. A 90 %, les mères se sont présentées spontanément, avec leurs enfants, aux équipes de vaccination, composées de Voltaïques que l'A.P.M.P. et le ministère de la santé de Ouagadougou, qui soutient fortement le pro*gramme, ont formés sur place.*

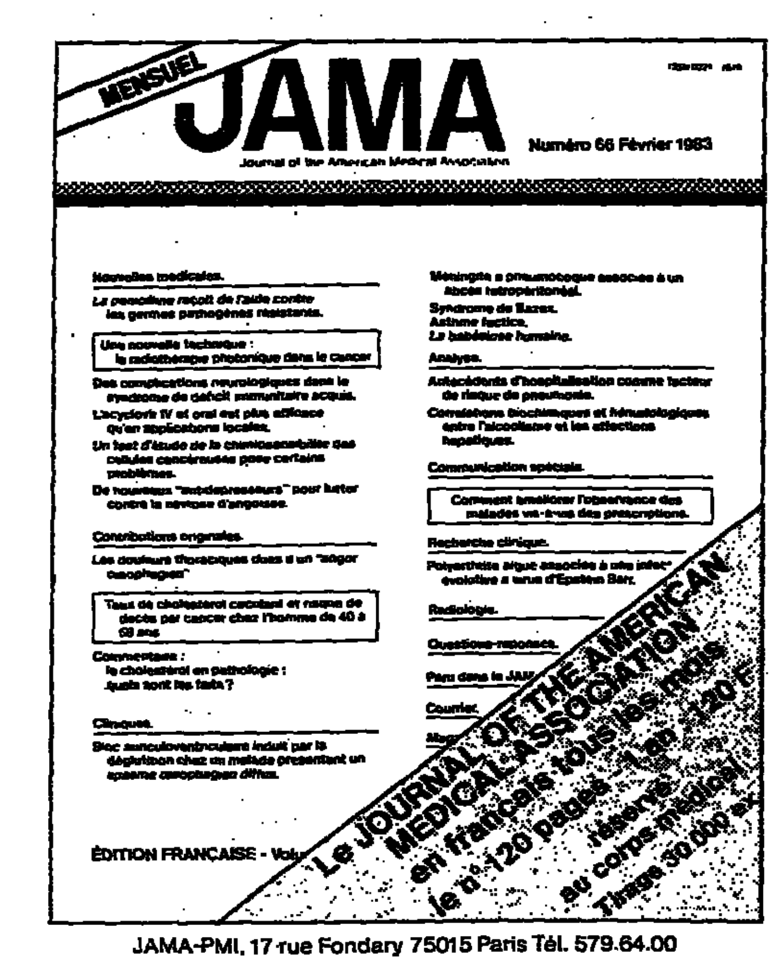
Il ne s'agit pas, souligne M. Stoeckel, d'une *« campagne de masse »* au sens classique, mais d'une action individualisée, enfant par enfant, *comportant une fiche* personnelle permettant de s'assurer de la réalisation du calendrier pour chacun. A plus long terme pourront être fournis aux enfants et à leurs *mères des soins élémentaires et une* éducation nutritionnelle.

La théorie des soins de santé primaires ne pourra, peut-être, s'affranchir des incertitudes qui pèsent encore sur elle que *si* elle s'insère dans le réel, sur des modèles de ce type. *De telles réalisations démontrent*, à tout le moins, que sa mise en œuvre, fût-ce par l'un de ses aspects, est possible.

(1) *Le Monde* du 4 mars 1981.

(2) L'Institut Mérieux s'est *doté* dans ce but de « fermenteurs » de 1 000 litres. Le vaccin injectable demeurera plus onéreux que le vaccin buvable. Mais sa plus grande efficacité dans les pays tropicaux et la simplification du calendrier qu'il autorise en font un vaccin mieux adapté au tiers-monde que le produit oral, responsable d'un certain nombre d'échecs. L'O.M.S. *pourrait être amenée à modifier* le schéma type qu'elle propose sur ce point.

(3) 5, boulevard du Montparnasse, 75007 Paris. Tél. : 734-52-94.



La faim et la ville

A la fin de ce siècle, la moitié de la population mondiale *vivra dans les villes*, soit trois milliards d'individus. Sur ce total, les deux tiers seront des habitants du *tiers-monde*. A *l'heure* actuelle, 370 millions d'enfants âgés de moins de quinze ans vivent dans les concentrations urbaines des pays les moins développés. Ce chiffre devrait atteindre, *selon les projections* des Nations unies, 666 millions d'ici à la fin du siècle. De toutes les grandes régions du monde, c'est l'Afrique noire, encore à prédomi*nance rurale, qui s'urbanise le plus* vite.

Ce mouvement précipité a, bien entendu, des répercussions sanitaires, comme l'a montré clairement le colloque réuni par le Centre international de l'enfance (C.I.E.). En effet, les nouveaux arrivants se concentrent dans les périphéries des grandes villes, ou dans les *« quartiers spontanés »* construits dans des zones dénuées de valeur foncière (parce qu'elles sont inondables, escarpées, polluées, parce que ce sont *des décharges publiques, etc.*).

Dans de telles conditions, les infrastructures sanitaires sont, bien entendu, inexistantes ou inaccessibles pour ces ruraux transplantés, privés des ressources de l'économie de *subsistance qu'ils ont quittée et* exclus de l'économie marchande qu'ils ont cru rejoindre.

Les « aliments à calories vides »

Comme le soulignait M. John Donohue (UNICEF) au colloque du C.I.E., *dans certains quartiers de* DAKHA, au Bangladesh, la mortalité est supérieure de 50 % à la moyenne observée dans l'ensemble de la ville. Des constatations simi*laires ont été faites dans les grandes* villes d'Afrique noire, par exemple à Abidjan ou à Lagos, et en Amérique latine. A Mexico, selon M. Jacques Chonchol (1), les bidonvilles cou*vrent près de 40 % de* l'espace urbain et abritent quatre millions de personnes, privées d'eau potable pour un tiers d'entre elles.

Les conséquences de cette situation sont *multiples*. En premier lieu, *l'espace manque pour que la famille* puisse continuer à bénéficier du maraîchage, du petit élevage, des cultures élémentaires propres aux zones rurales. En outre, comme le *souligne Mme T. Bisillat (Office de* la recherche scientifique et technique d'outre-mer), la désagrégation des solidarités familiales, l'isolement des femmes, la précarité du lien *conjugal en milieu urbain, contraignent* la population féminine à rejoindre le monde du travail salarié, où elle subit une exploitation massive, comme l'illustrent surtout les *grandes métropoles asiatiques ou* latino-américaines.

Dans de telles conditions, le maintien de l'allaitement maternel devient une gageure. S'ajoutent à cela les conditions dans lesquelles les *femmes accouchent, dans plus de* 90 % des cas sans l'aide d'un personnel qualifié. D'où l'importance de la mortalité maternelle et de la mortalité infantile.

La précarité de ces conditions *d'existence trouve une traduction* directe dans la faiblesse du revenu de ces familles : or l'économie des villes – et des bidonvilles – est une économie monétaire, où les biens alimen*taires s'achètent et où*, comme le souligne Mme A. Thébaud (Institut national de la santé et de la recherche médicale), la viande, les légumes, les fruits et les produits laitiers sont les denrées les plus chères et les plus sensibles à l'inflation : elles restent donc inaccessibles aux plus pauvres, *réduits* à l'achat de ce que les Québécois appellent les *« aliments à calories vides »* (boissons industrielles, céréales traitées, etc., etc.).

L'ensemble de ces constatations plaide en faveur de stratégies nutritionnelles pleinement intégrées à *l'action sanitaire. Et pour que* l'aide alimentaire soit perçue comme ce qu'elle est, une mesure d'urgence et non un remède de fond.

(1) « Désespoir des paysans et concentrations urbaines en Amérique latine », *le Monde diplomatique*, septembre 1982.

Des questions fondamentales

FACE à l'immensité des besoins se posent au *tiers-monde un certain* nombre de questions fondamentales. Abaisser notablement la mortalité, dans des pays où l'offre alimentaire n'augmente *pas, n'est-ce pas aggraver*, à terme, le sort de ces communautés ? Assurément non, répondent la majorité des experts, car une baisse de la *mortalité, l'histoire le prouve*, s'est toujours accompagnée, moyennant un certain décalage, d'un fléchissement de la fécondité.

Quelle sera l'ampleur de ce décalage, dont l'histoire de l'Europe montre qu'il peut *s'exprimer en siècles* ? Là est sans doute l'une des questions essentielles, qui ne trouvera de réponse que dans une meilleure *articulation entre stratégies sanitaires* et politiques démographiques.

Il n'en demeure pas moins impossible d'admettre, précisément *parce que l'équilibre de la* planète s'en trouve directement menacé, que l'état sanitaire d'*une partie de l'humanité* continue de se dégrader à un rythme accéléré. *« Lorsque la santé fait défaut, la sagesse ne peut se manifester, la culture ne peut s'exprimer, la vaillance ne peut combattre, la richesse devient inutile et l'intelligence sans objet »*, écrivait, il y a 2 500 ans, Héraclite. Sur ce *point du moins, l'intelligence des* peuples n'a pas varié.

Une démographie « éclatée »

LA mortalité dans le tiers-monde, soulignent les démographes, a perdu toute homogénéité, déjouant les prévisions émises jusqu'aux années 60 par les Nations unies. Ces dernières, en ef*fet*, avaient *éla*boré des projections selon lesquelles l'espérance de vie croîtrait dans le tiers-monde à mesure que les technologies médicales occidentales s'y appliqueraient, sur *le schéma de ce qui s'était produit* en Europe depuis le début du vingtième siècle.

Le modèle type, sur ce point, était fourni par l'île de Ceylan, où l'utilisation *massive* du D.D.T. avait fait pratiquement disparaître le paludisme, dès l'aube des années 1950, alors que s'amorçait une nette hausse de l'espérance de vie. Les problèmes aigus de la mortalité et de la morbidité du tiers-monde, *pensait-on, se résoudront* par le transfert de technologies scientifiques applicables aux grands nombres, ce qui permettra de maintenir dans les capitales une médecine hospitalière d'« appel » pour les cas les plus graves et les élites urbaines.

La réalité devait démentir ce schéma. Outre le fait que le paludisme n'a pas disparu définitivement du Sri-Lanka, il est apparu que l'incontestable progrès sanitaire *observé sur l'île était dû* à des causes infiniment plus variées que la démoustication. En outre, et surtout, il est aussi devenu évident que ce schéma n'était pas transposable ailleurs et que l'éradication du paludisme était un leurre. C'était la re**mise en cause des stratégies** « verticales », remise en cause qui devait s'exprimer, en 1978, lors de la conférence réunie à Alma-Ata, en U.R.S.S., par l'Organisation mon*diale de la santé (O.M.S.) et l'UNI*CEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance).

Mais des expériences très différentes ont abouti à des résultats en*courageants, en particulier celle de* Cuba, où l'espérance de vie rejoint aujourd'hui celle des pays industrialisés, et celle de la Chine, où la mortalité serait tombée, estiment les *spécialistes, à cinquante pour mille*, niveau qu'a atteint la France au début des années 50. L'espérance de vie en Chine serait aujourd'hui de soixante-cinq ans.

Ainsi des résultats comparables ont-ils été obtenus par des voies différentes. D'autres pays ont marqué eux aussi des progrès notables, tels le Mexique, le Vietnam, la Corée du Sud, la *Malaisie, où les politiques* sanitaires n'ont pourtant que peu de points en commun. Certains États pétroliers tels que le Koweït, les Émirats arabes, approchent eux aussi les niveaux *européens*.

Mortalité et fécondité

Mais l'inégalité interne, dans tous *ces exemples, demeure la règle* : les espérances de vie n'expriment que des moyennes, parfois extrêmement trompeuses. Ainsi l'Inde ou l'Indonésie, par exemple, semblent-elles sortir de la zone à très *forte mortalité*, avec une espérance de vie qui atteint, en moyenne, cinquante à cinquante-cinq ans, mais l'inégalité y demeure telle que les moyennes, ici, n'ont guère de sens. Le cas de l'Inde, sur lequel les démographes *admettent, aujourd'hui, avoir établi* des projections très optimistes, est particulièrement révélateur, car la mortalité y demeure très forte dans les périphéries des grandes concentrations urbaines et dans les campagnes les plus reculées.

Restent *enfin* des zones où la mortalité atteint encore des sommets, malgré la présence d'élites urbaines dont l'espérance de vie est relativement élevée. Dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne (notamment au Sahel) au Pakistan, au Bangladesh, *dans certains* pays d'Amérique latine (Bolivie) ou du Sud-Est asiatique, l'espérance de vie demeure inférieure à cinquante ans, voire à quarante (Afghanistan, Népal, Laos, Mali, Haute-Volta, etc.).

Dans ces conditions, estiment les *démographes, la fécondité* des populations soumises à de tels risques ne peut que rester très élevée. Dans son dernier rapport (1982), M. Rafael Salas, directeur du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (F.N.U.A.P.), souligne l'*étroite corrélation* entre le taux de reproduction et l'intense mortalité. Aussi la lutte contre la mortalité recueille-t-elle, aujourd'hui, la majorité des suffrages malgré son caractère plus difficile, plus exigeant, que les campagnes verticales *qui visent à réduire* la natalité auxquelles se refusent, à présent, la *majorité des responsables* du tiers-monde et qui n'ont fourni nulle part la preuve de leur efficacité.

LA GRÈVE DES INTERNES ET DES CHEFS DE CLINIQUE

POINT DE VUE

De l'espoir à l'amertume

par le professeur J.-PH. DERENNE (*)

LE changement de gouvernement survenu en 1981 avait suscité beaucoup d'espoir parmi les médecins hospitaliers, tout particulièrement parmi les plus jeunes, et ce, qu'ils aient ou non voté pour l'actuelle majorité. En effet, le régime précédent avait laissé s'accumuler des contradictions et des tensions de plus en plus mal supportées par les médecins les plus jeunes. La rigidité des cadres juridiques séparant les praticiens en plusieurs dizaines de statuts différents, le maintien du monopole de tous les pouvoirs aux mains des seuls chefs de service, l'absence complète de définitions concrètes des tâches de chacun, comme de validation du travail effectué, ont créé un fossé qui s'est approfondi entre la réalité de l'exercice hospitalier et sa représentation apparente.

Cela signifie, en pratique, que, par exemple, l'essentiel de l'activité de soins et d'enseignement clinique est assuré, dans les centres hospitaliers et universitaires (C.H.U.), par les internes et les chefs de clinique. Or, que leur propose-t-on ? Le statut de chef de clinique est ainsi fait que non seulement il n'est pas titulaire de son emploi, mais encore qu'il est obligé de quitter l'hôpital universitaire s'il n'a pas la chance, devenue bien rare aujourd'hui, de devenir professeur. On en vient à ce paradoxe qu'un médecin peut enseigner et chercher lorsqu'il est chef de clinique, mais qu'il est considéré comme inapte à ces fonctions lorsqu'il est promu à un poste autre qu'une maîtrise universitaire.

La carrière hospitalo-universitaire leur étant barrée, beaucoup de chefs de clinique ont été recrutés comme chefs de service dans les hôpitaux généraux, et cela a été l'un des facteurs qui ont amélioré leur fonctionnement. Toutefois, ces débouchés se tarissent à leur tour, bon nombre d'entre eux sont amenés à prendre des postes d'adjoints où ils entrent en concurrence avec d'autres praticiens issus de filières différentes (en particulier l'internat de régions sanitaires).

Le paradoxe aberrant des gardes

A l'hôpital universitaire même, la nécessité d'augmenter le nombre de médecins a conduit à multiplier le nombre de cadres statutaires, voire à détourner le système des vacations hospitalières pour combler les manques. C'est ainsi que, à Paris même, plusieurs centaines de médecins exercent à plein temps sans aucune garantie sociale, de retraite, ni d'emploi. On en est ainsi arrivé à une situation où, dans l'hôpital universitaire, cohabitent des médecins ayant titres, emploi et carrière de valeur, d'autres avec des carrières beaucoup moins avantageuses, et un grand nombre qui, sans garantie aucune, se demandent avec angoisse quel sera son futur.

Or, rien ne distingue la pratique quotidienne des uns et des autres. Dans l'hôpital non universitaire, c'est à la fois au niveau du recrutement et des modalités d'exercice que se manifestent les tensions. En effet, rien non plus ne distingue la pratique d'un adjoint de celle du chef de service. De plus, une concurrence acharnée oppose, bien souvent, des médecins formés en C.H.U. à ceux formés en hôpital non universitaire. L'obtention d'une carrière hospitalière ou hospitalo-universitaire et les conditions d'attribution des postes sont, de l'avis général, dues quelquefois au mérite, souvent à la chance, parfois à des critères plus obscurs.

Il est un autre paradoxe particulièrement aberrant, celui des gardes. Il est, en effet, nécessaire de maintenir une présence médicale pour répondre aux besoins et aux urgences vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Or, les heures de garde, de travail de nuit sont, aujourd'hui, payées trois ou quatre fois moins que celles de jour. Bien sûr, en théorie, le temps ainsi passé peut être « récupéré », mais, d'une part, cette récupération est généralement illusoire faute de médecins pour remplacer, et, d'autre part, les heures récupérables sont bien inférieures aux heures passées à travailler la nuit. Combien d'internes, de réanimateurs arrivent à l'hôpital à 8 heures le matin pour n'en ressortir qu'à 20 heures le lendemain ! Quel corps de métier accepterait de telles conditions de travail ? On pourrait, en plus, citer des aberrations concernant les retraites et la couverture sociale.

Enlisement

Le secteur privé permettait à certains de compenser ces insuffisances statutaires. Sa suppression, bonne en soi, a toutefois mis à nu toutes les contradictions et insuffisances énumérées plus haut. Il convenait donc d'aller vite. Il convenait donc de rassurer les médecins, de garantir clairement leur avenir aux internes, de définir les rémunérations sur la base du travail réellement effectué, de démocratiser les modalités de recrutement afin de donner à chacun sa chance.

Une concertation a eu lieu l'an dernier au ministère de la santé qui avait abouti, en juillet 1982, à des propositions communes de la plupart des praticiens les plus jeunes. Elle avait suscité l'espoir de voir enfin la situation se débloquer. Pendant plus de six mois, on a laissé la situation s'enliser. De plus, l'absence de précision quant aux statuts des hospitalo-universitaires élaborés dans le secret et en dehors de toute concertation par le ministère de l'éducation nationale n'a fait qu'aviver les craintes et fondre les espoirs.

Aujourd'hui, les internes de C.H.U. et les chefs de clinique se mettent en grève. Ce profond mouvement de mécontentement est teinté d'amertume et traduit la désillusion de ceux qui espéraient la transformation progressiste de l'hôpital public. Que certains essaient de le récupérer politiquement est évident. Que les risques soient grands de voir ce mouvement de déception se retourner contre l'intérêt des médecins hospitaliers est indéniable.

Mais si la formulation des ultimatums adressés au gouvernement est contestable, les questions posées sont réelles et correspondent aux inquiétudes de chacun. Finalement, les médecins hospitaliers n'ont encore rien obtenu de concret, et s'ils mettent en doute ce que leur propose le directeur de cabinet du ministère de la santé, ce n'est pas par méfiance à son égard mais parce qu'ils ne savent pas si sa parole engage réellement le gouvernement.

Si l'on veut aujourd'hui éviter que ne s'amorce un mouvement de refus qui pourrait faire tache d'huile et conduire à une grève générale des praticiens hospitaliers, il faut d'urgence que soit affirmé, aux plus hauts niveaux de l'État, que la politique suivie sera celle que veulent les médecins qui ont participé à la concertation, que les moyens en seront donnés, que les internes et les assistants pourront travailler dans l'hôpital public. Cela suppose une volonté politique. Cela suppose de s'en donner les moyens et ne saurait être enfermé dans une enveloppe budgétaire définie comme constante avant même d'avoir étudié les incidences économiques, techniques et psychologiques d'une telle attitude.

(*) Hôpital Saint-Antoine, Paris ; président du Syndicat de la médecine hospitalière.

APRÈS PLUS DE MILLE DEUX CENTS CAS DÉPISTÉS DANS LE MONDE

L'agent responsable de l'épidémie de carence immunitaire n'a toujours pas été découvert

Depuis le mois de juin 1981, plus de mille deux cents cas d'AIDS (Acquired Immuno-Deficieny Syndrome) (1) ont été recensés, en majorité aux États-Unis. Trop vite baptisée « syndrome des homosexuels » et supposée d'origine toxique, cette nouvelle pathologie apparaît, aujourd'hui, de nature infectieuse, sans qu'on ait encore pu cependant identifier l'agent causal. Les données établies suscitent, à l'intérieur et au dehors de la communauté homosexuelle, de nouvelles inquiétudes. Il est notamment démontré que cette affection peut, dans certains cas, être transmise par les dérivés du sang. Ce dernier point pose d'importantes questions aux responsables de la santé publique.

AU début, ce fut brutal. Rapidement, cela prit la forme d'une épidémie mortelle d'infections et de cancers frappant de plein fouet la communauté homosexuelle masculine de la côte californienne, New-York ou Miami. Après quelques hésitations, les médecins ne purent dénommer le phénomène que de manière symptomatique, faute d'en connaître l'origine.

Le mal débute insidieusement avec l'apparition d'une fièvre, d'un amaigrissement, d'une fatigue tenace accompagnée de sueurs nocturnes et de diarrhées. Après une période de latence de quelques semaines ou de quelques mois, surviennent une série d'infections essentiellement pulmonaires dues à la présence et à la prolifération de germes (bactéries, virus ou parasites) dans les organismes aux résistances immunologiques très diminuées.

Une fois sur trois, l'ensemble se complique d'une forme grave d'affection cancéreuse, jusqu'à présent très rare dans les pays industrialisés, le sarcome de Kaposi, du nom de Moritz Kaposi, dermatologue autrichien qui, dans la seconde moitié du XIXe siècle, décrivit cette entité pathologolique fréquente dans certaines régions d'Afrique.

Selon les pronostics médicaux, deux malades sur trois décéderaient dans les deux années qui suivent l'apparition de la maladie.

De septembre 1981 à l'été 1982, on crut que l'AIDS ne pouvait toucher que les homosexuels masculins. L'analyse épidémiologique ne devait pourtant pas tarder à mettre en évidence un fait essentiel. Parmi les nouveaux malades tous ne sont pas homosexuels. Si la plupart sont bien des hommes, homosexuels ou hétérosexuels, ayant de nombreux partenaires, on a aussi identifié plusieurs sous-ensembles. On avait d'abord cru que les femmes et les enfants étaient épargnés. On sait, aujourd'hui, qu'ils peuvent aussi être atteints.

« Quelques fantasmes vécus »

A ce jour, plus de mille deux cents cas ont été identifiés dans quinze pays et pour la majeure partie dans trente-cinq États américains ; 75 % des personnes atteintes sont de jeunes homosexuels masculins, 13 % consomment des drogues par voie parentérale, 6 % sont des sujets haïtiens ayant émigré aux États-Unis. Pour le reste, il s'agit de femmes se livrant à la prostitution et de malades hémophiles ou recevant des produits dérivés du sang.

La mise en évidence de cet étonnant ensemble « à risque » a profondément modifié les idées et les recherches sur l'AIDS. On a, en particulier, abandonné progressivement les multiples hypothèses qui avaient fleuri au début du phénomène, conséquences d'un manque de données suffisantes, mais aussi, pour une part, révélateur, pour reprendre les termes d'un médecin français, « *de quelques fantasmes vécus par certains scientifiques* ».

Dès le départ, en effet, on avait imaginé que l'agent responsable était constitué par les drogues de divertissement utilisées par les homosexuels masculins. Les conclusions ne furent pas probantes. C'est dans la même impasse que devaient tour à tour se trouver les scientifiques proposant des hypothèses étiologiques, comme le surmenage sexuel ou le rôle immuno-suppresseur du sperme passé dans la circulation sanguine d'un partenaire.

Aujourd'hui, la plupart des recherches portent sur l'identification d'un agent pathogène, vraisemblablement de nature virale. Rien pourtant ne permet encore de conclure.

Les progrès portent essentiellement sur la description des perturbations du système immunologique et sur la démonstration du caractère transmissible de l'affection.

Un risque de dissémination

A cet égard, il est démontré que la contagion peut se faire par les transfusions de sang ou de produits dérivés du sang. Ce point pose une difficile question aux responsables de la santé publique. Comment éliminer les produits « à risque », alors même qu'on ne connaît pas l'origine de ce risque ?

La situation se complique, aux Etats-Unis, du fait que le vaccin contre l'hépatite virale du type B est fabriqué par la firme Merck Sharp and Dohme à partir de sérums sanguins, dont une partie ont été prélevés chez des homosexuels masculins. N'y a-t-il pas là un risque majeur de dissémination de l'AIDS ? Un travail rétrospectif a été mis en œuvre il y a peu (2). Si quelques cas d'AIDS ont bien été dépistés aux Etats-Unis chez des personnes ayant été vaccinées auparavant contre l'hépatite B, il ne semble pas en l'état actuel des données que l'on puisse établir là une relation de cause à effet.

Les dimensions prises par l'AIDS ont profondément bouleversé la communauté homosexuelle américaine — bien qu'elle ne soit pas la seule à en être affectée. Une émotion que n'atténueront pas les récentes recommandations officielles d'éviter les contacts sexuels avec les sujets atteints ou « à risque » et de renoncer aux dons de sang de sujets homosexuels.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les deux traductions françaises de l'AIDS sont syndrome immuno-déficitaire (S.I.D.A.) et syndrome de carence immunitaire T épidémique (C.I.T.E. Syndrome). L'Association française des médecins gay (45, rue Sedaine, 75011 Paris. Tél. 805-81-71) consacrait les 19 et 20 mars son colloque national à ce syndrome et à l'hépatite virale B.

(2) *Journal of American Medical Association* (JAMA), daté du 11 février 1983.

Le calvaire de Nadine

DEPUIS deux ans, Nadine Gilet — aujourd'hui âgée de douze ans — vit un véritable calvaire. Grabataire, totalement paralysée depuis une intervention chirurgicale pour appendicectomie, Nadine est soignée par sa mère dans la maison familiale, une ferme située sur la commune d'Erbray (Loire-Atlantique).

Tout commence le 16 mars 1981 lorsque Mme Gilet conduit Nadine à l'hôpital voisin de Châteaubriant. L'intervention est réalisée le lendemain dans la matinée. Que se passe-t-il exactement ? Les parents ne le savent toujours pas. On leur parle d'incident, de « *problèmes de réveil* ». On refuse d'en dire plus. Puis, vers 18 heures, on explique à M. Gilet qu'il faut envoyer Nadine vers un autre hôpital. Comateuse, non intubée, elle est transférée vers un service de réanimation du centre hospitalo-universitaire d'Angers, distant de 70 kilomètres. Elle y restera trois mois dont une partie de ce temps dans le coma, puis est admise dans un centre de rééducation proche du Mans. Le 8 juillet 1982, on la ramène au domicile familial.

A Angers, on a expliqué aux parents, au vu des résultats d'un examen scanographique que Nadine présenterait « *des séquelles à vie* ». La rééducation n'a été suivie de pratiquement aucune amélioration. Un comité de soutien s'est créé, présidé par le maire d'Erbray, qui a recueilli trois mille six cents signatures dont la majorité provienent de communes du Maine-et-Loire, d'où les parents sont originaires.

Lenteur de l'expertise

Depuis 1981, une action est engagée devant le tribunal administratif de Nantes. Celui-ci a désigné comme expert le professeur Guy Nicolas, médecin légiste, chef du service de cardiologie au C.H.U. de Nantes. Leur démarche restant apparemment sans suite, ils portaient plainte — il y a un an — pour coups et blessures involontaires, puis, désespérés, faisaient appel à la presse (*le Monde* daté 2-3 janvier 1983).

Le professeur Nicolas a remis il y a quelques jours son rapport d'expertise après y avoir été invité à de nombreuses reprises en 1981 et 1982 par les compagnies d'assurances. Une lenteur qui, selon lui, se justifiait : « *Il fallait attendre,* explique-t-il, *pour être certain qu'aucune amélioration n'était observée.* » Pourquoi l'expertise a-t-elle été faite sans examen de l'enfant ? « *Il ne s'agissait pas,* poursuit le professeur Nicolas, *d'apprécier l'importance des séquelles. L'enfant n'était pas, de plus, interrogeable.* » « *Au total,* résume-t-il, *il s'agit d'une histoire horriblement compliquée, comme la plupart des accidents liés à l'anesthésie.* » Il semble que, dans ses conclusions, le professeur Nicolas ne retienne aucune faute lors de l'intervention mais un trop long délai entre l'accident et le transfert vers Angers.

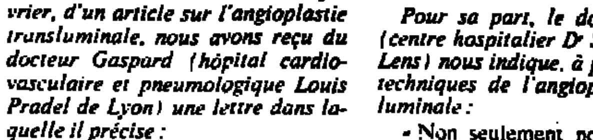
La lenteur de l'expertise est critiquée par la Société hospitalière d'assurances mutuelles, qui, dans une lettre adressée récemment au directeur de l'hôpital de Châteaubriant, expliquait : « *Si l'expert judiciaire avait normalement accompli sa mission, notre mutuelle serait fixée sur les causes de l'incident, donc sur l'existence éventuelle d'une responsabilité de vos services (...) le dossier est bloqué par la carence de l'expert.* »

Aujourd'hui, la situation financière de M. et Mme Gilet et de leurs quatre enfants devient difficile : cent voyages aller et retour à Angers, cent autres au Mans, des factures téléphoniques aux montants fort élevés ont progressivement déséquilibré leur budget. Ils ne savent plus quelle conduite adopter. M. R. Brochart, directeur de l'hôpital de Châteaubriant, vient de leur écrire : « *J'ai eu l'occasion de prendre connaissance de différents articles parus dans la presse nationale et locale relatifs à l'accident dont a été victime votre fille Nadine, le 17 mars 1981. A la lecture de ces articles, il me semble qu'un malentendu se soit instauré et que vous n'ayez pas été suffisamment informés des procédures et de l'état actuel du dossier.* » Ils ont refusé la proposition qui leur était faite dans cette lettre d'une « *rencontre avec les personnes de votre choix aux dates et heures qui vous conviennent, afin d'envisager les démarches qu'il convient maintenant d'entreprendre* ».

M. Gilet n'a pas oublié que M. Brochart, dans les jours qui ont suivi l'accident, lui a fait devant témoin une proposition financière — d'un montant de 10 000 F — ce que le directeur de l'hôpital dément.

Et Nadine ? Elle repose immobile, les mains recroquevillées. Une image sainte est épinglée sur le mur de la chambre. Un téléphone a été installé dont elle ne peut se servir. Trachéotomisée, elle ne peut parler et est alimentée par un système injectant la nourriture au travers de l'abdomen directement dans l'estomac. On lui parle comme à un bébé. Souffre-t-elle ? « *On a parfois l'impression,* dit son père, *qu'elle essaie de pleurer.* »

Les yeux grands ouverts, elle dévisage, apeurée, le nouveau venu. « *Ne craint rien, Nadine,* rassure la mère, *le monsieur ne te fera pas de mal, ce n'est pas un docteur !* » J.-Y. N.



CORRESPONDANCE

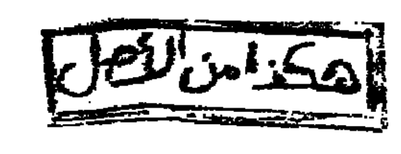
Ballonnets gonflables et artères

Après la publication, dans « le Monde de la médecine » du 2 février, d'un article sur l'angioplastie transluminale, nous avons reçu du docteur Gaspard (hôpital cardio-vasculaire et pneumologique Louis Pradel de Lyon) une lettre dans laquelle il précise :

« Il faut souligner qu'actuellement cet acte thérapeutique n'est pas encore répertorié et que, parmi les dix équipes pratiquant en France ce traitement, il nous est souvent très difficile d'acheter des sondes à ballonnets. »

Pour sa part, le docteur Cécile (centre hospitalier Dr Schaffner, de Lens) nous indique, à propos de ces techniques de l'angioplastie transluminale :

« Non seulement nous les pratiquons dans mon service, mais je pense avoir été le premier en France à le faire. De plus, notre statistique (plus de 250 cas) est probablement l'une des plus importantes de notre pays. »



Les incidents de Vénissieux ne remettent pas en cause la politique de prévention

déclare le préfet de police du Rhône

Après les incidents qui ont éclaté, lundi 21 mars, la cité des Minguettes, à Vénissieux, le préfet de police du Rhône, M. Bernard Grasset, a déclaré que ces incidents ne devaient, en aucun cas, *« remettre en cause une politique de prévention qui commence à porter ses fruits »*. Pour M. Grasset, il convient de ne pas *« ressortir les matraques »*.

Des affrontements avaient mis aux prises lundi matin trois cents jeunes gens environ, pour la plupart d'origine maghrébine, et des policiers venus perquisitionner dans une des tours de la cité. Au cours de ces incidents, des pierres et des grenades lacrymogènes ont été échangées. Il y a eu une quinzaine de blessés, mais pas d'interpellation. Cette volonté d'apaisement s'est traduite, lundi matin, par le fait que les C.R.S. appelés en renfort ne sont pas intervenus.

Ces affrontements rappellent que l'agglomération lyonnaise est malade de ses banlieues. La tour Monmousseau, où la police perquisitionnait est une des quatre tours de ce quartier dont la destruction a été décidée en raison de leur dégradation et de l'entassement de leurs habitants. Le quartier des Minguettes a été le théâtre, ces dernières années, de nombreux incidents. L'été dernier, une opération de prévention y a été menée. Cette opération a connu un certain succès, puisque, contrairement aux étés « chauds » des années précédentes, le quartier a été calme.

« Certains logements servent de repaires à de véritables bandits »

affirme M. Marcel Houël

De notre correspondant régional

Lyon. – Vénissieux, *lundi matin.* Le décor : la tour nº 10 du quartier Monmousseau, une tour désertée par ses habitants – quarante-deux logements sont vides, dix-huit occupés – en attendant la réhabilitation. Le début des accrochages qui ont éclaté sur l'immense parc de stationnement voisin de la tour se situent vers 9 h 30. Mais certains jeunes affirment que *« dès 6 h 30, des policiers ont voulu pénétrer dans le local des jeunes »*. Cette contradiction n'est pas la seule.

M. Bernard Grasset, préfet de police du Rhône, présent sur les lieux – et blessé au cuir chevelu puis au menton par jets de pierres, – nous a indiqué : *« Les policiers sont intervenus dans le cadre d'une enquête sur le vol d'une moto. Ils ont voulu procéder à des interrogatoires et à des perquisitions. C'est ainsi qu'ils ont récupéré des fourrures volées quelques jours auparavant à Chambéry. Mais les policiers ont été accueillis par des jets de pierres et des cocktails Molotov. »*

Des jeunes rencontrés dans l'après-midi, après les incidents, racontent : *« C'est eux* [les policiers] *qui ont commencé ; il y a eu des disputes puis ils ont frappé des mères de famille ; il y avait plein d'enfants avec les yeux tout rouges à cause des grenades lacrymogènes. de toute façon, « ils » n'ont rien trouvé de bien intéressant : une vieille fourrure toute pourrie et des roues de voiture avec des pneus crevés. »*

Quant aux circonstances dans lesquelles les jeunes ont envoyé des pierres sur les forces de l'ordre, l'un d'eux explique : *« Quand il y a un nuage de lacrymogène, tu prends une piere, tu la jettes et tu espères que cela leur retombera sur la figure. »*

C'est vers 11 heures que les affrontements ont pris de l'ampleur, au moment où les policiers, qui étaient à l'intérieur du bâtiment, sont sortis sous un déluge de pierres et de bouteilles. Au total, dix policiers blessés ainsi qu'un journaliste du *Progrès* de Lyon, M. Raphaël Dahan, blessé au visage par un projectile qui a détruit le pare-brise de son véhicule. Beaucoup de voitures particulières ainsi que des fourgons de police ont été atteints.

Du côté des habitants des Minguettes, aucun bilan du nombre des blessés n'a été établi. Nous en avons rencontré un, le cuir chevelu largement entaillé. Selon le témoignage de Mme Annie Campos, éducatrice de prévention, présente pendant les bagarres, les trois quarts des habitants sont restés « passifs ». Parmi eux se trouvaient effectivement beaucoup de mères de famille et d'enfants, puisque ce lundi les collèges du secteur n'accueillaient pas d'élèves en raison des discussions sur la réforme Legrand.

Mme Campos analyse cette nouvelle flambée de violences, la première qui prend des formes aussi spactaculaires depuis le fameux été chaud de 1981, en ces termes : *« Il y a une montée de la violence, mais extérieure aux jeunes de ce quartier, qui se sentent rejetés et agressés par la police. »* Enfin, elle conteste la présentation des faits : *« Il n'y a eu qu'un seul cocktail Molotov. »* Comme certains jeunes, elle affirme même avoir vu des policiers jeter des pierres à partir du quinzième étage de la tour. Aucune interpellation n'a eu lieu dans le feu de l'action, mais les policiers ont pris de nombreuses photographies.

Les réactions des syndicats de policiers sont tout aussi vives. Le bureau régional du Syndicat indépendant de la police nationale (droite) affirme : *« Le manque de volonté politique demeure ; les incidents graves de ce jour auront à coup sûr une suite et une amplification. »* Pour le Syndicat national des policiers en tenue (affilié à la Fédération autonome) : *« Le policier ne doit pas être la cible privilégiée d'une bande de marginaux à forte composante d'immigrés. »*

Même ton, très dur, de la part de M. Marcel Houël, le maire communiste de Vénissieux : *« Ces faits sont intolérables, et nous ne les supporterons pas. Les appartements vides des tours Monmousseau et Démocratie sont devenus des lieux de recel, tandis que certains logements servent de repaires, non plus à des délinquants, mais à de véritables bandits. »* Le maire a également lancé un appel aux mass media pour *« ne pas grossir plus qu'il ne faut ces incidents, afin d'apaiser les passions »*, avant de dénoncer *« certains individus bien connus de nous* [la municipalité], *qui, au lieu de chercher à être des éléments modérateurs, attisent le feu, incitent à la haine et tentent de dresser contre les élus la communauté maghrébine »*.

CLAUDE RÉGENT.

La colère des amis d'Ahmed

De notre correspondant régional

Bron. – Lundi 21 mars, 18 heures, après les incidents du matin aux Minguettes. Dans une petite salle de Bron, plusieurs centaines de personnes, jeunes pour la plupart, se sont rassemblées pour protester contre la mise en liberté du meurtrier d'Ahmed Boutelja, un Algérien de vingt-cinq ans, tué le 28 septembre 1982 par M. Jean-Claude Lopez. Celui-ci est libre depuis une semaine. Au moment des faits provoqués par une querelle entre adolescents, il y avait eu déjà quelques remous chez les mêmes immigrés (*le Monde* daté 10-11 octobre 1982).

La libération de M. Lopez a provoqué une très vive émotion dans la communauté des jeunes de la deuxième génération immigrée. *« Il a tiré dans le dos sur des gens désarmés. Ce n'est pas de la légitime défense. »* Les témoignages sont nombreux. La colère monte. *« Si tout le monde faisait pareil... On tire, on fait cinq mois de prison et on sort... »*

Pour les plus engagés, certaines comparaisons s'imposent : *« C'est comme ça depuis la mort de Kader, à Vitry* (1). *C'est une provocation, après l'attentat de Marseille* (2), *et en tout cas une caution, un encouragement pour tous les possesseurs, comme Lopez, de carabines 22 long riffle. Plus personne ne peut les arrêter. »*

La chambre d'accusation de Lyon a motivé sa décision de libération, le 15 mars dernier, par le fait que *« les renseignements pris sur l'inculpé sont excellents et qu'il offre toutes garanties de représentation en justice »*. Cette conclusion suscite à Bron deux sortes de commentaires : *« Il est inadmissible de parler de la moralité d'un meurtrier auteur d'un véritable mitraillage. »* (Une autre personne avait été blessée.) Mais surtout : *« On sait comment ça se passe au moment du jugement ; on lui collera la peine qui correspondra juste à celle qu'il a effectuée. »*

D'autres questions sont posées : *« Imaginez-vous que ce soit un Arabe qui ait tiré ? Serait-il dehors si vite ? »* D'autres informations avancées : *« L'été 1983 sera très chaud si ça continue. Les meurtriers sont dehors, alors que des jeunes pourrissent en prison pour des vols de motocyclette. Et puis on en a marre du contrôle social, des gens qui interviennent à notre place. »*

Les jeunes se reverront *« pour une action plus offensive, qui attirera peut-être l'intérêt de la presse »*. – C. R.

(1) Le 16 février 1980, M. Michel Bellet, gardien de la cité Jean-Couzy à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), tuait d'une balle dans la tête Abdelkader Lairèche, un jeune Algérien de quinze ans. M. Bellet a été condamné le 27 octobre 1981 par les assises du Val-de-Marne à cinq ans d'emprisonnement avec sursis.

(2) Le 13 mars 1983, l'explosion d'un colis piégé dans un terrain du quartier de la Cayolle, à Marseille, a provoqué la mort d'un enfant d'origine gitane âgé de onze ans.

CARNET

Décès

– Nous apprenons le décès de

Raymond BARBAS,
président honoraire de Jean-Patou.

[M. Raymond Barbas avait collaboré avec Jean Patou, son beau-frère, dès la création de la maison en 1919, et lui a succédé en 1936. Il s'est particulièrement illustré dans le domaine des parfums, créés à partir de 1925 avec un succès mondial, notamment d'« Amour, amour » et « Joy ». Ancien président de la chambre syndicale de la couture parisienne, il a pressenti le développement du prêt-à-porter au lendemain de la guerre. Il a pris sa retraite en 1980 ; son petit-fils, Jean de Mouy, lui succède.]

– *On nous prie d'annoncer le décès* de

M. Lucien BERCHE,

survenu à Belfort, le 14 mars 1983, à soixante-neuf ans.

14, rue du Lieutenant-Martin,
90000 Belfort.

– Mme S. Ash-Chastel,
M. Alain Mallet et Mélanie,
M. et Mme Didier Heidet,
Caroline et Charles,
ses sœurs, belle-sœur, neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie CHASTEL,

survenu le 20 mars 1983, à Saint-Cloud, dans sa quatre-vingt-cinquième année

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire part.

30, rue des Tennerolles,
92210 Saint-Cloud.

– M. et Mme Gilbert Darmon,
M. et Mme Michel Darmon,
Mlle Françoise Darmon,
Mme Sylvie Darmon et son fils David,
Danielle, Claire et Pierre Darmon,
Mme Robert Weill,
Mme Paulette Tardivot,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès survenu le 21 mars 1983, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

Mme Joseph DARMON,
née Renée Kahn,
professeur honoraire.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, au cimetière israélite de Versailles.

10, boulevard de Lesseps,
78000 Versailles.

– Mme Delanoue Marianne, son épouse,
Jeanne, sa sœur,
Danièle et Jean, ses enfants,
Véronique et Yves, ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul DELANOUE,
retraité de l'enseignement,
président
de la *Fédération internationale*
des syndicats de l'enseignement,
président de l'Association nationale
des anciens combattants et résistants,
section d'Indre-et-Loire,

et prient d'assister à ses obsèques, jeudi 24 mars, à 14 h 30, au cimetière La Salle, de Tours.

Rassemblement porte nord.

La famille souhaite, plutôt que fleurs et couronnes, des dons au profit de la recherche médicale cardiologie-cancer.

4, rue Laplace, 37000 Tours.

– Bayonne.
La marquise de Coux,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri-Gabriel Bel,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jacques Delmas,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Edouard Harriague,
leurs enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Henri Lesca,
leurs enfants et petits-enfants,
Sœur Denise Delmas, de la congrégation des Sœurs missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique,
M. et Mme Bernard Delmas et leurs enfants,
Le docteur et Mme Alfred Tachoires,
son frère et sa belle-sœur,
Mme Louis Inchauspé,
sa sœur,
Ses neveux, nièces, parents et alliés,
ont la douleur de faire part de la mort de

Mme André DELMAS,
née Marie-Amélie Tachoires,

pieusement décédée dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques ont lieu le mardi 22 mars, à 16 h 15, en la cathédrale de Bayonne.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Maurice FISCHER,

survenu le 14 mars 1983, à Moret-sur-Loing.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Priez pour lui.

– Montpellier. Limoges.
M. et Mme Jean-Marie Forest,
M. et Mme Jacques Forest,
M. et Mme Bernard Forest,
M. et Mme Jacques Maury,
M. et Mme Xavier Forest,
M. Hervé Forest, docteur en philosophie,
Mme Hervé Forest et Morgane,
M. et Mme Jérôme Forest,
Amandine et Mahé,
Mlles Pascale et Adrienne Forest,
M. et Mme Christian Maury,
Jérôme, Cyril, Carine,
Mlle Anne, Thomas et Agathe Forest,
M. et Mme Philippe Melor,
Stéphane et Sophie,
M. et Mme Vincent Dubois,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles Forest, Clavaud, Letondu, Murguet, Carriat, Relier, Laval, Bourbon et Bontemps,
ont la douleur de faire part de la mort de

M. Aimé FOREST,
professeur honoraire
à l'université de Montpellier,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
correspondant de l'Institut,
membre des académies
de Montpellier, de Bologne
et de Messine,

pieusement décédé dans sa quatre-vingt-sixième année, à Limoges, le 20 mars 1983.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 22 mars 1983, en l'église d'Oradour-sur-Glane, à 11 heures.

19, cours Jourdan,
87000 Limoges.

– M. et Mme Michel Gaudet,
leurs enfants et petits-enfants,
Le professeur et Mme Jean Marchal,
leurs enfants et petits-enfants,
ont *la* douleur de faire part du décès de

Mme Béatrix MARCHAL,
née Milon,

veuve du professeur André Marchal,

survenu à Paris, le 19 mars 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 mars, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, sa paroisse, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Cachan (Val-de-Marne).

8, place du Général-Catroux,
75017 Paris,
9, villa Davoust,
92600 Asnières.

– Mme Jérôme Mital,
M. et Mme Gérard Balaÿ et leurs enfants,
M. et Mme Edouard Mital
et Mlle Olivia Mital,
M. et Mme Gérard Mital et leurs enfants,
ont le profond chagrin de faire part du retour à Dieu de

Mme Edouard MITAL,
née Anne Denis,

survenu à Lyon le 20 mars 1983 dans sa quatre-vingt-quinzième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse, en l'église Saint-Joseph, et l'inhumation au cimetière de la *Croix-Rousse se sont déroulées* dans la plus stricte intimité le 22 mars 1983.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, boulevard des Belges,
69006 Lyon.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Louise PÉRICHON,

survenu le 15 mars 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu le 17 mars, à Périgueux, dans l'intimité familiale.

Pierre Moreaud,
78, avenue Mozart,
75016 Paris.

– Roger Puybouffat,
son époux,
Rose et Claude,
ses filles,
Joël Merrien et
Jean-Paul Briand,
ses gendres,
Lise, Marianne et Claire Merrien,
Nadège Briand,
ses petites-filles,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
L'Association française des Bessarabiens,
L'Amicale des vétérans du parti communiste français,
Les communistes du 12e arrondissement de Paris,
La Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes, comité de Paris,
L'Amicale Châteaubriant-Voves,
L'Amicale des déportés et familles de Mauthausen-Loibl-Pass,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Roger PUYBOUFFAT,
née Udès-Adèle Gvilman,
internée de la Résistance,
croix des combattants volontaires
de la Résistance,

survenu le 16 mars 1983, à Paris-12e, dans sa soixante-dix-septième année.

La levée de corps à l'amphithéâtre de *l'hôpital Rothschild,* 13, *rue* Santerre, à Paris-12e, se fera le jeudi 24 mars 1983, à *10 h 30.*

L'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, à Paris-20e, aura lieu à 10 h 45.

17, rue Louis-Braille, 75012 Paris.
1, rue Vidal-de-la-Blache,
75020 Paris.
28, rue Jules-Ferry,
91470 Limours-en-Hurepoix.

– Mme Jean Richard, son épouse,
M. et Mme Ernest Richard
et leurs enfants,
Mme Guy Kuassigan et ses enfants,
Mme Claudine Richard,

Mme Alexandre Ka, sa sœur.
Les familles parentes, alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean RICHARD,
instituteur en retraite,
officier de l'ordre national du Mali,

survenu en son domicile, à Bamako, le 5 mars 1983, dans sa soixante-treizième année.

B.P. 604 Bamako,
République du Mali.

Anniversaires

– Il y a un an, le 24 mars 1982, mourait

Paul DURAND-SOUFFLAND.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

– A l'occasion du vingt-deuxième anniversaire du décès de

Mme DEBU-BRIDEL,
née Marie-Adélaïde Pluzanski,

une messe sera *célébrée le mercredi* 23 mars 1983, à 18 heures, en l'église de Saint-Gervais.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), *mercredi 23 mars,* à 10 heures, salle 304, au centre Panthéon, M. A. Essoussi : « Essai d'analyse sur l'évolution des finances publiques dans les pays maghrébins depuis l'indépendance (Algérie, Maroc, Tunisie).



Le Monde

culture

MUSIQUE

RAVI SHANKAR A LA SALLE FAVART

Court, trop court...

Gandhi, la biographie de l'apôtre de la non-violence filmée par Richard Attenborough sort sur les écrans, demain mercredi 23 mars. Ce même mercredi Ravi Shankar donnera à Paris le dernier des concerts de son actuelle tournée en France. A la salle Favart, où il a joué lundi, une heure seulement. « *Court*, selon lui, *trop court, à peine le temps d'un raga* ».

Shankar assis en tailleur sur un tapis, Shankar s'envolant d'improvisations en broderies, tout en échangeant au gré des rythmes, des couleurs et des atmosphères microscopiques des sourires complices, et des hochements de tête avec Alla Rakha, son joueur de tabla, magicien de la percussion — une timbale pour le grave, une pour l'aigu. Shankar et son sitâr mythique — six cordes jouées et treize « sympathiques » pour la résonance ; tandis que derrière lui, à leur tampoura, fileuses longanimes, deux jeunes femmes en sari maintiennent la note.

Tout a été dit de cet apôtre de la musique indienne, depuis 1956 et ses premières balades dans le monde occidental. Il y en eut même pour murmurer « vedette » s'il se produisait avec Yehudi Menuhin, ou pour crier sacrilège quand dans les années 60 il accepta d'être le maître de Georges Harrisson, l'un des Beathles.

« *C'était bien de le faire*, dit-il aujourd'hui, *même si cela a eu des inconvients. J'ai dû souvent prier les jeunes filles de ne pas fumer, en m'écoutant. Il m'est même arrivé de quitter des salles : c'était le temps où l'on mélangeait superficiellement rock, musique indienne et drogue. La plupart ont compris. Les autres ne viennent plus. Il m'arrive maintenant, en jouant à l'Ouest, de me croire à Bombay, de sentir un public respectueux, qui comprend.* » Après vingt-six ans, « *ce qui serait sacrilège*, dit-il, *ce serait de jouer du jazz sur mon sitâr* ». Shankar partage en deux son art : interprète, il ne s'écarte pas de l'orthodoxie classique : compositeur, il joue au contraire avec toutes les formes de la musique. Puisant dans les ressources du Japon aussi bien que dans l'électro-acoustique.

C'est lui qui a écrit la musique du film *Gandhi*, tout comme il avait, naguère, illustré ceux de Satyajit Ray. Ici, il a repris le thème d'un raga dédié au Mahâtma en 1948. Sur les images, il émet quelques réserves : « *Des tas d'omissions*, selon lui ; *ce sont des images pour qui connaît l'histoire ; les personnages Indiens sont un peu faibles. Mais qu'importe. Il y avait un propos à remplir, il y avait à faire connaître Gandhi, son amour de la paix* ».

MATHILDE LA BARDONNIE.

MIGUEL-ANGEL ESTRELLA

Dans les villages de Lozère

Comme il le faisait naguère dans les contrées indiennes de son pays, le grand pianiste argentin Miguel-Angel Estrella va passer trois jours, à la fin de mars avec les paysans dans de petits villages de Lozère, à l'invitation du Festival méditerranéen, qui a entrepris dans cette région très déshéritée au point de vue musical une action d'animation très fructueuse. Rien de guindé, rien d'officiel dans ces rencontres : le matin et l'après-midi, les artistes jouent dans les écoles, les foyers de troisième âge ou de handicapés, et le soir tout le village est réuni pour une veillée musicale, où souvent les musiciens locaux apportent leurs instruments traditionnels.

L'accueil a été si enthousiaste que cette année neuf « semaines lozériennes » ont été organisées, pour une quarantaine de petites communes, avec l'appui des collectivités locales et de certains mécènes. Une animation semblable est en préparation dans l'arrière-pays catalan des Pyrénées orientales. — J. L.

★ **Renseignements : Festival méditerranée, B.P. 4, 13129-Salin-de-Giraud, tél. (42) 86-82-14).**

CONCOURS MAURICE-VIEUX

La vocation de l'alto

L'alto paraît toujours un instrument sacrifié. On a dit qu'il était réservé aux mauvais violonistes, comme l'orgue aux mauvais pianistes, boutade stupide, particulièrement dans la musique de chambre : Jean-Sébastien Bach ne tenait-il pas les parties d'alto pour être le cœur, à « l'âme » de la musique ? Que l'alto puisse être un instrument de vocation, rien ne l'a mieux prouvé que le premier concours international organisé à Paris par l'Association des professeurs et amis de l'alto, et dédié à Maurice Vieux qui fut, entre autres, membre du quatuor Calvet dans toute sa gloire.

La lauréate d'Allemagne fédérale, Tabéa Zimmermann, adolescente au visage profond et naïf, n'a que seize ans et demi et elle joue avec une fluidité, une poésie, une technique que n'importe quel violoniste lui envierait, alliées à une autorité flamboyante et à un sens subtil de la musique. Autre sujet de valeur, le Roumain Marius Nichiteanu (deuxième prix), garçon solide et volontaire, dont le jeu brillant et coloré n'atténue pas la sensibilité.

Deux Français figurent justement aux places d'honneur : Pascal Cocheril et Pascal Robault (troisième et quatrième prix), aux exécutions franches, à la technique sans failles.

Le concours d'un niveau très élevé, qui rassemblait trente-trois concurrents dont dix-neuf Français, donne d'excellents espoirs ; il sera sans doute repris en 1986, grâce à la générosité de ces professeurs amoureusement attachés à leur instrument.

J. L.

■ **La ville de Rennes organise, le 3 juillet 1983, un concours international d'orgue. Les inscriptions doivent parvenir avant le 15 avril. Rens. : Direction du développement culturel, 82, rue de Paris, 35000 Rennes. Tél. : (99) 36-48-48 (poste 623 ou 618).**

● ***La chanson* intitulée *Vivre*, du compositeur-interprète Guy Bonnet, représentera la France au concours de l'Eurovision 1983, le 23 avril à Munich. Elle a été plébiscitée, dimanche soir 21 mars, par les téléspectateurs d'Antenne 2, parmi quatorze titres.**

THÉATRE

« LA DÉDICACE », à l'Athénée

Une solitude très affairée

Richard s'éveille dans son studio. Seul : sa compagne Hannah l'a quitté.

La Dédicace, pièce de théâtre adaptée et mise en scène par Yvon Chaix, d'après une nouvelle de Botho Strauss, nous permet de suivre de notre fauteuil les activités de Richard : il boit de l'eau minérale qu'il prend dans le réfrigérateur, il place une cassette dans le magnéto, il passe une veste, il décapsule un pot (en verre) de yaourt, il monte sur la lunette de la cuvette hygiénique pour réparer avec une pince une fuite de la chasse d'eau. Arrêtons l'énumération, Richard est très actif, comme si la solitude lui donnait, enfin, du pain sur la planche.

S'accordant une très courte pause, Richard voit passer, dans sa chambre, Nathalie, la fiancée du prince de Hombourg (elle a le visage de Hannah, la compagne qui est partie). Mais Kléber se ressaisit : il lace ses lacets de chaussures, il change la cassette du magnétophone, il allume et éteint le poste de télévision, il..., il... Et, à deux reprises, un inconnu entre lui dire deux mots.

L'étonnant, c'est que *la Dédicace*, pièce très dans le vent, très mode, n'est pas ennuyeuse une seconde. Se laisse regarder et entendre avec plaisir. Cela tient au savoir-faire, au travail soigné, au charme, de cette compagnie de Grenoble (le Théâtre de la Potence) : Frédéric Biaudet a fait un décor très beau, et drôle, Jacques Berne a concocté une excellente bande-son, et les trois acteurs, Patrick Zimmermann (Richard), Elena Pastore (Hannah), et peut-être surtout Yvon Chaix (le visiteur) sont dégourdis, gais, précis, intelligents.

MICHEL COURNOT.

★ Athénée, mardi et mercredi, 19 heures ; jeudi à samedi, 21 heures.

★ C'est à l'Atelier, place Charles-Dullin, Paris-18e, qu'est joué l'excellent *Chant du cygne*, de Tchekhov, mis en scène par Claude Merlin, et non à l'Athénée comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire dans le surtitre d'un article de Michel Cournot (*le Monde* du 22 mars). *Le Chant du cygne* est joué jusqu'au 26 mars.

« OTHELLO », à Rennes

Tragique vaudeville

Voir le spectacle actuellement présenté au Centre dramatique national de Bretagne est un gaspillage de temps et d'énergie. Sujet : *Othello*, la pièce de Shakespeare, mise en scène par Dominique Quehec. Le décor est de fausses boiseries à caissons et faux marbre veiné, les effets de perspectives ne tombant juste en aucun cas. Le lit funeste des époux maudits rappelle ces publicités pour matelas escamotable à encastrer dans votre cloison pour disposer de plus d'espace durant la journée. Passons sur les tissus choisis pour les costumes : si la robe de chambre du père de Desdémone avait été achetée toute faite dans une grande surface pratiquant des remises sur les douillettes, elle aurait au moins été taillée correctement.

Si le mari de Desdémone (Marie-Catherine Conti) avait été joué par un comédien plus crédible que Tola Koukoui, qui est certes noir mais trop jeune, trop sage, trop appliqué... Si les mobiles de la jalousie de Iago avaien été un peu analysés... Si le ton général de cette production, scandée par les « choix musicaux » (sic) de Jean Garrec, n'était pas celui d'un vaudeville à faire pleurer Margot sur le thème mélodramatique du cocu éternel... Il y aurait tant de « si » ! Mais passée la colère, on préfère rire également de complaisances faciles de la nouvelle traduction, établie par Jean Paris. Le pire est que ce ratage intégral, nocif pour le théâtre, pour l'idée que l'on se fait du théâtre va être montré abondamment. Une tournée est prévue. Pas moins de seize villes vont y avoir droit. Là est le tragique.

M. L. B.

★ Théâtre de la Parcheminerie, Rennes, 20 h 30, jusqu'au 9 avril.

■ ***Le quatrième Festival du café-théâtre* aura lieu cette année du 15 au 23 avril à Conflans-Sainte-Honorine. Rens. : Les Terrasses, avenue du Pont, 78700 Conflans-Sainte-Honorine. Tél. : (3) 919-20-09 ou (3) 972-57-19.**

CINÉMA

« HYSTERICAL » de Chris Bearde

Laborieuse parodie

Les Hudson Brothers, Bill, Mark et Brett, font, paraît-il, rire tous les Etats Unis, avec leurs spectacles à la télévision. Ils ont écrit le scénario de *Hysterical*, parodie de films fantastiques américains, à laquelle ils semblent avoir voulu donner le délire de *Hellzapoppin*. Ils sont plutôt jeunes, ils ont de bonnes têtes d'Américains moyens et ne rappellent en rien, dans leurs pitreries, les Marx Brothers, la bande à Mel Brooks ou les Monty Python. Bill joue le rôle d'un romancier qui vient chercher une nouvelle inspiration dans un phare à louer, en Orégon.

Pas de veine (mais le spectateur le sait avant lui) : le phare est hanté depuis cent ans. Mark et Brett arrivent en détectives folingues de choc pour protéger Bill des maléfices et apparitions qui lui rendent la vie impossible. Le réalisateur ne s'est pas fatigué pour la mise en scène. Il a mis bout à bout des scènes laborieusement burlesques, où l'on peut reconnaître des citations de films de Spielberg, de *l'Exorciste*, de *la Nuit des morts-vivants*, de *Poltergeist*, etc. Un fou à bicyclette rivalise de cabotinage avec les Hudson Brothers.

Pour ce genre de dérision, il faut de l'imagination et beaucoup de talent comique : tout ce qui manque ici.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Reprise de « LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND » de Tony Richardson

Ce fleuron du *free cinema* anglais (qui s'éveilla à la fin des années 50 et se mit à raconter la réalité) est plutôt mal bâti. Alan Sillitoe a eu beau adapter lui-même son texte, il n'a pas été récompensé par une mise en scène approximative, incapable, par exemple, de faire coller dans le paysage la fameuse solitude du coureur de fond, à force de découper les corps à tort et à travers, et d'utiliser le plus plat des montages.

Pourtant, comme cela arrive parfois, c'est un bon film. L'histoire — la revanche d'un jeune délinquant sur la société qui prétend se servir de lui après l'avoir malmené — est si belle qu'elle avait simplement besoin qu'on la raconte. Tom Courtenay, dans le rôle principal, s'est laissé filmer comme s'il était réellement ce gosse qui n'a pas eu de chance mais garde intacts l'honnêteté et l'orgueil grâce auxquels il se forge une indestructible liberté intérieure.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les grandes reprises.

Lu

« LES CHEMINS DE LA VIE » de Joël de Rosnay

Le temps des réseaux

A échéances régulières, Joël de Rosnay publie dans le magazine *l'Expansion* des chroniques de sciences humaines. L'idée de les rassembler dans un livre apparaît, à sa lecture, très féconde. On discerne mieux le fil qui relie des observations portant sur notre société en mutation.

Le prix que l'auteur attache à la théorie des systèmes est connu depuis la publication de son ouvrage *le Macroscope*. Il convenait encore de passer à la pratique, à l'occasion d'événements d'actualité, d'exemples recueillis dans telle nouvelle démarche scientifique, etc. *Les Chemins de la vie* répondent précisément à ce dessein.

L'idée-force de l'auteur est qu'après la phase de conquête de l'espace terrestre, puis celle de la croissance industrielle, nous entrons dans une phase de « réticulation » de la société : il se crée, de proche en proche, des réseaux de plus en plus interconnectés, interdépendants, tandis que l'essor des communications conduit à des diversifications, des décentralisations, des différenciations du tissu social et à l'émergence de nouvelles valeurs.

Interdisciplinaire comme il se doit, Joël de Rosnay nous entraîne avec le même bonheur sur les pentes de la biologie, de l'informatique, de l'énergie, fait des propositions pour « vivre en s'autogérant », place des « balises sur la route » : Malthus, Darwin, Marx, Teilhard de Chardin, etc. Tourbillon sympathique d'où l'on s'évadera pour s'accrocher plus, peut-être, au chapitre où sont proposés « des chemins pour sortir de la crise ». Pas de recettes miracles, bien sûr, mais une insistance sur l'information, clé de l'innovation, la recherche, les relations université-industrie, la nécessité d'une société plus fluide, les trouvailles du Japon concernant la redistribution des pouvoirs.

Notre auteur a raison, à propos de ce dernier pays, d'y voir une « *coalition de concurrents... qui tire peut-être le secret de sa réussite de la mise en pratique des règles millénaires de la vraie politique : savoir accepter et gérer les conflits plutôt que de chercher à les éliminer par des solutions artificielles* ».

Quand le biologiste se fait économiste, son propos ne grince pas. Rien de surprenant. Entre les lois de la vie et celles de la société, on discerne de mieux en mieux les passerelles.

PIERRE DROUIN.

★ Editions du Seuil, 92 pages, 65 F.

EXPOSITIONS

ROUCHON, AU MUSÉE DE LA PUBLICITÉ

Le choc sans chic

Rouchon, vous connaissez ? Théoriquement, vous pourriez combler cette lacune tragique, en vous rendant au Musée de la publicité, puisque « Rouchon » est le titre de l'exposition qui y est actuellement présentée. Mais, à part la pancarte sévère au-dessus de l'entrée qui annonce impudiquement, volubilement « Rouchon », rien ici, pas un panneau, pas une étiquette, pas même une allusion ne permet de se faire une idée dudit et mystérieux Rouchon. Rouchon ? Connais pas.

Qui était-il, était-il seul, quand est-il né, quand est-il mort ? Était-il seulement imprimeur, comme le suggèrent les signatures des affiches, ou aussi dessinateur ? Et quel était, ou quels étaient le ou les procédés d'impression employés ? Toutes ces questions resteront sans réponse, à moins d'avoir 70 francs à consacrer au catalogue, singulièrement moins silencieux. Et ne vous avisez pas d'aller déranger la jeune et dynamique équipe — ils étaient trois ce samedi matin-là — qui gère le bureau de l'entrée. Ce n'est pas à elle de répondre aux questions : « *Si vous croyez qu'au Louvre les gardiens vous répondraient...* », répond lui-même l'un d'eux à un visiteur étonné. Et un autre, plongé dans une version grecque (ce qui est fort louable) de soupirer devant ce public encombrant. L'ancien Musée de l'affiche, devenu Musée de la publicité, soigne curieusement son image de marque.

Heureusement pour Rouchon, un public assez nombreux vient parcourir l'autre exposition, consacrée à la campagne de la R.A.T.P. : « Ticket-chic, ticket-choc ». Où l'on voit comment utiliser de la belle manière les bruns et jaunes des billets parisiens quand on est malin, imaginatif, doté d'un sens certain de la mode et de l'humour ainsi que d'un indéniable flair artistique. Quelques tranfuges du métro profitent de cette rame céleste pour s'en aller jeter un salutaire coup d'œil à Rouchon. Car pour ce qui est de l'art, du rire, de la mode et de l'imagination, Rouchon n'a, c'est le moins qu'on puisse dire, rien à envier aux publicitaires de la R.A.T.P. *Rouchon, dites-vous ?*

Allez, on vous dit tout. Grâce au catalogue. *Jean-Alexis Rouchon, né en 1794 et mort en 1878, imprimeur de papier peint, eut l'idée, vers le milieu du dix-neuvième siècle d'utiliser sa technique au service de l'affiche jusqu'alors vouée à la typographie, au noir, au blanc et aux petits formats. D'où la présence d'un joli fragment de papier peint. Prêté par les Arts décoratifs, son motif a d'ailleurs fait l'affaire pour une des affiches exposées.* Rouchon, c'est la couleur, et comme le souligne Alain Weill, conservateur du musée, c'est une « *révolution* » pour la population parisienne qui, à partir de 1840, découvre ces grands formats vivement colorés. Une couleur somptueuse, éclatante, chargée de matière, et qui se met au service de causes aussi nobles que les « *magasins de nouveautés* » (la confection), l'épicerie, les bains de Salins (Jura), les théâtres, ou l'eau d'Orezza « *minérale (Corse), ferrugineuse et carbonique* », sans oublier l'absinthe chinoise qui « *remplace avantageusement l'absinthe sans en avoir les inconvénients* ». La publicité, en bref, à laquelle il faut ajouter le talent d'artistes naïfs ou confirmés, anonymes sauf exception, et un merveilleux usage de la lettre et de la mise en pages.

Rouchon, c'est déjà le grand art de l'affiche, « à l'instar (...) de Chéret, Toulouse-Lautrec, Mucha, Steinlen ou Cappiello », écrit Charles Perusseaux, conservateur à la Bibliothèque nationale, qui a fait beaucoup pour tirer ces merveilles d'un dépôt légal salvateur, mais nécessairement oublieux.

L'intérêt plastique de l'exposition Rouchon est accru par son intérêt documentaire lui-même renforcé par deux ou trois photographies d'époque, où l'on aperçoit les affiches *in situ*. Ce sont, en effet, les mœurs, les passions, les objets, les bonnes et mauvaises habitudes d'un dix-neuvième siècle prolifique et commerçant, ses tics et ses manies, qui surgissent des placards du brave Jean-Alexis. Dans l'ordre sociologique, comme il convient de dire *aujourd'hui, on est, en particulier,* troublé par la présence de costumes d'ordinaires attachés au monde de la gravure, et qu'on a parfois du mal à imaginer appartenant déjà à l'univers de la publicité.

Il manque somme toute un zeste de pédagogie au Musée de la publicité qui, ne doit pas se cantonner dans un rôle de pionnier talentueux, inventif. Dans le cas présent, Rouchon et le Musée y auraient trouvé l'estime qu'ils méritent l'un et l'autre.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ « Rouchon, pionnier de l'affiche illustrée ».

★ Exposition réalisée avec les collections de la Bibliothèque nationale. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, 75010 Paris. Jusqu'au 6 juin.

★ « Ticket-chic, ticket-choc », jusqu'au 30 avril.

ARTS

Magritte faussaire ?

Le surréaliste belge Marcel Mariën, qui était un grand ami du peintre René Magritte, vient de publier un livre, *le Radeau de la mémoire*, qui rapporte un certain nombre de souvenirs propres à faire sursauter, entre autres, les experts en tableaux. Il raconte en effet que entre 1942 et 1946, il « *vendit un nombre important de dessins et de tableaux, attribués principalement à Picasso, Braque et Chirico, tous confectionnés par Magritte* », ajoutant que le produit de cette activité « *leur servit à faire bouillir la marmite* ». Et de souligner qu'il lui serait fort difficile d'identifier aujourd'hui ces œuvres. Donc que les collectionneurs inconnus dorment tranquilles « *tant il est avéré — comme Magritte l'a précisé lui-même — « qu'achetant un faux diamant sans le savoir, la satisfaction se trouvera être la même du fait qu'on y a mis le prix* ». Parmi les anecdotes qui suivent concernant ces ventes, Mariën cite une *Grande Forêt* de Max Ernst répertoriée dans le catalogue de la rétrospective de la Tate Gallery de Londres, en 1961, et aussi dans l'album *The Essential Max Ernst* (Londres, 1972), pour finir sur une exposition de vingt-cinq gouaches attribuées à tort à Magritte, à Bruxelles, en novembre 1970, trois ans après sa mort.

Parmi les autres révélations de Mariën on trouve aussi la confection, toujours par Magritte, de faux billets de cents francs belges, qu'il se chargeait (Mariën) d'écouler, avec Paul Magritte. Où l'on voit donc que les jeux surréalistes sur le réel et l'illusion auraient trouvé quelques prolongements intéressants hors de la peinture, tout en y restant. Ce qui serait aussi une belle façon de pousser jusqu'au bout le démontage de la mécanique du marché de l'art. On peut ajouter que d'avoir un tableau de Ernst exécuté par Magritte n'est peut-être pas une si mauvaise chose.

Il reste qu'il faut mettre cette histoire de faux au conditionnel, car si Mariën ne redoute pas les scandales, il y a d'ailleurs prescription, la veuve de Magritte dément. Elle met en cause l'écrivain, et a décidé de confier l'affaire à son avocat. En attendant des preuves, elle a obtenu, le 18 mars à Bruxelles, l'interdiction de la vente du *Radeau de la mémoire* en Belgique. Mais le livre est sorti à Paris, (édition Le pré aux clercs).

Cette affaire Magritte — Mariën déclencherat-elle une psychose des faux ? Toujours est-il qu'on vient d'apprendre successivement qu'un faux de *L'éléphant surréaliste* de Dali pourrait se trouver en Colombie, où il aurait été exposé durant un mois au musée d'art moderne de Bogota. Cette information est fournie par le quotidien *el Tiempo*, dont les recherches s'inscrivent dans le cadre d'une enquête menée à l'échelon mondial par des journalistes de magazines tels que *Stern* (R.F.A.), *Cambio* (Espagne) et *Time* (États-Unis). *Le quotidien madrilène Ya* rapportait à son tour, le 20 mars, que la garde civile espagnole enquêtait depuis un mois sur une affaire de faux tableaux, qui pourrait concerner plus de six cents toiles. A l'heure actuelle quarante-sept imitations d'œuvres d'artistes tels que Dali, Picasso, Miro, Gris, Toulouse-Lautrec ou Goya auraient déjà été récupérées, et trois personnes arrêtées. D'autre part, un jeune peintre catalan, Manuel Pujol Baladas, affirmerait être l'auteur de plus de quatre cents des six cents œuvres attribuées à Dali depuis 1975, et serait entendu par un juge d'instruction de Madrid ; ce que l'hebdomadaire *Cambio* annonçait le 18 mars.

Pour clore, peut-être provisoirement sur ce sujet, rappelons que le livre très sérieux *Faux et faussaires*, de Otto Kurz, qui passe en revue quelques grands dossiers de faux en tous genres (peinture, sculpture, mobilier, gravure...), et qui date de 1948, vient d'être réédité chez Flammarion. Sur la couverture : un autoportrait de Van Gogh à lunettes.

G. B.

Éternel printemps de Prague

(Suite de la première page.)

Et prêchant d'exemple : voici, entre autres collages, *le Mannequin et la jeune fille* qui rappelle le Chirico première manière (le vrai), ou celui, érotico-végétal, inclus dans l'album offert à Toyen pour son anniversaire, *La vie commence à quarante ans.*

De Devestil également, est issu *Josef Sima (1891-1971), l'immense* artiste tôt fixé à Paris. On connaît son rôle dans *le Grand Jeu* dissident. Mais, solitaire, il n'en a pas moins illustré la couverture de *Nadja* en version tchèque. *Il était nécessaire* d'intégrer au reste de l'exposition ses compositions cosmiques et oniriques, tel *le Retour de Thésée.*

Ce n'est pas lui, c'est Frantisek Muzica (1900-1974) qui a lancé la formule de « peinture imaginative » : *elle peut* englober *toute peinture,* surréaliste ou pas, qui n'a cessé de s'épanouir dans le climat de Prague. Muzica et son fantastique non figuratif, auteur d'une merveille, *l'Arbrisseau en bleu.* Orthodoxe ou marginal, chacun a participé, dans un esprit commun en dépit des conflits internes, à cette poétique sans frontières, dont vingt-trois noms ont été réunis pour ce florilège de près de cent cinquante œuvres.

Parmi eux, Frantisek Janousek, autre isolé, visionnaire cruel, a pressenti *la réaction en chaîne des catastrophes* qui allaient s'abattre sur le monde (*Paysages aux serpents, Composition à l'oiseau).* Et, sorti de la clandestinité, le groupe Ra (1945-1958), rassemble jusqu'au « coup de Prague » Vaclav Zykmund, lui aussi hypersensible dès 1935 à *la Menace,* Vilem Reichmann, peintre et photographe, Zdenek Skelnar et ses entremêlements viscéraux, Josef Istler, auteur d'une femme changée *en cascades dans le ruissellement* bleu du *Verseau.* Enfin, comme pour affirmer la vitalité de l'imagination au (contre) pouvoir, se constitue le groupe VDS, d'où émerge le couple Mikulas Medek (*la Rumeur du silence*) et Emila Medkova (encore *une photographe géniale*).

On est moins frappé par l'importance *croissante* donnée à la photographie, capable de capter la surréalité, chez l'avant-garde tchécoslovaque, pour laquelle toutes les techniques sont bonnes lorsqu'il *s'agit d'exprimer l'inexprimable,* et la plupart du temps mises à contribution par le même artiste : outre la peinture proprement dite, représentée ici par une série d'œuvres majeures, débouchant parfois sur l'infiguré, il utilise collages, proses, poèmes, *voire théâtre ou film.*

Toutes les ressources du verbe et *de l'image ne sont pas de trop* pour donner la clé des champs, selon un titre d'André Breton, aux forces obscures de l'être. On conçoit mal qu'un mouvement visant à la libération totale de l'homme n'ait pas trouvé un tremplin idéal dans la cité des rêves. Sa persistance le prouve sur place, en dépit d'un jdanovisme d'importation, comme ailleurs parmi les Tchèques et les Slovaques émigrés. Un certain nombre des artistes cités ont en effet survécu — tous, vivants ou morts, à peu près contemporains, quelle que soit la tranche chronologique où on a pu les classer. Quant à leurs suivants, qui existent et se manifestent, ils ne sauraient pour l'instant être pris en compte, puisque cette rétrospective, ouverte en 1930, se ferme en 1960, lorsque *s'annonçait* un printemps sans lendemain.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte. Jusqu'au 15 avril.

PETITES NOUVELLES

■ Les ateliers-théâtre de Choisy-le-Roi présenteront, du 23 au 27 mars, *Moha le fou, Moha le sage*, d'après Tahar Ben Jelloun, dans une adaptation et une mise en scène d'Idrissi Ahmed, au Théâtre Paul-Éluard, 4, avenue de Villeneuve-Saint-Georges, 94600 Choisy-le-Roi. Tél. : 890-89-79 et 890-63-43.

■ Le cinquième Festival du réel a décerné son grand prix au film australien *First Contact* de Bob Connolly et Robin Anderson. Le prix du court métrage n'a pas été attribué. Ont également été couronnés *Juan Felix Sanchez* (Venezuela) et *Terceiro Milento* (Brésil), qui reçoivent, ex aequo, le prix des Trois Mondes nouvellement créé, à l'initiative du ministère des relations extérieures, ainsi que *la Montagne* (Hollande), prix des bibliothèques.

■ Le IIIe Festival du court métrage de Saint-Cloud aura lieu le 16 avril. La remise d'un « Prix du public » couronnera cette manifestation. Rens. : Maison des jeunes et de la culture, 14, rue des Écoles, Saint-Cloud. Tél. : 602-34-12.

■ Un réalisateur québécois, Roland Paret, a remporté le Grand Prix du scénario 1982-1983 décerné par l'Agence de coopération culturelle et technique.

■ *La Société française des architectes* organise du 27 au 30 mai un « périple culturel en Italie » (Tessin — Vicenze - Vérone). Rens. S.F.A., 100, rue du Cherche-Midi. Tél. : 548-53-10.

■ Le musée de l'État de la Louisiane, aux États-Unis, organisera l'an prochain, en collaboration avec les musées nationaux français, une exposition consacrée au Roi Soleil dont l'état porte le nom. Cette exposition internationale se tiendra à La Nouvelle-Orléans, du 6 mai au 11 novembre 1984, puis sera présentée à Washington et à Chicago.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE FAUCON MAL FAIT, Espace Gaîté (327-95-94), 22 h.
ARCHÉOLOGIE, Lucernaire (544-57-34), 23 h 15.
SI GUITRY M'ÉTAIT CHANTÉ, Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 30.
LA DÉDICACE, Athénée (742-67-81), 19 h.
SI MARILYN, Dix-Heures (606-07-48), 20 h 30.
HOTEL BABEL, Espace Gaîté (327-95-94), 20 h 30.
LES SACRÉS MONSTRES, Blancs-Manteaux (887-15-84), 22 h 30.
LA CERISAIE, Bouffes du Nord (239-34-50), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : la Traviata.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : la Seconde Surprise de l'amour; la Colonie.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer, 18 h 30 : Palerme ou Jérusalem; 20 h 30 : Concert (trio de percussion Le Cercle). — Grand Théâtre : relâche. — Théâtre Gémier, 20 h 30 : l'Ordinaire.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Partage.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : le Pip Simmons : Snuff le silencieux.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). — Danse, 20 h 30 : Ballet du vingtième siècle; Maurice Béjart, l'Histoire du soldat (Stravinski).
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 45 : le Maître et Marguerite; 18 h 30 : Katia et Marielle Labèque.
CARRÉ SYLVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : Chaud et froid.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) 20 h 30, Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23) 21 h : Moi.
ASTELLE - THÉÂTRE (238-35-53), : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24) 18 h 30 : Chant du cygne.
ATHÉNÉE (742-67-27), 18 h 30 : les Corps étrangers.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24) 20 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre de la Tempête (328-36-36), I. 20 h 30 : Lamentu di l'omu persu tra mare e surgente ; 21 h : Kléber et Marie-Louise. — Aquarium (374-99-61) 20 h 30 : Histoires de famille. — Epée de bois (808-39-74) 20 h 30 : la Mort travestie.
CASINO DE PARIS (874-26-02), 20 h 30 : Superdupont Ze show.
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS (271-82-20), 20 h 30 : Premier avertissement. La Plus Forte.
CINQ DIAMANTS (580-18-62) 21 h : la Mort d'Elsa.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Resserre 20 h 30 : le Marchand d'anchois. — Galerie 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : Comédie passion.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22) 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Hôtel Jawat et de la plage.
DAUNOU (261-69-14) 21 h : Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92), 20 h 30 : Les Fourmidiables.
ÉDOUARD VII (742-57-49), 21 h : Joyeuses Pâques.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Azaïs.
ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : les Chants de Maldoror.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAION (278-46-42), 20 h 30 : la Manekine.
FONTAINE (874-74-40) 20 h 15 : Vive les femmes ; II. 22 h. : S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18) 20 h 30 : la Chienne dactylographe.
GYMNASE (246-79-79) 21 h : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres.
LA BRUYÈRE (874-76-99) 21 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. 18 h 30 : Yes peut-être ; 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule ; Petite salle, 18 h 30 : Om-Saad.
MADELEINE (265-07-09) 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00) 21 h : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74) 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02) 21 h 15, : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22) 20 h 30 : le Vison voyageur.
MONTPARNASSE (320-89-90) 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse 21 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTÉS (770-52-76) 20 h 30 : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52) 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81) 20 h 45 : la Fille sur la banquette arrière.
POCHE (548-92-97) 21 h : le Butin.
POTINIÈRE (261-44-16) 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
RANELAGH (288-64-44), à 20 h : l'Autre Don Juan.
SALLE VALHUBERT (584-30-60), 20 h 30 : le Potier d'étain.
SAINT-GEORGES (878-63-47) 20 h 45 : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10) 21 h, mat. : le Fauteuil à bascule.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 22 h : Feu et viols.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Agir, je viens ; 20 h 30 : Lettres de guerre ; 22 h : les Emigrés.
THEATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 22 h 30 : la Croisade ou Du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02) 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.
THEATRE DU LYS (327-88-61) 20 h 30 : Intimité.
THEATRE DE PARIS (280-09-30) I. 20 h 30 : Peines de cœur d'une chatte anglaise ; II. 20 h 30 : Théâtre Na Zabradli Ladislav Fialka ; 18 h 30 : S. Jacob.
THÉATRE 18 (226-47-47) 22 h : le Paradis sur terre.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : Dylan ; Petite salle, 20 h 30 : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48) 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le mal court.
TRISTAN-BERNARD (522-08-40) 21 h : les Femmes d'un homme.
VARIÉTÉS (233-09-92) 20 h 30 : l'Etiquette.

La danse

A DÉJAZET (887-97-34) 20 h 30 : Nai ou cristal qui songe.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Alphard.
CISP (343-19-01), 20 h 45 : C. Bon.
PALAIS DES CONGRES (758-13-03) 20 h 30 : la Belle au bois dormant.
THÉATRE 18 (226-47-47), 20 h : Triptyque, Evolutrick, Water Woman.
THEATRE PRESENT (203-02-55), 20 h 30 : D. Silbol, Cie A. Dreyfus.
UNESNO (577-16-10), 20 h 30 : la Compagnie Torrès.

Les opérettes

MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : Tu-as les bras trop courts pour boxer avec Dieu.
RENAISSANCE (208-21-75), 20 h 30 : le Vagabond tzigane.

Les concerts

LUCERNAIRE, 21 h : A. Ouzounof (Ton Tan Thiet, Kagel, Globokar). THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. L. Maazel (Mahler).
RANELAGH, 20 h 30 : Jeunes compositeurs et interprètes du Conservatoire national supérieur de musique de Paris.
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Haydn, Mozart, Mendelssohn).
CONCIERGERIE, 21 h : Ensemble d'archest français, dir. S.F. Gonzales (Vivaldi, Haendel).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : M. Piguet, E. Buckley (Frescobaldi, Haendel, Telemann).
ÉGLISE DE LA MADELEINE, 18 h 30 : Chœurs et ensemble instrumental de la Madeleine, dir. J. Harvard de la Montagne (Dubois, Gounod).
CONSERVATOIRE RACHMANINOV, 20 h 30 : D. Markevitch (Haydn, Popper, Offenbach...).
CITÉ DES ARTS, 21 h : L. Bessette, Ch. Buono (Mozart, Berlioz).
ÉGLISE DES BILLETTES, 21 h : Ensemble vocal et instrumental Harmonia Nova, dir. D. Bouture (Bach).
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h 30 : J. Humenry.
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : Ph. Ménard (Ménard).
THÉATRE 14, 20 h 30 : Récital piano, F. Buffet (Liszt).

Jazz, pop, rock, folk

CALYPSO (380-30-11), 21 h : Kot.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Laferrière.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : Sazon.
ELYSÉE-MONTMARTRE (606-38-79), 20 h 30 : F. Hubbard Quintette.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h et 23 h : S. Getz et C. Baker.
PATIO (758-12-30), 22 h : E. Cleanhead Vinson.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Golden Gate Quartet.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : P. Volpe, E. Barret, P. Authier, J. Bardy, E. Dervieu.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : Cl. Luter, J. Caroff.

En région parisienne

ARGENTEUIL, C.C.M. (961-25-29), 20 h 45 : F. Landowski (Schumann, Couperin, Ravel...).
ASNIÈRES, C.C.A. (790-63-12), 20 h 45 : Magma.
BAGNEUX, Th. V.-Hugo (663-10-54), 20 h 30 : Lady Macbeth au village.
BOULOGNE-BILLANCOURT, T.T.B. (603-60-44), 20 h 30 : la Fleur au fusil.
CRÉTEIL, Maison des arts A.-Malraux (899-94-50), 20 h 30 : Mac Coy Tiner ; 20 h 30 : Contes immoraux.
ÉVRY, Agora (079-10-00), 21 h : A. Otsuka, Ph. Adam.
FRANCONVILLE-LA GARENNE, Ciné H.-Langlois (413-54-96), 21 h : les Gros Chiens.
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30), 20 h : la Tragédie de Coriolan.
MALAKOFF, Théâtre 71 (655-43-45), 20 h 30 : Mère Courage et ses enfants.
MASSY, C.C. P.-Bailliart (920-57-04), 20 h 30 : Tchekhov.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 20 h 30 : Combat de nègre et de chiens.
SAINT-DENIS Th. G.-Philipe (243-00-59), I, 20 h 30 : la Légende d'Agamemnon. — II, 20 h 30 : Le Saperleau. — III, 20 h 30 : Cette fois — Solo.
SAINT-MAUR, Rond-Point Liberté (889-22-11), 21 h : Ensemble vocal Cantus-Firmus, dir. : M.-Th. Doury.
SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), 21 h : les Marches ténébreuses.
SUCY-EN-BRIE, Ferme de Grand Val (590-25-12), 20 h 45 : H. Le Liepvre, Ch. Dugardin, M. Bouley, A. Billon, N. Franchomme (Mozart, Poulenc).
LES ULIS, CAC (907-79-88), 21 h : Jazzogen Band.
VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-71-18), 21 h : Celui qui n'avait rien fait.
LE VÉSINET, CAL (976-32-75), 21 h : R. Guerin.

Mardi 22 mars

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
15, Docteur Laënnec, de M. Cloche ; 19 h, Héros d'occasion, de P. Sturges ; 21 h, les Délires du pouvoir, d'A. Carolina.

BEAUBOURG (278-35-57)
Relâche.

Les exclusivités

L'AFRICAIN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation-12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
ALL BY MYSELF (A., v.o.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54)
ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Trois Parnassiens, 14e (320-30-19).
L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33)
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Palace Croix-Nivert (H. Sp.), 15e (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
LA BARQUE EST PLEINE (Suisse-All., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA BOUM N° 2 (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
CAP CANAILLE (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
CAPITAINE MALABAR DIT « LA BOMBE » (It-A., v.f) : Paramount-City, 6e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
COBRA (A., v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Galande, 5e (354-72-71). (H. Sp.).
LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DANTON (Fr.) : Cujas, 5e (354-89-22) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Grand Pavois (H. Sp.), 15e (554-46-85).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. Sp.)
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.). (V. ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation-12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-18-45).
DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'ENFANT SECRET (Fr.) : Studio Cujas (H. Sp.), 5e (354-89-22).
L'EMPRISE (A., v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).
L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
HALLOWEEN III, LE SANG DU SORCIER (*) (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e, (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paramount Galaxie, 17e (580-18-03) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).
HORREUR DANS LA VILLE (A, v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).
IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; v.f. : U.G.C., 2e (261-50-32).
L'IMPOSTEUR (It., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Parnassiens, 14e (329-83-11)
J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LA MORT AUX ENCHÈRES (**) (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-35-25) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
MY DINNER WITH ANDRE (A., v.o.) : St-André des Arts, 6e (326-48-18).
OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A, v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
PARTNERS (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
POUR QUI VOTE L'OXYGENE (Holl., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99).
LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
RAMBO (A., v.o.) (*) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).
LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE RUFFIAN (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
SANS RETOUR (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Bastille, 12e (434-79-17) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).
SANS SOLEIL (Fr.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).
THE VERDICT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
T'ES HEUREUSE, MOI TOUJOURS (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
TE SOUVIENS-TU DE DOLLY BELL ? (You.,v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82).
TOOTSIE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nation 12e (343-04-67) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LA TRAVIATA (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Nation-12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00).
LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
YOL (Turc, v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; v.o. : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LES FILMS NOUVEAUX

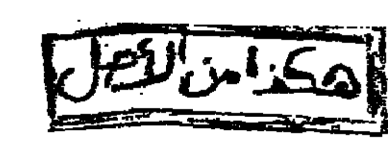
L'ARCHIPEL DES AMOURS. Neuf nouvelles cinématographiques de Paul Vecchiali, Jacques Frenais, Gérard Frot-Coutaz, Michel Delahaye, Jean-Claude Guiguet, Jacques Davila, Jean-Claude Biette, Cécile Clairval et Marie-Claude Treilhou : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA COLONIA PENAL. EL REALISMO SOCIALISTA. SOTELO. LA VOCATION SUSPENDUE. Films inédits de Raoul Ruiz. V.o. : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33).
HYSTERICAL. Film américain de Chris Bearde. V.o. : Ciné-Beaubourg, 1er (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5e (354-20-12) ; Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
LES ILES. Film français de Azimi. Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
JACOB LE MENTEUR. Film allemand (R.D.A.) de Frank Beyer. V.o. : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA PETITE BANDE. Film français de Michel Deville. Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).
UNE GIFLE. Film soviétique de Henrik Malian. V.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).
LES YEUX DU MAL (*). Film américain de Gabrielle Beaumont. V.o. : Paramount-City, 8e (562-45-76). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

Les grandes reprises

ADIEU MA JOLIE (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).
ALLEZ COUCHER AILLEURS ! (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
L'AVVENTURA (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23)
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Action Lafayette, 9e (878-80-50).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LA BÊTE (Fr.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA BOUM N° 1 (Fr.) Ambassade, 8e (359-19-08).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).
LES COMMUNIANTS (Suéd.) (v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
DEEP END (Ang., vo.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LE DERNIER MÉTRO (Fr.) Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06).
DROLE DE DRAME (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (*) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
FITZCARRALDO (All., v.o.) : Lucernaire, 6e ((544-57-34).
LE FLEUVE SAUVAGE (v.o.) : Acacias, 17e (727-49-75).
FRANKENSTEIN JR (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; (v.o.) Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
LES FORBANS DE LA NUIT (A. v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
L'HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 5e (326-80-25).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JEUX D'ÉTÉ (Suéd., v.o.) : André Bazin, 13e (331-51-55).
KEY LARGO (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
LE LAURÉAT (A.,v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-25).
MAD MAX I (A., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-54-58).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).
LA MÉLODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
MOURIR A TRENTE ANS (Fr) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).
PANIQUE A NEEDLE PARK (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
PARSIFAL (All., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
PORTIER DE NUIT (It.,vo.) (**) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (V.f.) Maxéville, 9e (770-72-86).
LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : Rivoli Beaubourg (Hsp), 4e (272-63-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
SANDRA (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) Action Ecoles, 5e (325-72-07).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
SI DISNEY M'ÉTAIT CONTÉ (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
SOLDAT BLEU (*) (A., v.o.) : Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
LA SOLITUDE DU COUREUR DE FOND (Ang., v.o.) : Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).
LA STRADA (It., v.o.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).
LES SEPT SAMOURAI (Jap., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (633-10-82).
LA VEUVE MONTIEL (Mex.-Cub., v.o.) : 3-Parnassiens, 14e (320-30-19).

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 heures.
LE CHAGRIN ET LA PITIÉ (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 19 h 45.
DÉLIVRANCE (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) 18 h 05.
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 15. St-André des Arts, 6e (326-48-18) 24 heures.
L'EXORCISTE (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 10
LA FÉLINE (A., v.o.) (*) Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 heures.
HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 30.
L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 heures.
MARATHON MAN (A., v.o.) Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 16 h 10.
LE MÉPRIS (Fr.) Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) 24 heures.
MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 heures.
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 heures.
PETITES GUERRES (Lib. v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 heures.
PROVIDENCE (Angl., v.o.) Templiers, 3e (272-94-56) 20 heures.
QUERELLE (All., v.o.) (*) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 16 heures.
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 10.
QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX (Fr.) Saint-Ambroise, 2e (700-89-16), 20 heures.
REDS (Ang., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) 21 heures.
SOUDAIN L'ÉTÉ DERNIER (A., v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), 18 heures.
SUBWAY RIDERS (A., v.o.), Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 heures.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 25 0 h 05.
WOMEN (A., v.o.) Olympic, 14e (542-67-42) 18 heures.



COMMUNICATION

Vu

Le printemps des âmes sensibles

A la fois naïf et ambigu, ce « Grand Echiquier », consacré, lundi soir 21 mars sur Antenne 2, à l'avènement du printemps. Printemps de l'espoir pour l'invité d'honneur, le coureur automobile Didier Pironi, qui compte fermement reprendre le volant de sa Ferrari pour le dernier Grand Prix de formule 1 de la saison, un an après son terrible accident du 7 août 1982, au cours des essais du Grand Prix d'Allemagne à Hockenheim.

Avec des petits oiseaux dans la voix, Jacques Chancel, plus paterne que jamais, a célébré le courage et l'obstination du champion français, lequel, tout au long de cette soirée doucerette, a dit et redit que son épreuve — de longs mois d'hôpital — lui avait permis de découvrir autrui. C'était assurément très sincère, mais très ingénu aussi — dans la pensée et dans le ton, — à l'image des poèmes composés par sa compagne, l'actrice Véronique Jannot.

Sans doute, les âmes sensibles ont-elles été touchées par la démarche de Jacques Chancel, qui a consisté, en ce jour de printemps, à donner espoir à ceux qui sont momentanément victimes d'un handicap physique, en montrant en exemple, avec Didier Pironi, l'ex-danseuse étoile de l'Opéra Mireille Nègre, aujourd'hui sœur Mireille dans un monastère de Vendée, qui a eu un pied broyé à l'âge de trois ans, ou la joueuse du viole de gambe Nicole Rouillé, bras paralysés pendant un an à la suite d'un accident.

Mais, ce « Grand Echiquier » a trop donné l'impression que tout, pour un retour à la vie normale d'antan, n'était qu'affaire de volonté, de foi ou de passion. Comme si les conditions matérielles ou sociales n'existaient pas. Ou comme si, pour un Didier Pironi, ne se profilait pas la grande argenterie de la formule 1. Le « je veux ce pilote » d'Enzo Ferrari a été le seul moment, dans cette émission, où l'on soit revenu sur terre.

L'ambiguïté, elle, s'est située dans les propos du professeur Letournel, le chirurgien qui soigne le coureur français et qui encourage ses patients dans leur passion, leur « volonté fantastique de récupération » aidant énormément non seulement à leur guérison physique « normale » — comme le fait de remarcher — mais surtout à la possibilité d'exercer à nouveau leur art, qui est « toute leur vie ». S'agissant d'un coureur automobile, cette passion doit-elle être entretenue par un homme de science ? On ne fait que poser la question, qui mérite ample réflexion. Victime d'un grave accident de deltaplane, le 3 juin 1979, Patrick Depailler, soigné dans les mêmes conditions que Didier Pironi, se tuait le 1er août 1980, aux essais du Grand Prix d'Allemagne, sur ce même circuit d'Hockenheim.

MICHEL CASTAING.

Mardi 22 mars

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Caméra une première : Un manteau de chinchilla.
De D. Letessier, réal. C. Othnin-Girard, avec M. Dubois, K. Allain...
Nicole, femme d'un ouvrier syndicaliste, rêve de porter un manteau de chinchilla, mais son mari achète une caravane d'occasion. Drame et rêve de midinette !

21 h 45 Musique : Fatti vivo Claudio. Réal. Paul Seban, avec G. Robard...
Une évocation de Monteverdi, qui se voulait originale, mais l'émission devient prétentieuse et narcissique, dommage.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 40 Film : Le Tombeur de ces dames
Film américain de J. Lewis (1961), avec J. Lewis, H. Traubel, P. Stanley, K. Freeman, G. Raft (rediffusion).
Un garçon laid et timide, rendu misogyne par un chagrin d'amour, devient domestique dans une pension de famille dirigée par une femme et où ne logent que des jeunes filles.
Auteur, réalisateur, interprète, Jerry Lewis s'en prend au matriarcat, avec cette comédie burlesque qui réserve beaucoup de surprises par ses gags et ses ruptures de ton.

22 h 20 Mardi cinéma.
Avec Miou-Miou et Marlène Jobert.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Film : Violette et François.
Film français de J. Rouffio (1976), avec I. Adjani, J. Dutronc, S. Reggiani, L. Massari, F. Arnoul (rediffusion).
Une jeune bourgeoise qui a rompu avec sa famille a pour compagnon un marginal qui lui fait mener une vie fantaisiste. A son exemple, elle se met à voler dans les grands magasins.
Une inadaptation sociale, typique des années 70. Entre la comédie et le drame à fleur de peau, le réalisateur effiloche un peu son récit mais on y trouve beaucoup de tendresse. Le couple Adjani-Dutronc s'accorde parfaitement au propos du film.

22 h 10 Journal.

22 h 30 Bleu outre-mer.
De Guyane : Carnaval ; De métropole : Xavier Louis : De Nouvelle-Calédonie : carte postale de l'île Wallis.

23 h 18 Une minute pour une image,
d'Agnès Varda.

23 h 20 Prélude à la nuit.
Festival de Castres : Eduardo Falu (guitariste et chanteur argentin), œuvres de J. Aguirre.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Sciences : L'espace et le temps aujourd'hui. Les relativités, avec le professeur J.-M. Levy-Leblond.

20 h, Dialogues : l'économie peut-elle rassembler les Français ? Avec L. Stoléru et F. de Closets.

22 h 30, Nuits magnétiques : Allusion; musique sud-américaine.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Premières loges : S. Balguerie ; M. Renaud.

20 h 30, Concert (donné à Berlin le 26 novembre 1982) : « Sérénade Posthorn », de Mozart; « Symphonie inachevée », de Schubert; par l'Orchestre philharmonique de Berlin.

22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musiques de nuit ; 23 h 5, Jazz-Club.

Mercredi 23 mars

L'allocution du président de la République sera diffusée sur les trois chaînes à 20 heures. Cette retransmission — dont nous ne pouvons préciser la durée au moment ou nous mettons sous presse — risque de modifier les horaires de la soirée.

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 Vision plus.
12 h HF 12 (info.).
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 35 Un métier pour demain : *l'informaticien.*
13 h 50 Mer-cre-dis-moi-tout.
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 50 *Les pieds au mur.*
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
19 h 53 Tirage du loto.
20 h Allocution de M. François Mitterrand et Journal.

20 h 35 Les choses de la vie : la Bof génération ?
Magazine de la rédaction de TF 1 de A. Sedouy et P. Sainteny.
Le premier numéro de ce magazine traite des mouvements de société. « Les choses de la vie » sera diffusé le troisième mercredi de chaque mois.

22 h 45 Vivre les chemins du corps.
Les nouvelles thérapies psychologiques, enquête de D. Friedmann.

23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 05 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 30 Stade 2 midi.
13 h 50 Série : Les amours de la Belle Epoque.
14 h Les carnets de l'aventure.
« Fitz Roy », de L. Tejada Flores.
14 h 30 Dessins animés.
15 h 5 Récré A 2.
17 h 10 Platine 45.
De P. Leguen et C. Puech. *Avec Jacky et Jane Birkin.*
17 h 45 Terre des bêtes.
500 chevaux pour un tracteur
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Allocution de M. François Mitterrand et Journal.

20 h 35 Téléfilm : « l'Œil des étoiles ».
De N. Sgarro. Avec B. Neill, P. Khambatta, T. O'Connor...
Une histoire un peu simplette un homme, fils d'extra-terrestre, a le pouvoir par son seul regard de faire mouvoir des objets. Mais grâce à un suspense à l'américaine, ce téléfilm est sauvé de l'insignifiance.

22 h 10 Série : Mœurs en direct : Jouer sa vie.
de G. Carle et C. Condari.
Un documentaire à la saveur un peu délirante, où les réalisateurs tracent un portrait du joueur type, volontiers superstitieux, quelque peu misogyne, solitaire maniaque...

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Association mondiale des amis de l'enfance.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Allocution de M. François Mitterrand.
20 h 33 La minute nécessaire de M. Cyclopède.

20 h 35 Spectacle 3 : la Veuve joyeuse.
Opérette en trois actes de F. Lehar, Livret de V. Léon et L. Stein ; avec F. Lott, E. Belcourt, D. Chlostawa... par l'Orchestre Colonne, dir. G. Deckert, mise en scène A. Arias et la participation du ministère de la culture.
C'est l'histoire d'une veuve qui, grâce à l'héritage de son mari, se retrouve être la femme la plus courtisée du Paris de la Belle Époque, et en particulier des hommes politiques.

22 h 30 Journal.

23 h 8 Une minute pour une image,
d'Agnès Varda.

23 h 10 Prélude à la nuit.
Mazurkas, de F. Chopin, avec T. de M. Magin au piano.

FRANCE-CULTURE

8 h 50, Echec au hasard.
9 h 07, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : La XXe Foire internationale du livre pour enfants à Bologne.
11 h 2, La musique prend la parole : Mahler.
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, *Musiques disparues et oubliées* (et à 17 h 32 et 20 h).
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « le Moko », de H. Bonnier.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs : les injonctions des parents et le rythme propre de l'enfant, avec H. Harel, psychologue.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : le monde au singulier ; à 15 h 45, Promenade à l'Institut néerlandais ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, Feuilleton : Mémoires d'un défunt.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, La science en marche : Étrange et fascinant cerveau, avec le professeur G. Chapoutier.
22 h 30, Nuits magnétiques : Allusion (la mode) ; musique sud-américaine.

FRANCE-MUSIQUE

9 h 5, D'une oreille l'autre.
12 h, L'amateur de musique.
12 h 35, Jazz : Saint-Louis Blues.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 119) : œuvres de Rameau, Bodin de Boismortier, Chedeville ; par C. Tailhades, vielle à roue, et son ensemble.
14 h 4, Microcosmos.
17 h 5, Repères contemporains : Pablo.
17 h 30, Les intégrales : la musique d'Erik Satie.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du Théâtre du Ranelagh), œuvres de Poulenc, Berg, *Lutoslawski*, *J. Brahms* ; par S. Kanoff, clarinette ; C. Lavoix, piano.
19 h 38, Jazz : *Où jouent-ils ?*
20 h, Les chants de la terre : Magazine traditionnel.
20 h 30, Concert (en direct du grand auditorium de Radio-France), à la mémoire de P. Hasquenoph : « Sonate pour deux pianos », de Hasquenoph, par R. et A. Petrossian ; « Quatuor », de Hasquenoph, par le quatuor Enesco ; « Cinq poèmes », de Maria, par M. Sartova, soprano ; E. Chojnacka ; « Sonate à Nuremberg », par les instrumentalistes du Nouvel Orchestre philharmonique, avec J.-Y. Fourmeau, saxophone.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : Ravi Shankar (en direct de la salle Favart).

49 des 56 membres du Conseil national de la communication audiovisuelle sont nommés

Un décret publié au *Journal officiel* du 22 mars porte nomination des membres du Conseil national de la communication audiovisuelle, sorte de « parlement » des sociétés de l'audiovisuel, instituée par la loi du 29 juillet 1982 (articles 27 et 28). Celui-ci comprend 56 membres représentant différents domaines de la vie sociale, nommés pour trois ans par le ministère de la communication :

● *Organisations professionnelles* : MM. Guy Brana, Gérard Carles, Mme Régine Gressier, MM. Claude Jenet, Bernard Lacombe, Jean Lambotin, Albert Léon ;

● *Associations culturelles* : MM. Jean-Pierre Bailly, Alain Brunet, Bernard Mounier ;

● *Associations d'éducation populaire* : M. Georges Davezac, Mmes Jocelyne Durban, Jacqueline Mengin, M. Nelson Paillou ;

● *Associations familiales et sociales* : MM. Marcel Dubois, Maurice Lecoq, Jean Poussardin, Jacques Roze ;

Association de consommateurs : MM. Bernard Fardel, Jean-Marie Gisclard, Mme Marthé Mathieu ;

● *Travailleurs permanents et intermittents de l'audiovisuel* : MM. Gilbert Chazaud, Bernard Deflandre, Jean Drejac, Pierre Ganz, Jean-Marc Leuven, Mme Michèle O'Glor, M. François Werner ;

● *Entreprises de communication* : M. Lucien Adès, Mme Evelyne-Jean Baylet, MM. Jean-Louis Bessis, MM. Paul Parisot, Jean-Dominique Pretet, Michel Richardot, Serge Siritzky ;

● *Personnalités du monde culturel et scientifique* : Mme Marie Cardinal, MM. Aimé Césaire, Alain Decaux, Joël Le Tac, Jean Pierre Ramsay, Lucien Sfez, André Stil ;

● *Grands mouvements spirituels et philosophiques* : Mmes Mireille Chalvon, Eva de Vitray-Meyerovitch, Père Jean-Michel de Falco, MM. Roger Leray, Jacques Robert, Mme Françoise Seligmann, M. Émile Touati ;

Il reste à nommer sept délégués des « comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle », qui n'ont pas encore été formés. Le Conseil national devra, après son installation, élire en son sein un président, qui sera délégué auprès de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.

A l'appel de la C.G.T.

GRÈVE DE VINGT-QUATRE HEURES A LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUCTION

Le Syndicat national de radiotélévision (S.N.R.T.) C.G.T. a appelé les personnels de la S.F.P. à cesser le travail pour vingt-quatre heures, ce mardi 22 mars. Cette grève devait entraîner la non-diffusion de l'émission de Patrick Sabatier, « Atout cœur », sur TF1, de 12 h 30 à 13 heures.

Le S.N.R.T.-C.G.T., majoritaire dans cet établissement, entendait manifester ainsi son inquiétude devant « *l'absence de perspectives en matière de volume de productions commandé par les chaînes à la S.F.P., l'absence de planification de ces commandes, qui crée une mauvaise utilisation des potentiels humain et technique de la S.F.P., l'absence de politique de l'emploi, qui tend à instituer l'utilisation systématique d'occasionnels, et ne résout pas le problème de l'équilibrage des effectifs nécessaires à la société* ».

Au ministère de la communication, on indique étudier de près cette situation. Une initiative, visant à mieux coordonner les commandes des chaînes, devrait être annoncée prochainement.

A Paris

« CARBONE-14 » SE SABORDE

Après dix-huit mois d'existence, la *radio locale parisienne* Carbone 14 — dont la demande d'autorisation a été rejetée par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle — a décidé d'arrêter ses émissions mercredi 23 mars. Fondée en septembre 1981 par une association de douze personnes, dont plusieurs publicitaires, Carbone-14, qui a toujours affiché un goût immodéré de la provocation, s'est surtout rendue célèbre par quelques « coups » ou canulards radiophoniques (« l'amour en direct » à la radio en février 1981) et par plusieurs émissions-phares de la station, comme « La fesse merci », « Le diable au corps », et « 50 millions de voleurs », un programme où animateurs et auditeurs échangeaient à l'antenne divers « trucs » pour éviter de payer électricité ou téléphone, frauder les cartes magnétiques, voire écouler le butin de larcins...

Selon ses responsables, qui expliqueront mercredi à l'antenne les raisons du sabordage de la station (de 10 h à midi), l'expérience aura coûté trois millions de francs. « *Personne n'a osé nous défendre*, déclarent-ils aujourd'hui, *la presse de droite comme celle de gauche ; les promesses écrites ou verbales de certains hommes politiques sont restées lettres mortes... Place aux radios-fric, aux radios godillots, aux radios la voix de son maître...* »

MICHEL DRUCKER A EUROPE 1

Un accord est intervenu entre Michel Drucker et Europe 1. Le producteur-animateur de « Champs-Elysées », qui continuera de présenter cette émission télévisée, devient, à partir du mois d'août prochain, « *conseiller du groupe pour les problèmes audiovisuels* ». Il pourrait aussi avoir la responsabilité d'une émission sur Europe 1.

Michel Drucker avait interrompu ses activités radiophoniques à la rentrée dernière (*le Monde* du 4 septembre 1982) : il animait la tranche horaire 11 h-13 h, du lundi au vendredi, sur R.T.L.

● *Le syndicat général du Livre parisien C.G.T.*, à l'issue de son huitième congrès réuni du 18 au 20 mars, observe notamment que de nombreux travaux, structurellement rattachés au secteur presse, comme les suppléments magazine aux quotidiens et divers travaux couleurs, glissent dans le secteur labeur. « *Cette situation*, estime-t-il, *rend problématique le maintien de l'emploi dans le secteur presse.* » Il propose « *d'intervenir pour la collecte de l'ensemble des ressources dont disposent les éditeurs grâce à la franchise fiscale (article 39 bis), pour la constitution d'un fonds commun d'aide à l'investissement et à la modernisation des imprimeries, dans le cadre d'une gestion tripartite pouvoirs publics, industriels, représentants des salariés* ».

● *La polémique entre la C.G.T. et l'A.F.P.* — M. Henri Krasucki, secrétaire général de la C.G.T., a demandé un entretien à M. Burin des Roziers, président du conseil supérieur de l'A.F.P., au sujet de la dépêche sur le conflit Citroën-Aulnay, à l'origine d'une vive polémique entre la centrale syndicale et l'agence (*le Monde* des 17, 18 et 19 mars).

A REIMS

Un gérant unique est nommé à « l'Union »

A l'issue de l'assemblée générale des actionnaires du quotidien *l'Union*, édité à Reims, lundi 21 mars, M. Jean-Pierre Jacquet, — trente-huit ans, P.-D.G. de Nouvelles techniques informatiques, société rémoise — a été désigné (par dix des douze associés) gérant unique du journal.

La mission confiée à M. Jacquet, est de mener la plus rapidement possible les négociations nécessaires à la mise en place du plan de financement correspondant aux objectifs de développement du journal. Le contenu exact de l'accord intervenu entre les partenaires n'a pas encore été rendu public.

Deux associés se sont abstenus : les représentants du P.S. et du P.C. Depuis janvier dernier, après le « coup de force » de la C.G.T., *l'Union* est dirigée par un administrateur judiciaire, Me Hubert Lafont.

Les organisations de la C.G.T. — l'Union départementale de la Marne, la Fédération française des travailleurs du livre et le Syndicat du livre de Reims — soulignent dans un communiqué que « *le plan de développement qui a été adopté par l'assemblée générale des associés maintient les emplois et les avantages sociaux des travailleurs, assure la nécessaire modernisation du journal, préserve le patrimoine de l'entreprise et la composition actuelle du capital social de toute ingérence du capital privé, garantissant ainsi le caractère régional et pluraliste du journal* ».

« *La concrétisation du plan par les associés du journal, qui permet d'éviter le dépôt de bilan, est basée sur des emprunts à long terme garantis par les collectivités territoriales des régions Champagne-Ardenne et Picardie, pour lesquelles l'aval des pouvoirs publics au niveau national est nécessaire* », ajoute la C.G.T.

SPORTS

MOTOCYCLISME

Alain Chevallier le « bricoleur » de Vendôme

En gagnant le premier Grand Prix de la saison dans la catégorie 250 cm3 le 19 mars, Jean-François Baldé *a fait coup double* : il a effacé d'un trait une saison 1982 faite de malchance aussi bien en 250 cm3 qu'en 350 cm3, et il a rappelé que les motos d'Alain Chevallier n'ont plus rien à envier à celles des usines japonaises.

Le titre de champion du monde 1982 obtenu en 250 cm3 par le Français Jean-Louis Tournadre sur Yamaha avait laissé dans l'ombre la génial artisan de Vendôme. Pourtant, l'an passé, les Chevallier *avaient déjà obtenu des résultats* : le jeune Belge Didier de Radigues, révélation des Grands Prix 1982, les avait menées à la victoire en Italie, en Tchécoslovaquie (en 350 cm3), en Yougoslavie (250 cm3) et avait obtenu le titre de vice-champion du monde en 350 cm3, malgré de nombreuses chutes. En clair, les Chevallier n'ont pas attendu le Grand Prix de Kyalami pour s'imposer.

Qui est donc Alain Chevallier ? On le compare souvent à Rondeau, l'homme des Vingt-Quatre Heures du Mans, auquel il s'apparente par certains côtés. Alain et ses frères sont passionnés de mécanique, de cambouis et de courses. C'est Olivier, pilote talentueux, qui confie très tôt à son frère Alain le soin de préparer ses motos, puis avec le temps et l'argent, celui de réaliser des *machines performant et originales*. Dans le courant de 1977, Alain prend comme base moteur la Yamaha Grand Prix, vendue par l'importateur et la transforme complètement. Il réalise toute la partie cycle de l'engin, en employant des matériaux comme le titane. Mais la malchance est au rendez-vous : en 1980, Olivier se tue sur le circuit Paul-Ricard. Un an plus tard, alors qu'Alain décide de continuer malgré sa douleur, c'est au tour de Michel Rougerie de trouver la mort, en Yougoslavie, au guidon d'un de ses engins.

1982 sera une année-charnière pour l'artisan de Vendôme. Chevallier perd le soutien de Pernod, qui s'offre une moto à ses couleurs et à son nom, mais gagne celui d'Elf, à la fois financier et technique, et de Johnson. Deux pilotes vont défendre en 1981 ces machines, Eric Saul et Didier de Radigues, un jeune inconnu. Les victoires arrivent malgré les chutes du Belge qui laisse ainsi le titre mondial en 350 cm3, à l'Allemand Mang.

Cette catégorie ayant été supprimée en 1983, Chevallier porte ses efforts sur la 250 cm3. Il aligne trois machines et autant de pilotes : Jean-François Baldé, au pilotage éprouvé, Didier de Radigues, l'homme à abattre, et Thierry Espié, un transfuge de chez Pernod. Le bloc propulseur est toujours un Yamaha Grand Prix *totalement reconditionné*. Alain Chevalier étudie actuellement, sur un banc d'essai, un moteur Bartol Replica, fabriqué en Autriche, dont la puissance est exceptionnelle. Si le besoin s'en fait sentir, ce moteur — revu et corrigé par l'artisan — pourrait remplacer le bloc Yamaha en cours de saison. La main du maître.

DOMINIQUE GAUTRON.

D'un sport à l'autre

FOOTBALL. — *Les quinze membres du personnel administratif et de service de l'Association sportive de Saint-Etienne (A.S.S.E.) ont voté le principe d'une grève à partir du 23 mars. Ils s'inquiètent de l'*« impossibilité d'effectuer la paie de mars » *et critiquent l'*« incapacité des membres du conseil d'administration à adopter une politique de sauvegarde de l'A.S.S.E. ».

TENNIS. — *La première journée du Tournoi de Nice comptant pour le Grand Prix (doté de 75 000 dollars), le 21 mars, n'a pas été très favorable aux joueurs français : Bernard Fritz et Jean-Louis Haillet ont été éliminés par l'Espagnol Juan Avendano (6-4, 2-6, 6-1) et l'Américain Jimmy Brown (6-3, 6-7, 6-3). Le champion du monde junior Guy Forget a été sorti sèchement par son compatriote Christophe Casa (6-2, 6-2).*



INFORMATIONS « SERVICES »

LOISIRS

AU SALON DU MODÈLE RÉDUIT

Le champ infini de la miniature

De la locomotive au Fouga Magister, du contre-torpilleur au vaisseau spatial, de la plate-forme pétrolière à la ville médiévale de Sarlat, en Dordogne, de l'oasis à l'usine marémotrice, que ne peut-on faire en maquette ! Mais ce « on », qui est-ce ? Des millions de Français, hommes et femmes, enfants et troisième âge... et bien plus de millions encore chez les Britanniques.

Il y a les amateurs du dimanche qui ne se croient pas ridicules lorsque le lundi matin ils racontent à leurs collègues de bureau qu'ils ont joué au train électrique tout le week-end. Il y a les professionnels – P.M.E. ou artisans – regroupés ou non dans la Chambre syndicale nationale de la maquette volume, dont le président-fondateur est M. Philippe Valois. Tous, en tout cas, sont des artistes amoureux fous de la vérité miniature, mi-copie mi-création, mais toujours passion.

En 1980, le I[er] Salon de la maquette et du modèle réduit avait enregistré 98 000 visiteurs. L'an dernier, pour la troisième manifestation, on en était à 110 000. Pour M. Alain Barrau, directeur de la Spodex (1), président du Salon, le « maquettisme » (métier des professionnels) et le « modélisme » (activité des amateurs) *« font partie des loisirs techniques et intelligents. Tout est permis et l'imagination est infinie. L'aspect ludique se conjugue avec l'intérêt pédagogique et de la découverte technologique »*.

Lors du IV[e] Salon, des championnats de vitesse ou d'acrobatie seront organisés entre différents constructeurs amateurs, qui d'avions, qui de bateaux téléguidés. Que tout ceux qui, depuis des mois, construisent leurs chefs-d'œuvre dans un grenier n'hésitent pas à descendre dans l'arène du CNIT ! Les simples visiteurs pourront assister, devant des galères évoluant sur un plan d'eau de 400 mètres carrés, à la bataille de Lépante ; on suivra la course d'une voiture à essence, à l'échelle un huitième, qui fonce à 100 à l'heure ; on verra avec des figurines une campagne des armées de Napoléon (le ministère de la défense a un stand au salon...) ; on pourra ouvrir une petite mallette à l'intérieur de laquelle est installé un circuit de chemin de fer ; ou encore on remontera dans le temps, objets à l'appui, et l'on verra se dérouler toute l'histoire des voitures de pompiers et du matériel d'incendie.

Voilà pour le côté loisir, comme peut l'être le bricolage ou le jardinage. Mais pour la première fois, en 1983, un espace sera réservé aux professionnels de la maquette (ils sont environ soixante-dix à adhérer à la chambre syndicale). *« Il faudrait que la maquette fasse partie de l'univers quotidien de l'industriel. Prenez un chef d'entreprise qui prévoit de réaménager un atelier. Ne serait-il pas utile qu'il présente ses projets en maquette devant le comité d'entreprise pour que, dans la discussion, chacun voit bien de quoi il s'agit ? »*, plaide M. Valois. *« Mais nos entreprises sont fragiles et terriblement menacées par le travail noir »*, ajoute M. Valois, qui a en commande des travaux pour la société d'aménagement des Halles (SEMAH).

L'expo à l'horizon

Le IV[e] Salon n'a pas encore ouvert ses portes que déjà les organisateurs voient plus loin. En 1984, sera exposée une gigantesque maquette de Paris avec les sites retenus pour l'exposition universelle de 1989. On pense même installer un téléphérique miniature entre les anciens terrains Citroën et Bercy, (si ces emplacements sont bien, en définitive, retenus par les organisateurs).

L'Expo en miniature avant l'Expo grandeur nature ? La maquette d'architecte et d'industrie peut être une bonne méthode pour préparer les esprits à la désormais « grande affaire » de Paris.

F. GROSRICHARD.

★ IV[e] Salon de la maquette et du modèle réduit, Palais du CNIT, Paris, la Défense, du 2 au 10 avril, de 10 h à 19 h ; vendredi 8 avril jusqu'à 22 heures.

(1) Spodex, Société pour l'organisation d'expositions, 2, place de la Bastille, 75012 Paris. Tél. : 345-55-55.

PARIS EN VISITES

JEUDI 24 MARS

« Le Marais », 15 heures, place des Vosges, statue de Louis XIII (Approche de l'art).

« La Franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Galeries et passages couverts », 15 heures, 6, rue Vivienne (Les Flâneries).

« L'Institut Pasteur », 15 heures, 25, rue du Docteur-Roux, M[me] Hauller.

« Hôtel de Brinvilliers », 15 heures, 12, rue Charles-V (Histoire et archéologie).

« La place Dauphine », 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris autrefois).

« Du Sentier au Palais-Royal », 14 h 30, 89, rue Réaumur (Paris pittoresque et insolite).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant la poste, M[me] Romann.

« Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

« Le Moyen Age », 11 heures, 19, rue de Vaugirard (Visages de Paris).

CONFÉRENCES

15 heures, 46, rue Barrault, M[me] D. Koechlin de Bizemont : « De retour d'Amérique » (Université populaire de Paris).

17 heures, 107, rue de Rivoli, docteur Ph. Perrot : « Le corps et le vêtement bourgeois du dix-neuvième siècle ».

18 heures, 125, avenue de Suffren, MM. P. Henquet, Y. de Gentil Baichis : « Année de la communication. Rôle des mass media ».

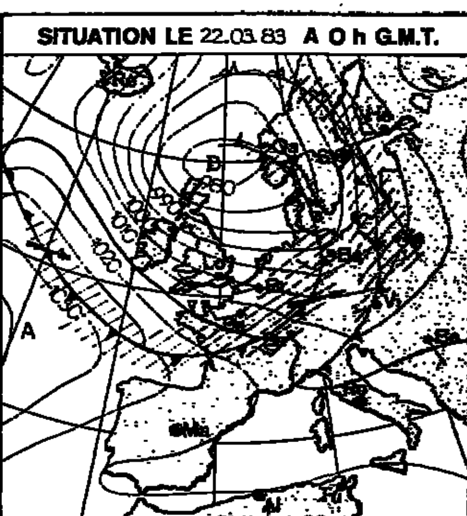
18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité : « De la rosière à la Miss, la jeune fille dans les fêtes populaires ».

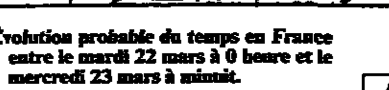
19 heures, 62, rue Madame : « Les romano-africains, politique et religion » (Arcus).

20 h 30, 21, boulevard Jourdan, M[me] N. Olivier et M. J.-P. Waguet : « Peinture spontanée et expression de soi ».

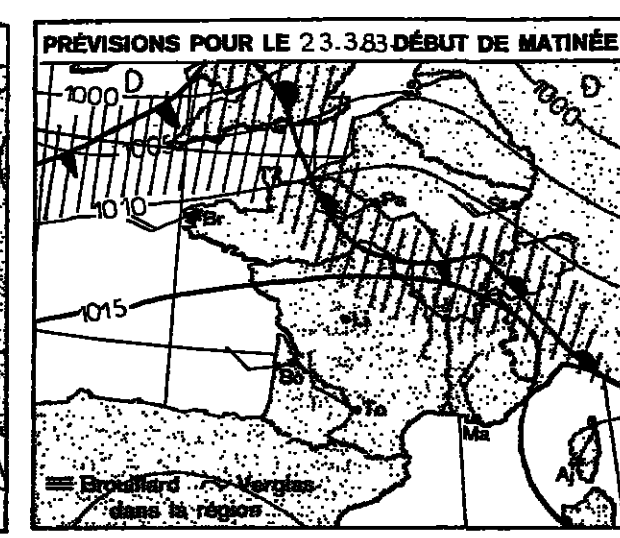
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22.03.83 A 0 h G.M.T.

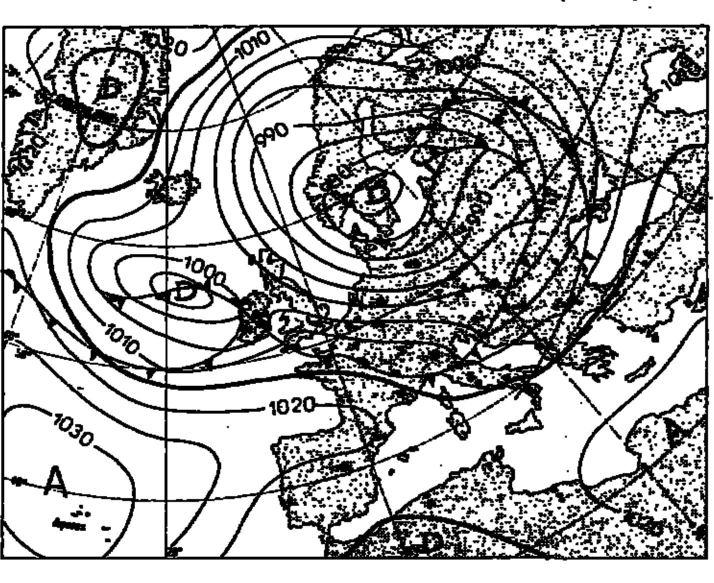




PRÉVISIONS POUR LE 23.3.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 23 MARS A 0 HEURE (G.M.T.)



Évolution probable du temps en France entre le mardi 22 mars à 0 heure et le mercredi 23 mars à minuit.

La France se maintiendra dans un flux d'ouest à nord-ouest, perturbé et relativement frais.

Mercredi, en matinée, il fera beau sur les régions méditerranéennes ainsi que sur le sud des Alpes. Des éclaircies se développeront également sur l'Aquitaine, le Massif Central, le Poitou et les Charentes. Sur les autres régions, les passages nuageux seront abondants et donneront des averses sur la Lorraine, l'Alsace, la Champagne et les Ardennes, de la pluie continue en Bretagne et en Normandie.

Dans l'après-midi, ces pluies se déplaceront vers le sud-est ; elles se situeront, en fin de journée, des Pyrénées aux Alpes et à la Méditerranée, tandis que sur la moitié Nord-Ouest se généralisera un temps instable avec des éclaircies et quelques averses. Des chutes de neige se produiront en montagne, sauf sur les Alpes du Sud. Il fera plutôt frais : les températures maximales s'échelonneront de 8 à 15 degrés du nord au sud du pays.

Quant aux vents, ils souffleront assez fort du sud-ouest puis de l'ouest sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 22 mars à 7 heures, de 1 012,4 millibars, soit 759,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 21 mars ; le second le minimum de la nuit du 21 mars au 22 mars) :

Ajaccio, 16 et 8 degrés ; Biarritz, 13 et 10 ; Bordeaux, 12 et 8 ; Bourges, 13 et 7 ; Brest, 12 et 6 ; Caen, 12 et 4 ; Cherbourg, 9 et 4 ; Clermont-Ferrand, 15 et 7 ; Dijon, 14 et 4 ; Grenoble, 19 et 6 ; Lille, 10 et 3 ; Lyon, 17 et 8 ; Marseille-Marignane, 18 et 10 ; Nancy, 12 et 2 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 8 ; Paris-Le Bourget, 12 et 3 ; Pau, 12 et 8 ; Perpignan, 23 et 12 ; Rennes, 13 et 5 ; Strasbourg, 14 et 4 ; Tours, 12 et 6 ; Toulouse, 13 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 10 degrés ; Amsterdam, 8 et 4 ; Athènes, 19 et 8 ; Berlin, 11 et 3 ; Bonn, 11 et 2 ; Bruxelles, 9 et 3 ; îles Canaries, 20 et 17 ; Copenhague, 9 et 1 ; Dakar, 38 et 20 ; Djerba, 22 et 13 ; Genève, 18 et 7 ; Jérusalem, 19 et 6 ; Lisbonne, 20 et 11 ; Londres, 11 et 2 ; Luxembourg, 9 et 2 ; Madrid, 23 et 6 ; Moscou, 3 et –2 ; Nairobi, 30 et 17 ; New-York, 14 et 7 ; Palma-de-Majorque, 23 et 6 ; Rome, 16 et 10 ; Stockholm, 2 et –1 ; Tozeur, 27 et 15 ; Tunis, 22 et 11.

Probabilités pour jeudi, vendredi et samedi

La situation perturbée s'avancera vers la Méditerranée et les Balkans, tandis que sur la France, un flux d'air frais et instable de secteur nord se généralisera avec établissement d'un temps à giboulées.

Jeudi : après quelques pluies matinales, des Alpes aux régions méditerranéennes, rapide extension à l'ensemble de la France : temps instable et plus frais avec rotation des vents à nord-ouest et alternance d'averses et d'éclaircies. Ondées orageuses du sud des Alpes à la Corse.

Vendredi et samedi : temps frais et instable sur l'ensemble de la France, avec giboulées et rafales de nord et nord-ouest. Neige en montagne à partir de 600 mètres, surtout sur les versants nord. Mistral et tramontane.

Baisse des températures surtout sensible sur les maximums, qui s'échelonneront de 5 à 9 degrés du Nord au Sud, atteignant 10 à 13 degrés dans le Midi méditerranéen. Gelées matinales à craindre, samedi, à la faveur d'une atténuation des vents.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BREF

STAGES

MUSIQUE EN ALSACE. – La Maison régionale de la musique de Sainte-Croix-aux-Mines (Haut-Rhin) organise d'avril à septembre différents stages musicaux avec, au programme, de la musique de chambre, musique ancienne, flûte contemporaine, etc.

Pour obtenir le calendrier de ces stages, s'adresser à la Maison régionale de la musique, 68160 Sainte-Croix-aux-Mines. Tél. : (89) 58-72-33.

ARCHÉOLOGIE. – L'Archéologue départemental du Val-de-Marne et l'ASPAV organisent des stages gratuits d'initiation au problème de l'archéologie (stratigraphies des niveaux géologiques proches, d'archéologie, relevé de terrain, fouilles...). Du 30 mars au 13 avril : stage d'initiation ; du 1[er] au 31 août : stage de pratique.

★ Service départemental d'archéologie du Val-de-Marne, 23 bis, rue des Mèches, 94 000 Créteil, Tel. : 207.93.53.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

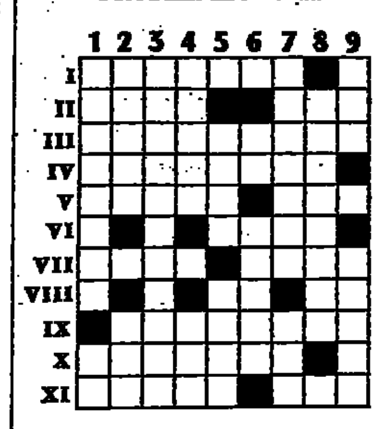
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3411



HORIZONTALEMENT

I. Est souvent insolente chez des gens vraiment sans gêne. – II. Patron vénéré des Artésiens. Le premier s'est perdu dans la nuit des temps, quant au dernier il exige une certaine recherche. – III. Donner un certain cachet. – IV. Statue dans un palais. – V. Sujet d'un entretien difficile. Qui peut être coordonné. – VI. Bousculade au portillon. – VII. Défend la liberté. Transporteur à la S.N.C.F. – VIII. Grecque. Participe passé. – IX. Action du pendule ou d'une certaine pièce de la pendule. – X. Sans elles, aucun piston ne saurait procurer de l'avancement. – XI. Spoliée. Sujet épineux sur lequel on peut s'étendre.

VERTICALEMENT

1. Association où les membres supérieurs ne jouent qu'un rôle secondaire. Au cœur du problème. – 2. Beaucoup plus de gens y restent qu'ils n'en sortent. Se farcit à la cuisine, mais au salon il faut se la farcir. – 3. Peuvent être mères, jamais grands-mères. – 4. Famille nombreuse. Force facilement une place avec son canon. – 5. Plonger dans le monde du silence. Revers ou cause de revers. – 6. Préposition. Pas toujours bon à tout, mais jamais bon à rien. – 7. Pour le faire au figuré une luxueuse voiture s'impose, quant au sens propre un mauvais tacot suffit. Sigle hallucinogène. – 8. Femme souvent sur les nerfs. – 9. Il est dangereux de voyager sur sa ligne. Certains n'admettent pas qu'on leur ait fait perdre leur latin.

SOLUTION DU N° 3410

Horizontalement

I. Bagatelle. – II. Atre. Toit. – III. Loire. Car. – IV. Lumineuse. – V. Étés. SSS. – VI. Réputés. – VII. Il. Rose. – VIII. Nil. Pi. – IX. Epithète. – X. Pore. Hue ! – XI. Génisse.

Verticalement

1. Ballerine. – 2. Atout. Lippe. – 3. Grimer. Lion. – 4. Aériser. Tri. – 5. En. Pochés. – 6. Et. Esus. – 7. Locuste. Thé. – 8. Liasse. Peu. – 9. Etre. Soi. Et.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 21 et mardi 22 mars :

DES DÉCRETS

● Modifiant certaines dispositions du décret du 9 juin 1972 organisant la profession d'avocat ;

● Relatif au régime fiscal des journaux et publications périodiques ;

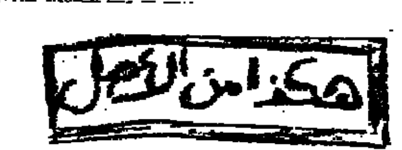
● Portant révision du code rural pour ce qui concerne les dispositions législatives relatives aux baux ruraux.

UN ARRÊTÉ

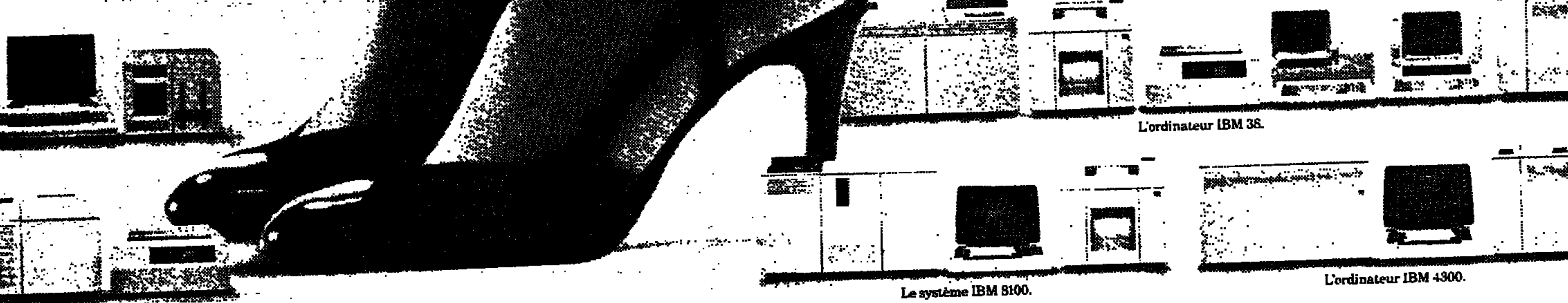
● Portant création d'une instance nationale de formation des personnels de l'éducation surveillée.




هكذا من الأصل


هكذا من الأصل





L'ordinateur IBM 34.

Bien que sa simplicité d'emploi soit l'une de ses caractéristiques essentielles, l'IBM 34 est assez grand pour être l'ordinateur central d'une PME — ou le système décentralisé d'une grande entreprise. En d'autres termes, il peut être aussi souple que l'entreprise qui l'emploie. Les IBM 34 sont maintenant des milliers dans le monde à aider les entreprises, contribuant aussi bien à la bonne marche d'un cabinet de groupe dans une profession libérale, qu'à la gestion d'opérations bancaires évoluées.

L'ordinateur IBM 38.

C'est vraiment un petit grand ordinateur: il vous donne des fonctions et des avantages de grands systèmes pour le prix d'un petit équipement. Nous l'avons conçu en adaptant les technologies IBM, comme les logiciels IBM les plus récents. Ce qui fait de ce système très évolué un système en réalité simple à utiliser. Inutile d'avoir une équipe de spécialistes pour guider la machine à travers un programme, étape par étape: la spécialisation informatique y est pour ainsi dire intégrée. L'ordinateur IBM 38 peut aider chacun de vous au cours d'une tâche quotidienne, ainsi qu'en cas d'urgence, pour un gros travail.

Le système IBM 8100.

Il vous donne accès à un réseau d'informations interconnecté, dans tous vos bureaux, magasins, entrepôts, gérés par un seul système. Par exemple, votre IBM 8100 pourrait être au coeur d'un ensemble intégré de systèmes de bureau, pour le traitement des textes et des données. L'installation et l'utilisation d'un tel système sont grandement facilitées par les programmes d'application IBM disponibles.

L'ordinateur IBM 4300.

Son prix modéré et sa compacité permettent de mettre ce supermini au rang des petits systèmes. En fait, le haut de gamme a la puissance et les possibilités d'un vrai grand (son jeu d'instructions est le même que celui de notre série 308X). L'IBM 4341 modèle 9 en particulier, permet des applications scientifiques et une maîtrise technique très évoluées. Son excellent rapport prix/performance et ses larges possibilités de croissance modulaire, en font un système attractif et compétitif.

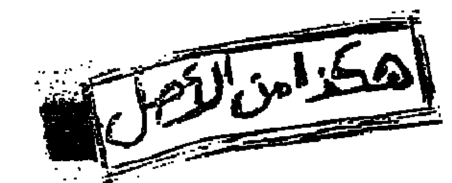
LM5

Pour plus ample information, écrivez à:
IBM France, Centre de Services,
Tour Générale, 92088 PARIS
La Défense Cedex 22.
Ou téléphonez à: (1) 776 95 14.

☐ Désire recevoir une documentation sur le système IBM.
☐ être invité à une démonstration.

M ______________________
Fonction ______________________
Entreprise ______________________
Adresse (ville et code postal) ______________________
____
Téléphone ______________________

IBM

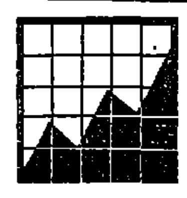


ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Contrôle de gestion
Etudes stratégiques

Rejoignez l'équipe de la direction générale !

Nous sommes **une des premières sociétés françaises d'assurances** et nous renforçons les équipes de la **Direction générale**, chargées du contrôle central de gestion, des études générales et du développement stratégique. Rejoignez-nous si vous êtes **diplômé de l'enseignement supérieur** (grande école ou équivalent) **avec une formation complémentaire économique** et si vous disposez dans ces différents domaines d'une **expérience professionnelle** de quelques années en entreprise.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 2447/LM à



9, Bd des Italiens - 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

L'un des agents de change parisiens (50 personnes), réputé pour son dynamisme commercial, cherche

un secrétaire général

Assisté d'une trentaine de collaborateurs, vous prenez en charge les services comptabilité générale, clients, caisse espèces et titres, bourse, informatique (nous disposons d'un mini-transactionnel utilisé en libre-service), la gestion du personnel, les questions juridiques et fiscales.

A 35 ans minimum, de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co), vous avez acquis une bonne expérience pratique en comptabilité, organisation, informatique, administration dans la banque, un établissement financier ou une compagnie d'assurances, complétée par de solides connaissances juridiques et fiscales, et souhaitez vous intégrer à une équipe jeune et performante.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4322 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DYNAMIC SKIS

Directeur Technique

On ne gagne pas par hasard.
Si depuis 50 ans, nos skis équipent les meilleurs skieurs, c'est grâce à notre esprit d'innovation, à l'enthousiasme et la conscience de nos techniciens et de nos ouvriers.
Avec 55 % d'activité à l'exportation, 25 % d'accroissement en volume et 60 % en chiffres d'affaires en 2 ans, nous connaissons une forte expansion. Nous voulons conserver notre place dans l'innovation, développer notre productivité et, dans ce but, nous vous proposons de nous rejoindre pour créer la fonction de Directeur Technique.
Rattaché au PDG, vous prendrez la coordination des services recherche, production et services généraux (environ 180 personnes), vous aurez pour mission d'aider l'entreprise à créer de nouveaux produits, aider à les mettre au point, aider la fabrication pour qu'elle obtienne les meilleures conditions de coût et de qualité. La fabrication des skis fait appel à des techniques multiples : travail du bois et du métal, injection, moulage de matières plastiques, sérigraphie.
Il vous faut une formation d'Ingénieur généraliste, une expérience d'animation de plusieurs années comme responsable de production, une expérience importante en méthodes et en recherche. Vos conseillers seront Jean-Claude-KILLY et Michel ARPIN. Vous devez vous-même pratiquer le ski alpin.
Vous devrez fixer votre domicile dans les environs de ST ETIENNE DE ST GEOIRS, aéroport de GRENOBLE.

Nous avons chargé notre Conseil, la CORT, de prendre avec vous les premiers contacts.

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae en indiquant votre rémunération, sous référence 2904 M et vous assure de sa totale discrétion.

CORT - Département Recrutement - 65, avenue Kléber 75116 PARIS.

CORT
Paris-Lille-Strasbourg

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein

SOCIETE DE GESTION DE L'ENERGIE
Filiale du Groupe

elf aquitaine

recherche

Directeurs Développement Régional

(MONTPELLIER, NANCY, PARIS)

Vous avez entre 35 et 40 ans environ.

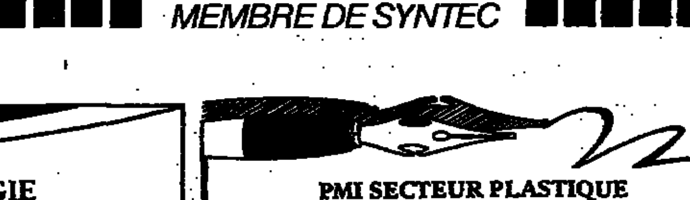
Après des études de haut niveau, dans une grande école de commerce (HEC, ESSEC) ou d'ingénieurs (X - ECP - MINES), les différentes étapes de votre vie professionnelle vous ont mis au contact des réalités opérationnelles (de gestion, de commerce ou de fabrication) dans un premier temps comme membre d'une équipe, comme patron de cette équipe ensuite.

Vous estimez nécessaire aujourd'hui d'aborder une étape nouvelle de votre carrière et d'exercer les responsabilités les plus larges sur le plan de la conduite des hommes, de la gestion et du commerce dans un secteur économique en expansion.

Entreprise de services dans le domaine de la gestion de l'énergie, nous vous proposons de prendre la responsabilité d'un ensemble régional (100 personnes, 100 MF de chiffre d'affaires) que vous serez chargé de manager puis de développer.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4377 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein



PMI SECTEUR PLASTIQUE
recherche son

SECRETAIRE GENERAL

30 ans environ 5 ans expérience professionnelle dans PME, diplômé d'études supérieures.

IL PRENDRA EN CHARGE :
- La Direction administrative :
  gestion du personnel, vie des Sociétés, assurances, contentieux, fiscalité.
- La Direction financière :
  élaboration et suivi du budget, analyse des dépenses évolution de la comptabilité analytique.

Envoyer CV + photo + prétentions s/réf. 1.705
à : PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) – emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) – emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



Leader mondial des travaux sous-marins. Des technologies de pointe et une recherche permanente.

Ingénieurs Soudeurs

de haut niveau Recherche et Développement.

Responsable de la définition des projets et du respect des programmes. il organisera aussi les procédures. les tests et les contrôles et participera occasionnellement aux réalisations offshore. Réf M 545

confirmé Ingénierie.

Il organisera et contrôlera les opérations de soudage offshore. des études à la fin des différents projets. Réf M 546

Postes basés à Marseille. déplacements à prévoir.
Anglais pratique impératif - expérience de soudure hyperbare appréciée.
Envoyez votre dossier en précisant la référence et votre niveau de rémunération. à la Direction du Personnel COMEX. BP 143, 13275 Marseille Cédex 09.



Ingénieurs débutez par l'exportation

Nous sommes le leader européen de l'entreprise électrique. Nos Services Travaux Extérieurs travaillent sur 100 chantiers dans 70 pays. Notre société connaît un développement spectaculaire, ses commandes à l'exportation ont quadruplé de 1980 à 1982. Ce dynamisme nous le conserverons grâce à vous :

JEUNES INGÉNIEURS
SUPELEC, MINES, ENSAM, ENSI

Vous êtes **débutants**, nous vous proposons après une période d'adaptation pratique de 6 à 8 mois à nos activités et à notre organisation au sein de nos centres de formation et chantiers en France d'aller construire des centrales électriques, des dispatchings, des postes H.T., des aéroports,... à DJAKARTA, CARACAS, DOHA, TRIPOLI, ABIDJAN... où vous pourrez résider avec votre famille.
Vous avez envie de prendre rapidement des responsabilités à un niveau élevé, d'être votre propre patron, de travailler dans le monde entier sur des chantiers que vous aurez à réaliser en mettant en œuvre les techniques modernes d'une gestion informatisée, venez nous rejoindre.
Mobile, homme de terrain et d'action, nous apprécierons également que vous ayez des connaissances dans une ou plusieurs langues étrangères.
Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'une Société Internationale dont l'importance et l'expansion nous permettrons d'assurer votre évolution.



Ecrivez-nous à :
CGEE ALSTHOM Services des Travaux Extérieurs - 13, rue Antonin-Raynaud
92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

Maroc

RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES

Cette Société (100 Millions de Francs de C.A., 200 personnes) est la filiale marocaine d'un groupe industriel français de dimension internationale, spécialisé dans la chimie et la pharmacie. L'unité de production de Casablanca fabrique une gamme variée de produits pharmaceutiques.
Directement rattaché au Directeur Général, le Responsable des Services Techniques assume les fonctions Entretien, Travaux Neufs, Méthodes et Services Généraux. Il dirige et anime un effectif de 40 personnes.
Chargé de la maintenance et de l'assistance à la production, il est responsable de son budget et participe à la réalisation efficace d'un programme d'investissements (4 Millions de Francs par an).
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electromécanicien (AM, INSA, CNAM ou équivalent) de 28 ans minimum. Sa première expérience industrielle lui a permis d'acquérir de réelles compétences dans le domaine Entretien.
Après un court passage dans l'une des unités de production de la société, il sera amené à prendre ses responsabilités dans l'unité de production de CASABLANCA. Il bénéficiera des avantages liés au statut d'expatrié.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 5669 B. à

EGOR
CARRIERES INTERNATIONALES
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

media system

RECHERCHONS

ÉTUDIANT
en dernière année école marketing ou
JEUNE INGÉNIEUR
pour une mission d'étude de marché du disque en Afrique. Durée 1 mois 1/2 av. déplac. en avril et mai.
Tél. (3) 031-64-37.

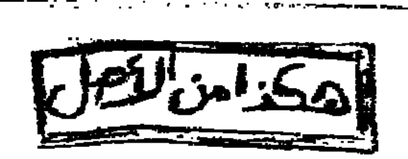
GESTION 2000 ETT
102, r. La Fayette, Paris-10e
Pour chantier
ARABIE
INGÉNIEUR
ÉLECTRICITÉ BATIM. MT-BT
Parlant anglais
TÉL. : 246-42-01

FRANCEVILLE GABON.
Institution altogovéenne d'enseignement secondaire, collège privé, réputation établie, en voie d'expansion, recherche professeurs toutes matières et intendant pour rentrée 83. Envoyer c.v. avec photo à M. Legal, 7, rue Nicolas-Dorbelles, 37100 TOURS.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43.40	51.47
DEMANDES D'EMPLOI	13.00	15.42
IMMOBILIER	33.60	39.85
AUTOMOBILES	33.60	39.85
AGENDA	33.60	39.85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR COMMERCIAL

300.000 F + **PARIS**

Nous sommes un Groupe Français important, 6 Sociétés, spécialisé dans l'importation et la distribution de produits pétroliers, de combustibles et de services annexes.

Pour renforcer notre équipe dirigeante, nous recherchons **un Directeur Commercial** âgé d'au moins 30 ans, de formation grande école (HEC, ESSEC, Sup de Co,...) ou universités ayant déjà acquis l'expérience d'une direction commerciale dans ce secteur d'activité.
Rattaché directement au P.D.G., il devra définir la politique commerciale du Groupe et sera responsable de son application dans les différentes sociétés.

Poste évolutif en fonction des capacités du candidat.

De fréquents déplacements de courte durée sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à notre conseil :

IDL **Isabelle D. LAVAUD** - Psycho-Sociologue
JUMELLES 27220 ST ANDRE DE L'EURE

MAISON FAMILIALE CONSTRUCTEUR S.A.
Société du Groupe Maison Familiale,
chargée de la commercialisation des maisons à l'unité en secteur diffus,
recherche son

directeur des relations humaines

Il sera particulièrement chargé du recrutement, de la formation, de l'évaluation et du suivi de carrière de l'ensemble du réseau national. Directement rattaché au P.D.G. de la Société, son poste est situé au Siège, à CAMBRAI, mais implique de fréquents déplacements sur Paris et la France.

PROFIL :
- formation supérieure commerciale ou juridique,
- expérience de plusieurs années dans la fonction Relations Humaines et en particulier dans les forces de vente,

• *rémunération motivante,*
• évolution de carrière possible au sein du Groupe, en particulier vers des responsabilités opérationnelles.



Adresser curriculum vitae à Yves CREN
GROUPE MAISON FAMILIALE
Avenue du Cateau
59342 CAMBRAI CEDEX.

La Filiale Française d'un très important Groupe Anglais spécialisé en distribution de pièces détachées automobiles, cherche pour ses établissements de TOURS et CAEN (200 personnes environ dans chaque établissement)

Un Directeur Administratif et Comptable

charge(e) de la comptabilite génerale et financiere et de la gestion du personnel.

Nous demandons :
• le niveau du DECS, et l'experience de la comptabilite anglo-saxonne et de très bonnes connaissances en droit du travail.
• le passage par une école supérieure de gestion serait un atout très apprécie pour ces postes extrêmement autonomes.

Salaire annuel de départ de l'ordre de 180.000 F.
Ecrire avec C.V. en precisant ville souhaitee à
Madame D'ORNANT

FIDAL PARIS 18 Bis, rue de Villiers
92303 LEVALLOIS PERRET

Diriger une clinique dans la Drôme

Une clinique chirurgicale de taille moyenne mais remarquablement performante.
En votre qualité de Directeur, vous serez responsable de la gestion complète de l'établissement : direction du personnel salarié, comptabilité, administration générale et commerciale, achats... Vous assurerez également les relations extérieures avec les organismes de tutelle et bien sûr avec les praticiens pour tout ce qui concerne l'organisation et la coordination des activités.
De formation supérieure, vous avez, à 35 ans environ, déjà assumé des responsabilités similaires et vos compétences en matière de gestion comptable et financière et direction de personnel sont prouvées par plusieurs années de pratique. Une expérience dans le cadre de l'hospitalisation privée est un atout, mais nous examinerons également les candidatures issues d'autres milieux professionnels si les compétences et les qualités relationnelles sont indiscutables.
Ce poste dépend directement du PDG. Il est à pourvoir dans une région particulièrement agréable. La rémunération sera de l'ordre de 200.000 F, selon l'expérience du candidat.
Nous avons confié à ALGOE le soin d'étudier très confidentiellement votre candidature. Adressez-là sous réf. 765 M en précisant votre rémunération actuelle à Carole de CHILLY.

ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTEC

Desselh

IMPORTANTE ENTREPRISE DE TRANSPORTS
recherche

DIRECTEUR

DE SON ETABLISSEMENT DE CAEN
(130 personnes)

Spécialités : Charges complètes et messagerie
Profil : Forte aptitude au commandement, bon gestionnaire, esprit commercial, expérience transports indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions, sous référence 3017 LM, à Pierre Mulot Publicité – 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

---

directeur de production informatique

PARIS OUEST

Nous sommes la SSCI interne d'un très important Organisme Public et nous disposons d'outils de production (un IBM Central et un réseau de mini), reconnus par la profession parmi les plus avancés et les mieux adaptés à nos applications, dont certaines des plus originales. A la tête de votre département (plus de 60 personnes) et en relation étroite avec les Etudes et les équipes systèmes, vous êtes l'animateur et la "cheville ouvrière" des ateliers et des services ordonnancement, industrialisation et méthodes, de façon à répondre et à maîtriser, en qualité, coûts et délais, les besoins de vos "clients". Au sein de l'équipe de Direction vous participez à la gestion ainsi qu'aux décisions et choix d'avenir. Votre formation (ingénieur Grande Ecole) et votre évolution professionnelle vous font rechercher un poste plus complet où votre bagage technique incontestable (connaissances des grands systèmes, du télétraitement, des réseaux) et vos compétences de manager (tout aussi indubitables) trouveront un excellent terrain d'application : un bon esprit, un milieu stimulant, des équipes soudées et fières de leurs produits, de la stabilité mais aussi un "challenge" pour faire mieux.

Tout échange d'informations (C.V. ou demande de renseignements) sera traité de façon confidentielle.

HB **Hervé Le Baut-Consultants**
11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 265.38.39

Organisation et Publicité

PIÈCES TECHNIQUES
moulées & extrudées
750 pers. - 160 millions F.

200 KM A L'OUEST DE PARIS
FILIALE D'UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL
recrute
en prévision prochain départ en retraite

DIRECTEUR TECHNIQUE
250.000 F

HOMME D'INNOVATION pour reprendre en charge une centaine de personnes réparties en • LABORATOIRE • MÉTHODES. Prix de Revient/suivi investissements • BUREAU D'ÉTUDES/outillages • ENTRETIEN et T.N.

• INGÉNIEUR *mécanicien ou électromécanicien.*
• *Solide* EXPÉRIENCE DE RESPONSABILITÉS SIMILAIRES, de préf. en ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE. Connaissance du CAOUTCHOUC (ou des plastiques) et l'ANGLAIS appréciée.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5027 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ANNONCES CLASSÉES
TÉLÉPHONÉES
296-15-01



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



INGENIEUR DEVELOPPEMENT Réf. 362/M

Ingénieur, votre expérience du travail à l'étranger (direction de chantier important, d'agence, de projet, d'affaire) acquise de préférence en **AFRIQUE**, vous a préparé à établir des contacts à niveau élevé, à négocier, aussi bien avec les clients qu'avec les opérationnels. Vous effectuerez des déplacements fréquents à partir de **PARIS**. Nous vous proposons de développer notre courant d'affaires T.P. en AFRIQUE NOIRE.

CORRESPONDANT DEVELOPPEMENT Réf. 365/M

Jeune Ingénieur diplômé, vous avez une expérience de deux ou trois ans de T.P. à l'étranger, acquise en travaux et/ou en études de prix. Vous souhaitez évoluer vers des fonctions technico-commerciales. Vous parlez et écrivez couramment l'anglais et vous appréciez les missions de courte durée à l'étranger.

En collaboration étroite avec un ingénieur développement, vous serez chargé à **PARIS**, de la supervision des dossiers de préqualification, de la coordination des études de prix, du recueil et du traitement, des informations nécessaires au développement de projets.

DIRECTEUR DE TRAVAUX Réf. 722/M

Ingénieur de formation, vous avez choisi les T.P., pour l'importance des ouvrages à construire et des responsabilités à assumer. Ouvert aux évolutions de la profession, vous savez que l'ETRANGER est maintenant votre champ d'action, vous parlez au moins une langue importante pour ce métier (Anglais, Espagnol, Portugais).
Vous avez déjà 6 à 10 ans d'expérience solide (en FRANCE ou à l'ETRANGER).

ETUDES DE PRIX Réf. 368/M

Ingénieur de formation, vous avez quelques années d'expérience de chantier de T.P. en **FRANCE** et peut-être à **l'ETRANGER**, une pratique déjà étendue des Etudes de Prix. Dans ce domaine, vous souhaitez échanger vos responsabilités et prendre rapidement la tête d'une équipe complète.

Nous sommes un groupe de 18.000 personnes, nous réalisons déjà la moitié de notre activité G.C. - T.P. hors de **FRANCE**. Nous souhaitons renforcer notre développement dans ce secteur. Nos moyens nous le permettent, vos talents nous y aideront. Prenez contact avec Monsieur RENOTTE sous la référence choisie (C.V., photo et rémunération actuelle) **CAMPENON BERNARD** - 92/98, bd Victor Hugo 92115 CLICHY

Entreprise recherche pour filiale africaine spécialisée entre autre dans etudes et construction lignes énergie électrique MT. HT. THT, et canalisations eau

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

pour établissement devis, suivi chantiers et pouvant assurer ulterieurement la responsabilité du service.

Envoyer C.V., photo et pretentions sous réf. 57603 M à BLEU Publicite 17, rue Lebel - 94307 Vincennes Cedex (qui transmettra)

Société aménagement et construction Guadeloupe recherche

NÉGOCIATEUR FONCIER CADRE

confirmé
30 ans minimum
licence en droit.
Diplômé de notariat ou équivalent, connaissance approfondie droit foncier et immobilier, procédure expropriation et fiscalité immobilière.
Expérience professionnelle acquise de préférence en cabinet géomètre, étude notaire, administration ou organisme similaire. Sens de la décision, du commandement, des relations humaines, sérieuses aptitudes à la négociation.
Connaissance milieu local appréciée.
Poste à pourvoir immédiatement.
Ecr. s/n° 7.922 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emplois régionaux



informaticien gestion de production

ESSO CHIMIE (1 200 personnes dont 300 Ingénieurs et cadres - CA 4 600 Millions de Francs) *recrute pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon* en Seine-Maritime entre Le Havre et Rouen un

ingénieur grande école

débutant ou ayant quelques années d'expérience pour travailler au sein d'une équipe d'ingénieurs sur un système de gestion intégré de production mettant en œuvre les techniques les plus modernes en matière de bases de données et de télécommunications.

Qualités personnelles souhaitées :
– bonne maîtrise de l'anglais,
– goût du travail en province et en usine,
– sens des contacts,
– méthode et rigueur,
– adaptabilité.

Évolution de carrière possible après quelques années soit dans le secteur informatique, soit dans d'autres fonctions à l'usine.
Salaire de départ 130 KF/an ou plus suivant expérience.
Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 75887/LM à M. REYNAUD-PALIGOT.

Département des Relations sociales



BP 52 - 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon

HAVAS CONTACT





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Fonction personnel : un poste à responsabilités ...

...plus particulièrement dans **l'administration des 4000 personnes** employées aux **3 SUISSES** (un des leaders français de la Vente par Catalogue).

ADJOINT de notre **DIRECTEUR DU PERSONNEL**, vous participerez, pour les maitrises et mensuels, à l'élaboration et à l'application de la politique humaine de l'entreprise, à l'établissement de notre budget «personnel». Vous étudierez les procédures necessaires à la mise en œuvre de la gestion prévisionnelle et en assurerez le suivi. En fonction de la législation sociale, vous contribuerez à la définition de notre politique salariale, dont vous contrôlerez l'application. Enfin, vous évaluerez les postes de travail et veillerez à l'harmonisation des qualifications. Vous serez assisté d'une trentaine de personnes dont 4 cadres.

De *formation supérieure*, vous avez acquis, au cours d'une **expérience réussie de plusieurs années dans la fonction personnel, de bonnes connaissances en informatique** et, bien sûr, en droit du travail. Homme de contact et de négociation, vous êtes organisé et rigoureux.

Pour ce poste de haut niveau, basé à **CROIX (59)**, nous vous offrons une rémunération motivante et de réelles perspectives d'évolution au sein de notre société, en forte expansion (+20% par rapport à 1981) sur son marché.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions aux **3 SUISSES** - Direction des Relations Humaines 12, rue de la Centenaire - 59170 CROIX.

3 SUISSES

JEUNE ASSISTANT AU SERVICE DU PERSONNEL

Une entreprise de 1100 personnes (Fabrication + 22 agences Travaux) à Strasbourg, recherche ce jeune cadre, niveau DUT Gestion du personnel ou similaire ayant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée de la fonction Personnel : législation, contrats, rémunérations etc.

- Une connaissance des applications informatiques dans ce domaine, ainsi que le goût des chiffres seraient appréciés
- Poste d'avenir stable et évolutif

Adr. CV dét. ss réf. AP à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

GROUPE INTERNATIONAL,
situé à 100 km au Nord de Paris, leader sur son marché,
recherche

UN RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL

Il aura la responsabilité :

- du recrutement du personnel non cadre,
- de la gestion administrative du personnel (gestion du travail temporaire...),
- des statistiques sur des études ponctuelles... (absentéisme, pyramide des âges).

Le candidat de formation supérieure (ESC, EDHEC, DESS en Psychologie industrielle) aura 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.

Au-delà de sa compétence, son tempérament concret et sa volonté de performance seront décisifs.

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Cette annonce peut intéresser des débutants à fort potentiel.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2204 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Nice BIENS D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIELS - SECTEUR MÉCANIQUE

Objectif 1986 : tripler notre chiffre d'Affaires

Contrôleur de gestion

Outre la direction des Services Comptables et Informatique, il aura à définir les sytèmes de gestion, à mettre en œuvre la procédure budgétaire et à établir les situations de trésorerie. Cette fonction importante et très évolutive ne pourra être confiée qu'à un gestionnaire de haut niveau justifiant d'une large expérience acquise dans le secteur industriel. Une très bonne pratique de l'informatique est nécessaire (gestion de production). réf. 386 A

Directeur commercial

Il aura pour première mission de participer à la restructuration du réseau de distribution. Il dirigera l'action commerciale, l'administration des ventes, l'assistance technique pour les ventes France et à l'exportation. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente de biens d'équipement, de formation supérieure, technique ou commerciale, mais justifiant d'une solide technicité. Langue anglaise impérative, allemande souhaitée. réf. 386 B

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence concernée, par notre Conseil

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

GROUPE INTERNATIONAL,
situé à 100 km au Nord de Paris, leader sur son marché,
recherche

UN ACHETEUR HAUT NIVEAU

Il devra :

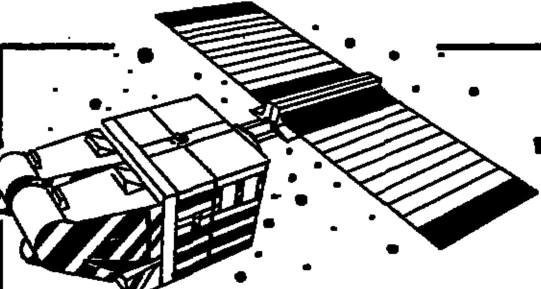
- définir et étudier des séries de pièces de mécanique générale (tôlerie, emboutissage et mécano-soudure) destinées à la sous traitance,
- rechercher de nouveaux fournisseurs et négocier leurs contrats,
- analyser et adapter les besoins de la sous-traitance en petites séries d'outillage.

Ingénieur de formation supérieure (AM ou équivalent), complétée par une formation gestion (IAE ou équivalent), il aura un minimum de 3 ans d'expérience dans un service achat.

Pour réussir à ce poste, un anglais courant et de bonnes notions en informatique sont nécessaires.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2203 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10



THOMSON-CSF
Département Satellites

recherche
pour son CENTRE DE TOULOUSE

INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE
Position II ou III A

ayant quelques années d'expérience en étude et développement et des connaissances en hyperfréquences.
Cet ingénieur aura la responsabilité, au niveau d'un groupe de projet, des aspects techniques de la réalisation des équipements de la charge utile d'un satellite.

CONTRÔLEUR DE PROJET SPATIAL
Niveau V3 ou ingénieur position II

Ce poste convient à une personne ayant une formation scientifique au moins équivalente à un DUT et une expérience de quelques années en électronique (domaine des hyperfréquences).
Cette personne assurera, dans le cadre du projet le suivi de l'avancement des travaux, des coûts et de la documentation.
Anglais lu, écrit et parlé couramment exigé.
Les candidatures sont à adresser au SERVICE DU PERSONNEL - B.P. 1009 - 32023 TOULOUSE.

THOMSON
DIVISION SATELLITES

HAVAS CONTACT

Burroughs

Un des leaders mondiaux en informatique
recherche pour son usine de
VILLERS ECALLES, près de Rouen

1 INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS
(1 LOGICIEN, 1 ANALOGICIEN)

2 INGENIEURS INFORMATICIENS
pour participer à la conception de nouveaux terminaux, au sein du bureau d'études.

FORMATION : Ecole d'Ingénieurs, + Anglais bon niveau.

1 INGENIEUR EXPERIMENTE
pour prendre la direction du service qualité
(Anglais indispensable).

1 ANALYSTE FINANCIER
pour renforcer l'équipe d'analyse financière du service comptabilité.

DES ANALYSTES EN INFORMATIQUE DE GESTION
responsables de plusieurs systèmes de gestion interne.

Pour ces 2 types de poste :
FORMATION : ESC, Maîtrise, Miage + Anglais courant.

Pour faire acte de candidature, envoyer C.V., photo et prétentions
Madame B. LAHON
S.A. BURROUGHS - B.P. 5 - Villers-Ecalles - 76360 BARENTIN

Burroughs

Développer l'informatique dans une unité de production
Ingénieur AM, INSA, ENSI...

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, recherche **pour l'une de ses unités de production (500 personnes)** un **ingénieur développement informatique.**

Sa mission comportera les **deux aspects principaux** suivants :

- étudier, recommander et mettre en œuvre des automatisations sur les lignes de fabrication
- prendre en charge l'informatisation du contrôle de la production.

Evoluant dans un **milieu déjà sensibilisé à la nécessité d'un développement informatique**, il travaillera en relation constante avec notre département central informatique et notre direction technique.

Afin de réaliser nos **projets ambitieux**, nous souhaitons rencontrer un ingénieur de formation scientifique.

Son **expérience de 2 ans minimum en développement informatique au sein d'une unité de production** lui permettra de justifier de différentes réalisations. La connaissance de l'anglais est souhaitable.

Ce **poste clé** implique une personnalité mature, équilibrée, ouverte aux contacts humains.

Lieu de travail : **proximité de Fontainebleau** (100 km sud de Paris).

De larges perspectives d'évolution seront offertes à un candidat ayant su mener à bien sa mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence M.ID à **CORNING FRANCE**- Direction Développement du Personnel - 44, av. de Valvin - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

MEDIA PA

DIGILOG

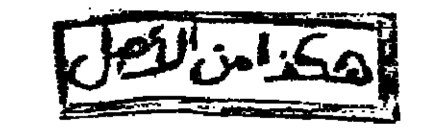


Notre société est spécialisée en Ingénierie informatique et micro-informatique. Nous recherchons des

INGENIEURS

débutants ou ayant quelques années d'expérience en logiciels. Domaines d'application : contrôle de processus industriels et télécommunications.

Ecrire avec C.V. et prétentions à DIGILOG, rue Frédéric Joliot Z.I. Les Milles, 13763 Aix en Provence Cédex.



MDSI

Manufacturing Data Systems International, spécialiste mondial dans les techniques de la FAO, poursuit son expansion en France dans le cadre du Groupe SCHLUMBERGER.
Raison du succès ? La mise au point d'un langage unique qui automatise la programmation de machines outils à commande numérique. Un très gros potentiel de clients à 300 km autour de Bordeaux, aimerait se laisser convaincre... par vous, si vous voulez être

Ingénieur commercial FAO

Vous serez, en fait, chargé de vendre plusieurs produits FAO présentant différentes solutions, soit en temps partagé, soit sous forme de systèmes complets. Il vous faut donc un sérieux background : une école supérieure de commerce et, c'est évident, une première expérience de la vente (2 à 3 ans). Dans le meilleur des cas, vous l'avez vécue auprès des industries mécaniques et/ou informatiques.
Vous lisez et écrivez bien l'anglais. Peut-être même le parlez-vous. Une voiture est à votre disposition et vous vous ferez vous-même votre salaire (bon fixe + intéressement motivant).

Merci d'adresser votre dossier complet sous la référence S 279 à M.J. Villoing, MDSI, Tour Manhattan, Cédex 21, 92095 Paris La Défense 2.

MDSI
Schlumberger

La SEP
Division de Vernon
recherche

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

niveau V de la Métallurgie

Diplômé IUT ou équivalent, le titulaire du poste se verra confier des applications informatiques en matière de gestion sur matériel UNIVAC 1100/80.

Le langage Cobol est indispensable et la connaissance des bases de données (type DMS) sera un atout supplémentaire.

Une expérience de 4 ans minimum dans une fonction analogue est demandée.

Merci de bien vouloir adresser votre CV, photo, prétentions sous réf. 783 M, à SEP, Service du Personnel, B.P. 802 - 27207 VERNON.

SEP

HAVAS CONTACT

MATRA

poursuit son développement en Sologne dans le domaine des matériels de maintenance et des systèmes et recherche pour son usine de SALBRIS (650 personnes) le :

Responsable Qualité - Contrôle

Dans le cadre de la politique générale de la qualité qu'il a aidé à mettre en place et avec une équipe de 20 techniciens, il devra s'assurer de la bonne réalisation et de la qualité des matériels.

Ce poste s'adresse à un ingénieur électronicien expérimenté ECP - ESE - SUP'AERO ... ayant le goût de l'animation et de très bons contacts humains.



Adresser CV, *rémunération* souhaitée et photo en indiquant la référence SM 1058 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre – Centre de MONTIGNY – 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

---

ORGANISME FINANCIER REGIONAL
recrute
pour grande ville universitaire SUD DE LA LOIRE

3 Chargés de Mission

Les candidats peuvent être soit débutants dotés d'une formation de gestion appuyée par une solide base comptable, soit présenter une expérience de quelques années dans le domaine bancaire ou le contrôle de gestion. Ils seront chargés de détecter les opportunités de financement de PME puis d'élaborer un dossier permettant la prise de décision par la Direction. Cela nécessite le goût des contacts et des déplacements ainsi qu'un esprit d'analyse développé. Postes évolutifs. *Réf. CMM*

1 Délégué Régional

Le candidat, âgé de 40 ans minimum, possède une expérience réussie en entreprise à des postes de Direction. Directement rattaché au Directeur Général, il a pour mission d'assurer les relations avec des prescripteurs privés et publics, de développer une bonne image de l'organisme, d'organiser et d'animer la délégation pour atteindre les objectifs, d'instruire lui-même certains dossiers délicats et enfin de suivre les entreprises financées. Ce poste nécessite le goût des relations publiques, le sens du diagnostic et de la synthèse, la capacité de diriger par les compétences. *Réf. DRM*

2 Ingénieurs - Conseils

Les candidats âgés de 35/40 ans ou plus, possèdent une expérience en marketing, structure, gestion et finance en PME. Ils devront intervenir sur des dossiers "chauds" avec mission de diagnostics et de propositions d'actions, puis contrôler l'application des mesures décidées. Ils devront faire preuve du sens des contacts, de goût pour les déplacements et d'aptitude à la rédaction. *Réf. ICM*

Pour tous : rémunération avec intéressement.

Envoyer CV., photo, lettre manuscrite et prétentions en précisant la réf. choisie à

expancentre ouest
12, rue P.M. Curie - Z.I. d'Ingre
45140 ST JEAN DE LA RUELLE

COFAP



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DE LACQ

INGENIEUR

Profil :
spécialiste en construction métallique et soudure, ayant plusieurs années d'expérience sur *les problèmes relatifs aux appareils chaudronnés et mécaniques* (construction, entretien, exploitation).

Mission :
Adjoint au Chef du Service Inspection Matériels, il devra coordonner l'activité des inspecteurs qu'il aura sous ses ordres.

Il participera à la mise en œuvre de moyens de contrôle des installations, à l'application des données techniques et administratives réglementaires.

Il interviendra en tant qu'expert sur les phénomènes physico-chimiques de dégradation des matériaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 64690 à SNEAP - DC Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12-04 - 64028 PAU Cedex

IMPORTANT ORGANISME ASSURANCE
recherche

INSPECTEURS

pour implantation :
• région Alsace • région Nord • région Lyonnaise

Position Cadre
Rémunération fixe + frais réels
Les candidats devront justifier d'une expérience réussie de plusieurs années dans la branche assurances collectives.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous No 64945 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra en précisant la région choisie

---

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE
occupant 500 personnes dans
LE NORD/PAS-DE-CALAIS
recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN

Diplômé, ayant quelques années de pratique du commandement en atelier, ainsi qu'une réelle expérience de la vente de biens intermédiaires ou de services.
Après mise au courant, la responsabilité de la fonction commerciale lui sera confiée.

Adresser lettre manuscrite et c.v. à RÉGIE-PRESSE, sous nº T 039.167 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Totale discrétion assurée.

---

un chef de section prévisions programmes

Groupe International, leader sur son marché, situé à 100 km au Nord de Paris, recherche un **Chef de section prévisions programmes.**

Il aura la responsabilité :
- des programmes de fabrication à moyen terme au niveau des produits finis pour l'ensemble des établissements,
- des programmes hebdomadaires de production établis en fonction des contraintes ponctuelles des marchés et de la production,
- de l'animation de l'équipe chargée des programmes de fabrication,
- de la maintenance et du développement des moyens informatiques existants.

Pour réussir à ce poste, le candidat aura une formation de type Ingénieur AM, et, si possible 2 ans d'expérience professionnelle en gestion de production.

Il sera disponible, mobile et possédera un anglais courant.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous réf. MMF/02 au Conseil qui traitera les candidatures confidentiellement.





COGEPLAN - Tour de Lyon
185, rue de Bercy 75012 PARIS.

COGEPLAN

CSMCR

GROUPE INTERNATIONAL,
situé à 100 km au Nord de Paris, leader sur son marché,
recherche

UN INGENIEUR SECURITE

Il aura la responsabilité :
- des services généraux (gardiennage, courrier...),
- du service médico-social,
- de la sécurité incendie (responsable du maintien des installations en parfait état de fonctionnement),
- des accidents du travail (responsable de la définition de l'organisation et la mise en œuvre de tous les moyens en prévention contre les risques d'accident).

Vous avez 30/35 ans environ et vous êtes **un professionnel de la sécurité.** Votre formation supérieure doublée d'une solide expérience sur le terrain d'une unité de production sera nécessaire pour réussir à ce poste.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2202 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Bahlsen TET

nous recherchons pour NOYON (OISE)

RESPONSABLE DU SERVICE EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur d'Usine, le poste s'adresse à un Ingénieur A & M ou équivalent, ayant le goût et l'expérience de l'animation des hommes (120 personnes) et attiré par l'exercice autonome de ses responsabilités humaines et techniques.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Jeune Ingénieur (A & M, ICAM, ECAM...), il a une première expérience industrielle en Bureau d'études ou en production.

Sous la responsabilité du Directeur technique, il étudie et réalise les installations nouvelles, suit et coordonne leur montage et leur mise en route.

Le développement de notre implantation en France (3 usines) ouvre à terme de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'écrire, en joignant C.V. détaillé et en précisant le poste choisi sous réf. 339 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.

LA CAISSE BOURBONNAISE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL
recherche



Responsable des Etudes Commerciales

Face à l'évolution rapide des marchés et des technologies bancaires, notre Caisse Régionale renforce ses structures commerciales et souhaite renouveler son approche commerciale de la clientèle. Dans ce cadre elle crée le poste de responsable des études commerciales.
MISSIONS PRINCIPALES : Concevoir, réaliser ou faire réaliser les études *marketing nécessaires pour élaborer* les orientations à moyen terme et préparer les plans marketing. Participer à l'élaboration de ces orientations et de ces plans. Adapter et dans une grande mesure créer, puis gérer le système d'information marketing correspondant à notre ambition.
PROFIL : Formation commerciale supérieure (ESC ou équivalent)
Première expérience dans le domaine du marketing.
Connaissances informatiques et statistiques indispensables.
QUALITÉS : Vous avez un esprit d'imagination et de décision, vous *saurez proposer et hiérarchiser les études à entreprendre.* Vous êtes capable de faire une analyse serrée des faits, mais aussi de synthétiser vos *conclusions.*
Homme de communication et de dialogue, doté d'une bonne expression *écrite et orale, vous saurez démontrer et convaincre.*
Venez nous rejoindre dans un groupe où les perspectives d'évolution de carrière et de mobilité sont très ouvertes.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : C.R.B.C.A.M. Service du Personnel - B.P. 26 - TOULON S/ALLIER - 03003 - MOULINS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Organisme de recherche industrielle et d'assistance technique en soudage
recrute pour son
Centre régional de Metz

UN INGENIEUR MECANICIEN OU PHYSICIEN

pour prendre la responsabilité du laboratoire de fatigue et mécanique de la rupture. Expérience indispensable. Nationalité française exigee.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions en rappelant la référence 42657 à
projets publicité
12, rue des Pyramides 75001 Paris
qui fera suivre.

Un groupe national important recherche dans le cadre du développement de son activité de conseil en informatique auprès des collectivités locales

1 Ingénieur en organisation informatique de haut niveau

Bordeaux

1 Ingénieur informaticien

Valence

2 Analystes-programmeurs

Lyon - St-Etienne

Des postes seront proposés prochainement dans d'autres régions.
Le groupe qui est constitué de nombreuses entités décentralisées offre de réelles perspectives de carrière.

Envoyer CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf 9741, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris

média-system

Juriste droit social
pour succéder au Chef du Personnel

GLAENZER SPICER

Nous sommes une importante Société du secteur mécanique (plus de 2.000 personnes - 1 milliard de CA) leader dans son domaine et rattaché à un grand groupe international.

Nous recherchons, **pour succéder au Chef du Personnel de notre usine située près du Mans** (1200 personnes) qui doit partir en retraite dans quelques mois, un **JURISTE DROIT SOCIAL** ayant une forte personnalité et des capacités d'autonomie.
Nous souhaitons confier ce poste à un candidat ayant une bonne connaissance de l'industrie, desireux de valoriser une experience de 5 à 7 ans dans la fonction personnel et d'elargir ses responsabilités.
Ce poste qui comprend tous les aspects de la fonction, implique d'adhérer à une politique sociale dynamique de dialogue et d'ouverture et d'en être le moteur au sein de l'usine.
Il s'agit d'un poste bien rémunéré et qui comporte de réelles perspectives d'avenir.

Ecrire sous référence LT 474 AM

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

THOMSON-CSF
DIVISION ACTIVITÉS SOUS-MARINES DE CAGNES-SUR-MER (CÔTE-D'AZUR)
recherche

INGÉNIEURS ACOUSTICIENS
(ECP, ESPCI)

pour étude de définition et développement de transducteurs et d'antennes acoustiques sous-marine (sonars actifs et passifs).
Experience souhaitee.

ÉLECTRONICIENS
(ENST, ESE, A & M + ESE souhaité)

pour laboratoire d'études : traitement du signal, sonars, informatique scientifique et microprocesseurs.
2 à 3 ans d'expérience souhaites.

Pour tous ces postes l'anglais est exige.

Envoyer un CV detaille en precisant le poste souhaite a THOMSON-CSF, Service du Personnel, Chemin des Travails, BP 53, 06801 CAGNES CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTIONS

HAVAS CONTACT

Chambre de Commerce et d'Industrie de BELFORT
recherche

assistant en gestion industrielle

Pour
- promotion PMI
- conseil en gestion
- accueil, activités nouvelles

Candidat souhaite 25 30 ans environ, ESC ou equivalent experience entreprise souhaitee contacts humains

Adresser lettre manuscrite avec CV, photo et remuneration actuelle à
C.C.I. BELFORT - B.P. 142 - 90004 Belfort Cedex

CHEFS D'ENTREPOTS

Notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, produit et distribue des biens d'équipements automobile.

Nos Directions régionales de LYON et de TOULOUSE recherchent un chef d'entrepôt.

- Rattache au Directeur Regional il prévoit l'approvisionnement, veille à la rotation des stocks, tient le tableau de bord et dirige l'activité d'équipes spécialisées.
- Vous avez le sens des contacts, un esprit methodique, une aptitude certaine au commandement, de bonnes connaissances de gestion et de logistique.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la ville choisie sous réf. 57193 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

---

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE
recherche

UN COLLABORATEUR POUR SON SERVICE RELATIONS MÉDIAS *HF*

Profil : expérience **journalisme**, formation économique, sens du contact, de l'expression écrite et verbale, et de la gestion.

Missions :
- Réalisation bulletin d'information destiné à la clientèle (tirage : environ 1.500.000).
- Contrôle documents et circulaires destinés au public.
- Réalisation communiqués de presse grand public/presse spécialisée (locale, régionale, nationale).

Integration petite équipe axée relations publiques.
Statut Cadre.

Localisation : Ville CENTRE-OUEST de la France.

Envoyer C.V. et prétentions sous réf. 57522 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

SOPELEM
recherche pour son usine de Chateaudun, 120 kms autoroute de Paris, son

CHEF DU PERSONNEL
et des Relations Sociales

En relation étroite avec la Direction des relations humaines du siège, il assumera l'intégralité des fonctions de personnel dans une usine de 400 personnes, dans le cadre d'une politique de groupe qu'il aura contribué à définir. Il sera notamment responsable du budget formation de l'usine, de la gestion administrative du personnel, des relations avec les partenaires sociaux et de l'animation de l'encadrement.

Ce poste peut convenir à un cadre de 30 ans minimum, formation supérieure ESC, Droit ou équivalent, ayant acquis une solide expérience de Chef de personnel ou d'adjoint, connaissant bien les techniques modernes de gestion du potentiel humain et disposant de qualités de contact et de dynamisme.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions, à
M. SEREY - Sté SOPELEM
102 rue Chaptal 92306 Levallois Perret Cedex

Importante société d'ingénierie, connaissant une forte croissance, implantée sur le littoral méditerranéen et réalisant une part importante de son chiffre d'affaires à l'exportation, recherche son :

RESPONSABLE DES SERVICES TRANSPORTS-DOUANES LOGISTIQUE

Ce cadre, diplômé de l'enseignement supérieur dans les domaines économiques et gestion, sera chargé d'organiser, gérer et rentabiliser les transports ainsi que les moyens logistiques et généraux de la société.

Il aura une solide connaissance des problèmes de transports internationaux : affrètements, conférences, réglementations, problèmes portuaires et douaniers, jurisprudence, lui permettant d'assumer avec initiative des responsabilités importantes de négociation et de gestion.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre de candidature, CV et prétentions sous réf. 803 à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises

---

ingénieur d'études
COMPOSANTS ELECTRIQUES

Télectricit **LYON** - Leader européen dans la fabrication de composants électriques destinés à l'industrie automobile, nous sommes de plus en plus implantés dans d'autres secteurs industriels. Notre stratégie d'expansion et de diversification sur le plan international nous amène à développer notre potentiel technique. L'Ingénieur d'Etudes que nous recherchons, directement rattaché au Directeur Technique, aura en charge l'étude des nouveaux produits, sous leurs caractéristiques électrique et électronique, le développement de nos capteurs et de nos faisceaux d'allumage, la mise en œuvre des essais fonctionnels et d'endurance afin d'en augmenter leur fiabilité. En relation avec les fournisseurs, il proposera toutes mesures à même d'améliorer l'évolution, la rentabilité et la qualité des produits.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur diplômé (Sup Elec, ECL, INSA ou niveau équivalent) possédant une expérience industrielle d'environ trois années dans le secteur des composants électriques.

Merci d'adresser un dossier détaillé de candidature sous réf. 83.03-M à REALISE, 57 Place de la République 69002 Lyon, qui nous assiste dans cette recherche et garantit une totale discrétion.

BRETAGNE
Importante société régionale d'urbanisme et d'aménagement
recherche

CHEF COMPTABLE
Lieu de travail RENNES

FONCTION : Placé sous l'autorité du Directeur administratif et financier, le (la) candidat(e) retenu(e) dirigera le service comptable (5 personnes) équipé de matériel informatique.
- participera pour la direction générale à l'établissement et au suivi des différents tableaux de bord.
- sera chargé d'apporter aux responsables opérationnels répartis sur l'ensemble de la région, l'assistance comptable et fiscale nécessaire.

PROFIL RECHERCHE : Le candidat retenu, titulaire du D.E.C.S. devra avoir 5 années minimum d'expérience dans le secteur de l'immobilier (dont 2 ou 3 en tant que chef comptable).
- Il devra posséder une bonne maîtrise des problèmes de fiscalité immobilière et foncière.
- Ayant l'esprit d'équipe il devra être ouvert aux préoccupations opérationnelles et de gestion.

Le poste est à pourvoir le plus tôt possible.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. sont à adresser sous référence 4791 AT à HAVAS 16, av. de Crimée 35100 RENNES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANCHE-COMTÉ
RECH. POUR BESANÇON (25)

UN RESPONSABLE MAINTENANCE

Matériel électronique et électrique, 30 ans minimum, niveau B.T.S. D.U.T. ou équivalent.
Expérience en matériel électronique, électrique, microprocesseurs et périphériques.
Il encadrera et coordonnera une petite équipe de techniciens de maintenance.
Position : Cadre rémunération annuelle : 100.000 F.

Adresser C.V. à Media Conseil, Réf. 172400, 7, bd Kir, 21000 Dijon, qui transmettra.



LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC
recherche

INGÉNIEUR
électronicien ou informaticien

Débutant ou quelques années d'expérience, pour participer dans un premier temps à un projet Européen de système CAD Electronique, au sein d'une équipe de Recherche à GRENOBLE.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Possibilité de préparer une thèse.

Nous vous remercions d'adresser CV, photo et rémunération souhaitée à
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC,
à l'attention de M. BOURGES,
Chef du Personnel, B.P. 301
92156 SURESNES CEDEX.

BANQUE PRIVÉE
recherche
pour GRENOBLE

un responsable d'AGENCE

niveau BAC minimum,
Expérience bancaire indispensable
Langue portugaise exigée

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prét. à OCBF 66, rue de la Chaussée-d'Antin 75009 PARIS qui transmettra sous référence 630 M.

RÉGION MÉDITERRANÉE

UNE P.M.E. DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE
250 PERSONNES - 200 MILLIONS C.A.
EN DÉVELOPPEMENT RAPIDE

recherche

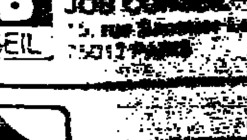
UN CONTROLEUR DE GESTION

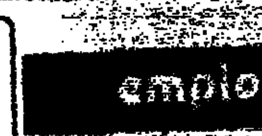
Intégré à l'équipe de Direction :
- assurera l'évolution permanente des systèmes de communication de l'entreprise.
- supervisera l'élaboration de sa gestion au plus haut niveau.
- participera aux prises de décisions de politique générale.

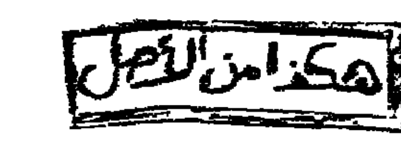
Le candidat retenu, obligatoirement de formation universitaire, H.E.C., Sup. de Co ou équivalent, aura une personnalité forte et saura garder une capacité constante de remise en question.

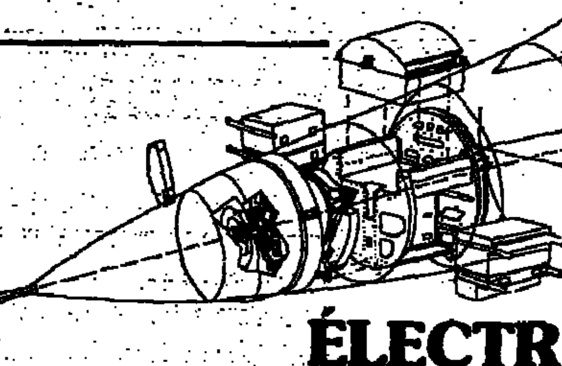
Rémunération après formation assurée par l'entreprise, 200.000 F par an.

- Ecrire sous nº T 39.095 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2ᵉ.









THOMSON-CSF
INGÉNIEURS MÉCANICIENS ÉLECTROMÉCANICIENS

Département RCM de THOMSON-CSF, nous concevons et réalisons des Radars et équipements de Contre Mesure aéroportés.
Un secteur en forte expansion, l'électronique de pointe ou de très importants moyens industriels permettant à RCM d'occuper une place de *premier plan.*
Nous proposons à de jeunes ingénieurs, débutants ou possédant une première expérience des postes variés impliquant à la fois des responsabilités et des possibilités *réelles d'évolution.*

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDE

Responsable d'une équipe de 10 personnes, il participera en liaison avec les laboratoires d'électronique, la fabrication et l'avionneur à la conception des structures et des mécanismes.

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT - TECHNOLOGIES NOUVELLES

A partir des projets de développés par le Bureau d'Études, il participera à des travaux concernant les structures aéroportés (matériaux métalliques, composites).

INGÉNIEUR MÉTHODES- USINAGE

Il assurera la mise en production et le suivi en petites séries de produits mécaniques de *précision,* depuis l'industrialisation jusqu'à la remise aux essais.

FUTUR RESPONSABLE ATELIER CÂBLAGE-PROTOTYPES

Il encadrera une équipe de 60 personnes (formation, gestion, recrutement) chargée du développement de prototypes en relations avec le bureau d'études et les services techniques. Cette mission implique la prise en charge des aspects méthodes, devis, fabrication, délais, qualité de cet atelier en liaison avec les différents services de l'entreprise.

INGÉNIEURS ÉTUDE MATÉRIAUX

Rattachés au groupe Technologie Qualité-Fiabilité, ils seront impliqués dans la mise en œuvre et qualification de technologies nouvelles pour des applications en :
- RADIO-ÉLECTRICITÉ
- MICRO-ÉLECTRONIQUE.

(une formation d'ingénieur, option matériaux, serait appréciée pour ces postes).

Merci d'envoyer CV et photo en précisant le(s) poste(s) retenu(s) à THOMSON-CSF - DÉPARTEMENT RCM - Service du Personnel - 68, avenue Pierre Brossolette 92242 MALAKOFF CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT

Importante société de Détection et de Sécurité Incendie (Paris-Est) recherche :

L'ASSISTANTE DE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Elle assistera le D.G. dans la gestion et l'administration des ventes. Dotée d'un bon sens commercial (organisation des salons et accueil clients) autonome bilingue anglais, elle ne sera pas rebutée par les tâches de secrétariat classique. Salaire très motivant.
Pour un premier contact, merci d'envoyer votre c.v. + photo et prétentions sous la référence MAT1 à :

JOB CONSEIL
JOB CONSEIL
15, rue Saussier-Leroy
75017 PARIS

Claude Régnier 8360

URGENT LTP St-Nicolas recherche

PROFESSEUR

temps complet pour enseignement de travaux pratiques en fabrication mécanique.
Niveau lycée.
Diplômes exigés BTn + BTS fabrication mécanique et 3 ans d'expérience professionnelle.
Tél. : 222-83-60.

Postes stables
- INGÉNIEURS électronique (EMI) pour contrôle qualité.
- INGÉNIEURS électronique (ESE).
- DUT électronique (numérique ou hyperfréquence).
- BTS-DUT Génie Mécanique.

Pour ces postes, nous demandons 3 ans d'expér. min., carte d'électeur exigée, anglais souhaité. Société L.E.R.T., 7 ter, cour des Petites-Ecuries, 10e, 770-15-10.

IMPORTANT CABINET FRANÇAIS DE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche
Jeunes
Experts Comptables
diplômés
pour les associer à ses projets de développement
Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. DE à Chantal BAUDRON S.A. 61, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.



LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
de renom international
recherche
pour l'un de ses Etablissements région NORD

UN CHEF DE FABRICATION

INGENIEUR
MAITRE-ES-SCIENCES
PHARMACIEN
ou EQUIVALENT

Il sera responsable de plusieurs ateliers de fabrication, de la planification et de l'ordonnancement.
Il participera à :
- la mise au point de nouveaux produits et procédés de fabrication.
- *L'amélioration des P.R.I.*

Connaissance en production de produits microbiologiques souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 11975 à : *PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.*



Le Centre National d'Exploitation des Océans
recherche pour son Centre de BREST

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE
(E.C.P.,...)

- Expérience similaire souhaitée.
- Spécialisé dans la connaissance des matériaux métalliques et composites.
- Il mettra en place un programme d'études expérimental sur le comportement des matériaux (corrosion, etc...).
- Anglais courant.

Adresser C.V. et prétentions au CNEXO
Service du Personnel 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

LA VILLE DE METZ

recrute par voie de concours les 9, 10, 11 mai 1983 trois professeurs pour son École des beaux arts.

- 1 **Designer**
- 1 **Professeur** « Sciences et techniques appliquées à la construction »
- 1 **Professeur** de maquettes et de prototypes.

Les dossiers d'inscription seront acceptés jusqu'au 18 avril inclus.

Pour tous rens. s'adr. à l'Ecole des beaux arts de METZ, 1, rue de la Citadelle, 57000 METZ.
Téléphone : (87) 75-57-78.

NICE

Société électronique et informatique domaine bio-médical, produit et technologie de pointe. recherche

SON RESPONSABLE COMMERCIAL

Minimum 30 ans, formation technico-commerciale, expérience de la vente médicale, *mobile, dynamique, profil et ambition de créateur d'entreprise, pour promouvoir ses ventes et étendre ses activités.*

Adresser c.v. + photo + lettre manuscrite à BIOSIGNAL, 114, avenue de la Californie, 06200 NICE.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL
recherche

COMPTABLE 3

(Position Agent de Maîtrise)

Diplômé BTS Comptabilité ou équivalent
Expérience 3 ans minimum dans un Service Comptable de plusieurs personnes.

Enregistrement des Opérations diverses, analyse et contrôle des comptes, rapports mensuels, statistiques diverses.

Adresser C.V., salaire actuel et prétentions sous réf. 65052 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE
3 000 pers. - 750 MF

STÉ INDUSTRIELLE FAISANT PARTIE D'UN GROUPE EN EXPANSION DE 8000 PERSONNES et 2 MILLIARDS DE F. *recrute pour ses Services Centraux à*
45 KM SUD DE PARIS

Jeune INGÉNIEUR ESSAIS MÉCANIQUES

A partir des cahiers des charges des Constructeurs AUTOMOBILE, IL RÉALISE – avec 2 techniciens – LES ESSAIS MÉCANIQUES D'HOMOLOGATION DES PRODUITS FABRIQUÉS DANS LES USINES DE LA SOCIÉTÉ

POSTE TREMPLIN POUR
- *INGÉNIEUR diplômé (indispensable),* mécanicien ou électromécanicien
- Lisant l'ANGLAIS et l'ALLEMAND
- **DÉBUTANT ou 1re EXPÉRIENCE**

Adresser lettre manuscrite.
C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5035 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

MATRA

Le laboratoire d'Essais Electromagnétiques, situé à Vélizy, recherche :

Ingénieur d'Essais

Sa fonction :
Il seconde le responsable du laboratoire dans la définition et le suivi des essais de qualification sur des équipements embarqués de type variés et peut être amené à se déplacer en assistance technique auprès des centres de production.

Il encadre par ailleurs une petite équipe de techniciens.

Son profil :
Ingénieur électronicien (ENSI - ISEN - ISEP - INSA . . .) débutant ou *justifiant d'une 1ère expérience en compatibilité électromagnétique* ou hyperfréquences.

Pour ce poste, la pratique de l'anglais est un atout supplémentaire.



Adresser CV, rémunération *souhaitée et photo en* indiquant la référence NK 1061 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3, avenue du Centre – Centre de MONTIGNY – 78182 - Saint-Quentin Yvelines Cedex

PARFRANCE ANNONCES

MATRA VELIZY

renforce sa Division Après-Vente et crée plusieurs postes :

Ingénieurs Electroniciens

ESE - ENSI - ISEP - ISEN - INSA - IDN ...

pour le suivi d'affaires et l'Après-Vente de systèmes électroniques.

- Ils assurent le suivi d'affaires de systèmes électroniques et coordonnent les actions du personnel détaché sur site avec les différents services de la Société (services études - qualité - fabrication ...).
- A partir des problèmes techniques et logistiques rencontrés en cours d'utilisation, ils ont pour objectif de rechercher les solutions et de faire évoluer le matériel en s'appuyant sur les services compétents.
- Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs qui, après 3 ans d'expérience acquise en laboratoire d'électronique souhaitent évoluer vers une fonction de synthèse qui met l'accent sur la compétence technique mais aussi le sens de l'organisation et des relations humaines. Réf. A

- Détachés auprès du client, ils prennent en charge l'assistance technique à la mise en place et la maintenance des systèmes.
- Ils assurent l'encadrement de techniciens MATRA et la formation des utilisateurs-clients.
- Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs débutants à 2 ans d'expérience intéressés par une responsabilité opérationnelle et autonome et reconnue pour leur capacité d'adaptation sociale et technique.
- Déplacements de longue durée en France et à l'Etranger. Réf. B

Pour les deux postes :
- Une formation approfondie est assurée sur les matériels.
- Anglais courant.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1063 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 3 avenue du Centre – Centre de MONTIGNY – 78182 Saint Quentin Yvelines Cedex

PARFRANCE ANNONCES

---

csee

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX EXPORT

Gestionnaires d'une réalisation ou Assistants d'un Chef de Projet

C'est un METIER DE COORDONATEUR DE LA REALISATION SUR 3-4 ANS d'une installation importante, de la signature du contrat jusqu'à la mise en service, mettant en œuvre des automatismes ferroviaires et des équipements de signalisation.
Nous demandons ECP, ESE, ENST, ENSAM, ENSI, ayant une expérience de process et d'automatismes industriels, à l'EXPORT *ou en France et parlant couramment ANGLAIS.*
Lieu de travail : Paris 15ème avec déplacements de courte durée.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES
Direction du Personnel - Service Emploi et Développement des Cadres
17, place Etienne Pernet - 75015 Paris.

N° 2 de notre Service Recrutement

1700 personnes. Une entreprise vivante. Une entreprise qui évolue. Embauches, mutations, *promotions : il faut, pour orchestrer tout cela, un* service recrutement solide.
Pour cette raison, nous lui cherchons un numéro deux. Il va prendre sous sa coupe tout le recrutement *du personnel non cadre.*
Une jeune expérience du recrutement, de l'intuition et du talent : si vous habitez la banlieue sud ou si vous êtes prêt à prendre le RER, adressez votre candidature sous réf. 4383 à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.





LE GROUPE LIMAGRAIN

VILMORIN - FERRY MORSE - TEZIER - GENEST...

Dans le secteur d'avenir de l'agro-industrie, LIMAGRAIN est un des premiers groupes mondiaux (CA 1,5 milliard - 2.500 personnes) avec 40 filiales en France, et sur le continent américain.

La Direction Générale étoffe ses structures de Contrôle de Gestion et d'Analyse-Prévisions, et offre dans cette perspective, des postes intéressants et réellement évolutifs à de

JEUNES FINANCIERS ET GESTIONNAIRES de haut potentiel

La mission implique :

- la préparation des budgets annuels et les plans à long terme,
- la réalisation des anaylses sectorielles et la synthèse des informations comptables et financières pour la Direction Générale,
- le rôle d'assistance auprès des opérationnels dans un esprit de dialogue pour la mise en place des procédures de suivi d'activité, la détermination de la stratégie de développement,
- une contribution personnelle en s'intégrant à un groupe jeune, dynamique, dont la compétitivité associe le progrès économique et social.

Le profil :

- HEC, ESSEC, ESCP... (ISA - CESMA seraient appréciés),
- une première expérience réussie de 2 a 4 ans en Contrôle de Gestion et Planification concernant la grande distribution sur un échelle internationale acquise dans une grande société française, groupe international ou cabinet spécialisé.

L'anglais est indispensable, une seconde langue (espagnol - italien - portugais) serait un atout supplémentaire mais non indispensable.
Les perspectives de développement de carrière sont réelles et motivantes dans le groupe en France et à l'étranger pour des jeunes de valeur.

Des postes sont à pourvoir :

- **en priorité au siège à Clermont-Ferrand — référence EX 461 AM**
- **et dans l'immédiat dans une des filiales, à Valence — référence FY 462 AM**

Ecrire en précisant la référence.

4,rue Massenet 75016 Paris **etap**

INSPECTEUR-ANIMATEUR DES VENTES

Notre société, filiale d'un des premiers groupes industriels français, produit et distribue des biens d'équipements automobile.

Vous avez déjà une expérience réussie dans ce domaine de la vente sur le terrain.

Rattaché à notre Direction régionale Paris, vous serez charge tout d'abord du suivi et du prospect d'une clientèle ESA grossiste.

Vos résultats faciliteront votre évolution vers des responsabilités élargies.

Merci d'envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57192 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - O.T.

GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE

La forte croissance de notre parc clientèle nous amène à renforcer notre Direction Systèmes, en recherchant des

INGENIEURS SUPPORT LOGICIEL

ayant quelques années d'expérience en logiciel système sur mini-calculateur.
Après une période de formation sur nos matériels et logiciels ils seront intégrés à nos équipes chargées de l'installation et du suivi en clientèle de nos produits logiciels standards.
Ces produits logiciels développés par notre direction des études couvrent notamment les domaines suivants :

- **Télécommunications et réseaux (en particulier SNA)**
- **Systèmes de gestion transactionnelle**
- **Systèmes bureautiques**

Ces postes très ouverts vers l'extérieur et le contact clientèle offrent à des candidats de valeur de réelles possibilités d'évolution au sein de notre compagnie.
Lieu de travail : banlieue Sud près du RER.
Adressez lettre manuscrite, CV et prétentions à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra sous réf. 4375.

Dessein

Jeune Contrôleur de gestion

UNE IMPORTANTE SOCIETE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION, filiale d'un groupe français de tout premier plan, propose une situation évolutive à un **jeune Contrôleur de Gestion.**
Ce poste implique une participation active à tous les aspects du contrôle de gestion (tableaux de bord, budgets, analyse écart, suivi des prix de revient).
Cette fonction attrayante par sa polyvalence conviendrait à un jeune diplômé ESSEC, ESCP, maîtrise de gestion ou équivalent, ayant une première expérience du contrôle de gestion dans une société industrielle.

Lieu de travail Paris.

Ecrire sous réf. MU 475 AM

4,rue Massenet 75016 Paris **etap**

THOMSON-CSF

LE DÉPARTEMENT ÉTUDES DÉVELOPPEMENT ET IMAGERIE NOUVELLE de la BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX
recherche pour ISSY-LES-MOULINEAUX (92)

LE CHEF DU SERVICE LOGICIEL ET LE RESPONSABLE DU LOGICIEL DE BASE

LE CHEF DU SERVICE LOGICIEL

Issu d'une Grande École (option informatique), il aura une expérience de 5 à 10 ans d'un poste similaire ou de la direction d'un groupe de développement important.
Sa mission sera de :
– participer aux choix d'informatiques de base de la Compagnie (micro et mini-ordinateurs),
– diriger les équipes logitiel de base (10 personnes) et logiciel d'applications (50 personnes) pour le développement de systèmes médicaux à fortes contraintes temps réel (acquisition calcul et traitement d'images).
Les produits sont actuellement construits dans la Compagnie autour du MOTOROLA 68000 et de matériel DEC.

LE RESPONSABLE DU LOGICIEL DE BASE

Issu d'une Grande École (option informatique, il lui faudra 5 ans d'expérience en logiciel de base.

Sous la responsabilité du chef de service logiciel, il dirigera l'équipe chargée de :

– maintenir les logiciels de base choisis (OS, SGBD/R, chaînes de développement croisées, etc.),
– étudier et réaliser les primitives nécessaires à la réalisation des produits,
– assurer le support informatique nécessaire vis-à-vis des équipes de réalisation.

Pour ces 2 postes, pour lesquels l'anglais est indispensable il faut adresser C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CSF EDIN, 48, rue Camille-Desmoulins 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX - Tél. 554 92 22.



THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

SOCIETE DE PETROLE
recrute pour son siège à PARIS

JEUNES CADRES

Grandes Ecoles Commerciales et de Gestion (ESSEC, SUP de CO Paris, ESC Lyon etc...)

Les postes à pourvoir sont :

- DES POSTES «D'AUDITEURS» (Audit Opérationnel et Audit Comptable)
  pour lesquels une expérience préalable de 2 à 3 ans dans un cabinet d'audit ou dans un service d'entreprise est indispensable
- DES POSTES «D'ETUDES» au sein des services marketing de la Société.
  Ils seront confiés à des débutants qui après une année environ prendront des postes opérationnels sur le terrain.

La mobilité professionnelle existe dans l'entreprise.
La mobilité géographique en France est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé et photo sous référence 64.874 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE



Votre première expérience dans le domaine informatique vous a conforté dans votre choix. Vous souhaitez maintenant enrichir vos acquis, donner une nouvelle dimension à votre carrière.

SG2, groupe puissant de 4000 personnes poursuit sa rapide expansion avec un taux de croissance de 40 % dans tous les secteurs de l'informatique : conception et réalisation «clé en main» de systèmes informatiques de gestion, conseil de direction, automatismes, assistance-systèmes.

Nous vous proposons de renforcer vos compétences grâce à notre savoir faire et à nos techniques de pointe. Nous vous apporterons une formation complémentaire adaptée à la spécialisation choisie par vous. Vous assumerez rapidement des responsabilités dans des équipes opérationnelles réalisant des projets d'envergure.

Avec vous jeunes informaticiens

Diplômés d'études supérieures scientifiques

Elargissons les horizons de l'informatique

Vos conditatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser sous réf YR 03 à SG2 : 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : l'informatique des idées et des hommes.

TRÉSORIER ADJOINT

Importante Banque privée, notre service trésorerie intervient activement sur le marché monétaire. Une activité où la parole donnée a valeur de contrat, et engage notre crédibilité.

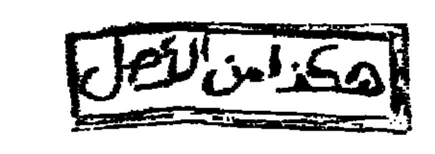
Jeune, possédant une première expérience et une bonne formation (commerciale, économique, comptable ou de gestion) vous avez un goût marqué pour la vie des entreprises et les problèmes économiques.

Précis, rigoureux, attentif et discret vous avez une aisance naturelle pour les relations.

Nous vous proposons d'assister notre trésorerie dans ses interventions sur le marché, un marché où notre banque a de l'ambition.

Adressez votre candidature sous réf. 32455 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT





DAF FRANCE

S.A. au capital de 33.000.000 Frs
600.000.000 Frs H.T. de C.A. en 82

Convention Collective Métallurgie

recherche

ASSISTANT (E) CHEF du PERSONNEL

D.U.T. gestion du Personnel
au minimum
Expérience de 3 à 5 ans
Pratique de l'Anglais appréciée.

Il (Elle) sera chargé (e) de :

- gestion administrative du Personnel de l'Entreprise et de ses Affiliations (fichiers, tableaux de bord, effectifs, caisses de retraite et de prévoyance...
- responsabilité de la paie informatisée (450 Personnes)
- études, enquêtes, déclarations et statistiques diverses
- rédaction de projets relatifs à la gestion du Personnel
- conseil et assistance des Chefs de Départem. et des Responsables d'Affiliations (contrats de travail, politique salariale, procédures administr. et légales etc.)
- ultérieurement :
  - conception et organisation d'un système de gestion informatique complet
  - préparat. des réunions D.P. et C.E.
  - recrutements.

Adresser CV *détaillé, photo, prétentions* à DAF FRANCE - Service du Personnel - SURVILLIERS - B.P. 4 - 95470 FOSSES

F 590 M

CGEE ALSTHOM

ÉQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

recherche pour son unité de production D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES

TECHNICIEN SUPERIEUR
APPROVISIONNEMENTS

BTS/DUT ELECTRONIQUE/
ELECTROTECHNIQUE
OU EQUIVALENT

– Prospection des sources d'approvisionnements
– Négociation et suivi des commandes

pour les composants actifs et passifs, les circuits imprimés et composants spéciaux sur plans.

Envoyer CV sous référence 65111 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Société d'équipements automobiles leader dans sa branche, *recherche*

un responsable comptabilité

pour section clients et fournisseurs.

Effectif : 10 personnes.
Le candidat doit être titulaire du DECS ou BP ancien régime. Age minimum 35 ans.

Descriptif du poste :

- généralités : application des procédures comptables et de la fiscalité de la TVA aux opérations clients et fournisseurs.
- Clients : facturation, enregistrement des règlements et suivi des comptes.
- Fournisseurs : ordonnancement et imputation des factures, règlements et suivi des comptes.

Lieu de travail : **Gentilly.**

Ecrire avec C.V., photo s/réf. 1696 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur délégué U.S.A.

référence GZ 463 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN, *ayant* déjà de nombreuses activités internationales, **développe aux U.S.A. et au CANADA ses implantations existantes** (dont une filiale U.S.A. réalisant un CA de 40 millions de dollars) recherche son **Directeur Délégué U.S.A.**

Sa mission :
Interlocuteur privilégié, il devra témoigner aussi bien de qualités d'autonomie et d'excellentes capacités relationnelles compte tenu de son rôle au sein du groupe :

- coordination et liaison avec la société-mère,
- *suivi de la gestion des filiales existantes nord-américaines,*
- assistance aux unités en cours de création,
- relations extérieures en particulier avec les organismes de recherches, les universités et les pouvoirs publics.

Son profil :

- HEC, ESSEC, SC. PO (ou agronome avec une formation complémentaire en gestion),
- *une première expérience professionnelle réussie,*
- des *responsabilités* ayant nécessité une expérience vécue en pays anglo-saxon, de préférence U.S.A.

Une réussite à ce poste stratégique de par sa polyvalence et son rôle de représentativité du groupe devrait, dans le groupe en France ou à l'étranger, *permettre l'accession à des fonctions importantes.*

Poste aux U.S.A.

Directeur des services techniques

référence DL 467 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE (3 300 personnes) rattachée à un grand groupe leader, disposant d'installations et de matériels représentant des investissements considérables, recherche le **Directeur de ses Services Techniques.**

Rattaché au Directeur Général, il sera responsable de la maintenance et des travaux neufs. Il animera un effectif de 1 000 personnes, coordonnera l'activité de plusieurs chefs de service tous ingénieurs confirmés, gérera un budget important. *Ce poste de haut niveau conviendrait à un ingénieur diplômé grande école,* ESE, IEG, ECP, Mines, 50 ans minimum.
Sur le plan technique, il aura de très solides connaissances en électricité courants forts et il sera capable d'aborder des domaines très variés : courants faibles, informatique de process, mécanique, infrastructures... Il témoignera d'un ascendant personnel *marqué et aura une solide expérience du commandement d'effectifs importants* complétée par de réelles qualités d'organisateur et de gestionnaire.

Poste à Lyon.

***Ordre de grandeur de rémunération :* 350 000 F**

Un manager pour diriger une filiale

référence BJ 465 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL PERFORMANT ET LEADER recherche le **Dirigeant d'une filiale** se situant dans le domaine "sports et loisirs", qui produit et commercialise des produits de marque renommée, dont le CA est actuellement de *60 millions de francs.*

Ce poste conviendrait à un candidat de formation École Supérieure de Commerce ou Ingénieur, excellent gestionnaire, ouvert aux problèmes de marketing, animateur *d'équipes, ayant déjà exercé des responsabilités de direction, soit d'une filiale, soit* d'un centre de profits, de préférence dans le domaine des produits de marques grand public.

Poste : région Provence – Côte d'Azur.

Ordre de grandeur de rémunération : 300 000 F +

Sciences PO + droit privé secrétariat général

référence AI 464 CM

UNE COMPAGNIE FRANÇAISE (910 millions de CA – 2 500 personnes) dont l'activité est très diversifiée (exploitation – production – vente), *propose une carrière évolutive à un* **jeune diplômé SC. PO + Droit Privé.**

Le secrétariat général auquel il sera affecté est une véritable "plaque tournante" et traite notamment les problèmes administratifs et juridiques : droit des sociétés, questions sociales, *gestion de patrimoine...* tout en étant informé des questions afférentes à la vie de la société.
Les tâches confiées concerneront ces différents domaines (en particulier droit des. sociétés et droit social) et ce premier poste devrait préparer un bon développement de carrière.
Une première expérience professionnelle (2 à 3 ans) est vivement souhaitée mais les candidatures de débutants seront cependant examinées.

Poste à Paris.

"Un patron" de PME

référence CK 466 AM

UN GROUPE FRANÇAIS INDUSTRIEL PERFORMANT ET LEADER DANS SA BRANCHE recherche le **Dirigeant d'une de ses filiales** (fabrication et ventes – CA supérieur à 20 millions de francs).

Ce poste conviendrait à un candidat, École Supérieure de Commerce ou d'Ingenieur, ayant une solide expérience professionnelle (8 à 10 ans), l'habitude de la vente de *produits à l'industrie, d'excellentes capacités de gestionnaire et des qualités d'animateur.*
Il aura le profil d'un patron de *PME*, capable de développer son unité, avec initiative et dynamisme.

Poste grande banlieue sud-ouest de Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 250 000 F +

Prestation de services industriels jeune chef d'exploitation

banlieue sud Paris

référence GO 470 AM

Chef de centre de travaux confirmé

Strasbourg

Référence HP 471 AM

UNE SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE (filiale d'un très grand groupe français), *performante, bien implantée, spécialisée dans la prestation de services :* entretiens spéciaux, antipollution, assainissements... offre des carrières évolutives à des candidats dynamiques polyvalents, ayant des qualités d'homme de terrain et de "patrons". Deux postes sont à pourvoir :

- **Chef d'Exploitation.** Il s'agit :
  - *d'organiser et coordonner les chantiers en étant responsable des résultats économiques et de la qualité des prestations,*
  - d'optimiser l'utilisation du parc matériel,
  - de collaborer avec le service commercial pour l'élaboration des devis,
  - de diriger un effectif de 100 personnes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM ou équivalent débutant ou ayant une première expérience professionnelle, impliquant mise en œuvre de matériels et direction de personnel.

- **Chef de Centre de travaux,** capable de diriger et de développer une agence (30 personnes) en assurant la responsabilité de l'exploitation et du commercial.

Ce poste conviendrait à un candidat AM ou équivalent, ayant 4 à 5 ans d'expérience *en exploitation, des aptitudes commerciales, de bonnes capacités d'autonomie.*

Écrire en précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Etudiants, Etudiantes,

prévoyez votre rentrée 83/84.

L'Office Universitaire de Presse recherche

60 RESPONSABLES DE CENTRE *(Paris/Province)*

LEUR MISSION : Recruter, former et animer une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 300 offres *d'abonnement presse en milieu universitaire et scolaire.*

CONDITIONS :
- *Statut étudiant - 19/25 ans*
- 20 heures/semaine
- Voiture/téléphone
- Contrat 6 mois fixe + intéressement
- Formation assurée
- *Candidatures traitées par ordre d'arrivée*

OFUP

Adressez C.V. + lettre avant le 30 avril
à Thierry PRUD'HOMME - OFUP
70, rue Mouffetard - 75255 PARIS Cedex 05



Le Département
de Physique et d'Analyse de
l'INSTITUT FRANÇAIS DU PETROLE
situé à RUEIL-MALMAISON (92)
recherche pour
son laboratoire d'analyse minérale

INGENIEUR PHYSICO-CHIMISTE

Formation : Ingénieur + thèse Docteur Ingénieur ou Maîtrise + thèse d'Etat.

NATURE DU TRAVAIL : caractérisation de matériaux divers (notamment catalyseurs) par microscopie électronique à transmission, ESCA, AUGER.
Bonne formation en chimie minérale/ chimie du solide appréciée.

Envoyer C.V. et prétentions à No 64.692
Contesse Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01,
qui transmettra.

créez une nouvelle clientèle

Nous sommes une Agence de Publicité de Recrutement et nous recherchons un

ATTACHE COMMERCIAL *HF*

Dans le *cadre de notre stratégie de* développement, vous prendrez la *responsabilité de votre prospection.*

En relation avec les responsables de recrutement dans les entreprises, vous devrez vendre nos services et assurer le suivi de nos interventions (étude de poste, *rédaction et conception des annonces).*

Vous êtes un jeune diplômé - 28 ans minimum - d'une école de commerce ou équivalente, et vous avez une expérience de la vente de services.

Une période probatoire de 6 mois est exigée
Vos responsabilités évolueront en fonction de vos résultats.
Rémunération, fixe + intéressement.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence n° 3297 à
AGENCE MAILLE
18, rue Volney 75002 PARIS.

Emplois et Entreprises

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e

recherche

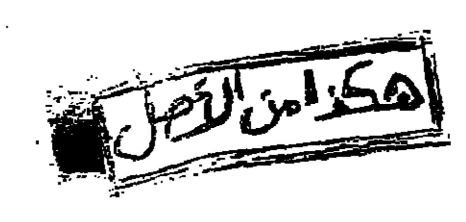
Assistant (e) gestion du personnel Classe IV ou V

Rattaché (e) au Directeur du Personnel, il (elle) se verra plus particulièrement confier :

- la supervision de l'*administration* quotidienne du personnel dans tous ses aspects (mouvements de personnel, suivi des *rémunérations,* tableaux de bord, retraites, formation ...) à l'exception de la paie.
- l'animation des services généraux (entretien, sécurité ...).

Ces attributions supposent la capacité d'organiser le travail d'une équipe de 5 *personnes.*

Adresser *C.V., prétentions et photo* à No 25746 **COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.**



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Les systèmes graphiques du futur

EVANS and SUTHERLAND et SHAPE DATA Ltd ont réuni leurs compétences pour concevoir, développer et commercialiser des produits CAO/DAO de très haute technologie et recherchent leur

Responsable Commercial France

Forts de nos prestigieuses et récentes installations en France, nous vous offrons l'opportunité :

- de participer au lancement de notre nouveau système remarquablement performant dans le domaine de la mécanique et utilisant le logiciel ROMULUS développé par Shape Data Limited (Solid Geometric Modeller)
- de commercialiser nos systèmes graphiques (le PS 300 et le MPS) qui permettent les applications les plus sophistiquées et les plus avancées dans les domaines pharmaceutique, chimique, biologique, mécanique et au niveau des simulations.
- de suivre une formation complète sur nos systèmes aux USA (Salt Lake City) et sur nos logiciels en Grande Bretagne (Cambridge)
- de prétendre à une rémunération très attractive et à une évolution de carrière particulièrement motivante.

Nous attendons de vous une solide expérience de la vente dans l'informatique ou dans un domaine proche. Parfaitement bilingue anglais, vous acceptez des déplacements en France et en Europe, et êtes prêt à travailler en toute autonomie.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 781 M à notre Conseil ALPHA CDI, 59, rue St Didier - 75116 PARIS.



ALPHA-CDI

Desseln

General Electric Information Services Company

GENERAL ELECTRIC

Leader mondial de services informatiques en télétraitement, nos utilisateurs apprécient nos solutions «clés en mains» mettant en œuvre des systèmes particulièrement performants. Dans le domaine de la comptabilité et des finances, notre savoir-faire est incontesté auprès des grandes multinationales et c'est pour cela que nous recherchons notre

RESPONSABLE

MARKETING FINANCES INTERNATIONALES

Développer le marketing de nos logiciels utilisés dans le cadre des applications financières, comptables et budgétaires des grandes entreprises nationales et internationales, Assurer l'information et la formation sur nos produits, analyser les besoins du marché, définir une politique de prix, Intervenir activement en avant-vente, etc...

Cette fonction de haut niveau reportant au Directeur du Marketing France sera confiée à un Homme/Femme de Marketing capable de réflexion mais aussi d'action.

Votre profil : Études Supérieures ou équivalent avec si possible une formation complémentaire en gestion d'entreprise, vous avez une expérience réussie de la vente de systèmes ou de conseils informatiques auprès des utilisateurs à vocation internationale.

En contact permanent avec nos Responsables Marketing Europe et USA, vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Le niveau de rémunération est lié directement à l'envergure que nous conférons à ce poste.

Philippe HUGON, notre Directeur des Relations Humaines, vous remercie de bien vouloir lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 102 M à l'adresse suivante :

GENERAL ELECTRIC INFORMATION SERVICES
19, av. Gambetta - BP 338 - 92547 MONTROUGE CEDEX.

Desseln

Filiale d'un Groupe International de tout premier plan, fabricant et commercialisant des Composants Electroniques, recherche

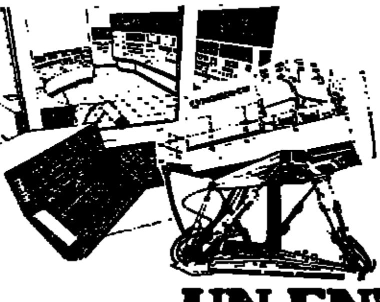
CHEFS DU PERSONNEL

– Diplômés de l'Enseignement Supérieur (Droit, Sciences Sociales, Sciences Politiques...)
– 3 à 5 ans d'expérience acquise sur le terrain en tant qu'adjoints ou responsables sociaux d'une unité de 200 personnes environ, dans le secteur électronique ou mécanique.
– Hommes d'action et de communication, négociateurs avisés voulant dialoguer avec les partenaires sociaux et les autorités administratives.
– Soucieux des problèmes d'organisation et de fonction, sachant conseiller en permanence leur Directeur d'Usine et son équipe de Direction pour maintenir un bon climat social.
– Selon leurs performances, les candidats retenus pourront par la suite évoluer dans des Unités toujours à taille humaine, tout en bénéficiant de l'appui et des services d'une structure performante.

Postes à pourvoir en Région Parisienne et en Province.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 64831 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.





THOMSON-CSF
DIVISION SIMULATEURS

UN ENVIRONNEMENT DE QUALITE POUR DES INGENIEURS MOTIVES.

- Un produit performant : simulateurs de systèmes avancés (avions, sous-marins, centrales...) ou de systèmes tactiques complexes (combats aériens, terrestres...).
- Des techniques de pointe : Électronique, Informatique temps réel, Optique, Son...
- Au sein d'une activité en pleine croissance, nous vous offrons la possibilité :
  – de parfaire votre expérience et d'élargir votre champ d'action si vous avez 3 à 7 ans d'industrie (fonctions Études, Projets, Commercial).
  – d'acquérir un solide savoir-faire si vous êtes débutants (fonctions Études, Mise au point).
- 3 implantations en France : TRAPPES (78) - CERGY (95) - TOULOUSE (31).

Pour vous, deux contacts directs (réf. IC.83.5.M):
A. DE BEJARRY ou F. GAUDICHON **(3) 031.93.70**
ou écrire THOMSON-CSF DSI - BP 226 - 95523 CERGY-PONTOISE Cedex.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

HAVAS CONTACT



CISINET : UN RESEAU D'ORDINATEURS A LA POINTE DE LA TECHNIQUE. INFORMATIQUE

CISI a développé depuis 10 ans, à partir de la France, un réseau de télé-informatique mondial, associant grands systèmes (IBM, CDC, CII/HB, CRAY), mini et micro-ordinateurs. Les compétences nécessaires au bon fonctionnement de ce réseau (support, conseils, développements, marketing) sont aujourd'hui regroupées au sein de la DIRECTION DES TECHNIQUES INFORMATIQUES.

La DTI offre à des

INGENIEURS INFORMATICIENS *HF*

débutants ou confirmés,

des postes à haut niveau de technicité et de responsabilité, dans les domaines suivants :

- micro-ordinateurs : CP/M - UNIX - SOL - MS - DOS
- langages : APL - PL/1 - FORTRAN - PASCAL - ADA - C
- systèmes graphiques
- VM/CMS et Infocentre
- traitement de texte et documentaire
- réseau d'ordinateurs et télétraitement.

Lieu de travail : Région Parisienne (Paris, Saclay, Rueil-Malmaison).

Ecrire à : CISI, Direction du Personnel,
35, boulevard Brune 75680 PARIS Cédex 14.



---

un juriste «marques»

Vous avez acquis une première expérience chez un conseil ou dans une entreprise. Vous maîtrisez l'anglais et si possible l'allemand.

Nous vous proposons de rejoindre le service «Marques» d'un important cabinet de conseils en brevets et marques (PARIS 8e).

Vous prenez progressivement en charge un secteur de clientèle dans un environnement moderne et efficace.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4324 LM).

un futur chef de projet informatique
dans une filiale bancaire

La filiale spécialisée (Paris 15e) d'un groupe bancaire national se dote de moyens informatiques propres et crée son service études. Vous participez au sein d'une petite équipe à la conception comme à la réalisation d'applications de gestion financières développées sur minis conversationnels.

Ingénieur grande école ou universitaire mordu d'informatique, vous pratiquez le COBOL mais BASIC et FORTRAN vous sont familiers. En deux ans, vous avez acquis votre expérience du transactionnel en SSCI ou dans une entreprise du tertiaire ; nous vous offrons de devenir chef de projet.

Notre consultante, Mlle K. CHATJIMIKES, vous remercie de lui écrire (réf. 4325 LM) à «Carrières de l'Informatique».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

BAC + 2

Notre Banque renforce son Service Trésorerie. Elle recherche un homme jeune possédant de bonnes bases comptables.

Il participera à la gestion administrative et comptable du service (qui utilise largement les outils informatiques). Ce poste lui permettra d'acquérir une solide maîtrise des opérations sur le marché monétaire.

Adresser votre candidature sous réf. 32456 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT

BANQUE DE CREDIT à long et moyen terme
Quartier des Champs-Elysées recherche pour sa Direction de l'Exploitation, un

Cadre

Formation Ecole Supérieure de Commerce Niveau Classe V

Au sein d'une petite équipe de cadres, il sera chargé de la recherche de clientèle, directement ou par l'intermédiaire de prescripteurs divers, de l'étude des dossiers de demandes de crédit, et leur présentation aux comités d'engagement de la banque.

Ce poste conviendrait à un cadre ayant d'excellentes qualités commerciales, âgé de 28 ans minimum, expérience très souhaitée dans banque ou établissement de crédit à moyen ou long terme.

Veuillez écrire, sous réf 3462 à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

Importante société d'ingénierie
La Défense (5 000 personnes) recherche
pour ses services comptables

CADRE COMPTABLE

pour prendre la responsabilité de sa section clients «France et Export» (12 personnes)

A ce titre, il ou elle devra assurer :
• l'émission des facturations, • les prévisions de recettes, • les relations avec le service «projets», • les relations financières avec les clients, • la gestion des contrats.

Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) titulaire d'une maîtrise de gestion + DECS apprécié et ayant au minimum 5 ans d'expérience dans une fonction d'encadrement au sein d'une société industrielle.
Anglais souhaitable.

Adresser lettre manuscrite + CV, photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3421, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

Promouvoir une technologie de pointe

JEUNE INGENIEUR, RESPONSABLE DE MARCHÉS

Cette multinationale d'origine américaine possède de nombreuses années d'avance dans le domaine des produits thermo transformables. (R et D : 9 % CA). Ses produits ayant pour vocation la connexion, l'isolation, la protection... apportent des solutions originales sur différents types de marchés. La pénétration de ces marchés s'affine tous les ans : au sein de la filiale française, un nouveau département est créé ; son Directeur en recherche le premier «entrepreneur».

Sur des marchés aussi divers que la distribution du gaz et de l'eau, le chauffage urbain, le génie civil, il assure de façon autonome la promotion d'une technologie : ce qui implique discussion «pointue» avec les directions techniques, mais aussi démonstration auprès des installateurs et, bien sûr, négociation. Exploitant ses connaissances issues du terrain, il est aussi «Chef de Projet», et collabore étroitement avec les services marketing et développement du Groupe.

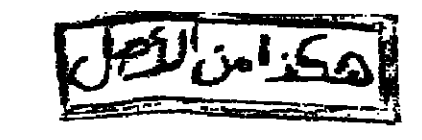
Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune Ingénieur Centrale, A.M., ENSEM... possédant une première expérience, justifiant ainsi de ses connaissances du monde industriel, mais aussi de sa capacité à être autonome dans des structures légères. Pour s'informer et pour évoluer, il parle couramment l'Anglais. Son lieu de travail est basé au Nord-Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 7288 V à

EGOR INDUSTRIE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média-system



IMPORTANTE SOCIÉTÉ
branche pièces détachées auto proche banlieue Nord-Ouest de Paris
recherche

CADRE COMMERCIAL

FUTUR ADJOINT AU CHEF DU SERVICE PREMIER ÉQUIPEMENT CONSTRUCTEUR

- Formation ESC - ETACA ou équivalent.
- Nombreux déplacements à prévoir.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57191 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur-Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra



Avec 20.000 collaborateurs répartis dans le monde entier et un C.A. de 899 millions de dollars en 1982, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs. Intel Europe représente 30% du C.A. de Intel Corporation et Intel France. Banlieue Sud, recherche

INGENIEURS D'APPLICATION

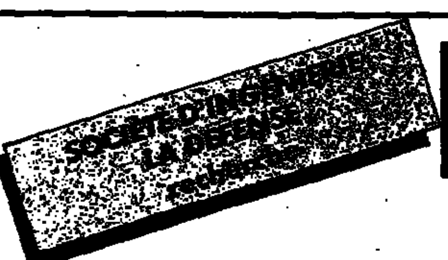
électronique/informatique

DEBUTANT
Vous assurerez la liaison technique entre notre clientèle et notre Groupe d'ingénieurs spécialistes produits. Cette position formatrice vous permettra d'évoluer *soit dans la fonction support technique* soit dans la fonction technico-commerciale.

EXPERIMENTE
Votre première expérience réussie vous permettra d'apporter une aide d'assistance technique à nos clients. Une voiture de fonction *sera mise à votre disposition*. Vous aurez de bonnes connaissances dans le domaine des micro-processeurs, langages évolués et des systèmes d'exploitation.

Pour ces 2 postes, une formation téchnique est assurée.
L'anglais est nécessaire. Perspectives d'évolution et rémunération motivante.
Adresser CV à Intel Corporation, *Direction du Personnel*,
5 Place de la Balance, Silic 243, 94528 Rungis Cédex.

média-system



INGÉNIEURS

Dans les domaines de **la grosse chaudronnerie et des échangeurs,** vous serez chargés :
– du lancement et du suivi des lignes de fabrication ;
– de la constitution et de la présentation des dossiers d'études ;
– des négociations techniques avec le client ou les autorités règlementaires.
Quelques années d'expérience en Bureau d'Études ou en Ingénierie sont souhaitées.
L'anglais lu est indispensable.

Adresser votre dossier de candidature, sous référence 50209/LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Ce poste constitue une ouverture sur la prise de responsabilité d'une équipe.

HAVAS CONTACT

Bruno-Petit
BATISSEUR DE MAISON

cherche à intégrer au sein de la
DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
du groupe (2.500 personnes - C.A. 1 milliard) un(e)

jeune chargé(e) d'étude

Il prend en charge des missions très variées de réalisation et de suivi de tous les outils de gestion du personnel (tableaux de bords, bilan social et études statistiques...).
Ce poste comporte également des interventions d'assistance auprès des différentes sociétés du groupe, notamment en matière de rémunération et de règlementation du travail.
De formation supérieure en gestion du personnel, le candidat que nous recherchons a une *première expérience de la fonction*.
Il trouvera dans ce poste l'opportunité d'une solide formation.
L'importance de notre groupe permet d'envisager de nombreuses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail, proximité du Pont de Sèvres.

Pour un premier contact, merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Isabelle Le Garsmeur
Maisons BRUNO PETIT - 21, rue des Capucins - 92190 MEUDON

Organisation et Publicité

Télécommunications du Futur, vos idées seront les nôtres...

Nous sommes un des *tout* premiers groupes français intervenant dans des domaines de haute technologie. La qualité de nos produits et la compétence de nos équipes nous permettent d'être présents avec succès sur l'ensemble des marchés mondiaux.
La recherche et les études des produits futurs sont, *bien entendu*, une préoccupation fondamentale et nous souhaitons rencontrer des hommes d'études, capables de concevoir les équipements de demain.

Les systèmes logiques, analogiques, la commutation à base de microprocesseurs, les télécommunications spatiale et temporelle sont des domaines qu'une première expérience professionnelle vous a rendu familiers. Nous vous donnerons de nombreux moyens pour réussir et évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS sous référence 32409, qui garantit la plus grande discrétion.

HAVAS CONTACT

Proche banlieue ouest – *Nous sommes une société d'ingénierie très spécialisée dans notre domaine*, filiale d'un groupe de première importance. Nous réalisons notre CA et notre développement essentiellement à l'exportation. Notre société (plus de 300 personnes) est surtout composée de techniciens et d'ingénieurs, dont *une petite partie sur* les sites. Notre direction générale souhaite renforcer son équipe de direction en intégrant à ses côtés un vrai professionnel de la fonction "personnel" en tant que

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

à vocation secrétariat général

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur – type Sc. Po. Paris + droit – et vous avez au moins quinze années d'expériences professionnelles réussies qui font de vous un spécialiste de la fonction. Vous avez eu l'occasion d'exercer des responsabilités *plus larges – administratives et juridiques –. Vous parlez l'anglais et si vous connaissiez* l'allemand, ce serait un atout appréciable. Directement rattaché à la direction générale, vous participerez à l'élaboration de la politique du personnel, vous veillerez ensuite à son application : recrutement et formation, communication et information, paye et politique salariale, relations avec les partenaires sociaux. Vous assisterez et conseillerez la hiérarchie en matière de relations humaines. Vous assurerez, à l'extérieur, les relations avec les groupes socio-professionnels. Vous devrez être à même de couvrir les services généraux de notre siège et une fonction juridique en matière d'assurances et de contentieux. Vous êtes capable d'intégrer pleinement les objectifs et la manière de penser de la direction générale et de faire passer une politique et des messages auprès d'une population spécifique et de haute technicité.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5684 M.

Imprimantes – Nous sommes une société française indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous réaliserons en 1983 100 M de CA (dont 50 % à l'exportation sur nos propres produits) avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années tout en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux d'imprimantes et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine...). Dans cet esprit, nous recherchons

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

auprès des administrations

Vous avez déjà une solide expérience professionnelle qui vous a permis d'acquérir un bon potentiel des techniques *informatiques. Vous êtes bien introduit auprès des administrations ou familiarisé avec les contacts auprès du secteur* public (réponse à des appels d'offres, suivi des dossiers...) et vous avez de bonnes aptitudes commerciales... pour le moins, vous êtes un professionnel *de la vente d'imprimantes et/ou de matériel de péri-informatique*. Vous vous verrez confier, sous la responsabilité du directeur commercial, une importante mission de prospection et de négociation auprès des ministères et des administrations. Vous devrez donc être à même de bien comprendre les besoins techniques afin d'assurer la fonction d'interface entre le "client" et le B.E. de la société (adaptation et création de produits spécifiques). Vous possédez bien sûr, les capacités de contact indispensables que nécessitent les relations à très haut niveau au sein de l'Administration.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5685 M.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Vous avez déjà une première expérience acquise dans les domaines de la péri-informatique, de l'informatique ou dans *des secteurs touchant l'informatique (l'instrumentation par exemple)* en tant que commercial. Vous pouvez aussi après une expérience technico-commerciale en informatique être fortement motivé par une fonction très commerciale. *Vous vous verrez confier sur la région parisienne un grand secteur professionnel où vous travaillerez sur objectifs* sous la responsabilité du directeur commercial, auprès des utilisateurs directs des produits et auprès des constructeurs. Vous serez également responsable d'un secteur géographique en province (25 % de votre temps) où vous devrez animer un réseau de distributeurs. Vous bénéficierez d'une rémunération très motivante (fixe plus intéressement).

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5686 M.

Notre groupe – leader dans son domaine – s'est constitué harmonieusement depuis douze ans : aujourd'hui 5 milliards de CA, 6.000 personnes, 50 entités juridiques autonomes. *Notre politique décentralisatrice a favorisé le développement des sociétés filiales en fonction de leurs particularités locales et/ou historiques*. La volonté de management de notre direction générale restreinte, composée de "spécialistes" de tout premier plan, a permis d'instaurer un langage commun de communication et une image de marque nationale. Nous proposons à un jeune cadre de rejoindre notre équipe de contrôle de gestion, au siège à Paris, pour y exercer les fonctions de

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP... ou ingénieur avec une formation complémentaire en gestion) *et déjà 5/6 ans d'expériences professionnelles réussies où vos qualités de manager et votre tempérament opérationnel* ont pu s'y exprimer. Vous souhaitez parfaire votre approche de la gestion avant d'accéder à un poste de direction. Vous serez *au sein de notre petite équipe de contrôle de gestion un homme de liaison entre les filiales et la direction* générale : assistance – conseil – contrôle de la gestion – suivi informatique. Vous serez aussi amené à travailler sur des documents de gestion : états de synthèse, analyse critique, recommandations. Votre évolution – qui pourra être rapide vers un poste opérationnel – sera bien sûr liée à votre réussite mais aussi à votre disponibilité géographique.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5689 M.

Nous sommes une importante société industrielle d'équipement automobile, filiale d'un prestigieux groupe français. Avec nos filiales et licenciés en France et à l'étranger, nous sommes leader mondial dans notre spécialité. La qualité de notre recherche et de nos études se traduit par le dépôt de nombreux brevets dans le monde. Compte tenu de notre développement, *nous recherchons un*

INGÉNIEUR MOTORISTE

liaison technique constructeur étranger

Vous êtes ingénieur diplômé (AM, ENSPM...) et bien que jeune vous avez acquis une première expérience d'études, de mise au point ou des méthodes dans le domaine automobile et plus particulièrement du moteur ou de son alimentation. Nous vous proposons d'intégrer notre direction technique où vous participerez au développement, à la mise au point et au lancement de nos produits auprès d'un constructeur étranger. Vous assurerez ainsi de nombreuses liaisons entre nos services études, méthodes, qualité fabrication et les bureaux d'études du constructeur. Ce poste, très motivant, implique des déplacements et nécessite de très bien parler anglais et/ou allemand.

Écrire à Jean-Loup Panchon sous réf. 6683 M.



Région Rouen – Nous sommes – Herculès France – filiale d'un très important *groupe industriel spécialisé dans la production de produits chimiques destinés à* des industries très diverses. Nos importants projets industriels (capacité de notre principale usine près de Rouen doublée dans les 18 mois à venir : production CMC) nous incitent à renforcer notre équipe de développement "procédés et applications" et pour ce faire, nous recherchons un

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT

assistance technique en clientèle

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école de chimie et vous pratiquez avec aisance la langue anglaise. Vous *êtes à même*, après 5 ans de vie industrielle, de faire la *preuve d'expériences réussies*. Vous avez appris à raisonner en termes industriels et vous vous êtes déjà orienté, après quelques années en laboratoire, en recherche et/ou en *développement, vers une fonction plus en contact avec l'extérieur et les clients. Vous avez si possible une première* approche de la chimie de la cellulose... en tout état de cause, vous êtes disponible et ouvert pour acquérir les connais*sances nécessaires et vous adapter à des techniques nouvelles. Vous aurez, au sein de notre service "développement* des procédés et applications", comprenant plusieurs laboratoires, en charge essentiellement l'assistance en clientèle, *pour les applications industrielles, en France et en Europe*... càd, vous serez l'homme de liaison entre l'usine et les clients. Vous avez bien sûr en plus des impératifs de formation, les aptitudes et le goût des contacts, les capacités pour résoudre les problèmes et trouver des solutions, une disponibilité certaine pour vous déplacer. A terme, vous trouverez dans ce contexte les possibilités de développement de carrière.

Écrire à Roland Gardeux sous réf. 5680 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux *consultants de Sérifo en précisant la référence* ; ils étudieront avec vous les possibilités *d'une future collaboration*.



SÉRIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

digital

Nº 1 de l'informatique interactive

Vous avez plusieurs années d'expérience de la maintenance d'ordinateurs et la volonté d'évoluer vers des postes à responsabilité technique ou humaine :

- **Ingénieurs de maintenance systèmes**
- **Ingénieurs de support produits**
- **Instructeurs matériel-logiciel**
- **Responsables de projets**
- **Responsables d'équipe de maintenance**

Notre croissance continue vous offre cette opportunité et un choix réel d'évolution de carrière. Vous parlez l'anglais, nous vous formerons à nos derniers produits en Europe ou aux U.S.A.

Ecrivez sous réf. M 30 à
Nicolas GROS, Ressources Humaines,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
2, rue Gaston Crémieux, B.P. 136, 91004 Evry Cédex, tél. 077.82.92.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

2 INGENIEURS COMMERCIAUX
REGION PARISIENNE

2 INGENIEURS D'ETUDES
REGION PARISIENNE

2 INGENIEURS METHODES
REGION PAYS DE LOIRE

1 INGENIEUR FABRICATION
REGION CENTRE

Les candidats seront diplômés (A.M., E.N.I., I.N.S.A., etc), débutants ou ayant une première expérience récente dans une activité industrielle.

Les ingénieurs retenus se verront offrir de nombreuses possibilités d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, prétentions à Nº 64.934, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.





elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA FILIALE LUBRIFIANTS

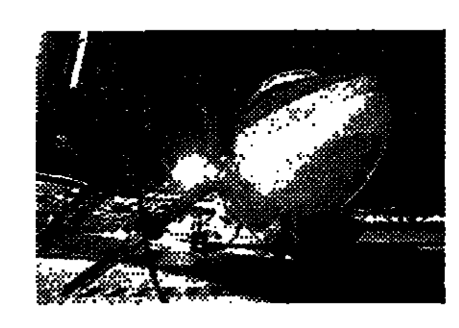
INGENIEUR - INFORMATICIEN

PROFIL : Chef de Projet pouvant justifier de 3 ans minimum d'expérience dans la réalisation d'applications sur matériel CII-HB 66.

Il pratiquera : GCOS-III, DM IV (Cobol 74, TDS, IDS II) et méthode PAC 700.

MISSION : Intégré à une équipe dynamique il aura la responsabilité du développement de nouvelles applications et la maintenance d'un groupe de chaines à vocation comptable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo
à SHR, Gestion du Personnel 55/65, rue Camille Desmoulins
92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.



Ingénieurs pour les technologies de demain

grand équipementier français, nous sommes une société de 3 000 personnes (dont 650 ingénieurs et cadres). Nous sommes parmi les premiers dans les systèmes de commandes automatiques de vol, dans les centrales de navigation, ainsi que dans les systèmes de test automatique. Notre CA dépasse un milliard de francs dont 50% à l'exportation.

Ingénieurs opticiens

- Soit pour conduire des études théoriques et expérimentales de systèmes optroniques infrarouges embarqués, à l'intérieur de l'équipe études avancées de la Division Pilotage et Systèmes.
- Soit pour concevoir et réaliser des systèmes optiques embarqués (visualisation et capteurs) utilisant des technologies modernes, ces systèmes étant destinés à équiper la prochaine génération d'avions d'armes. Réf. I 151

Ingénieurs logiciels

pour la Division Systèmes Informatiques
Ils auront soit à concevoir et réaliser des logiciels dans le domaine des réseaux et des communications, soit à tester des logiciels faits par le Département Etudes.
Connaissances ASSEMBLEUR, COBOL et langages modernes (PASCAL, CPM, NS, DOS). Expérience télétraitement et réseaux. Réf. I 152

Ingénieur maintenance informatique

(LILLE - AIX-EN-PROVENCE - NANTES - PARIS)
Ils auront à assister les techniciens de maintenance et les clients notamment pour les produits logiciels. Ils doivent connaître les protocoles de réseaux et avoir une expérience dans la maintenance logiciel. Réf. I 155

Ingénieurs production logiciel

pour la Division Pilotage et Systèmes
Ils auront à mettre en place l'environnement production logiciel. Ils doivent avoir une expérience des systèmes informatiques. Réf. I 153

Ingénieurs d'études théoriques

dans le domaine du pilotage automatique et de la mécanique du vol. Ils auront à utiliser l'informatique scientifique. Réf. I 156

Ingénieur commercial test automatique

pour la promotion et la vente de systèmes de tests automatiques dans secteurs des marchés Industries-Administrations (France-Export). Réf. I 157

Veuillez adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence choisie, à SFENA, Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

média-system

THOMSON-CSF

RECHERCHE
POUR LA BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

RESPONSABLE DE L'ÉQUIPE CAO

Il devra mettre en place et développer le système informatique et assister les projeteurs du bureau d'étude.
Cette offre s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, A.M., Ponts, Mines) ayant le goût de l'innovation et du travail en équipe, justifiant d'une expérience réussie dans la mise en place d'un système CAO.

INGÉNIEUR CAO

Sous l'autorité du responsable de l'équipe CAO, cet ingénieur participera à la mise en place du système et sera responsable de la constitution et de la maintenance de la base de données.

Cette offre s'adresse à un ingénieur débutant ou ayant une première expérience. De formation supérieure, il justifiera de connaissances approfondies en informatique.

Ces postes sont à pourvoir en région parisienne.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32432 M.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

analyste temps réel

sema informatique

La Division informatique de **sema metra**, société de conseil, d'études et d'ingénierie (800 MF de CA, 2200 personnes) recherche un

analyste futur chef de projet

Le candidat recherché a une formation d'ingénieur et 3 ans d'expérience dans la réalisation d'applications en informatique de gestion et a une très bonne connaissance de l'assembleur IBM et de IMS/DLS.

Il participera en rejoignant nos équipes de spécialistes à la conception et au suivi de réalisation de systèmes de gestion temps réel dans le secteur tertiaire. Une rapide progression de carrière peut être assurée aux candidats de valeur.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10407/M à J. Hajage, Sema-Sélection : **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Un jeune ingénieur pour piloter l'informatisation de notre production *Paris Ouest*

Notre Société, filiale d'un groupe international, assure la commercialisation, la fabrication, le montage et l'entretien d'équipements techniques destinés aux secteurs industriels et immobiliers. 25 % de notre chiffre d'affaires (700 MF) sont réalisés à l'exportation. Avec l'aide d'un Cabinet d'Organisation, nous avons prévu d'informatiser la gestion de production de nos trois usines.

Vous êtes Ingénieur d'une grande école. Votre expérience de 2 à 3 ans s'est déroulée dans le domaine de la production. Vous souhaiteriez avoir l'opportunité de jouer un rôle moteur dans l'organisation d'une gestion de production informatisée. Vous serez rattaché à notre Directeur Industriel et vous aurez la charge d'assurer la coordination des études et de la mise en place du projet de gestion de production concernant les 3 usines, l'ordonnancement général et le bureau d'études techniques.



Paris-Lille-Strasbourg

M. PERCHE vous remercie de lui envoyer votre curriculum vitae en indiquant votre rémunération sous référence 2905 M, et vous assure de son absolue discrétion.

CORT — Département Recrutement - 65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC — Dessin

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Dans le cadre du développement de projets diversifiés d'Informatique bancaire, la Société Générale recherche, pour son **Département de l'Organisation et de l'Informatique, Division des Études Informatiques,**

3 Ingénieurs Informaticiens

- Dans le cadre du secteur **VALEURS MOBILIÈRES** le candidat recherché aura la responsabilité de plusieurs projets concernant les opérations de bourse. Il dirigera plusieurs équipes totalisant une vingtaine d'informaticiens. — Réf. 75870/A
- Pour notre groupe **"INTERNATIONAL"** composé d'une cinquantaine d'informaticiens développant un ensemble de projets pour notre Direction des Affaires Internationales. — Réf. 75870/B
- Dans le cadre de notre **SECTEUR MOYENS DE PAIEMENT** nous recherchons un Chef de Groupe à qui nous confierons la responsabilité de projets concernant les échanges en compensation et les moyens de paiement entreprise (effets de commerce, virements, prélèvements, ...). — Réf. 75870/C

Agés d'environ 35 ans, les candidats possèdent une double expérience informatique et bancaire dans un des domaines cités et ont déjà conduit des projets importants.

Une candidature, accompagnée d'un CV détaillé mentionnant la rémunération souhaitée est à adresser sous la référence correspondant au poste à SOCIETE GÉNÉRALE, Service Recrutement, 7, rue Caumartin 75009 PARIS.

HAVAS CONTACT

هكذا من الأصل

FACOM

LEADER EUROPEEN D'OUTILLAGE A MAIN
SPECIALISTE DE L'EQUIPEMENT DE GARAGE
recrute pour son Etablissement d'EZY SUR EURE, à 80km à l'Ouest de Paris :

INGENIEUR INDUSTRIALISATION

- Grande Ecole Mécanique ARTS et METIERS ou équivalent avec expérience de bureau d'études et/ou méthodes en fabrication mécanique de série.
- La mission porte sur l'étude et le développement des produits, la recherche et l'implantation de nouvelles techniques de production à *prix très compétitifs*.

réf. FA/II

ACHETEUR EN ELECTRO-TECHNIQUE

- Niveau BTS minimum
- Formation et expérience en industrie électro-mécanique.
- Il est chargé de négocier et de gérer les contrats de sous-traitance et de matières approvisionnées.
- *Il participera* avec l'équipe de développement à la remise en cause de la conception des produits fabriqués pour en abaisser les prix de revient.
- Une bonne connaissance du marché européen dans le domaine électronique serait appréciée.
- ANGLAIS COURANT EXIGE.

réf. FA/AE

CHEF DE SERVICE
GESTION DES MATIERES

- Ce poste convient à un BTS ou équivalent en mécanique Générale ou électro mécanique
- En liaison directe avec la Direction d'Usine et le Service Informatique de l'unité, il est chargé d'optimiser les procédures d'ordonnancement et de gestion des matières
- Il élabore les programmes de fabrication et assure la gestion des stocks.

réf. FA/GM

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

- BTS ou équivalent - Bonnes *connaissances en électro-mécanique et hydraulique.*
- Assite techniquement le responsable Maintenance de l'Unité de production.
- Collabore avec les Services Techniques à l'implantation d'équipements automatisés, microprocesseurs, informatique.

réf. FA/TM

TECHNICIEN DE PRODUCTION

- BTS ou BT Mécanique Générale ou Electro-Technique.
- Développe les performances de ses équipements pour améliorer la productivité.
- Est *intéressé par la robotique*
- Est sensible aux notions de rentabilité.

réf. FA/TP

Perspectives d'évolution ambitieuses pour candidats intéressés par le progrès industriel au sein d'une entreprise performante.

La Société aide les nouveaux venus à se loger.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite en précisant la référence du poste choisi à CETAGEP, 30, avenue Amiral Lemonnier, 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son **Service Réseaux de Transmission de Données** à St Quentin en Yvelines (78)

Chef de Projet Messagerie

- Il aura la responsabilité d'un ou de plusieurs projets, de la formalisation des besoins jusqu'à la mise en exploitation du produit, en passant par la réalisation ou le suivi technique ainsi que par le suivi budgétaire.
- Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (grande école ou université) possédant une première expérience de chef de projet. La connaissance des domaines suivants est un atout supplémentaire : commutation des messages, réseaux, systèmes sur mini ...

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. 20 à
CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

JEUNE EXPERT COMPTABLE OU MEMORIALISTE

Un établissement financier, d'importance nationale, propose à un jeune cadre de haut niveau la responsabilité du secteur Plan et Procédures comptables.

Ce poste exige une solide formation de base (Grande Ecole Commerciale) complétée par une bonne maîtrise de la Révision comptable acquise, si possible, au sein d'un cabinet d'audit international ou d'un établissement financier.

Dans le cadre de sa mission, le candidat devra - notamment - mettre en place le plan comptable révisé et en assurer la bonne application au niveau de l'ensemble des services comptables décentralisés.

Les candidatures sous la référence 83042 M (avec C.V., photo et salaire actuel) seront étudiées en toute confidentialité *par notre conseil.*

Sonia Lipszyc
HAY *Managers* ☎ 267 44 64
13 rue Alphonse de Neuville 75017 PARIS

HAY FRANCE

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT
recherche pour son

service prévisions marketing achats

ingénieur

ayant plusieurs années d'expérience
des composants électroniques, acquise :

- soit chez un fabricant de *composants* (semi-conducteurs de préférence) ;
- soit dans une entreprise de *construction* électronique (laboratoires, normalisation ou achats).

Adresser curriculum vitae, prétentions, photo à
Administration du Personnel
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55, Quai Carnot
92214 SAINT-CLOUD.

RIPOLIN



Un des premiers fabricants français de peintures, et filiale du groupe **CDF Chimie.**
Dans le cadre du contrat de solidarité, nous recherchons au sein de nos divers établissements

Pour renforcer notre force commerciale :

Un responsable exportation : basé à Arpajon 91 cadre d'environ 28 ans avec quelques années d'expérience (Anglais-Allemand) (réf RE).

Un prescripteur anti-corrosion : d'environ 28 ans (Arpajon 91) (réf PA).

Des attachés commerciaux : division bâtiment (Lille-Nice-Toulouse) (réf ACB).

Des attachés commerciaux : division grand public (Arpajon 91 - Toulouse) (réf ACPG).

Des attachés commerciaux : *division distribution industrie* (Nancy) (réf ACDI).

Responsable merchandising : (Paris) (réf RM).

Pour renforcer notre équipe de gestion :

Un contrôleur de gestion : (Stains 93) cadre d'environ 28 ans + 2 ans expérience en milieu industriel + études supérieures de commerce (réf CG).

Un assistant du contrôleur de gestion : Ayant une formation comptable (réf ACG).

Des comptables expérimentés : (Stains 93) *en comptabilité de clients,* fournisseurs, générale et analytique (réf CC-CF-CGA).

Des comptables industriels : *avec plusieurs années d'expérience en milieu* industriel (détachés en usine : 13-62-91-93). Assurant le contrôle et le suivi des prix de revient contrôle et analyse comptabilité matières (réf CI).

Il serait souhaitable que les candidats soient familiarisés avec l'informatique en temps réel dont ils seront utilisateurs.

Un jeune diplômé : de niveau DUT gestion du personnel (Arpajon 91) (réf GP).

Une jeune secrétaire : niveau BTS pour la direction des relations sociales (Stains 93) (réf S).

Une sténo-dactylo : pour administration du personnel (Stains 93) (réf SD).

Pour renforcer notre potentiel technique :

De jeunes diplômés : Bac chimie F6 (près de Marseille) (réf CHBF).

De jeunes chimistes : niveau DUT (Stains 93) (réf CHDT).

Des coloristes : (Stains 93 - Arpajon 91) (réf CO).

Tous ces postes sont de nature à motiver des jeunes de valeur souhaitant progresser.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous la référence choisie à : Roseline Ceugniet - Société RIPOLIN - 23 avenue Gaston Monmousseau 93240 Stains, qui traitera confidentiellement les dossiers de candidature.

---

l'Électronique pure

La réussite, la compétence de SECRE dans le domaine de l'ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE lui permettent de contribuer d'une manière décisive à l'évolution de ce secteur de pointe. Attentif à l'évolution du marché, nous diversifions en permanence nos activités en accordant à l'ÉTUDE ET AU DÉVELOPPEMENT une totale priorité.

Ingénieurs et Techniciens
Radio VHF - UHF

Au sein de nos équipes vous prendrez d'importantes responsabilités dans l'étude et le développement de produits, (projets, avant-projets), et d'équipements de RADIOCOMMUNICATIONS en réponse aux demandes spécifiques de nos clients.
Ces postes s'adressent à de VRAIS électroniciens, passionnés de technique, qui, débutants ou possédant une première expérience, évolueront dans une entreprise qui se donne les moyens de ses ambitions. SECRE, une grande entreprise qui a su assurer sa réussite en conjuguant harmonieusement audace et réflexion, en conservant la qualité de vie propre aux sociétés construites à l'échelle de l'homme.
La haute technicité de nos équipes, la diversité de nos activités, l'importance de nos moyens d'étude et de production, nous donnent confiance dans l'avenir. Le *nôtre et le vôtre.*

HAVAS CONTACT

SECRE Direction du Personnel
214, rue du faubourg Saint-Martin 75483 PARIS CEDEX 10.

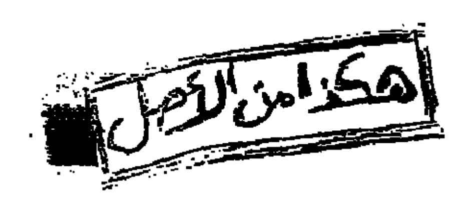
INGENIEUR DEVELOPPEMENT :
faites vos preuves, vous pouvez devenir chef d'agence régionale. . .

PONTS, TP, AM... ***NANTES, TOURS, LILLE-DUNKERQUE, PARIS***

Nous construisons des villages de maisons et des immeubles collectifs. Avant le démarrage du chantier, nous avons des tâches essentielles à réaliser. L'INGENIEUR DEVELOPPEMENT prend en charge ces hautes responsabilités. C'est ce poste que nous souhaitons vous confier. Vous serez chez nous l'interlocuteur des architectes, mais également de l'administration et des municipalités. C'est donc par votre intermédiaire que les affaires pourront se réaliser.
Votre première expérience du bâtiment vous permet de maîtriser les notions de coût et de planning. Il est en effet indispensable que vous coordonniez toutes les étapes de votre mission : faire préparer et suivre les dossiers (P.C., Prêts Aidés par l'Etat, appel d'offre...).
Avant de vendre, vous savez d'abord vous vendre et faites preuve dans le développement de votre affaire d'un esprit critique et raisonné.
Si vous vous sentez suffisamment ouvert pour vous lancer dans ce "challenge", nous le serons aussi. La preuve ? Déterminez donc vous-même vos prétentions ! Si vous êtes fortement motivé par ce poste d'ingénieur développement, *adressez-nous votre lettre de candidature (C.V. + photo) sous référence* E.V à PROMOGIM
9, avenue Friedland - 75008 PARIS
PROMOGIM : plus de 12.000 logements en 10 ans.
Notre créneau : les programmes réalisés en prêts aidés par l'Etat (P.A.P.)
Promogim, Groupe S.C.R.E.G. 1er Groupe français de BTP, a un capital social de 60 000 000 F

promogim

Organisation et Publicité



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

AGENCE DE PUBLICITÉ

recherche

ASSISTANT (E) CONTROLEUR de GESTION

Débutant (e) ou 1 à 2 années d'expérience
Formation I.U.T., Maîtrise de Gestion ou E.S.C.
Expérience agence et connaissances comptables de base appréciées.

Libre rapidement.

Adresser C.V. et prétentions
à Danièle Lambert, 30, boulevard Vital-Bouhot,
92200 NEUILLY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BIENS D'ÉQUIPEMENTS AUTO

recherche

pour ses services techniques

UN INGÉNIEUR AM OU ÉQUIVALENT

Il assumera la responsabilité du Bureau d'Études Produit et sera chargé de la conception et de la détermination des prix de revient.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 57190 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL

Quartier ETOILE

recherche

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE
CHEF COMPTABLE

– Animation d'un service de 6 personnes. – Comptabilité générale et analytique / bilan inclus. – Gestion trésorerie et paie. – Refonte du système comptable avec étude d'informatisation. – Relation directe avec la Direction.

Expérience professionnelle nécessaire.

Rémunération de l'ordre de 150.000 à 170.000/an.

Adresser C.V. manuscrit, photo à: J. BLIQUE
14, rue des Déportés. 27000 EVREUX

P.A. LITAS



LEADER DE LA COMMUTATION TEMPORELLE
recherche dans le cadre de ses activités
TELEMATIQUES et TELEPHONIQUES

ingénieurs expérimentés et ingénieurs débutants

ayant reçu une formation informatique approfondie.

Au sein d'une division développant des systèmes de télécommunication à base de microprocesseurs, ils intégreront une équipe d'étude chargée d'un projet de RADIOTELEPHONIE PUBLIQUE et participeront à sa réalisation dans l'un des domaines suivants :

▶ **Développement logiciel** ▶ **Intégration système**

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous réf. AS/JL à
CIT ALCATEL - 10, rue Latécoère 78140 VELIZY
au Service Recrutement et Orientation.

LES LABORATOIRES DE MARCOUSSIS
CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

recrutent

ADJOINT AU RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES

Organisation des expositions
Communications internes
Anglais parlé couramment,
formation technique souhaitée.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae, avec photo, ss référence H/1531/RE au Service du Personnel des Laboratoires de Marcoussis, Route de Nozay, 91460 Marcoussis.



Telemecanique

LES SOLUTIONS DE PROGRÈS

12300 personnes
dont 26% à l'Etranger
22 Usines en France
6 Usines à l'Etranger
Filiales Commerciales dans 28 Pays
C.A. 4 Milliards en 1982

Un des leaders européens des constituants pour automatismes industriels utilisant des techniques avancées dans les domaines:

ÉLECTROTECHNIQUE — ÉLECTRONIQUE
AUTOMATISME — PNEUMATIQUE

recherche

INGENIEUR BREVETS confirmé

pour études de liberté d'exploitation et de documentation brevets étrangers.
Formation Grandes Ecoles (le CEIPI constituerait un avantage).
Langues : anglais - allemand. référence 1 F 8303
Lieu de travail : Banlieue Ouest de Paris.
Déplacements province à prévoir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à la Direction du Personnel des Directions Fonctionnelles, en rappelant la réf., TELEMECANIQUE ELECTRIQUE, 33bis, avenue du Maréchal Joffre, BP 204, 92002 NANTERRE CEDEX.

---

olivetti olivetti olivetti olivetti

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE
nous recrutons un jeune

Cadre administratif

- de formation supérieure (E.S.C. ou équivalent + DECS).
- ayant 2 à 3 ans d'expérience réussie dans le domaine du contrôle ou de la comptabilité ou de la trésorerie.

Nous donnerons notre préférence à un cadre à fort potentiel capable d'élargir rapidement ses responsabilités dans le secteur administratif et financier de l'entreprise.

Vous avez de l'ambition, une forte motivation pour vous développer dans le cadre d'une société leader sur son marché.

Envoyer votre dossier de candidature à Monsieur J.F. BERNARD

OLIVETTI FRANCE - D. P. R. H.
91 rue du Faubourg St-Honoré - 75008 Paris

olivetti olivetti olivetti olivetti

SOURCES

L'informatique appliquée au contrôle de production
Jeune ingénieur

CORNING FRANCE, leader sur le marché des verres spéciaux, recherche, pour renforcer son département central informatique, un **ingénieur informatique contrôle de production.**

Sous la responsabilité d'un chef de projets, vous développerez des applications de contrôle de production.

Vous intégrerez une équipe solide de 40 personnes et travaillerez sur un **matériel sophistiqué.**

Nous souhaitons rencontrer un **ingénieur de formation** possédant, si possible, une expérience du développement informatique. La connaissance de l'anglais est souhaitable. Des **perspectives d'évolution dans le département informatique ou vers les services techniques et la production** seront offertes à des éléments de valeur.

Lieu de travail : **Fontainebleau.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M/22 à **CORNING FRANCE** - Direction développement du personnel - 44, av. de Valvins - 77210 AVON.

CORNING FRANCE

MEDIA PA

STÉ INDUSTRIELLE DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
(C.A. 1,5 milliard de francs - 7 000 personnes)
filiale d'un grand groupe industriel

recherche

INGENIEUR-MECANICIEN

MISSION :
- calcul de structures par ordinateur.

PROFIL SOUHAITÉ :
- ingénieur diplômé (INSA, CNAM, UTC...)
- 2 à 3 ans d'expérience industrielle
  - méthode des éléments finis en statique et dynamique ;
  - calcul de réseaux de tuyauterie industrielle ;
  - calcul d'appareils sous pression ;
  - codes de calcul : ASME III, CODAP... ;
  - programmes TITUS T, SAP 4, GIFTS... ;
  - informatique, programmation FORTRAN, en calcul scientifique et CAO ;
  - matériel DEC - VAX 11/780 (V.M.S.)

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 2912
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris



EVOLUER
au sein d'une importante Société (2000 pers.) et d'une structure commerciale dynamique en développant votre esprit d'initiative.

VALORISER
votre formation commerciale et votre première expérience dans une activité que nous souhaitons développer : La distribution de produits pétroliers aux Grandes Entreprises.

EXPRIMER
votre tempérament de vendeur à un poste de

CADRE COMMERCIAL

Adjoint au RESPONSABLE DE NOTRE SERVICE "VENTES FUEL INDUSTRIEL"

Car, avec une expérience réussie de la vente doublée d'une bonne maîtrise des problèmes de gestion administrative et financière, vous trouverez au sein de notre société l'opportunité d'évoluer que vous attendez. Maintenance technique, installations thermiques, négoce de tous combustibles, carburants... : La diversité de nos activités vous le permettra.

Basé à PARIS prévoyez de fréquents mais brefs déplacements.

Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite, CV + photo) à N° 3724 FRANCACIP 17, rue de la Banque 75002 PARIS

THOMSON-CSF
recherche
LE RESPONSABLE DES ÉTUDES MÉCANIQUES

Pour la branche équipements médicaux spécialisée en matériel de radiologie (7000 personnes - 3500 MF de CA).
Il sera responsable des bureaux d'études en Europe (80 personnes - France, Italie, Belgique).
Basé en proche banlieue parisienne, il sera placé sous l'autorité du directeur du groupe des moyens électromécaniques et aura pour mission :
– la coordination des bureaux d'études,
– le suivi et le contrôle des coûts des projets,
– la mise en place d'une standardisation au niveau de la branche,
– la mise en place d'un système CAO.
Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans min., diplômé grande école Centrale, Arts et Métiers, Ponts, Mines, ayant une expérience réussie d'au moins 6 ans dans la conduite d'un bureau d'étude, orienté vers les techniques nouvelles.
La fonction implique de fréquents déplacements à l'étranger.
La rémunération sera fonction de l'expérience et de la potentialité du candidat.

Merci d'adresser Cv, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32.471 M.

HAVAS CONTACT

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Notre société exploite des techniques de pointe et bénéficie d'un taux de croissance élevé. Pour prendre la responsabilité des ventes de produits industriels assurant l'isolation dans la distribution d'énergie électrique, nous recherchons un

Ingénieur de vente chef de marché

Grâce à de fréquents contacts avec ses clients répartis sur l'ensemble de la France, le nouvel ingénieur aura pour objectif une forte pénétration du marché avec une rentabilité optimale.
Nous nous attendons à rencontrer un ingénieur en électricité ayant une bonne connaissance des phénomènes électriques basse et moyenne tensions. Après une expérience technico-commerciale ou technique de 3 à 5 ans, il devra être en mesure de conseiller ses clients et gérer son marché.

Actif, imaginatif, bon négociateur, le candidat idéal nous prouvera bientôt, que le développement de son marché nécessite la constitution d'une équipe qu'il aura le soin de créer.
L'Anglais est indispensable.
Le poste est à pourvoir dans l'Oise

Adresser CV, avec photo et en indiquant rémunération souhaitée sous référence 3447 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.




Research Engineer

The mineral and synthetic products made by CECA S.A. are finding increasing outlets in the fast developing oil exploration and production business.

The "drilling mud" activity competes with a small number of american firms by offering products of mineral and synthetic origin as well as the scientific, technical and logistic services needed for operation and utilization of drilling fluids.

We are seeking for a **research engineer, specialized in "drilling muds", for our research department.**

He will have to carry out research in order to perfect products, to make muds. He should be graduated in chemics and his position requires **five years' experience in this field.** He will be based in **PARIS.**

Interviews will be held in Paris.

Applications, with details of career to date, should be sent to CECA 11, avenue Morane Saulnier - 78140 VELIZY.

CECA SA

MEDIA PA



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



INGENIEURS ELECTRONICIENS

Notre Société en expansion, spécialisée dans la réalisation de matériels électroniques de haute technicité recherche pour son activité SYSTEMES D'ARMES NAVALS

DE JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

(SUDRIA, EFREI ou équivalent)

Ils seront chargés de la mise au point de systèmes électroniques intégrés.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Déplacements de courte durée.

Adressez lettre manuscrite, CV et niveau de rémunération sous référence DSM/88 à SINTRA ALCATEL
Service des Relations Sociales et de l'Emploi
1, av. Aristide Briand - 94117 ARCUEIL Cedex.

EDITIONS
LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES
recherche
pour l'une de ses publications
«Le Dictionnaire Permanent Droit de l'Epargne»

JEUNE JURISTE

même débutant

ayant une réelle capacité à traiter des problèmes de rédaction, documentation, coordination de manuscrits, présentant un triple volet juridique financier et fiscal.

Statut de journaliste.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet avec prétentions aux Editions Législatives et Administratives 19, rue Péclet 75015 Paris

---

AUDITEUR INTERNE
D.E.C.S., E.S.C., Maîtrise Gestion...

Nous sommes une Chaîne de Grands Magasins, nous renforçons notre équipe de révision comptable et recherchons un candidat possédant une bonne formation comptable, informatique, droit et statistiques.

Il participera à des missions d'audit comptable et financier portant principalement sur les fonctions administratives des achats et de la vente, de la trésorerie, et du contrôle budgétaire tant au Siège Social qu'en magasins.

Le lieu de travail est à Paris mais ses fonctions l'amèneront à avoir de nombreux déplacements et contacts avec les responsables de nos unités implantées sur tout le territoire français.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 346 M à l'Agence CURRICULUM 26, Rue du 4 Septembre - 75002 - PARIS
Qui garantit discrétion et réponse.

MILLIPORE, établissement pharmaceutique, occupe la première place dans le domaine de l'analyse et la purification des fluides. Notre développement rapide et constant nous conduit aujourd'hui à compléter nos équipes commerciales.

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Région Parisienne et Toulousaine

Titulaires d'un diplôme d'études supérieures en Chimie, Bio-Chimie ou Pharmacie, les candidats que nous souhaitons rencontrer seront débutants ou auront une première expérience réussie de la vente à un haut niveau.
Après une formation technique, ils seront responsables au sein d'une équipe performante, du chiffre d'affaires du secteur qui leur sera confié. Soutenus par la Direction des Ventes et du Marketing, ils seront chargés de la réalisation et du suivi des ventes de biens d'équipements et de consommables auprès de clients de l'industrie pharmaceutique, électronique, chimique ou alimentaire ainsi qu'auprès des centres de recherche, hôpitaux et universités. Leurs bons contacts professionnels leur permettront d'assurer une liaison technologique entre leurs clients et la société.
La rémunération sera fonction de l'expérience et composée d'un fixe ainsi qu'une prime sur objectif. Voiture de fonction.



Pour ces postes qui requièrent un bon niveau d'anglais, merci d'envoyer CV + photo + prétentions à Didier MEYER Millipore S.A. 43 avenue de L'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay. Tél (3) 946.97.49.

média-system

INGENIEURS ETUDES PORTUAIRES

Importante Société d'Ingénierie proche banlieue Ouest de Paris, recherche

ingénieurs

Grande Ecole
TP., Ponts, etc...

pour Direction de projets avec grande expérience d'études portuaires et maritimes.

Anglais indispensable.

ingénieur

Grande Ecole

pour étude et projet de structures portuaires et maritimes.

Expérience minimum 5 ans.

Adresser CV et prétentions s/réf. 65220 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



CAP GEMINI SOGETI

Aujourd'hui CAP GEMINI SOGETI est constituée d'un groupe d'environ 30 sociétés autonomes réparties en Europe de l'Ouest et aux U.S.A.

Avec 3 700 personnes, CAP GEMINI SOGETI se classe parmi les plus grands en matière de conseils et de services en informatique et recherche pour le Service Juridique de la Holding,

JURISTE

Par le caractère varié du travail qu'il implique, ce poste intéresse un candidat ayant une formation juridique supérieure (Maîtrise, DESS, IAE apprécié), une expérience de 4 à 5 ans dans un Cabinet ou dans un groupe de dimension internationale et parlant couramment l'anglais.
Basé à Paris, il dépendra de la Direction Financière du Groupe, et pourra effectuer des déplacements de courte durée.
Les candidatures manuscrites accompagnée d'un CV et des prétentions, sont à adresser à Any Boulade, Cap Sogeti Sélection, 83-85 boulevard Vincent-Auriol, 75013 Paris, sous référence 3409.

média-system

JOUVEINAL

GROUPE FRANÇAIS DE SOCIÉTÉS PHARMACEUTIQUES ET CHIMIQUES CA 300 millions, en expansion rapide (25% par an), étoffe ses structures pour faire face à ses projets de développement et crée deux postes de

chefs de produit confirmés

Dans le cadre de la division PRODUITS ÉTHIQUES, ils seront chargés d'établir le plan marketing de leurs produits et de le mettre en oeuvre. Ils auront un rôle de communication très important vis-à-vis des agences, des visiteurs médicaux, et de tous les autres services de la Société.

Ces postes, comportant une large autonomie, s'adressent à des PHARMACIENS ou DIPLOMÉS ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE ayant quelques années d'expérience dans le SERVICE MARKETING d'un LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE et souhaitant accéder à des responsabilités plus larges.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2627 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

GROUPE PHARMACEUTIQUE

cherche pour une de ses filiales spécialisées dans la fabrication et la vente de matériel hospitalier

UN RESPONSABLE DE PERSONNEL
Région Parisienne

En liaison avec la Direction du Personnel du Groupe, il prend en charge :
- l'administration et la gestion du personnel,
- le suivi des mouvements de personnel et des rémunérations,
- les relations avec les partenaires et organismes sociaux,
- l'application de la législation du travail.

De formation supérieure, il possède une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction, et, si possible, en milieu production ou distribution.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 4804 à :
PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS CEDEX 02,
qui transmettra.



Ets POMPES GUINARD recherche un **Audit Interne pour ses filiales étrangères.**

De **formation comptable supérieure** DECS complet ou Ecole Supérieure de Commerce, vous possédez une **expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'expertise comptable.**

La maîtrise de la langue anglaise est souhaitée, celle de la langue espagnole appréciée.

Pour ce poste situé à Courbevoie (92), il est à prévoir des déplacements fréquents à l'étranger.

Salaire minimum : 170 000 F.

Merci d'adresser C.V. à Mme FONTAINE - Responsable des Affaires Sociales **POMPES GUINARD** - 179, boulevard Saint-Denis - 92402 COURBEVOIE.

POMPES GUINARD

MEDIA PA

Nous sommes l'un des premiers groupes français d'ingénierie.
Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs équipements dans les meilleures conditions tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, industrie de transformation, techniques avancées...).
Compte tenu de notre développement, nous recherchons

RESPONSABLE RECRUTEMENT HF
ingénieurs et cadres

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience du recrutement. Après avoir exercé et affiné votre sens critique, vous souhaitez prendre la responsabilité complète de la fonction.
Nous vous proposons un poste où rapidement votre responsabilité sera globale : intervenant depuis la définition du programme annuel de recrutement jusqu'à la prise de décision finale, vous serez l'interlocuteur privilégié et permanent de la hiérarchie.
Pour parvenir à votre objectif, l'autonomie complète dans la fonction, vous pourrez compter sur l'appui de l'ensemble de l'équipe du département du personnel.
En contrepartie, nous attendons de vous une personnalité affirmée, ayant le goût des contacts et le désir de réussir des recrutements difficiles mais passionnants.

Merci d'adresser lettre de candidature ou CV détaillé à Monsieur Ollieux, SERETE, 86 rue Regnault 75648 Paris Cédex 13.



média system



Division aéronautique
de D.B.A.
recherche

cadre acheteur

achats de composants mécaniques

Responsabilité d'encadrement
Formation technique :
mécanique de précision
Expérience achats souhaitée

Salaire 120 à 150.000 F/an

Adresser lettre manuscrite + CV
et rémunération actuelle à
Service du Personnel
Air Equipement 18, rue Basly
92601 ASNIÈRES

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

Recherche

CHARGÉ DE MISSIONS

Qui assurera auprès de la Direction :
- L'analyse des textes nouveaux en vue d'en dégager des synthèses d'application et de conseiller les Directions Opérationnelles.
- L'organisation et l'animation de séances d'information et de formation destinées à la hiérarchie.
- La participation à des négociations avec les partenaires sociaux.

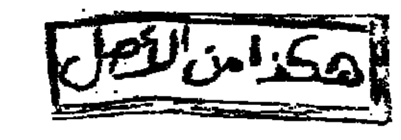
En outre, il apportera son concours aux Services Généraux de différents Établissements et assurera des missions ponctuelles de contrôle de gestion.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat ouvert et dynamique, titulaire d'un DEA option Droit du Travail, âgé de 30 ans environ et ayant de 3 à 6 ans d'expérience en entreprise ou organisme professionnel. Lieu de travail proche banlieue sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions) sous réf. 30200 M à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT





	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

I.S.A. RIBER
GROUPE CREUSOT LOIRE

spécialiste mondial en instrumentation scientifique et équipement de recherche pour la micro-électronique en très forte expansion

Banlieue Ouest (RER)

recherche

CHEF DES VENTES

Rattaché au Directeur marketing, il sera chargé d'animer la force de vente en France.

Ce poste convient à un candidat dynamique, rigoureux et organisé.

La clientèle est celle des laboratoires publics et privés.

- Formation scientifique de base justifiant de 2 années d'expérience dans la vente de produits industriels.
- Anglais indispensable.
- *Fréquents déplacements en Province.*

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
SERVICE DÉVELOPPEMENT

Son rôle sera de concevoir et développer des systèmes d'électronique logique et analogique, reliés à des instruments de mesure et d'analyse physique.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur familiarisé avec les techniques analogiques (haute tention, mesure de faibles signaux amplification large bande) et digitales (interfaçade avec calculateurs).

Envoyer C.V. et prétentions à :
RIBER Service du Personnel
BP 231 - 92505 RUEIL-MALMAISON

bleu

Le Groupe Lyonnaise des Eaux spécialisé dans l'eau, les déchets, la thermique, recrute pour son laboratoire de recherche

Biotechnologue

Ce chercheur de haut niveau possède une formation type Grande Ecole d'Ingénieur ou Doctorat, et une expérience de 5 à 7 ans en génie fermentaire, enzymathique et/ou génétique.

L'anglais courant est indispensable.

Le salaire sera fixé en fonction de l'intérêt de l'expérience acquise.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à S.L.E.E. Direction du Personnel et des Ressources Humaines 45, rue Cortambert 75769 Paris cedex 16.



groupe lyonnaise des eaux

COFAP

Secrétaire assistante fonction Personnel un présent et un futur...

Nous sommes une PME parisienne (17è) créée en 1956, leader sur notre marché : prestations de services en matière de contrôle et régulation des nuisibles.

Dans un premier temps, votre fonction couvrira :
- les préparation et contrôle paie CCMC, charges sociales, déclarations, caisses de retraite...
- le suivi administratif des dossiers du personnel.

Puis progressivement (environ 2 ans), vos responsabilités s'étendront à la gestion du personnel et intégreront donc les différents aspects juridiques et sociaux : vous serez alors rattachée au Directeur du Personnel de notre Société.

Nous souhaitons rencontrer une candidate qui a prouvé ses compétences au sein d'une fonction similaire, apte à assurer dans un premier temps son propre secrétariat et possédant un bon potentiel.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. LM/27 à notre Conseil qui traitera chaque candidature en toute confidentialité.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS
Paris Nantes
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

BUREAUTIQUE
INFORMATIQUE DISTRIBUEE

La Bureautique et l'informatique distribuée sont sans conteste notre domaine. Dans le cadre de notre développement, et pour donner aujourd'hui une nouvelle dimension à la promotion de nos ventes, nous recherchons un

PROMOTEUR DES VENTES INTERNATIONALES

De formation ingénieur de préférence, vous avez, à 35 ans environ, prouvé de réelles compétences commerciales et obtenu des succès notables, idéalement à l'international pour le compte d'un grand constructeur informatique.
Mettant à profit votre double compétence commerciale et technique, vous assurerez l'interface entre nos équipes de vente et la direction marketing, chargée de définir nos produits. Votre esprit créatif doit vous permettre en outre *de concevoir les outils de promotion* les plus efficaces pour augmenter nos ventes. Votre excellente connaissance de l'anglais et peut-être de l'allemand, pourrait vous permettre d'élargir à l'export *l'impact de vos responsabilités.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 4379 à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

Importante Société d'Ingénierie
Filiale de l'un des premiers Groupes Industriels Français
recherche pour son
Département des Etudes

Ingénieur d'Etudes confirmé ENSI - AM - INSA

ayant acquis une dizaine d'années d'expérience dans l'ingénierie de l'eau, maîtrisant l'anglais, il aura à animer des équipes chargées des études de projet et d'exécution.
Par sa compétence technique, il appuiera les services commerciaux dans la défense des propositions, ce qui motivera des déplacements de courte durée en France et à l'Etranger.
Sa formation scientifique le conduira à participer activement à la mise en oeuvre au sein de la Société d'un ensemble de conception informatisé (traitement de textes - CAO - DAO).

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6074 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

P.M.E. EN EXPANSION
RÉGION PARISIENNE

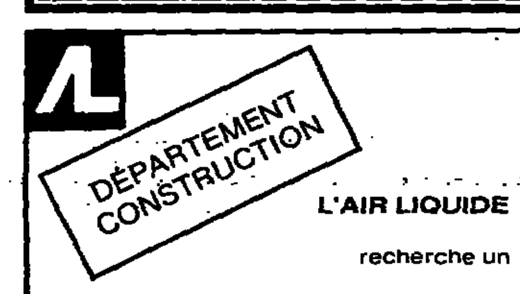
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Non spécialisé, ayant quelques années d'expérience pour :
- participer à la conception et à la conduite de la réalisation de matériel ;
- contrôler l'après-vente.

DOMAINE D'ACTIVITÉ :
Systèmes d'acquisition de données, électronique analogique basses fréquences, faible puissance et tout système de mesure industriel.

Adresser dossier de candidature sous nº T 039159 M, Régie Presse - 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.



L'AIR LIQUIDE

recherche un

ACHETEUR

Achats matières (inox-alu), fournitures et accessoires, type chaudronnerie fine.

- Relations permanentes avec les ateliers.
- *Large autonomie dans la fonction.*
- Niveau de formation BT, ESA p. expérience dans le domaine de la construction mécanique et chaudronnée appréciée.

Adresser C.V. à :
L'AIR LIQUIDE
Service Relations Personnel
57, Avenue Carnot
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Tél. : 881.11.11 (poste 985)

bleu

GROUPE BANCAIRE PARIS 8e
recherche pour son Département des
CREDITS AUX PROMOTEURS

1) jeune diplômé

MAITRISE DE DROIT - ECOLE DE COMMERCE — I.E.P. PARIS

Expérience souhaitée, pour étude, mise en place et suivi de financements immobiliers.

2) jeune gestionnaire

Niveau BAC + 2 - I.U.T. GESTION
B.P. BANQUE ou EQUIVALENT

Expérience nécessaire de quelques années dans une fonction similaire.

Adresser C.V., prétentions et photo à No 25744 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 296-15-01



SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE (91) MASSY
recherche pour sa direction des études

INGENIEURS

POSITIONS I et II

diplômés SUP AERO, SUPELEC, ENSI, A. et M. etc...

Au sein d'une équipe motivée, les candidats utiliseront les techniques électroniques et informatiques de pointe pour des études de systèmes, conception, analyse des performances, avant-projets destinés au guidage et à la navigation aérospatiale.

Ecrire sous réf. 57/83 avec C.V. et prétentions - Direction des Affaires Sociales - B.P. 74 - 91301 MASSY Cedex

PUBLICITÉS RÉUNIES

---

ingénieur commercial

C'est pour la France le poste motivant que nous proposons à un jeune Ingénieur Electronicien, fortement attiré par les techniques de pointe.

Il lui faudra assimiler les nôtres, apprendre à bien connaitre nos *équipements, les besoins de nos clients et de ceux qui sont à* conquérir, les produits de nos concurrents, l'environnement.

Sa mission : explorer les marchés, élaborer des propositions *techniques et commerciales, négocier avec le client, suivre les* affaires conclues.

Notre C.A. dépasse 500 MF ; 40 à 45% sont réalisés à l'exportation.

Notre domaine de compétition : les Réseaux et les Systèmes Electroniques, l'Aide à la Navigation Aérienne, les Radars, l'identification.

Outre une formation d'ingénieur familier de l'industrie électronique, le candidat disposera d'une expérience de 5 ans en milieu *technique et industriel et se sera ouvert aux problèmes com*merciaux ou de gestion. Ses contacts se situeront à un niveau *élevé et sa réussite reposera sur ses connaissances et sa force de* conviction. Bon niveau d'anglais. Nationalité française. Poste à PARIS.

Veuillez envoyer votre dossier de candidature sous réf. 8440-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville - 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. *International Classified Advertising*
NEW YORK PARIS

SOCIETE DE GESTION DE L'ENERGIE
Filiale du Groupe

elf aquitaine

recherche

Jeunes Ingénieurs

diplômés d'une grande école (ECP, MINES, AM) désireux de commencer leur vie professionnelle par un poste opérationnel.

Après une courte période de formation, ils seront affectés en région (y compris ILE DE FRANCE) pour prendre des responsabilités techniques et de conduite des hommes, se préparant ainsi à occuper dans l'avenir des postes de commandement dans un secteur économique en expansion.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4378 à l'agence DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

---

un chef des services administratifs

est recherché par

LA SAMARITAINE

pour son magasin de ROSNY 2

VOUS AVEZ une solide expérience de 5 ans au moins dans la gestion, la conduite d'une équipe et le commerce de grande distribution vous attire.

NOUS VOUS OFFRONS *dans le cadre d'une fonction dynamique* l'intégration dans l'équipe de direction où vous prendrez la responsabilité de l'ensemble des fonctions administratives du magasin.

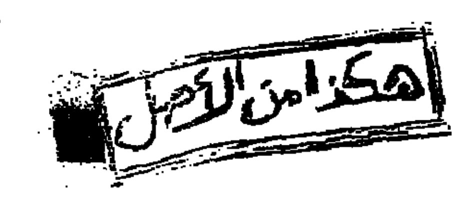
Une formation de l'enseignement supérieur est appréciée.

Une évolution vers des postes à responsabilités plus importantes est possible pour un candidat de valeur.

Envoyer votre candidature manuscrite et une photo à Robert GORET, Services des Affaires Sociales, 19, rue de la Monnaie 75001 PARIS.

Samaritaine
VÉLIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY - 4 TEMPS

HAVAS CONTACT



ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF
LE RESPONSABLE DES LABORATOIRES D'AUTOMATISMES

Pour la branche équipements médicaux spécialisée en matériel de radiologie (7000 personnes - 3.500 MF de CA).

Il sera responsable des Laboratoires d'automatismes et servomécanismes en Europe (40 personnes France, Italie, Belgique).
Basé en proche banlieue parisienne, il sera placé sous l'autorité du directeur du groupe des moyens électromécaniques et aura pour mission :
- la coordination des laboratoires.
- le suivi et le contrôle des coûts des projets.
- la mise en place d'une standardisation au niveau de la branche.
- la définition des grands choix techniques.
- la mise en place d'un système CAO.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans min. diplômé d'une grande école ESE, AM + ESE, TÉLÉCOMM, ayant une expérience réussie d'au moins 6 ans dans la conduite d'un laboratoire d'automatismes et de servomécanismes.

La fonction implique de fréquents déplacements à l'étranger.
La rémunération sera fonction de l'expérience et de la potentialité du candidat.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 32.453 M


THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

CTSN
LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE
cherche

UN RESPONSABLE

d'une unité de répartition stérile et conditionnement.

PHARMACIEN ou formation scientifique équivalente.
Connaissance des pratiques de bonnes fabrications exigée.
Expérience dans une fonction similaire.
Activité à ORSAY (91).

Adresser lettre manuscrite C.V. + photo à
C.N.T.S. Service du Personnel
6, rue Alexandre Cabanel 75015 Paris.

ORGANISME PUBLIC
chargé gestion marché agricole
dans cadre C.E.E. recherche :

RÉDACTEUR ÉCONOMIQUE

30 ans environ.
DESS ou DEA Sciences Eco exigé.
Bonne connaissance de l'anglais.
Nationalité française.
Libéré service national.

Ecrire avec C.V. et photo obligatoire s/n° 7.925,
LE MONDE Publicité, Service Annonces Classées,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Spécialisée dans les arts de la table, cette société exportatrice, filiale d'un important groupe international, souhaite intensifier sa pénétration des marchés européens. Pour réaliser le lancement de nouvelles gammes de produits, elle cherche un :

chef de produit HF

Rattaché au directeur marketing, le candidat sera étroitement associé à l'élaboration de la stratégie produit. Il aura l'entière responsabilité du lancement de la nouvelle gamme, et devra :
- réaliser et coordonner les études et tests de marchés,
- concevoir, mettre en œuvre et suivre le lancement complet de la nouvelle gamme, gérer cette dernière,
- définir le mix-marketing de ces produits,
- assurer les liaisons avec les usines à l'étranger pour la mise au point des produits.

Basé au Sud de Paris, ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un candidat d'au moins 25 ans et de formation commerciale supérieure. Il devra :
- bénéficier de 2 à 5 ans d'expérience dans le lancement réussi de produits de consommation, et si possible dans la grande distribution,
- parler couramment l'Anglais et l'Espagnol.

La structure de l'entreprise et ses développements de nouveaux produits offrent des possibilités intéressantes d'évolution pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et photo récente sous référence GV 104.



Marketing International et Développement

Importante société d'ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe recherche pour son service
promotion et relations internationales

Cadre relations publiques

- *réalisation, diffusion et gestion des moyens promotionnels, (plaquettes d'informations, montages audio-visuels, films...).*
- *organisation de manifestations promotionnelles.*

Le choix se portera sur un candidat ayant :
- *une formation supérieure (maîtrise d'information et de communication par exemple et une première expérience de cette fonction en milieu industriel (2 ans minimum).*
ou
- *une formation supérieure courte (DUT/BTS) et une solide expérience dans ce domaine.*

Anglais exigé.
Lieu de travail : proche banlieue Sud.
Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 3378, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

La Filiale Française
d'un très Important Groupe Anglais
spécialisé en distribution de pièces détachées automobiles
cherche pour son Siège Parisien

UN CONTROLEUR DE GESTION

Responsable en outre de l'audit interne des établissements de province.
Nous demandons :
5 à 6 ans d'experience appuyes sur des résultats probants,
- Un diplôme de gestion (section Finances Comptabilité) ou le DECS complet appuye sur une formation type ICG, ainsi qu'un passage de quelques années dans un cabinet d'audit anglo-saxon seraient des atouts tres apprécies.

Le poste basé à Paris suppose des déplacements tres fréquents.
Salaire annuel de départ de l'ordre de 200.000 F.
Ecrire avec C.V. orienté sur experience et realisations a **Madame D'ORNANT**

FIDAL PARIS 18 Bis, rue de Villiers 92303 LEVALLOIS PERRET

---

chef comptable

PARIS 200.000 maxi

Un groupe dynamique, CA 75 millions de Francs, 6 Sociétés, 350 personnes recherche son Chef Comptable, véritable quatrième homme de la Direction Générale.
Jeune, avec au moins 5 ans d'expérience concrète de la fonction (comptabilité générale et analytique, prévisions, analyses et gestion informatisée), ce candidat a un niveau DECS.
Adresser C.V. détaillé et lettre manuscrite sous réf. 8359-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra. Indiquer sur l'enveloppe les sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas être transmise.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Organisme d'études
recherche

AIDE-DOCUMENTALISTE

niveau BTS ou DEUG.
Bonne connaissance de l'anglais, notions d'allemand. Rédaction, dactylo. Poste région Montlhéry, voiture nécessaire. Envoyer c.v. détaillé et conditions
Ecrire sous le n° sous n° T 039.177 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LE CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche pour SON CENTRE PARIS-B

UN INGÉNIEUR

Expérimenté dans le domaine de la transmission numérique

Adresser candidature et C.V. au CNET-PAB-STC, 38/40, rue du Général-Leclerc, 92131 Issy-les-Moulineaux.

RECHERCHONS

JEUNE TECHNICIEN

B.T.S. électromécanique ou génie civil pour poste acheteur.
Écrire Mme DUPUCH, 96, Grande-Rue, 95550 BESSANCOURT.

Importante société recherche pour Paris (9e)

COLLABORATEUR

25/27 ANS ENVIRON
NIVEAU MAITRISE, DROIT ou SCIENCES ÉCONOMIQUES ou ICH

Formation comptable ou équivalente, pour fonction administrative : tenue et gestion de dossiers, rédaction de rapports, élaboration de bilans, etc.

Expérience en immobilier appréciée.

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous réf. 3463 à Media System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transm.

SOCIÉTÉ 17e
recherche

CONSEILLER MUTUALISTE

25 ans minimum

Bac/licence si possible.
Expérience commerciale.
Banque/Assurance.
Formation assurée.
Avantages sociaux.

Écrire HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS - Réf. 69681.

60.000 F/AN

DÉBUT DE CARRIÈRE (+ primes)

pour sa pharmacie centrale (située à Nanterre)
L'ASSISTANCE PUBLIQUE DE PARIS
recherche

1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Titulaire d'un B.T.S. ou d'un D.U.T. ou justifiant d'une expérience professionnelle. Il sera chargé de fonction de gestion et d'encadrement.

Se renseigner :
4, rue SAINT-MARTIN, bureau 426 A, Paris-4e.
Tél. 277-11-22, p. 4426.

BANQUE ÉTRANGÈRE
cherche

CAMBISTE

pour sa succursale de NICE. Env. candidature à n° M 56639 Bleu 17, R. Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Ingénieurs débutants
X, Mines, Centrale, Arts et métiers ENSIEG, UTC...

Généralistes, génie mécanique, électricité, automatisme

Nous sommes une très importante Société d'Ingénierie spécialisée dans la conception et la construction d'unités nucléaires de très grandes dimensions.

Nous recherchons plusieurs jeunes ingénieurs débutants que nous formerons à nos techniques ainsi qu'à nos méthodes de travail.

Ils débuteront leur carrière :
- soit dans un bureau d'études
- soit dans un service procédés.
- soit dans un service estimation et contrôle des coûts.

Si vous souhaitez valoriser votre acquis technique et participer au développement des énergies de pointe, envoyez sans tarder CV, photo et prétentions sous référence LD à



Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78184 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

---

secrétaires secrétaires

IMPRIMANTES

Nous sommes une société française indépendante qui fabrique et commercialise des imprimantes. Nous réaliserons en 1983 100 M. de C.A. (dont 50 % à l'exportation sur nos propres produits), avec un taux moyen de progression de 35 % depuis plusieurs années tout en maintenant un taux de profit élevé et durable grâce à une très saine gestion. Nous sommes leader dans certains créneaux d'imprimantes et notre ambition est de devenir un des grands mondiaux des imprimantes. Nous nous donnons les moyens de nos futurs développements (contrat de croissance, potentiel humain, construction d'une nouvelle usine).
Pour assurer le développement de notre société, nous sommes amenés à étoffer le secrétariat de la Direction Générale, pour celà nous recherchons une

secrétaire de direction bilingue anglais

Age minimum 24 ans.
Notre Société est située dans la proche banlieue Ouest de Paris (Gare SNCF à proximité).
Adresser Curriculum-Vitae et prétentions s/référence 54.909,
PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris

P.R.B

Importante Société d'Ingénierie
Filiale de l'un des premiers Groupes Industriels Français
recherche pour sa Direction Générale

Secrétaire Direction

Expérience requise de la vie d'entreprise.
Anglais apprécié.
Outre le secrétariat classique, participera à la tenue de tableau de bord et assurera avec efficacité et initiatives la rédaction de documents, comptes rendus de réunions, rapports, etc...
Lieu de travail : proche banlieue St-Lazare.
Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 6075 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Société de production Audiovisuelle
recherche

SECRETAIRE — ACCUEIL

Téléphoner : 575-59-83.

Recherche COLLABORATRICE mi-temps après-midi pour visite appartements 5e, 6e, 7e, MARNIER, 222-69-50, sur rendez-vous

---

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
recherche

SECRÉTAIRE

Bilingue anglais, écrit et parlé. Allemand apprécié. Connaiss. télex et éventuell. machine de traitement de textes.
Envoyer C.V., prét. et photo à : Société HAYSSEN, 8, allée de la Petite-Fossille, 94400 VITRY-SUR-SEINE.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS JURIDIQUES
recherche

1) UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
EXPÉRIMENTÉE.

2) UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO BILINGUE ANGLAIS.

Ayant déjà travaillé dans un service juridique.

Adr. c.v. et prét. ss réf. 10861 E à mentionner sur l'enveloppe à AFFLUENTS, 49, av. Trudaine 9e (qui trans.).

T.R.T.
recherche pour SERVICE FINANCIER

SECRÉTAIRE

CONFIRMÉE
30-35 ans minimum.

- Bonne sténo.
- Connaissance anglais.
- Sténo anglaise appréciée.

Pour secrétariat classique et frappe de tableaux.

Adresser C.V. et prét. T.R.T. 88, rue Brillat-Savarin 75013 PARIS.

DOO
116, Champs-Élysées recrute plusieurs INGÉNIEURS LOGICIEL

ÉTUDE
- ÉTUDE,
- CONCEPTION

ayant expérience MICROS ou MINIS EN MILIEUX INDUSTRIELS (langages évolués, temps réel, etc.)
Prendre contact au 563-17-27 Poste 256.

ARGENTEUIL 95 rech. TECHNICO-CCIAL

Dispos. bon. base techn. BTS-DUT mécaniq. ou équi. Début. à 5 ans expér. Adres. C.V. + photo à : Bernard LOISEL 34, rue Salvador-Allende - 92000 Nanterre

---

P.M.E. 94 recherche

CHEF COMPTABLE

homme ou femme pour service informatisé 5 personnes.
Ecrire c.v., prét. et photo, n° M 57792 Bleu, 17, r. Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Centre René-Huguenin 5, rue Latouche 92211 ST-CLOUD
recherche

INFIRMIÈRES D.E.
SERVICE DE NUIT

INFIRMIÈRES D.E.
SERVICE MÉDECINE

INFIRMIÈRES D.E.
SERVICE CHIRURGIE

MANIPULATEUR (TRICE)
D.E. SERVICE DIAGNOSTIC

Postes disponibles rapidement.
Rémunération selon expérience.
Pour R.-V. 771-91-91 P. 31-96.

Groupe international recherche

INGÉNIEURS

Étude et réalisation de grands projets en temps réel sur :
- PDP.
- SOLAR.
- MITRA.
- MICRO 68000 80/85.

Langages ASSEMBLEUR-FORTRAN PASCAL.

Déplacements de courte durée à l'étranger : U.S.A.

Ecrire à n° 2.917 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris qui transmettra.

Association de voyages cherche un

ANIMATEUR ORGANISATEUR

- Connaissances agricoles (niveau technicien supérieur-ingénieur).
- Anglais-allemand.
- Expérience professionnelle souhaitée.
- Formation et expérience en animation.

Lieu de travail : PARIS-9e.
Envoyer C.V. et photo à :
C.V.I.R. ÉCHANGES INTERNATIONAUX 27, rue de La Rochefoucauld, 75009 PARIS.

NANTERRE - LA DÉFENSE
Entreprise d'électricité
1.600.000 F H.T.
recherche

SON GÉRANT TECHNICIEN

Ecrire sous le n° T 039193 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CEROI - 542-60-73
rech. INGÉNIEUR informatique temps réel, travail et salaire motivants.

Importante société 8e
recherche

ASSISTANTE DE PROMOTION

Profil :
attaché de presse, relations publiques, 35 ans minimum.
LIBRE TOUT DE SUITE
Envoyer c.v., photo et prét., s/réf. 3481 M à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL

rech. pour une de ses filiales spécialisées dans l'agro-alimentaire :

1) CHEF BUREAU

pour service vente exportation.
Formation :
ESSEC, SUP DE CO ou ESCAE.
Anglais courant + espagnol.
Lieu de travail :
La Défense pendant période formation, puis voyages étranger fréquents.
Poste évolutif.

2) CADRE RESPONSABLE DES VENTES

Secteur France.
Formation ESSEC, SUP DE CO, ESCAE ou équivalent.
1re expérience professionnelle indispensable.
Langue allemande nécessaire.
Déplacements courts mais fréquents.
Adr. c.v. à Avenir Service, 5, rue Jouffroy, 75017 PARIS.

Recherchons
COMPTABLE CONFIRMÉ
avec sér. réf. professionnelles. Offrons situation stable avec possibilité d'avenir.
Adr. lettre manuscrite et c.v. détaillé s/réf. 409 à DAG, 65, rue de Rivoli, 75001 PARIS qui transmettra.

PARIS (17e)

ORGANISME FINANCEMENT du LOGEMENT SOCIAL

offre poste stable de

CHEF SERVICE STATISTIQUES et FINANCIER

Ce poste conviendrait candidat âgé de 35 ans minimum.
- Ayant une formation supérieure sciences économiques ou équivalent.
- Rompu aux travaux d'études.
- Ayant expérience de l'organisation et de l'animation d'un service (7 personnes).

RÉMUNÉRATIONS : 180.000 F (+)

Adresser : lettre manusc. avec C.V. détaillé à B.E.O. (réf. 8.204), 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

CENTRE RÉGIONAL D'ARTS PLASTIQUES
(60 km de Paris)
recherche
Graphiste-maquettiste expér. Conception et réalis. docum., expositions... emploi fixe. Tél. (3) 641-91-55, 9 h/17 h.

QUOTIDIEN AFRIQUE FRANCOPHONE
ch. de suite Assistant rédacteur en chef pour mission 2 ans minim., ayant expér. certaine Offset, photocomposition, secrét. de rédaction. Sérieuses référ., minim. 35 a. Ecr. c.v. A.F.G., 11, r. Lincoln, 75008 Paris, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

POUR DÉVELOPPER D'IMPORTANTS PROJETS D'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE
matériels : IBM 4341 DOS/VSE CICS
CII-HB : MINI 6
Service informatique - Quartier Opéra
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
TRÈS EXPÉRIMENTÉ

De formation supérieure type MIAGE.
Ses compétences en analyses-programmations et son habitude des relations utilisateurs lui permettent d'encadrer, sous la responsabilité du chef de projet, une petite équipe de réalisation.

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Expérience d'une ou deux années souhaitée. Formation supérieure type DUT. Aptitude de contacts utilisateurs.

Adresser curr. vitae et prétentions à : M. REGAZZACCI, 3, rue Taitbout, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS ALIMENTAIRES recherche

1 ÉLECTRO-MÉCANICIEN

pour maintenance, installations, dépannage, etc.

Expérience 5 ans dans poste similaire
BAC F3-BTS exigés.
Position agent maîtrise
Possibilité examen candidature jeunes diplômés sans expérience (1er emploi).

- 13e mois ;
- Prime de vacances ;
- Tickets restaurant ;
- Prime vêtements de travail.

Se prés. ou écrire avec références et diplômes : Sté PRODUITS BERTRAND, 10, av. Louis-Roche, 92230 GENNEVILLIERS (près pont de Saint-Ouen)

CENTRE CHIRURGICAL MARIE LANNELONGUE
133, av. de la Résistance
92350 Le Plessis-Robinson
recrute pour son laboratoire de chirurgie expérimentale
UN(E) INFIRMIER(E)
titulaire du Cafiso apprécié pour assurer les fonctions de panseur-instrumentiste.
Adresser C.V. au chef du personnel.

Leader européen en dépoussiérage industriel rech.

CHEF DE GROUPE TECHNICO-COMMERCIAL
INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Expérience requise dans la profession ou en Aéraulique.
Adr. C.V. et prét. à Télex P.A. JONCTION-34, bd. Haussmann PARIS 9e, qui transm.

Le Centre d'Informations Financières recherche pour PARIS ou par son agence de VERSAILLES
FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H ou F)
- dynamiques et ambitieux
- goût du contact haut niveau
- très bonne présentation
- sens des responsabilités

pour R.-V. : 500-24-03. Poste 209.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

HARD — SOFT pour réalisation sur micro-processeurs mini-ordinateurs. Spécialisation : informatique, automatisme électronique.
Ecrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Gallieni
Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET Cedex
360-13-54/55/56.

IMPORTANTE ORGANISME PUBLIC PARIS

recherche pour ses études législatives et réglementaires, et ses conseils aux entreprises

UN JURISTE D.E.S. OU DOCTORAT

- ayant une solide formation en droit public et privé
- tourné vers les questions économiques
- capable d'animer rapidement une équipe.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
Ecrire sous le n° 258829 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTATEUR COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES situé à EVRY cherche

GESTIONNAIRE BILINGUE ALLEMAND

Responsable des relations fournisseurs et des opérations administratives.
Formation DUT gestion ou équivalent.
Connaissance informatique appréciée.

Env. C.V., Photo et prét. à SEDI 91031 — Évry Cedex.

représentation offres

Sté BITUME
Frabricant de SPORSTWEAR — FEMME
recherche représentant
Paris — Province
Expérience exigée
tél. : 338-20-30 Pr R-V.

enseignement

LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT

261, bd Raspail, 75014 PARIS
633-67-28

SESSION TRIMESTRIELLE

du 11 avril au 2 juillet.

- Méthode orale. conversations.
- Cours dans la journée et le soir (toute la semaine, samedi matin compris).
- Cours privés.
- Cours pour enfants de 8 à 10 ans.

PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

ANGLAIS SECOURS

Sessions intens. renouvelables.

propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C16) Boîte Postale 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75428 PARIS CEDEX 09.

Proposons à pers. ambitieuses H. ou F., esprit initiative et org., col., dans activité indép. fondée s/commerce et management. Temps part. ou complet. R.-VS pour plan d'act. Tél. au 202-48-46.

capitaux propositions commerciales

HOMME retiré des affaires disposant capitaux recherche petite activité, contrôle, surveillance dans branches Loisirs, Hôtel., Tourisme, etc.
Écrire sous référence 4.085
PUBLICITÉ GAUTRON
29, rue Rodier, 75009 PARIS.

POUR VENDRE ET EXPORTER EN AFRIQUE
Téléphone : (1) 387-31-89

VOTRE BUREAU A GENÈVE

Domiciliation - Téléphone - Télex
Comptabilité et administration.

STRUCTURES ET GESTION SA
CP 8, CH 1211 Genève 2.

automobiles

divers

SAAB
GRANDE ARMEE
500.25.42
29, Avenue de la Grande Armée
PARIS 16e

CONCESSIONNAIRE
ROVER JAGUAR
magnifique JAGUAR 5,3 1980 noir, 89.000 F
JAGUAR 4,2 80 bleu, 90.000 F.
Téléphone : (6) 422-31-88.

OFFRE EXCEPTIONNELLE
PARIS SUD SERVICE
Concessionnaire DATSUN, 93, avenue Aristide-Briand, 92120 MONTROUGE.
Téléphone : 655-71-24.
Propose :
- Un taux préférentiel.
- Un crédit total.
- Première échéance à 90 jours.

sur 80 voitures neuves disponibles.
Offre limitée au 5 avril 1983.

locations

PROMOTION

100 km inclus PAR JOUR

104 R 5 TL	110 F
FUEGO 305	165 F
R 20 TS 505	198 F

EXPRESS ASSISTANCE LOCATION VÉHICULES
727-27-27.

boxes - parking

BOUSSINGAULT
GRAND BOX en sous-sol
45.000 F. Tél. 580-64-49.

DEMANDES D'EMPLOIS

J. H., 27 ans, étudiant IFP, ch. emploi d'été dans presse et médias. Tél. : 657-70-38.

Femme cherche place
VENDEUSE - RETOUCHEUSE
30/35 heures par semaine, 10 ans expér. coupe - vente. Écr. s/n° 6.476 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme de confiance, 50 ans, volonté création, esprit décision, sans relation, prendrait affaire en main, se chargerait développement activités défense intérêts sociétés, France, Amérique latine.
Écr. s/n° 995 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Étudiante allemande 22 ans parlant assez couramment franç. cherch. PLACE AU PAIR ds fam. d'août à sept. 83. Rép. s/s N° 226 à RUNTE KG Blumenstras. 7 D-6000 Frankfurt

---

CHEF COMPTABLE

F. 48 ans, sér. réf. Écr. Vicente, 140, r. Belleville, Paris-20e, q. tr.

J'AI 53 ANS, SUIS-JE FINI ?
Une vie active derrière moi dans le conditionnement d'air et la manutention dont 16 ans de direction d'usine.
Quelle entreprise française ou étrangère voudra employer mon savoir ?
Merci d'avance de me répondre.
Ecrire sous le n° 039144 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR EXPÉRIMENTÉ

structure métallique classique nucléaire (A.P. Cryo Sto. charpente interface acier béton), conception calcul suivant tout code cherche poste responsabilité ou conseil.
Ecrire sous le n° 039145 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

V.P.C.

ABONNEMENTS
cadre supérieur 50 ans, spécialiste des techniques de prospection et de promotion par correspondance et téléphone, recherche emploi temps plein ou partiel dans journal, édition, V.P.C. ou gestion fichiers par informatique.

Ecrire sous le n° T 039.171 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

A LA RECHERCHE D'UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS ?
Je suis peut-être la personne que vous recherchez 35 ans, B.T.S. secrétariat de direction + autres diplômes, 12 ans d'expérience professionnelle, je serais intéressée par un poste motivant en France ou à l'étranger.
Ecrire sous le n° T 039.057 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 22 ans, licence information option journalisme, Celsa 82, maîtrise droit 81. Anglais.
Capacités certaines d'analyse et de synthèse.
Qualités rédactionnelles.
Cherche collaboration avec entreprise de presse (6 mois d'expérience). Accepterait volontiers toute proposition juridique. Libre de suite.
Ecr. s/n° 1012 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Jeune homme (39 ans) d'une excellente éducation commerciale, expérimenté dans le domaine immobilier et financier, trilingue (français, anglais, allemand), connaissance espagnole, nationalité allemande, cherche occupation de grande responsabilité dans la promotion d'une société française.
Ecr. s/n° 7901 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Huit ans direct. entrepr., quatre ans fonctions person. J.Fme 35 ans, rech. poste responsab., BAC + 3, gestion administr., bon. connais. compta. et jurid. Télex, tél., contacts commercx, clientèle, étudierait ttes propos. Tél. : 887-51-44

J. H. (25 ans) dble nationalité, anglaise, française. Bonne connaissance all., dipl. juin 83. B. A. (Hons) European Business Studies, spécialisation marketing. 1 an d'exp. en études de marchés. Cherche situation en France ou à l'étranger, à partir de juillet-août 83.
Ecrire sous le n° T 039154 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 24 ans, licence de Psychologie. étudie ttes propos. Tél. 371-40-78

J.H. 33 ans, maît. en géologie, DEA de métallogénie.
Ch. place Toulouse ou région.
Ecrire sous le n° T 039.129 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX copies, thèses, rapports, etc. Téléphoner au 306-08-88.

JE PHOTOCOMPOSE VOS C.V.

DISTINGUEZ-VOUS
T. 587-37-64 le soir ap. 20 h.

cours et leçons

MATH PHYSIQUE
Stage INTENSIF de PAQUES

du 28-3 au 1-4
ou/et du 5 au 9-4.
6 élèves max. par groupe

MATH CONTACT

16, rue du Mail, 75002 Paris, Mo Sentier. Tél. : 236-31-63.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

Tuileries, 4e ét., asc., soleil, ravissant 5 p., 130 m², état parfait, beaucoup de charme, chambre service, possibilité parkg. DE VILERS 527-86-69.

Forum Halles, bel imm. pierre. Studio 150.000 F. 2 pièces 400.000 F. 3/4 pièces tt cft 800.000 F - Tél. 508-41-35.

2e arrdt

PRÈS OPÉRA

gd 2 P. 60 m² tt confort, asc. poutres, chemin. Imm. classé. 790.000 F apr. 20 h - 296-67-15.

RUE DUSSOUBS superbe 3/4 p. duplex terr. beau séj. 50 m², poutres. 1 100 000 F. SDG 634-06-46.

3e arrdt

RUE BEAUBOURG

dans imm. pierre de taille, 2 pièces cuisine, salle de bains, Px 220.000 F. Tél. 500.54.00.

Près place des Vosges
imm. XVIIe s. splend. grenier 95 m² + loggia, à rénover. Tél. 250-04-28.

4e arrdt

PORT PLAISANCE. imm. réc. stand. séjour dble + 2 chbres, 2 bains, terrasse 30 m², cave, parking. Prix 1.300.000 F. JACAR 874-93-90.

SAINT-PAUL 19, rue Charles-V. Part. appt de classe, 82 m² en 3 p., clair, calme, 2e. Tél. 272-83-19.

TOURNELLES

BEAU LIVING. Cheminée + 2 CHAMBRES. Parfait état. Prix : 1.050.000 F - 582-16-40.

5e arrdt

CONTRESCARPE, 842-57-00 Imm. rénovation, calme, 2 p. + cour privative. 430.000 F.

PORT-ROYAL - 3 P.

confort, soleil, immeuble pierre de taille, 515.000 F. VERNEL 526-01-60.

LA HUCHETTE 2 p., entrée, cuis., bains, w.c., 3e ét., rue, cour, imm. 18e. 340 000. SDG, 634-06-20.

CONTRESCARPE duplex 2/3 p. cft. imm. 1900. 520.000 F. SDG 634-06-20.

GAY-LUSSAC

charmant 2 Pces, cuis., bains, soleil, calme. 755-85-30.

6e arrdt

2, RUE DUPUYTREIN
87, BD SAINT-GERMAIN
ODÉON, Imm. Pierre de T., asc. 3 P., 90 m² rénové luxueusement, cuis. équipée + park. + balcons. 020-30-06.

ODÉON 2 P. 70 m²

Charme. Asc. 354-95-10.

SAINT-SULPICE. Magnifique 5/6 p., cft, chbre serv., pierre de taille. Tél. : 634-06-20.

ODEON studio, cuis., w.c., s. d'eau, parf. état, r.-de-ch. 198 000 F. SDG 634-06-20.

HAUTES FEUILLES

IMMEUBLE XVIIe CLASSE
« CARACTERE »
EXCEPTIONNEL 90 M2
envir. superbe, récept., 2 ch.
SAINT-PIERRE 563-11-88

7e arrdt

CHAMP-DE-MARS
BEAU 5 P., 3e ét., soleil Px 1.400.000 F. 734-36-84.

AV. DE LA BOURDONNAIS
CHARMANT PETIT 3 PIÈCES BALCON, SOLEIL, VUE. 550.000 F. 705-50-36.

SÈVRES BABYLONE
RARE
DUPLEX SUR JARDIN
120 m² séjour, 2 chambres, terrasse, box. 2.100.000 F. GARBI : 567-22-88.

PRÈS TOUR EIFFEL

bel imm. pierre de taille DE STANDING
6-7 P. + 2 SERVICES
RÉNOVATION LUXUEUSE
PRIX : 2.450.000 F.
S/place mercredi 14/17 h. 9, AVENUE FRANCO-RUSSE.

CHAMBRE DÉPUTÉS

IMM. RÉCENT GRAND STDG 2-3 P., 70 m², PARF. ÉTAT. parkg. Mercredi 14 h 30/17 h. 276, BD ST-GERMAIN.

BD ST-GERMAIN Près Assemb. Nation. TRES HAUT STAND. 2 p. tt cft. balc. 850.000 F. 705-50-36

8e arrdt

RUE DE ROME

imm. ravalé, appt 3 p. 60 m². Px 380.000 F T. 522-13-09.

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE 5/6 P. 200 m², SOLEIL. VUE SERVICE BOX. 522-00-90.

10e arrdt

SQUARE ST-LAURENT

Pptaire vd avec gd balcon 2 pièces confort. 315.000 F Studio 224.000. 553-81-45.

A vendre 2 pièces libre, 1er étage, cour. Tél. 380-78-20.

11e arrdt

République 11e, 22 m², studio (ex 2 pièces) + cave, s. de bain, w.c., cuis. équipée neuve. 150 000 F. Tél. 569-42-49.

BASTILLE 65 m²

à aménager s rue et jard. Tél. : 272-40-19.

12e arrdt

Mo DAUMESNIL
3 P., entrée, cuis., w.-c. Possib. bains. BEL IMM. RAVALÉ. Rare. 295.000. - 526-54-61.

NATION PICPUS

BEAU VOLUME 78 m² avec gd jardin privatif. A aménager. Téléphone : 272-40-19.

13e arrdt

GLACIÈRE BEAU 2 PCES tout cft., calme, sur jard. Px 392.000 F. T. 325-97-16.

BLANQUI DUPLEX 195 m² Terrasse 145 m², imm. récent, 2 parkings. 522-05-96.

TOLBIAC superbe 2 P. à rénover, plein Sud, calme, s/rue. 240.000. C.T.I.M. 585-57-53.

TOLBIAC/SAINTE-ANNE Imm. ancien, 3 p. tt confort. Px 350.000 F. T. 580-64-49.

NATIONALE rez-de-chaussée, 3 p. à rénov. JDIN de 140 m², 400.000 F. Tél. : 580-64-49.

PL. ITALIE 2 P. réc., ensoleil., tt cft, cave, cellier, parkg. 425.000 F. T. 580-64-49.

GLACIÈRE, Imm. ancien bien situé. 3 p., 45 m², tt cft. 1er ét., 395.000 F. T. 580-64-49.

MAISON-BLANCHE. Imm. anc., 3 p., 60 m², ent. ref. nf. 5e ét., 450.000 F. 580-64-49.

NATIONALE 3 p., 68 m², imm. anc. ravalé 6e av. asc., balc., 500.000, 580-64-49.

TOLBIAC. Immeuble récent **3 P.** tt cft, cave, parkg. 580.000. 580-64-49.

MAISON-BLANCHE pet. imm. réc., MAGNIF. 2 p., cuis. tt cft, cave, parking sous-sol, 355.000 créd. 15,50 % SOPIC 145, r. Tolbiac 580-71-40.

MAISON-BLANCHE 3 PCES 57 m², living double, chbre, tt cft, 400.000 F. 580-64-49.

14e arrdt

ALÉSIA STUDIO avec terrasse sur jardin, tout confort. Px 250.000 F. T. 327-28-60.

ALÉSIA - 4 PIÈCES

balcon, à rénover, 450.000 F. Tél. : 734-36-17.

ST-JACQUES 2 P. 30 M2
R. d. c. s/jard. imm. caractère état neuf. Prix 260.000 F. Téléphone : 522-05-96

15e arrdt

RUE BRANCION P. d. T., 7e, asc., ORIGINAL impec. 2/3 P. cft. 585.000 F T. 577-96-85.

AVENUE DE BRETEUIL

dans bel imm. rénové pptaire vend studio tout cft., 31 m², occupé, bail loyer libre, bon rapport. Tél. : 500-54-00.

Mo CONVENTION 2 P. tt cft cuis., bains., ravalé. 330.000. C.T.I.M. 557-61-37.

COMMERCE pptaire vend rez.-de-chaussée studio état neuf. Prix : 103.000 F à débattre. Téléphone : 557-70-08.

CAMBRONNE, 2 PCES

S. d'eau, w.-c., 245.000 F. Tél. : 734-36-17.

FELIX FAURE

Imm. récent, dble séjour + chbre. 530 000 F. 734-36-17.

Mo SEGUR 842-57-00
Original grenier aménagé séj., 3 ch., 2 bns. 1.900.000 F

VOUILLE
4 P., 83 M2, 850.000

calme vue, ensoleillé park. Sinvim & Cie — 501-78-67

16e arrdt

STUDIO 28 m² SUD

réc., 270.000 F. 734-36-84.

AV. KLÉBER (près)
2 ÉLÉGANTS PIED A TERRE
FROMONT. 500-36-00.

PARIS 16e, FLANDRIN STUDIO tout confort, calme. 475.000 F. Tél. : 503-21-21.

Paris 16e FAISANDERIE
Stand. 8 P. tt cft, chbre serv. 2.750.000 F. 503-21-21.

BD EXELMANS, 45 m²
2 P., confort, bon état, asc. Prix : 485.000 F - 522-05-96.

Av. HOCHE, 250 m²

très luxueux, grand standing + studio - Tél. : 282.15.03.

PASSY. Imm. d'angle sud, 6 p., rénové, 2 bains, box. Prix 2.200.000. Dorard 503-04-04.

AV. FOCH. Except. duplex 7e et 8e ét., 2 terr. plantées sud, 5/6 p., décoré + service, gd park. Dorard 503-04-04.

17e arrdt

Mo COURCELLES. Pierre de t. 4 p. cft 90 m², r.-de-ch., clair. 670.000. Calme 500-78-65.

18e arrdt

Grand standing, Montmartre, 3 P., 70 m², parking et jardin privé sur parc de 5.000 m², Px justifié. Tél. le matin et le soir après 19 h au 259-77-56.

PRÈS PLACE CLICHY
maison particulière, dble liv. + ch., 75 m² CALME et ENSOLEILLÉ, état IMPECCABLE. Px 420.000 F. T. 387-96-97.

RUE ETEX très beau studio, cuis., bains. 230 000 F. Tél. 763-44-30.

VOUS DÉSIREZ VDRE

1 logement avec ou sans cft, adressez-vous à un spécialiste
IMMO MARCADET
88, rue Marcadet, Paris 18e
Estimation gratuite
Publicité à nos frais.
Réalisation rapide.
Paiement comptant assuré.
252-01-82.

PIED DE LA BUTTE

Imm. récent, Studio tt cft. 28 m² environ. Px 177.000 F. IMMO MARCADET 252-01-82.

LA FOURCHE

AVENUE DE CLICHY, bel imm. ancien, calme, 2 P., entrée, cuis., w.-c. Prix : 183.000 F. IMMO-MARCADET : 252-01.82.

Lamarck, pier. de t., bel app., ref. neuf, w.-c., bains, gde cuis. 300.000 F. Tél. : 783-75-35

Sacré-Cœur, gd 2 p., tt cft, intérieur refait neuf, imm. ravalé 380.000 F. Tél. : 783-75-35.

19e arrdt

53, RUE MANIN

Face parc, luxueux 180 m², 6 p., possible prof. libér., mercredi, jeudi de 15 h à 18 h.

20e arrdt

Mo MÉNILMONTANT. Récent 4 p., cft, box, vue, 700.000 F. Agence, 208-47-79 matin.

78-Yvelines

ST-GERMAIN, près RER
beau 2 p., cuis. équipée, bains, w.-c., rénovation de qualité. 450.000. JACAR 874-93-90.

Maisons-Laffitte pr. gare imm. récent gd liv. + 2 chbres, 87 m², box. Prix 575.000 F. Téléphone : 562-05-55.

91 - Essonne

Beau 4 pces, park., cave, site agréable, proxim. gare, commerces, écoles, collège, tennis, patinoire, piscine, etc. 400.000 F, 948-60-49, ap. 18 h.

92 Hauts-de-Seine

BOURG-LA-REINE
r. Albert-Camus, imm. récent, 3 p., asc., confort. 320.000 F. « FAC » 337-69-59.

NEUILLY 254 m²

gd standg, 5e sans vis-à-vis, 3 bains, 4 services, gd box. 2.400.000. EICHER 359-99-68.

BOULOGNE, 76 m²

3 P. conft. 1er ét. Parking 800.000 F. Tél. : 522-05-96.

NEUILLY - CHAUVEAU

Pptaire vd dans imm. ravalé 2 p. à rénover. 553-91-46.

---

92 - NEUILLY-St-JAMES

gd studio s/jardin tt cft, balc. 440.000 F. Tél. : 503-21-21.

GARCHES

GOLF SAINT-CLOUD
dans résidence neuve
GD STAND. SÉJ., 2 CHBRES cuisine, 2 bains, LOGGIA + TERRASSE. VERDURE. 1.090.000 F. - 572-19-79.

SÈVRES 6/7 P. + 2 BNS IMPECCABLE PARK. 950.000 F. 267-18-33.

BOULOGNE

RÉSIDENCE 1978 S/JARDIN
EXCEPTIONNEL
6.900 F/m2

2 PIÈCES 50m² 345.000 F
2 PIÈCES 58 m² 400.000 F
2 PIÈCES 61 m² 420.900 F

NOTAIRE RÉDUITS

+ parking. Tél. : 294-11-33.

COURBEVOIE CENTRE

Récent stand. liv. 2 chbres, bns, cuis.,déb., pend., 50 m² balc., park. Px 375.000 F. 605-10-08.

BOULOGNE dans BEL IMM. Entrée, liv. + 3 chbres, lingerie, cuis., bns, 2 caves, à saisir. 570.000 F - 578-17-38.

COURBEVOIE. Très beau studio, tout confort, parking. 225.000 F - 763-44-30.

BOULOGNE bel imm. 2 p. cuis., dches, w.-c., chff. calme. 205.000 F. Téléphone : 655-61-59.

CHATILLON (Mo) imm. réct Tr. beau 3 p. placards, grande cuisine, soleil, calme.Box. 420.000 F. Téléphone : 655-61-59 matin

94 Val-de-Marne

FONTENAY-SOUS-BOIS.
Bois et R.E.R., appartement 3p. dans résidence grand standing, 70 m² + parking. 650.000 F. Tél. soir 873-45-35.

CRÉTEIL. Mo Créteil-Université, part. à part. 4 pces, 80 m², loggias, park. cave. 460.000 F. Tél. 899-07-94, ap. 18 h 30.

Province

HOSSEGOR, bordure plage Résidence le Point d'Or Studio - 2 et 3 PIÈCES à partir de 199.000 F avec /park. Sur place. (58) 43-78-53. SFGI - PARIS (1) 265-41-21.

NIMES (GARD)
Dans la ville, dans un parc, petite résidence de grand charme, très beaux appartements du studio au 4 pièces. (66) 62-14-18 - (67) 65-61-05.

Sainte-Maxime, bord mer, cuisine équipée, 2 p. 295.000. Studio 257.000.
Embruns, avenue Saudan, tél. : (94) 96-15-95, (93) 88-16-76.

CARNON (34)
Vends duplex 80 m², garage, accès direct plage. Tél. (7) 837-62-80.

CAP D'AGDE

Résidentiel sur port, part. vd. APPT. 3 PCES, sur jardin, 2 terrasses, garage, piscine. Rens. 976-11-04 après 18 h. 30.

Etranger

Part. vd prox. Lisbonne S. Joao do Estoril apt F3 exc. état, belle vue panor. près de la gare et plage, grand hall, 2 salles de bains, garage privé. Tél. : Portugal 19351-1-865375 - France 32-211-725.

appartements achats

LARGIER fondé en 1959
265-04-73 et 18-83
RECHERCHE 8e, 16e, 17e, NEUILLY
APPTS 3 à 8 PIÈCES
avec ou sans travx, urgent.

Sté Ste Opportune

rech. pour sa clientèle 3 à 5 p. stand. 1er, 4e 16e et Neuilly. 236-29-48

MARNIER 222-69-50

UN NOM... une garantie... 207, bd Saint-Germain, (7e)

MALESHERBES 73

PARIS 8e. 522-05-96
Pour Consulats ou Ambassades rech. appartements toutes surf. Hôtels particuliers et Bureaux.

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine. 75008 Paris, rech. URGT APPART.
120 A 150 M2
ACHAT ou LOCATION
16e, 8e ou 7e. 562-16-40.

Jean FEUILLADE, 54, av. La Motte-Picquet (15e). 566-00-75. Rech. pr clients sér., 15e et 7e ar. app. ttes surf. et imm. Paiem. compt.

Recherche 2 à 4 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

propriétés

PRÈS VERSAILLES

BELLE MAISON 11 P., PARC PLANTÉ 8.600 m². A.V.L. - 281-07-94.

LOT - VALLÉE DU CÉLÉ

MANOIR XVIIIe, 10 p., 550 m² sur 3 niveaux. Maison gardien, terrain 5 ha. 281-07-94.

CALVI dominant la baie
Villa récente LUXUEUSE sur beau terrain de 3 hectares, 11 pièces principales, piscine. Téléphone : 359-02-50

Proche Montpellier 20 km mer, villa gd confort, 280 m², 5 chbres, 2 bains, 7 000 m² parc, bassin, 145.000 F. Tél. A.G.B.M. (67) 71-29-35.

TREGASTEL

Proximité plage et centre ville belle villa ancienne s/terrain 750 m², 11 p. principales. Téléphone : 225-43-53

locations non meublées offres

Paris

FACE TUILERIES

Particulier loue studio tout confort, sérieuses références demandées.
Tél. 555-71-89 ou 260-87-29 de 10 h à 18 h.

Montparnasse récent gd liv., 3 chbres, tt cft, balc. s/jard., park. 7.000 F. 634-13-18

Région parisienne

SAINT-BRICE-SOUS-FORÊT
3 et 4 pces, résidence, tennis. 1.600 F + charges. MILAN 261-02-65.

locations non meublées demandes

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates APPARTS. HOTELS PARTIC. et BUREAUX.
LOCATION ou ACHAT. **562-78-99**

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction Beaux Appts de standing 4 pces et plus. 281-10-20.

pavillons

Proche R.E.R. Boissy, dans secteur calme, pavillon 7-8 pièces, séjour + cheminée, 5 chambres, bureau, 2 bains, 2 w.-c., garage, 795.000 F. Tél. 589-42-49.

CLAMART
Résidentiel, près gare, jolie maison, plein sud. 9 p., 192 m², 3 niv., terrasse. Px 1.600.000 F. 306-82-67.

villas

JARD.MAROLLES

(94) ds 1 000 m² jard., maison plain-pied, gd séj. cheminée, cuis. équipée, 4 ch., 2 bains. gar. 850.000 F - 225-32-25.

---

95 HERBLAY
très belle maison Ile-de-France 1977, 350 m² habitables, sur 4.000 m² parc, pavillon gardien, garage 2 voitures. Prix justifié. T. 260-66-13 h. brx.

SEINE ET MARNE, 29 Km Paris gr. stand. maison 350 m² hab. piscine, dépend. sur parc paysagé 3 000 m². Téléphone : 405-25-17 à partir de 13 h.

maisons de campagne

PROVENCE VIEIL EYGALIÈRES
Maison 2 ét., cave voûtée, 4 p., s. de bs, cuis., loggia, tt cft. Tél. (90) 92-14-84. Prix : 500.000 F.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Locations

BUREAUX MEUBLÉS à Paris 8e 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex secrétariat tous services
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L.-R.C.-R.-M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
355-17-50.

8e, Mo MIROMESNIL
BUREAUX ÉQUIPÉS
9 à 50 m² - indépendants loc. courte ou longue durée av. secrétariat-tél.-télex télécopie-traitement/texte standard/hôtesse trilingue. Salles de réunions équipées.
ACTE 359-77-55.

CONSTITUTION STÉS
PARIS FLASH BUREAU
825-11-90.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS 1 DOMICILIATION+SERVICES SARL Artisans - 296-38-74.

VITRY 160 m² très beaux bureaux + parkings. 54.000 F an. Tél. 920-35-27 le matin.

GEORGE V

Loue directement 1 bur. ou + dans imm. stand., 723-55-18.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 3 à 6 BURX
excel. adresses ccіales

BEB. 66
vous accueille
BUREAUX MEUBLES
jour — semaine — mois
SALLES DE REUNION
Conférences — Lunches
DOMICILIATION 600 F
Services — Secrétariat
66, CHAMPS-ELYSEES
Tél. : 562-66-00

locaux commerciaux

Achats

MALESHERBES 73
rech. dépôts Usines Terrains
ACHAT OU LOCATION **522-05-96**

Ventes

ÉTOILE/FOCH 130 m²
burx stdg rapp. 205.000 F. 1.800.000 F. T. 522-05-96.

XIXe BEAU LOCAL INDÉP. 300 m² r.-de-ch., haut 4,20 m. Px 970.000 F. T. 522-05-96.

Locations

ROMAINVILLE
SORTIE A3 LOUE
4.000 m² SUR 2 RUES
600.000 F/an. 522-05-96

usines

Ventes

USINE COMPLÈTE à vendre INDUSTRIE PLASTIQUE (Jura). Écrire M. RENÉ MILLET VILLARDS-D'HERIA, 39260 Moirans-en-Montagne.

boutiques

Ventes

POUR INVESTISSEURS
MURS - BOUTIQUES
Rentabilité 8 à 10 %
- 75001, r. Molière, 145 m², 500.000 F.
- 75007, rue Sédillot, 29 m², 130.000 F.
- 75008, rue Bassano, 48 m², 430.000 F.
- 75011, rue Sedaine, 42 m², 130.000 F.

763-12-03.

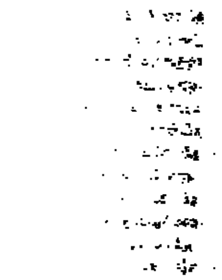
viagers

St-Georges 3 p., bel imm. pierre, 100.000 + 2.000, occupé hme 74 a., 266-19-00.

AVENUE MOZART - 16e
Pierre de t., appt 5 p. + service, occupé 1 tête 77 ans. 350.000 + rente 6.200. LODEL 355-00-44.

Libre PORNICHET, près mer Appt gd stand. 4 p. 100 m², balcons 40 m², box. 1 tête 70 ans. 250.000 + rente 4.600. Egalement libre Villa à LA BAULE. LODEL 355-00-44.





ENVIRONNEMENT

LA CRISE DU BOIS DE FEU AU SAHEL

La forêt tropicale part en fumée

Sous nos latitudes, où le bois ne représente plus qu'une énergie d'appoint, la bûche dans la cheminée et le pain « cuit au bois » font figure de luxe. Pour cent millions d'hommes vivant sous les tropiques, en Afrique sahélienne ou dans le sous-continent indien, le bois de feu est en revanche un matériau vital, pour la cuisine et aussi – on l'oublie parfois – pour le chauffage.

Or la forêt tropicale, seule source d'énergie pour ces populations pauvres, perd chaque année 12 millions d'hectares, soit l'équivalent en superficie de la Tchécoslovaquie ! Ce recul de la forêt oblige les populations locales, et surtout les femmes, à parcourir des kilomètres à pied pour rapporter au village le fagot indispensable. En se raréfiant, le bois devient cher. Les paysans, pour survivre, coupent tout ce qui est à porté de leur machette et vendent le bois au bord des routes. Cycle infernal.

Alors qu'il représente 5 % de l'énergie mondiale, le bois contribue pour près d'un quart des ressources énergétiques dans les pays en développement. En Haute-Volta, 97 % de l'énergie consommée provient du bois, brûlé « nature » ou après carbonisation (charbon de bois). Or la désertification gagne tout le Sahel et l'on voit poindre le jour où, faute de combustible, des populations entières devront émigrer ou périr. C'est du moins le constat fait récemment à Paris par l'association Bois de feu, créée en 1981 par le Groupe de recherches et d'études techniques (GRET), avec l'aide du Club du Sahel et de plusieurs ministères français (1).

Dans un premier temps, on s'est efforcé de reboiser. A grands frais : entre 3 500 F et 7 000 F l'hectare planté... et clôturé (le droit de pâture est traditionnellement libre en zone sahélienne). Et il a fallu se rendre à l'évidence : en deçà d'un mètre de précipitations annuelles, les arbres végètent et ne grandissent pas. « *A Bamako, au Mali, le taux de reprise des arbres a été de 100 %*, explique M. Jean Gorse, un expert de la Banque mondiale. *Mais au bout de trois ans, on n'avait toujours qu'une forêt de cure-dents !* »

En outre, on a souvent choisi pour le reboisement des essences à croissance rapide, donc à faible pouvoir calorifique. Or, les Africains, pour brasser la bière de mil ou préparer leurs plats longuement mijotés, ont besoin de bois qui « tient » le feu. « *En Gambie, on brûle le palissandre* », témoigne M. Gorse. Conclusion des experts : l'augmentation de la consommation de bois de feu est « *exponentielle* », alors que tous les efforts accomplis pour augmenter sa production restent dérisoires ou voués à l'échec.

Deux remèdes, à ce jour, ont été envisagés. D'abord, une autre forme de reboisement. Plutôt que de replanter, sur le modèle européen, de grandes parcelles conçues pour le bois d'œuvre, mieux vaudrait revenir aux traditions africaines : cultures itinérantes en zones boisées, qui laissent des arbres après leur passage, ou plantation d'arbres isolés par le paysan lui-même, comme ces « *acacias qui poussent envers et contre tout* ». Mais, pour la première formule, il est souvent trop tard aujourd'hui, car bien des zones boisées ont disparu. Et la deuxième formule, longue à mettre en place, suppose une prise en main de l'éducation du paysan qui, spontanément, ne plante pas d'arbres.

Faute d'augmenter la production de bois, reste à en limiter la consommation. Les organismes internationaux, il y a quelques années, ont eu l'idée de remplacer le foyer traditionnel (une marmite sur trois pierres) par un foyer « amélioré », c'est-à-dire fermé, maçonné. On s'est lancé localement dans des « projets », financés par la communauté internationale, pour introduire la cuisinière améliorée dans les villages.

Succès très mitigé encore : « *Sur 12 000 foyers construits, 30 % sont utilisés* », constate M. Tim Wood, un technicien américain du mouvement VITA (Volunteers in Technical Assistance). C'est que les foyers améliorés de la première génération, conçus par des thermodynamiciens pas toujours au fait des réalités africaines, ont très vite montré leurs limites : fissures dans le corps de chauffe, encrassement des conduits (le ramonage est inconnu en Afrique), mauvaise adaptation des trous aux marmites.

Les matériaux (ciment, plaques de fonte) restent chers et l'économie de bois de feu réalisée n'est pas évidente, eu égard aux inconvénients de tous ordres. Les paysans du Sahel, habitués à faire cercle le soir autour du feu, reprochent au foyer dit « amélioré » de ne pas donner de lumière !

L'association Bois de feu, consciente de ces défauts, s'efforce de promouvoir une action plus proche des habitudes locales. « *La crise du bois de feu ne peut être réglée qu'en liaison avec l'agriculture* », souligne M. Yves Lambert, chargé des relations internationales à l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie. En effet, sur des terres pauvres, la concurrence de l'arbre et des champs cultivés est âpre. Il va donc falloir expliquer, convaincre. Quant au foyer amélioré, encore balbutiant, les techniciens vont essayer d'associer à l'opération les ménagères et les artisans locaux (potiers, forgerons).

Le modèle unique ne convient pas à des usages qui restent très différents d'une région à l'autre, parfois d'un village à l'autre. Le technicien doit se doubler d'un sociologue, et surtout d'un pédagogue. Rude tâche pour des volontaires qui luttent presque à mains nues contre le désert. Il y va de la survie de millions d'habitants... et de l'environnement de tous.

ROGER CANS.

(1) Association Bois de feu, 73, avenue Corot, 13013 Marseille. Tél. : (91) 70-92-93 ; GRET, 34, rue Dumont-d'Urville, 75016 Paris.

P.T.T.

LES PRIORITÉS DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Défense du monopole et réforme des relations internationales

Le directeur général des postes, M. Jacques Daucet, s'est rendu la semaine dernière, à Berne (Suisse), où il a été reçu au siège de l'Union postale universelle (U.P.U.) par son directeur général, M. M.I. Sobhi. M. Daucet s'est entretenu avec les principaux responsables de l'U.P.U. de la préparation du prochain congrès de l'organisation, qui aura lieu en 1984 à Hambourg. Les discussions ont fait apparaître que ce congrès aura à connaître de quelques importantes questions touchant, par exemple, à la préservation du monopole des administrations et aux conséquences des échanges postaux internationaux.

De notre envoyé spécial

Berne. – La poste, on la critique souvent, mais, finalement, on l'aime bien. Les sondages réalisés par la direction générale des postes montrent que 85 % à 93 % des Français sont satisfaits de ses services. La confiance se traduit dans d'autres chiffres : depuis 1978, le trafic des lettres a augmenté annuellement de 3,3 % en service intérieur et de 1,8 % en service international. Le phénomène dépasse le cadre de nos frontières. Entre 1965 et 1975, le trafic postal par habitant a augmenté de 38 % en Afrique, de 40 % en Extrême-Orient, de 15 % dans l'ensemble des pays en développement, et de 11 % dans les pays industrialisés. Aujourd'hui, les services postaux des cent soixante-quatre pays membres de l'Union postale universelle acheminent chaque année 158 milliards de lettres et de cartes postales, 128 milliards d'imprimés et de petits paquets, 2 milliards de colis et 430 milliards de dollars en mandats-postes.

Les nouvelles techniques de communication n'ont donc pas porté – pas encore, en tout cas – une atteinte sérieuse à la transmission du message écrit. Pourtant, un peu partout dans le monde, le succès de la poste donne quelques soucis à ses dirigeants. En premier lieu, parce qu'elle suscite bien des convoitises de la part d'entreprises privées désireuses de s'approprier les plus rentables de ses services. Les offensives, plus ou moins sournoises, contre le monopole postal se sont ainsi multipliées au cours des dernières années.

Si de nombreux gouvernements sont demeurés intraitables sur la préservation du privilège de leur administration, quelques-uns (Grande-Bretagne, Australie, Argentine) ont accepté l'ouverture à la concurrence, généralement au prétexte que le service rendu au public pouvait s'en trouver amélioré. Ces expériences sont trop récentes pour qu'un bilan puisse en être dégagé, mais elles ont relancé au sein de l'U.P.U., le débat sur le monopole.

La tendance générale incline vers le maintien de l'exclusivité totale des lettres et des petits colis au service public, faute de quoi, l'« écrémage » par le secteur privé des opérations les plus rentables aboutirait vite à l'appauvrissement de l'administration et à des charges inacceptables pour l'Etat. Mais beaucoup de responsables sont conscients que le monopole ne doit pas engendrer un secteur protégé improductif et inutilement coûteux. Dès 1977, sous l'impulsion des Etats-Unis, plusieurs pays ont déjà dénoncé les coûts trop élevés de la poste – et leur évolution beaucoup plus rapide que celle d'autres services, comme les télécommunications, – une baisse générale de la qualité du service et une réponse de moins en moins évidente aux besoins de la clientèle (notamment en matière de rapidité). L'année suivante, à Tokyo, un colloque de l'U.P.U. a étudié les menaces encourues par la poste du fait des techniques nouvelles de communication (télématique) et de la concurrence privée.

En 1979, le congrès de l'U.P.U. chargeait le Conseil consultatif des études postales (C.C.E.P.) de cataloguer ces menaces et de proposer des réactions possibles. Des travaux du C.C.E.P. doit naître un projet de motion qui sera proposé au prochain congrès de l'Union, en 1984 à Hambourg et qui devrait aller dans le sens d'un maintien strict du monopole, mais assorti de recommandations impérieuses quant à l'amélioration constante de la qualité du service, qu'il s'agisse des prestations traditionnelles ou de toutes celles qui pourraient s'y ajouter pour contribuer à l'équilibre financier de l'ensemble de la poste : des opérations pour le compte d'autres administrations à l'installation de services télématiques, voire à la vente de billets de loterie. la liste de ces possibles tâches annexes et rémunératrices n'est pas exhaustive.

L'autre préoccupation de bien des responsables postaux dans le monde porte un nom barbare : les « frais terminaux ». Cette appelation recouvre un aspect mal connu des relations postales internationales, celui du solde de la « balance » des échanges entre États. Il est bien rare, en effet, que les flux de courrier entre deux pays soient équilibrés, et depuis une quinzaine d'années se pose le problème de savoir qui doit payer ce déséquilibre.

Jusqu'en 1969, chaque service postal assurait à ses frais l'acheminement du courrier international sur son territoire.

La recette du timbre demeurant acquise à l'administration émettrice, le système désavantageait les pays qui reçoivent beaucoup de courrier et en expédient peu – c'est-à-dire, entre autres, les pays du tiers-monde. Sur proposition de la Colombie, le congrès de l'U.P.U. de 1969 décidait donc que l'administration postale qui reçoit plus de courrier qu'elle n'en expédie serait rémunérée pour l'excédent de courrier en provenance de l'autre administration et qu'elle doit traiter dans ses services. Le congrès fixait à 0,50 franc-or par kilo de courrier la contribution des pays « exédentaires ».

Compromis

Depuis, les « frais terminaux » se sont envolés ; au congrès suivant, en 1974, leur taux passait à 1,50 franc-or par kilo. Et, en 1979, à 5,50 francs-or par kilo. A ce rythme, la charge risque de devenir très vite insupportable à bien des administrations. Certains milieux économiques, au premier rang desquels les éditeurs de journaux, s'inquiètent des conséquences d'un tel surcoût sur leurs affaires et, au-delà, de ses répercussions sur l'ensemble des échanges internationaux. Un groupe de travail de l'U.P.U. a donc été chargé de préparer un projet de réforme du système.

On semble, pour l'instant, s'orienter vers un compromis prévoyant le partage des « frais terminaux » entre pays émetteur et pays récepteur. Mais à Hambourg, les débats risquent d'être très animés, les pays « déficitaires » ne paraissant guère désireux de revenir à la situation antérieure... où ils payaient pour les autres.

JAMES SARAZIN

TRANSPORTS

GRÈVE POUR UNE LOCOMOTIVE

Le trafic ferroviaire était encore perturbé sur le réseau nord, mardi 22 mars, en raison d'un arrêt de travail observé par la plupart des agents de manœuvre assurant la circulation des rames entre le dépôt du Landy et la gare du Nord (*le Monde* du 22 mars). Les grévistes entendent protester contre le retrait du service de l'une des quatre locomotives Diesel utilisées pour la mise en place ou le garage des trains, qui se traduirait par la suppression de treize des cent trente emplois du service de manœuvre.

Les syndicats de cheminots C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C., qui soutiennent le mouvement, ont fait savoir que les agents de manœuvre étaient disposés à reprendre le travail si la direction revenait sur sa décision de supprimer la locomotive. Ils ont aussi dénoncé le comportement de « *certains dirigeants de la gare et de la région Nord* » qui « *n'acceptent toujours pas le changement politique intervenu à la suite du 10 mai 1981.* »

Le trafic banlieue de la gare du Nord était donc encore perturbé, mardi matin, surtout sur les lignes de Valmandois, Pontoise et Persan-Beaumont (un train sur trois), et sur celle de Creil (un train sur deux). La circulation était normale sur Roissy, Mitry, Claye et Aulnay. Sur les grandes lignes, les trains du service intérieur ont vu leur terminus reporté à Creil ou à Amiens, d'où des navettes assurent des liaisons avec la capitale. Le service international, hormis pour quelques trains qui partent quand même de la gare du Nord, est assuré à partir de la gare de l'Est, avec des retards de l'ordre d'une heure.

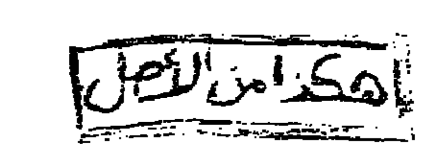
LA C.G.T. RECLAME UNE NOUVELLE POLITIQUE DES TRANSPORTS MARITIMES PETROLIERS.

Huit des vingt-huit caboteurs pétroliers français ont observé à tour de rôle, depuis le début de la semaine dernière, une grève à l'appareillage de vingt-quatre heures en application d'un mot d'ordre de la fédération C.G.T. des syndicats maritimes (*le Monde* du 17 mars).

Ces navires, qui assurent le transport des produits pétroliers raffinés entre des ports français ou européens, utilisent les services d'un millier de marins et officiers.

Dans l'ensemble du trafic français, la part revenant à des bateaux sous pavillon national ne dépasse pas 8,4 % du cabotage international et « *la situation n'est guère différente* » pour le cabotage national, affirme le syndicat qui demande notamment « *la mise en œuvre d'une véritable politique de transports de produits pétroliers sous pavillon national* ».

Outre la politique du cabotage, la C.G.T. conteste en effet aussi celle du transport maritime suivie par certains groupes pétroliers, notamment Elf-Aquitaine. Elle déclare, en particulier, ne pas accepter l'immobilisation de deux super-pétroliers affrétés par ce groupe, le *Pierre-Guillaumat* et le *Prairial*, et se demande si la loi de 1928 (faisant obligation aux compagnies de transporter les deux tiers de leur pétrole sous pavillon français) est actuellement bien respectée. Elf-Aquitaine rétorque qu'elle a assuré, l'an passé, un trafic de 94 milliards de tonnes-milles sous pavillon français, soit 33 milliards de tonnes-kilomètres de plus que ne lui imposait la loi de 1928.



Le Monde

économie

ÉNERGIE

Si la France appliquait les tarifs moyens européens, E.D.F. aurait un bénéfice de 16 milliards de francs,

nous déclare M. Marcel Boiteux

Certaines industries grosses consommatrices d'électricité (aluminium, chlore, ferro-alliage, zinc), soit une dizaine d'entreprises, doivent-elles bénéficier d'un tarif préférentiel de la part d'E.D.F. ? Lancée par Pechiney-Ugine-Kuhlmann, cette question fait l'objet d'un âpre débat dans l'administration et bloque notamment la signature par le ministre de la recherche et de l'industrie du contrat de plan de PUK.

Alors qu'Electricité de France a connu en 1982 – du fait notamment d'une insuffisance du relèvement de ses tarifs – un déficit de *7,9 milliards de francs et que son endettement atteint 140 milliards*, M. Marcel Boiteux, président de l'entreprise nationale, prend nettement position : une participation de ces industries à l'investissement d'E.D.F. lui semble la meilleure solution pour éviter la remise en cause d'une structure tarifaire élaborée depuis plusieurs décennies et copiée depuis lors dans le monde entier.

« M. Chevènement a publiquement annoncé que le prix de l'électricité fournie à certains gros utilisateurs, comme Pechiney-Ugine-Kuhlmann, serait réduit. Pourquoi E.D.F. semble-t-elle réticente ?

– Le problème n'est pas là. Sur le plan des principes, nous vivons, depuis une bonne trentaine d'années – avec l'accord des pouvoirs successifs, – sur l'idée qu'E.D.F. doit avoir une politique tarifaire qui rende transparent pour la nation le coût de ses prestations. Il s'agit donc d'inscrire dans nos tarifs le coût de la fourniture. C'est le coût marginal au sens vrai du terme. Nous nous attachons donc à refléter le prix de revient : pour reprendre une phrase du rapport Nora, les horloges sont faites pour dire l'heure, les tarifs pour dire les coûts.

– Faut-il absolument avoir des principes aussi rigides ?

– Si nous n'avions pas une règle claire, imaginez quelle puissance scandaleuse nous aurions. Nous pourrions décider de sauver M. X... et de condamner M. Y... Dès lors que des principes clairement définis sont indispensables, le principe du prix de revient n'est probablement pas le plus mauvais. Cela correspond à l'idée que nous devons contribuer à l'allocation optimale des ressources.

– Alors, pour PUK ?

– Nous avons toujours déclaré que, quand se posait un problème de nature à infléchir la neutralité de notre comportement, il appartenait aux pouvoirs publics d'en décider. La solution n'est d'ailleurs pas facile pour autant, puisque notre cahier des charges est très strict sur l'égalité des traitements : on ne peut faire un cadeau à l'un sans en faire à l'autre, si leurs consommations d'électricité ont les mêmes caractéristiques, quel que soit l'usage qu'ils en font. Il y a ainsi une contagion quasiment juridique, indépendamment de la contagion psychologique, qui oblige à ne pas faire n'importe quelle entorse aux principes.

» Mais il existe des procédures extra-tarifaires. Vous connaissez l'exemple de PUK à Lacq. En vertu d'une modification à la loi de nationalisation, tout industriel a de droit de produire sa propre électricité. PUK s'est donc acheté un groupe dans l'une de nos centrales il y a quelques années. Financé dans de bonnes conditions en francs de l'époque, l'inflation aidant, ce groupe permet à PUK de disposer à Lacq d'un kilowatt-heure à un prix intéressant.

– N'y a-t-il pas contradiction à voir E.D.F. se vanter de ses prix de revient, du fait du nucléaire, et PUK se plaindre d'un niveau de tarifs deux fois supérieurs à celui de ses concurrents ?

– C'est en vertu de mécanismes comparables que certains gros industriels étrangers bénéficient encore en Europe de tarifs intéressants. En général, par un arrangement quelconque, ils ont bénéficié d'une rente d'inflation. Cela dit, le problème de PUK ne s'arrête pas là. Il y a dans certains pays (Canada, Australie, Zaïre) des ressources énergétiques à très bas prix. Si, pour des raisons stratégiques, on juge indispensable de maintenir une production d'aluminium en Europe, donc en France, du fait de notre programme nucléaire, un soutien sera nécessaire puisque même le nucléaire ne peut être compétitif avec les grands barrages de ces pays. Il faut donc savoir quelle forme prendra ce soutien. Ce choix relève du gouvernement, non d'E.D.F.

– Apparemment pourtant votre préférence va à une prise de participation de PUK dans une centrale ?

– Nous avons présenté diverses solutions. Notre préférence va effectivement à celle dans laquelle Pechiney aurait la disposition d'un morceau de centrale.

– PUK paierait alors le seul coût d'utilisation ?

– Supposez que Pechiney soit capable de nous payer un morceau de tranche nucléaire quelque part, on se contenterait de lui facturer le prix de revient d'exploitation de la centrale correspondante.

– Comment se décompose le coût d'un kilowatt/heure nucléaire ?

– A la production, sur 20 centimes, il y a en ordre de grandeur 6 centimes pour l'ensemble des frais de combustible, 4 centimes de frais fixe d'exploitation et 10 centimes de charges de capital. Quand ce kilowatt/heure est vendu en haute tension, il faut ajouter 2 à 3 centimes de frais de transport et de distribution, 13 centimes en moyenne tension et pour la basse tension la majoration atteint une trentaine de centimes, ne serait-ce que pour payer les 900 000 kilomètres de lignes de distribution ; trois fois la distance de la Terre à la Lune !

Un déficit, en 1983, de 7,9 milliards de francs

– Vous commencez à appliquer de nouveaux tarifs ? Ceux-ci n'ont-ils pas justement pour objet de favoriser la pénétration de l'électricité dans l'industrie ?

– La structure de ces nouveaux tarifs a pour originalité de réaliser une modulation hiver-été plus importante que la modulation nuit-jour qui prédominait jusqu'à présent. De plus ils apportent des simplifications pour les petits utilisateurs et, en contrepartie, des modulations plus fines pour les gros tels les tarifs de demi-saison.

» En ce qui concerne les niveaux, depuis dix ans le gain de compétitivité de l'électricité par rapport aux autres formes d'énergie est tout à fait extraordinaire. En francs constants le prix du fuel lourd est quatre fois plus cher qu'en 1973, celui du gazole plus de trois fois plus élevé, le charbon industriel près de deux fois plus cher alors que l'électricité n'est en moyenne que 20 % plus coûteuse : les fournitures domestiques sont de 2 % à 3 % moins cher qu'en 1973, la moyenne tension supérieure de 27 % et la haute tension de 45 %. Ces différences tiennent à la hausse des coûts du fuel et du charbon dans nos centrales, alors que les coûts de transport et de distribution, eux, ont plutôt diminué. Or nous maîtrisons bien l'évolution de nos coûts. En moyenne le prix de l'électricité fin 1990 devrait être plutôt inférieur en francs constants à ce qu'il est actuellement. Les nouveaux tarifs permettent donc dès maintenant aux industriels d'anticiper dans leurs investissements le coût de l'électricité à la fin de la décennie.

– Cela ne vous empêche pas d'être fortement déficitaire ?

– Oui, nous avons eu en 1982 un déficit d'exploitation de 7,9 milliards de francs. Mais si nous étions en équilibre, nous serions quand même les moins chers d'Europe. Et si nous appliquions en France les tarifs moyens pratiqués en Europe, E.D.F. aurait eu en 1982 un bénéfice de quelque 16 milliards de francs. Le nucléaire ne représente encore qu'un gain de 2 milliards de francs.

– Par où passe le redressement ?

– Par les tarifs et par la gestion. Pour les tarifs, il y a un rattrapage nécessaire, déjà amorcé avec la dernière hausse des tarifs autorisée en décembre. En 1983, il est beaucoup trop tard pour retrouver l'équilibre. Mais nous voudrions atteindre à la fin de cette année un niveau tarifaire tel que l'entreprise puisse retrouver l'équilibre en 1984. Nous avions, fin 1982, 17 milliards de francs de déficit cumulé pour les dernières années ; ce seul déficit d'exploitation représente près de 3 milliards de francs de charges financières. Trois milliards, c'est 3 % du chiffre d'affaires. Au-delà du glissement général des prix, il nous faut rattrapper ces 3 % et y ajouter 2 ou 3 points supplémentaires pour être au niveau nécessaire début 1984.

– On a évoqué une hausse de 12 % au total sur l'année ?

– C'est l'un des schémas possibles.

Ralentissement du programme nucléaire

– Au-delà des augmentations tarifaires, des économies vont être nécessaires ?

– Certes, dans le budget d'investissements de 1983 nous avons fait une coupe de 1 milliard de francs. A cela s'ajoutent diverses contributions au financement qui vont finalement améliorer la situation globale. Nous avons aussi coupé un demi miliard supplémentaire sur le compte d'exploitation. Mais celui-ci – 100 milliards de francs – n'est pas tellement souple : il y a 38 % de charges de capital, un peu moins de 20 % de charges de personnels et 27 % à 28 % d'achat d'énergie. En gros, ce sur quoi nous ne pouvons rien, c'est-à-dire les charges de capital, les achats d'énergie et les impôts représentent déjà près de 70 % du total.

» Avec les frais de personnel cela fait 90 % car on ne peut réellement agir sur ce poste qu'à trois ou quatre ans d'échéance malgré la réduction des embauches. On a donc tranché dans certains frais d'entretien, on a limité beaucoup nos stocks de pétrole et de charbon, on a coupé dans les frais généraux. Cela n'a pas été facile et nous oblige, ce qui est ennuyeux, a différer un certain nombre d'initiatives nouvelles.

– Il va y avoir le ralentissement du programme nucléaire ?

– En fait l'une des économies prévues sur les investisements consiste à détendre un peu le rythme d'exécution des chantiers en cours pour « *lisser* » les commandes de chaudières nucléaires de 1983 et 1984. Mais les décisions pour les années prochaines seront prises en fonction des délibérations du IXe plan. En tout cas le programme a toutes les chances d'être plus réduit qu'il ne l'était. »

Propos recueillis par
VÉRONIQUE MAURUS.

ÉTRANGER

En Suisse

Le gouvernement va relancer l'activité économique

De notre correspondant.

Berne. – La Suisse a beau avoir l'un des taux de chômage les plus bas d'Europe, *le* gouvernement *a* jugé la situation de l'emploi suffisamment préoccupante pour élaborer un plan de relance économique. A quelques détails près, ce projet vient d'être adopté à une forte majorité par le Parlement.

En vertu de ce programme, près de 1 milliard de francs suisses (3,3 milliards de francs français) seront injectés au cours des trois prochaines années dans les circuits économiques. Sur cette somme, 641 millions seront consacrés à des investissements, dont 272 millions à des armements. Le reste servira notamment à mieux couvrir les risques à l'exportation et à accroître les crédits mixtes aux pays en développement.

En contribuant à réactiver l'économie, le Conseil fédéral espère parvenir à freiner la progression du chômage. En février, le taux de chômage avait atteint 0,9 % de la population active, alors qu'il n'était que de 0,3 % une année auparavant. Néanmoins, pour la première fois depuis un an, le nombre des chômeurs a régressé de 0,1 % par rapport à janvier et 27 828 demandes d'emploi étaient officiellement enregistrées fin février.

Si l'économie n'a pas encore passé le creux de la vague, certains indices laissent entrevoir que le tassement conjoncturel pourrait s'estomper au cours des prochains mois. Ce mieux s'ajouterait au léger ralentissement de l'inflation. La hausse du coût de la vie n'a été que de 0,1 % en février, ce qui correspond à une hausse annuelle de 4,8 %.

Autre décision de la session parlementaire qui vient de s'achever : le Conseil national (Chambre basse) a rejeté (105 voix contre 50) une initiative socialiste « *contre l'abus du secret bancaire et la puissance des banques* ». Avancé après le scandale qui avait éclaboussé il y a quelques années la filiale de Chiasso du Crédit suisse, ce projet de révision constitutionnelle du parti socialiste vise à renforcer le contrôle sur les banques pour mieux lutter contre la fraude fiscale et éloigner les capitaux d'origine douteuse. Mais surtout, en cette période de récession, la majorité des députés n'a pas voulu toucher à l'un des principaux piliers de l'économie helvétique.

En présentant leur projet, les socialistes avaient pourtant tempéré leur position en expliquant qu'ils n'avaient d'autre but que de limiter certains excès du secret bancaire nuisibles autant à l'image des banques qu'au bon renom de la Suisse. Mais leurs adversaires n'ont pas manqué de rappeler que les banques assurent 90 000 emplois et que ce n'était pas le moment de « *tuer la poule aux œufs d'or* ». Dans ces conditions, il y a peu de chances que les citoyens suivent le parti socialiste quand ils seront appelés à se rendre aux urnes pour se prononcer sur cette « *initiative populaire* ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.



AFFAIRES

C.I.I.-H.B., SIEMENS ET I.C.L. ENVISAGENT DE COOPÉRER

L'Europe à petits pas

L'Europe de l'informatique va-t-elle renaître de ses cendres ? La compagnie française C.I.I.-Honeywell-Bull, les groupes allemand (Siemens) et anglais (I.C.L.) envisagent de créer un centre de recherche commun. Un premier « document d'intention » a déjà été signé. Les présidents des trois sociétés devraient se rencontrer le 31 mars pour mettre au point les derniers détails.

Les conversations ont commencé l'été dernier, lorsque M. Jacques Stern, nouveau P.D.G. de C.I.I.-H.B. prit son bâton de pèlerin pour proposer à I.C.L. et à Siemens de *« faire quelque chose en commun »*. Le fantôme d'Unidata rôdant toujours sur l'électronique européenne, l'idée était d'avoir *« une approche pragmatique »*, d'être *« modeste mais de faire quelque chose de concret »*.

Lorsque des entreprises électroniques envisagent aujourd'hui de *coopérer, leurs conversations* débouchent le plus souvent sur la création d'un centre de recherche commun. Cela leur permet de partager les dépenses de recherche et de développement, de plus en plus lourdes dans ce secteur, tout en conservant leur liberté de mouvement pour la fabrication et la commercialisation des éventuelles découvertes de ces centres.

Cette méthode a été utilisée par les Japonais sur une grande échelle. En janvier, dix grandes sociétés américaines d'informatique ont décidé de constituer une société commune de recherche sur les micro-ordinateurs. C.I.I.-H.B., *I.C.L. et Siemens* envisagent donc de créer, à parité, une société de recherche qui emploierait d'ici deux ans une soixantaine de personnes, pour un budget annuel de 60 millions de francs. Ces chercheurs seront choisis à l'intérieur des trois sociétés, mais on n'exclut pas de *procéder à des recrutements* externes. Le choix du site (Valbonne, Munich ou la Grande-Bretagne), de même que la nationalité du directeur du centre ne sont pas encore définis.

Ce centre de recherche travaillerait sur plusieurs projets à long terme : reconnaissance vocale, in*telligence artificielle, logiciels com*plexes pour les grands réseaux, conception assistée par ordinateur. Des axes de recherches qui recouvrent en fait ce que l'on appelle les *« ordinateurs de la cinquième génération »*. On sait que les Japonais ont constitué, il y a plus d'un an, un groupe de travail sur ce thème.

Cette société commune travaillerait en étroite coopération avec les équipes des trois sociétés et les divers universités et centres de recherche européens. Ses travaux devraient également s'insérer dans le programme européen Esprit. *Lancé à* l'initiative de la Commission européenne et de M. Davignon, ce programme vise à développer, avec les aides communautaires et à travers la coopération d'une douzaine de firmes européennes (dont I.C.L. Siemens et C.I.I.-H.B.), de nouveaux composants électroniques et des systèmes informatiques complexes.

Huit ans après l'échec d'Unidata, un tel accord, même modeste, revêtirait une incontestable valeur symbolique. Il apporterait de l'eau au moulin de ceux qui pensent qu'une coopération industrielle européenne doit, compte *tenu du poids du passé et des mé*fiances des uns et des autres, se faire pas à pas, sur des sujets ponctuels et concrets, de préférence aux grandes fusions spectaculaires...

J.-M. Q.

SOCIAL

4 000 salariés de R.-V.I. seront mis en chômage technique

M. Séméréna, président de Renault-Véhicules industriels (R.V.I.), a annoncé le 21 mars à Lyon que l'effondrement du marché mondial du poids lourd allait contraindre R.V.I. à mettre quatre mille salariés des usines de la région Rhône-Alpes en chômage technique pendant une période de dix à vingt jours dans les prochains mois.

Ces mesures toucheront les salariés travaillant dans les usines de Vénissieux et de Saint-Priest, dans la banlieue de Lyon, à l'exception des ouvriers travaillant dans la division cars et bus. Ce plan de mise en chômage technique devrait être examiné au cours du mois d'avril par un comité central d'entreprise, et le chômage serait rendu effectif pendant les mois de mai et de juin.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	7,22	7,2250	+ 185	+ 220	+ 355	+ 405	+ 930	+ 1050
$ can.	5,8980	5,9040	+ 150	+ 200	+ 290	+ 355	+ 720	+ 860
Yen (100)	2,9895	2,9945	+ 140	+ 170	+ 275	+ 315	+ 840	+ 910
DM	2,9985	2,9995	+ 190	+ 215	+ 370	+ 400	+ 1075	+ 1145
Florin	2,6900	2,6930	+ 195	+ 215	+ 370	+ 395	+ 1030	+ 1090
F.B. (100)	15,1800	15,2010	– 415	– 165	– 540	– 100	– 920	– 180
F.S.	3,4800	3,4855	+ 250	+ 275	+ 490	+ 525	+ 1460	+ 1540
L (1 000)	5,0020	5,0100	– 425	– 190	– 680	– 405	– 1675	– 1330
£	10,6655	10,6800	+ 115	+ 205	+ 280	+ 400	+ 900	+ 1130

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 7/8	9 1/4	9 3/16	9 9/16	9 1/4	9 5/8	9 1/2	9 7/8
DM	4 5/16	4 11/16	4 13/16	5 3/16	4 13/16	5 3/16	4 15/16	5 5/16
Florin	3 3/4	4 1/2	3 3/4	4 1/4	4	4 1/2	4 5/16	4 15/16
F.B. (100)	13	35	14	15 5/8	13	14 3/4	12 1/2	13 3/4
F.S.	3 1/8	3 7/8	4 1/16	4 7/16	4	4 3/8	3 13/16	4 3/16
L (1 000)	25	50	19	23 1/2	18 3/4	21 1/2	18 5/8	20
£	10 1/2	11 1/4	10 9/16	11 3/16	10 1/2	11 1/8	10 7/16	11 1/16
F. franç.	12 1/4	13 1/4	12 3/4	15 3/4	12 3/4	15 3/4	14 1/4	16 3/4

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC

Le projet d'avis du Conseil économique et social critique certains aspects du projet de loi gouvernemental

M. Paul Marchelli, rapporteur C.G.C. de la section du travail et des relations professionnelles au Conseil économique et social, a présenté devant la presse le projet de loi gouvernemental concernant la démocratisation du secteur public. Ce projet d'avis, qui apparaît comme un compromis masquant les divergences syndicales exprimées dans le débat au sein de la section, doit être discuté en session plénière au Conseil.

Les experts de la section ont tenu, selon M. Marchelli, à *« vérifier avec attention que la philosophie, les mécanismes proposés par le législateur, correspondent bien à des finalités précises »*. Le secteur public doit être le fer de lance du développement et jouer un rôle moteur sur le plan social. Mais il faut éviter, souligne la section, les distorsions entre les secteurs nationalisé et privé, qui conduiraient à une société duale.

Le projet d'avis traduit quatre idées-forces. Les salariés doivent accéder par leurs représentants avec voix délibérative au conseil de surveillance ou au conseil d'administration des entreprises nationalisées. Ces dernières doivent s'ouvrir sur leur environnement économique et social, d'où l'entrée de personnalités extérieures dans les instances d'administration. Les conseils d'ateliers ou de bureaux doivent être mis en place. Enfin les droits syndicaux dans les entreprises nationales doivent être renforcés.

Mais la section du Conseil a émis des critiques sérieuses sur certains aspects du projet de loi. Son champ d'application devrait être défini, et une liste exhaustive des entreprises concernées devrait être arrêtée. Le seuil minimal de deux cents salariés retenu pour les filiales et sociétés codétenues pour qu'elles entrent dans le champ d'application est jugé trop bas par la section, qui souhaite le voir porté à mille. Le système de démocratisation, coûteux et lourd, paralyserait en effet des entreprises de trop faible taille.

Selon M. Marchelli, le choix de la structure entre deux formules – P.-D.G. et conseil d'administration ou directoire avec conseil de surveillance – a suscité un vif débat. La section souhaite que le législateur incite à la deuxième formule, qui garantit une meilleure autonomie de gestion. Car, a-t-elle constaté, la première comporte *« le risque d'étatisation, malséant pour le concurrentiel »*, le P.-D.G. disposant de beaucoup de pouvoir, alors qu'il est nommé par le gouvernement, comme un tiers des membres du conseil d'administation. Le débat a été tout aussi vif sur le mode de représentation des salariés. Le projet de loi prévoit l'élection des représentants des salariés sur des listes parrainées par les organisations syndicales représentatives ou assimilées. La section demande, par souci de clarté, que ces représentants soient désignés par les organisations.

Quant aux conseils d'ateliers et de bureaux prévus par une des lois Auroux du 4 août 1982, ils font aussi l'objet de critiques. La section ne souhaite pas que soit maintenue la restriction prévue sur le rôle de l'encadrement dans l'organisation des réunions des conseils. Elle souhaite que la liaison entre ces conseils et la direction se fasse par l'intermédiaire de la hiérarchie, *« fatalement concernée »*. Dans le même temps, les délégués du personnel et les représentants au comité d'entreprise seraient informés. Par souci d'efficacité, mais aussi pour éviter *« la génération spontanée de hiérarchies parallèles »*. – D. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

21 mars

Repli des actions françaises

Pour l'ensemble des professionnels, le nouvel ajustement monétaire qui vient d'intervenir à Bruxelles consacre les efforts entrepris par M. Delors pour faire admettre aux négociateurs ouest-allemands qu'ils doivent accomplir un pas important sur le chemin de l'union monétaire, mais ce pas est encore insuffisant.

Le gouvernement de Bonn a accepté de jouer le jeu. « Une fois de plus ! », souligne-t-on au palais Brongniart, où l'on estime que l'écart de 8 % qui en résulte entre les deux monnaies est trop limité pour assurer au franc français des bases plus stables, surtout si les marges de fluctuation (actuellement de 2,25 %) ne sont finalement pas élargies comme le bruit en avait couru en début de matinée.

Pour les habitués de la Bourse de Paris, la composition du futur gouvernement et le rôle dévolu à l'actuel ministre de l'économie et des finances seront les signes prémonitoires de l'orientation que prendra la nouvelle politique économique française.

Privé des indications officielles du marché des changes, clos à Paris (comme sur les autres places des pays membres du S.M.E.), le marché parisien a attaché une attention toute particulière aux cours établis de banque à banque, délaissant les valeurs françaises, en baisse pour la plupart. A l'approche de la clôture, l'indicateur instantané accusait un repli de 1,4 %, et parmi les titres les plus en baisse on remarque Manurhin (–6,8 %), Arjomari (–6,2 %), Générale de fonderie (–5,2 %), Labinal et C.F.P. (–5 %).

Côté hausses, seuls deux titres de « seconde zone », Parisienne de réescompte et Nordon (+6 % environ) tirent leur épingle du jeu.

Alors que l'or baissait à 414,50 dollars l'once à Londres, le lingot gagnait 2 000 F à Paris, à 97 500 F, le napoléon perdant 1 F à 719 F.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Peu vaillant durant la majeure partie de la séance, Wall Street a quand même réussi, lundi, à combler son retard initial, et même au-delà, puisque, à la clôture, l'indice des industrielles, un moment revenu à 1 109,33, s'établissait à 1 125,29, soit à 7,55 points au dessous de son niveau du 18 mars.

Le bilan de la séance a été positif, mais sans plus. Sur 1 962 valeurs traitées, 845 ont monté, 732 ont fléchi et 385 n'ont pas varié.

Les analystes attribuaient le premier accès de faiblesse du marché au dernier et fort accroissement de la masse monétaire, qui avait fait ressurgir la crainte d'un resserrement du crédit. Mais il n'y eut pas de réelles pressions à la vente. Par la suite, et après mûre réflexion, les opérateurs rejetèrent l'idée que le FED pourrait être amené à prendre des mesures restrictives, vu la fragilité de la reprise économique.

Il reste que, autour du « Big Board », l'évolution du loyer de l'argent est suivie avec attention. Lors de la dernière adjudication, les taux d'intérêt des bons du Trésor ont encore progressé pour atteindre leur plus haut niveau depuis plus de quatre mois : 8,434 % (contre 8,256 %) à trois mois et 8,535 % (contre 8,264 %) à six mois.

Le volume des transactions a diminué : 72,16 millions de titres ont été échangés contre 87,48 millions.

VALEURS	Cours du 18 mars	Cours du 21 mars
Alcoa	33	32 5/8
A.T.T.	66	65 7/8
Boeing	38	37 7/8
Chase Manhattan Bank	52 1/8	51 3/4
Du Pont de Nemours	39 7/8	39 1/2
Eastman Kodak	84 1/4	85 3/8
Exxon	30 1/4	30 3/8
Ford	39 7/8	40 7/8
General Electric	101 7/8	102 5/8
General Foods	41 1/4	41 7/8
General Motors	60 1/8	61
Goodyear	28 3/4	28 1/2
I.B.M.	99 7/8	100 7/8
I.T.T.	36 3/8	35 1/4
Mobil Oil	26 1/8	26 5/8
Pfizer	73	75 1/2
Schlumberger	38 1/2	39 3/8
Texaco	32 1/4	32 1/8
U.A.L. Inc.	34 3/8	35 3/8
Union Carbide	58 5/8	58 3/8
U.S. Steel	21 7/8	22 1/8
Westinghouse	46 7/8	47 5/8
Xerox Corp.	39 3/4	40 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SACILOR. – Le déficit pour 1982 devrait être supérieur à celui de l'exercice précédent (2,78 milliards de francs). L'effondrement en tonnage du marché durant le second trimestre a plus qu'annulé les effets bénéfiques du redressement sensible des prix enregistrés en cours d'année grâce aux mesures européennes. Le chiffre d'affaires du groupe, toutes activités confondues, serait de 28,6 milliards de francs contre 17,5 milliards.

POLIET. – Le bénéfice net de la société mère pour 1982 a baissé de 15 % pour revenir à 53,1 millions de francs. Il s'y ajoute le solde des opérations en capital, soit 1,6 million de francs. Le dividende global est fixé à 28,77 F contre 28,50 F.

SAINT-LOUIS-BOUCHON. – Grâce à la forte progression des recettes financières, notamment l'augmentation du dividende versé par la Générale sucrière, le bénéfice d'exploitation pour 1982 augmente de 68,9 % à 49,21 millions de francs. Le résultat net diminue cependant de 13 % à 27,31 millions, mais la participation dans la société sucrière de la *Mahavavy (Madagascar)* a été entièrement provisionnée pour 27,34 millions. Le dividende global est fixé à 15,69 F contre 18 F. Une part notable du résultat de l'exercice en cours est déjà réalisée du fait de l'encaissement du dividende versé par la Générale Sucrière, qui représente une recette globale de 30,56 millions de francs. Actuellement, les stocks augmentent en raison de la surproduction mondiale.

COMPAGNIE INDUSTRIELLE MARITIME. – La société annonce, pour 1982, des résultats de concession fortement réduits (– 36 %), mais un accroissement de 50 % du montant des dividendes provenant des filiales. Elle ne fournit cependant aucun chiffre. Pour 1981, son bénéfice net avait atteint 25,52 millions de francs. Le dividende global est fixé à 27 F contre 25 F.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	18 mars	21 mars
Valeurs françaises	112	
Valeurs étrangères	112	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	18 mars	21 mars
Indice général	111	110,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 22 mars .... 12 7/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	21 mars	22 mars
1 dollar (en yens)	clos	241,30

BOURSE DE PARIS Comptant 21 MARS

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	25 50	1 414	De Dietrich	295	290	Naval Worms	110	110	B. N. Mexique	7 25	....
5 %	....	0 671	Degremont	116 50	118	Navig. (Nat. de)	73 60	67 20 o	B. Régl. Internat.	42500	43000
3 % amort. 45-54	....	1 915	Delalande S.A.	140	145 60	Nicolas	315 60	324 50	Barlow Rand	96	96
4 1/4 % 1963	....	2 238	Delmas-Vieljeux	510	490	Nodet-Gougis	67 10	69 90 d	Bell Canada	170 10	171
Emp. N. Eq. 6 % 67	114 50	4 833	Dév. Rég. P.d.C (Li)	119	118	OPB Paribas	91 50	95	Blyvoor	124	....
Emp. 7 % 1973	8700	..	Didot-Bottin	281	280	Optorg	84	84	Bowater	24 10	24 10
Emp. 8,80 % 77	106 30	7 305	Dist. Indochine	350	336	Origny-Desvroise	130	125 50	British Petroleum	43 35	41 50
9,80 % 78/93	88 45	6 793	Drag. Trav. Pub.	186	185	Palais Nouveauté	292	293	Br. Lambert	290	294
8,80 % 78/86	96 96	2 411	Duc-Lamothe	193	200	Paris-Orléans	98	95 40	Caland Holdings	87 10	87 10
									Canadian-Pacific	308	295 50
...											
			Crédit (C.F.B.)	270	270	Marseille Créd.	....	....			
			Créd. Gén. Ind.	330	331	Métal Déployé	300	295			
			Crédit Univers.	400	390	M. H.	70	68 50			
			Créditel	105	107	Mic	230	....			
			C. Sabl. Seine	115	....	Mors	258	260			
			Derblay S.A.	101	101	Nadella S.A.	....	....			

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	200	189	Procuptie	130 50	132
Akzo	177 90	175	Ratier Forest G.S.P.	....	....
Alcan Alum	278 80	270	Rorento N.V.	618	610
Algemeine Bank	1190	1179	Sabl. Morillon Corv.	120	....
Am. Petrofina	455	....	S.K.F. (Applic. méc.)	80	....
Arbed	174	190	S.P.R.	95	....
Asturienne Mines	49	47 10	Total C.F.N.	69 30	....
Bco Pop Espanol	77	76 50	Ufinex	200	....
			Voyer S.A.	1 35	....

SICAV

21/3	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	175 83	167 86
Actions-Investiss.	223 07	212 95
Actions sélectives	254 87	243 31
Audificandi	301 10	287 45
A.G.F. 5000	212 65	203 01
Agfimo	311 48	297 36
Alsafi	221 58	211 53
A.L.T.O.	192 23	183 51
...		
Unifrance	216 03	206 23
Unifoncier	577 32	551 14
Unigestion	512 12	488 90
Uni-Japon	777 37	742 12
Unirente	1656 30	1600 87
Univar	11709 71	11709 71
Valorem	319 46	304 97
Valrel	117762 41	117544 77
Worms Investiss.	599 48	572 30

● : prix précédent

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2070	4,5 % 1973	2012	1970	1985	1982
3030	C.N.E. 3 %	3090	3092	3096	3096
506	Agence Havas	519	505	506	505
580	Facom	600	582	582	571
735	Fiches-bauche	720	730	730	730
151	Finextel	154	154 90	154 90	154 90
149	Fives-Lille	170	171 50	171 50	169 10
89	Pechelbronn	97	94 50	94 50	95
305	Penhoet	368	370	370	370
425	Pernod-Ricard	455	442	438	433 40
138	Pétroles (Fse)	166 50	162	158 20	168
175	– (obl.)	186	182	182	181
32	– (certific.)	38 60	37 10	37 50	36 40
44	Pétroles B.P.	100	97	98 80	95 20
137	Peugeot S.A.	179 20	177	178	178 50
315	– (obl.)	328	328	328	328
92	Vallourec	85 50	85	86 10	83 50
1150	V. Clicquot-P.	1150	1150	1150	1150
840	Viniprix	622	619	619	610
910	Elf-Gabon	911	908	908	890
210	Amax Inc.	211 10	207	205 20	209 50
475	Amer. Express	500	500	500	491
585	Amer. Teleph.	592	581	581	581
170	Anglo Amer. C.	166 80	150	150 10	150
1110	Angold	1010	990	990	995
265	Gencor	214	215	214 20	219 30
230	Gén. Belgique	246	246	246	241 50
900	Gén. Electr.	919	910	908	915
550	Gen. Motors	531	536	535	545
73	Goldfields	63	62 40	62 20	62 40
225	Harmony	171	162 50	160 10	165 70
30	Hitachi	28 30	29 45	29 45	29 50
460	Hoechst Akt.	498	498	494 80	503
61	Imp. Chemical	54 60	53 80	53 80	53 80
113	Inco. Limited	115	111 30	111 30	111 30
880	IBM	885	888	882	888
44	Ito-Yokado	43 05	42 50	42 50	39 50
285	ITT	319	317 80	318	322
44	Matsushita	48 90	48 90	48 70	48 90
735	Merck	761	745	745	745
670	Minnesota M.	672	683	683	675
240	Mobil Corp.	232	226	230	227
158	T.D.K.	173	173 50	170	174
650	Unilever	683	691	688	....
585	Unit. Techn.	589	590	592	590
1100	Vaal Reefs	860	815	808	815
560	West Deep	441	420	420	414
515	West Hold.	420	398	385	391
330	Xerox Corp.	356	349	349	355
3 49	Zambia Corp.	2 68	2 50	2 49	2 55

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/3	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 836	....	6 730	7 110
Allemagne (100 DM)	289 850	....	282	298
Belgique (100 F)	14 700	....	13 200	14 300
Pays Bas (100 fl.)	261 020	....	254	269
Danemark (100 krd)	80 400	....	76	82
Norvège (100 k)	96 380	....	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 345	....	10 060	10 750
Grèce (100 drachmes)	8 290	....	7 750	9 750
Italie (1 000 lires)	4 823	....	4 750	5 200
Suisse (100 fr.)	336 750	....	325	345
Suède (100 krs)	92 980	....	88	94
Autriche (100 sch)	41 250	....	40 300	42
Espagne (100 pes.)	5 225	....	5 050	5 500
Portugal (100 esc.)	7 430	....	6 400	7 600
Canada ($ can 1)	5 678	....	5 510	5 780
Japon (100 yens)	2 896	....	2 780	2 920

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/3
Or fin (kilo en barre)	98000	98000
Or fin (en lingot)	95500	97500
Pièce française (20 fr)	720	719
Pièce française (10 fr)	429	.....
Pièce suisse (20 fr)	707	719
Pièce latine (20 fr)	684	682
Souverain	844	832
Pièce de 20 dollars	4140	4200
Pièce de 10 dollars	2040	2000
Pièce de 5 dollars	1125	.....
Pièce de 50 pesos	4305	4230
Pièce de 10 florins	730	735



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 22 mars 1983 a été tiré à 596 907 exemplaires

A B C D F G H

Candidat du parti travailliste

M. HAIM HERZOG EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'ÉTAT D'ISRAEL

Déjouant toutes les prévisions, le candidat du parti travailliste M. Haïm Herzog, ancien ambassadeur d'Israël aux Nations unies, a été élu, mardi 22 mars, sixième président de l'Etat d'Israël par la Knesset. Il a obtenu 61 voix contre 57 voix à l'autre candidat en lice, M. Menahem Elon, présenté par la coalition parlementaire qui soutient M. Begin. Il y a eu deux bulletins blancs. Cette élection surprise constitue une défaite personnelle pour le premier ministre. Selon la radio, M. Begin a été « *choqué* » par le résultat du scrutin.

[Agée de 65 ans, M. Herzog a vécu tous les épisodes de l'histoire mouvementée de l'Etat hébreu. Né en Irlande, il est arrivé à dix-sept ans en Israël, venant de Belfast. Avocat de formation, il s'engagea pendant la guerre mondiale dans l'armée britannique et obtint ses galons à l'école britannique d'officiers. À son retour en Israël, il devint en 1948 officier d'opération dans la septième brigade de l'armée, puis successivement et jusqu'en 1962, chef du service des renseignements, attaché militaire à Washington, commandant en chef de l'état-major de la région du sud et de nouveau chef du service des renseignements, avant de quitter l'armée avec le grade de général. Nommé ambassadeur aux Nations unies en 1975, il a été élu député en 1982].

LE PRÉSIDENT BOLIVIEN EN FRANCE LES 29 ET 30 MARS

Le Président de la République bolivienne, M. Hernan Siles Zuazo, fera une visite officielle de travail en Franc les 29 et 30 mars, à l'invitation de M. Mitterrand, a annoncé mardi 22 mars un communiqué de l'Elysée. M. Mitterrand avait adressé un télégramme au chef de l'État bolivien le 9 février, pour lui proposer de le rencontrer, afin de le féliciter pour le courage et l'intégrité que les autorités boliviennes avaient manifestées en expulsant vers la France le criminel de guerre allemand Klaus Barbie.

M. THÉO KLEIN NOUVEAU PRÉSIDENT DU CRIF

L'assemblée générale du Conseil représentatif des insitutions juives de France (CRIF), réunie le lundi 21 mars, a élu son comité directeur et son président. M. Théo Klein remplace M. Jean-Paul Elkann, président du consistoire central, qui, conformément aux statuts du CRIF, en assurait la présidence par intérim depuis le décès d'Alain de Rothschild, le 17 octobre 1982.

[Né le 25 juin 1920 à Paris, licencié en droit, M. Théo Klein est avocat à la cour de Paris depuis 1945 et avocat au barreau d'Israël depuis 1969. Ancien président des anciens de la Résistance juive de France (1960), ancien président des étudiants juifs de France (de 1945 à 1950). M. Klein, qui dirige un cabinet d'avocats d'affaires, à vocation internationale, est également conseil du gouvernement de Côte-d'Ivoire depuis 1968.]

Journaliste et romancière

GERMAINE BEAUMONT EST MORTE

La journaliste et romancière Germaine Beaumont est morte le lundi 21 mars à l'hôpital de Monfort-l'Amaury (Yvelines). Elle était âgée de quatre-vingt-douze ans. Ses obsèques auront lieu à Monfort-l'Amaury, vendredi 25 mars, à 10 h 30.

[Germaine Battendier, qui écrivait sous le pseudonyme de Germaine Beaumont, est née le 31 octobre 1890, à Petit-Couronne, en Seine-Maritime. Sa mère était la romancière Annie de Pène. A la fin de ses études secondaires, Germaine Beaumont embrasse la carrière journalistique. Après plusieurs années passées en Angleterre, elle collabore à de nombreux journaux et magazines féminins, tels que *le Matin*, dont le rédacteur en chef est alors Bertrand de Jouvenel, *les Nouvelles littéraires, Femmes de France*, etc. Elle publiera aussi dans la presse des romans feuilletons sentimentaux.

Amie de Colette, à qui elle consacrera une biographie, elle va, à partir de 1930, écrire de nombreux romans. Elle excelle dans les récits tristes et tendres, imprégnés de mystère raffiné et servis par un style qui frôle une fervente poésie. On retiendra ainsi parmi ses œuvres : *le Fruit de la solitude* (1932), *Du côté d'où viendra le jour* (1942), *Agnès de Rien* (1943), *Comme le fleuve qui passe* (1952), *Silsauve* (1955), *les Légataires* (1965), *le Chien dans l'arbre* (1975), etc.

Germaine Beaumont a aussi traduit les œuvres de Virginia Woolf et de Mary Westmacott. Elle était membre du jury Femina depuis plus d'une quarantaine d'années.

Germaine Beaumont a souvent été distinguée par des jurys littéraires, et l'un de ses romans, *Piège*, a reçu le prix Renaudot en 1930.]

● *L'équipe de France de football* qui rencontrera celle d'Union soviétique, mercredi 23 mars au Parc des Princes, aura la composition suivante : Tempet ; Battiston, Mahut, Bossis, Amoros; Ferreri, Fernandez, Giresse, Platini; Stopyra, Amisse.

DEUX JEUNES GENS SAUTENT D'UN TRAIN DE BANLIEUE

Un mort, un blessé grave

En voulant échapper à un contrôle dans un train de banlieue, un jeune garçon a été tué et un autre grièvement blessé, lundi soir 21 mars, à 21 h 45. Alors qu'une équipe de la S.N.C.F.demandait leurs billets à un groupe de jeunes gens se trouvant dans une voiture de première classe du train se rendant à Villeneuve-Saint-Georges, une bagarre a éclaté. L'un des adolescents, Jean-Jacques Sinibaldi, dix-huit ans, demeurant à Vigneux (Essonne), est parvenu à ouvrir la porte et a sauté du train. Heurtant un poteau caténaire, il a été tué sur le coup. La rame s'est immobilisée à hauteur de la rue Coriolis, à Paris-13ᵉ. Plusieurs jeunes gens ont essayé de prendre la fuite. L'un d'entre eux, José Serrano, seize ans, domicilié également à Vigneux, a été happé par un train venant en sens inverse. Grièvement blessé, il a été transporté à l'hôpital Saint-Antoine, ainsi que l'un des contrôleurs qui avait été blessé au cours de la bagarre.

Le conflit sur la durée du travail aux ASSEDIC

M. J.-J. DUPEYROUX EST CHARGÉ DE PROPOSER UNE SOLUTION

Le président Charlot, du tribunal de grande instance de Paris, a nommé, lundi 21 mars, M. Jean-Jacques Dupeyroux, professeur et directeur du département de droit social à Paris-II Assas, à titre de « technicien consultant » dans le cadre du référé engagé par la C.F.D.T. à l'encontre de l'UNEDIC à propos de la non-application des trente-sept heures trente pour le personnel des ASSEDIC. La C.F.D.T. avait engagé un référé pour faire reconnaître la validité de l'accord du 12 octobre 1981, qui prévoit un horaire hebdomadaire de trente-sept heures trente à compter du 1ᵉʳ janvier 1983 pour le personnel des ASSEDIC (organismes qui versent les indemnités du chômage, gérés par l'UNEDIC). M. Dupeyroux devra déposer son rapport avant le 10 mai, jour où sera rendu le jugement. Il devra proposer une solution acceptable pour les deux parties, précise le texte du référé.

[Cet accord prévoyait la semaine de trente-sept heures trente pour le 1ᵉʳ janvier 1983. En raison de la réforme de l'assurance-chômage et de la surcharge de travail qui en résulte, la direction avait demandé de surseoir à cet accord et de maintenir la semaine de trente-huit heures quarante-cinq. Trois syndicats — F.O., C.G.C., C.F.T.C. — ont accepté un compromis. Celui-ci prévoit qu'au moment où la réduction des horaires pourra être appliquée le personnel des ASSEDIC pourra récupérer en temps de repos ou en argent le surcroît de travail qui lui est actuellement demandé.]

PROPOSANT DE CRÉER UN CENTRE PERMANENT D'INFORMATION DU PUBLIC

M. Ralite tire les conclusions de la concertation nationale sur le cancer

M. Jack Ralite, ministre de la santé, a tiré, lundi 21 mars, les conclusions de la concertation nationale sur le cancer, qu'il avait lancée au cours de l'été 1982. Ces conclusions sont inspirées d'une série de recommandations formulées, au terme de cette concertation, par un « groupe de réflexion ».

Une nouvelle « commission des cancers » sera prochainement constituée, chargée de donner des avis « *face aux innovations et aux progrès incessants* ». Cette commission sera « *suffisamment représentative des personnels et des usagers* ». L'idée — un moment formulée — d'un Institut national du cancer (*le Monde* du 12 janvier) a, en définitive, été abandonnée. « *Il n'est pas nécessaire de créer dans ce domaine une nouvelle structure* », a précisé M. Ralite. En revanche sera créée une « *mission nationale des cancers* ». Cette mission, composée d'un « *petit nombre de personnes très informées et très disponibles* », assurera le suivi des décisions (stimulation du travail administratif, accélération des décisions et de leur mise en application, etc.). Cette mission organisera et gérera un « *Centre national permanent d'information du publics* ».

Des « *conseillers régionaux de la lutte contre les cancers* » seront désignés cette année, pour veiller au développement d'une politique régionale du cancer. Un calendrier du dépistage des lésions cancéreuses ou précancéreuses va « *immédiatement* » être mis en place avec les organismes payeurs (directions départementales de l'action sanitaire et sociale, Caisse nationale d'assurance maladie, Caisse agricole, mutuelles, etc.). L'actuelle enquête permanente sur le cancer, menée par les centres de lutte contre le cancer, pourrait prochainement être étendue aux hôpitaux publics et aux cliniques privées à but lucratif et non lucratif.

Un statut légal sera donné aux actuels registres du cancer. Quatre autres registres vont être créés d'ici à 1985. D'autre part, un texte législatif modifiant l'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel sera prochainement proposé (*le Monde* du 2 mars).

Le statut des centres de lutte contre le cancer ne sera pas modifié. Quelques changements seront néanmoins apportés : élargissement des conseils d'administration, limitation dans le temps des mandats des directeurs, incitation à la recherche clinique. En octobre prochain, quinze postes de médecins hospitaliers « *mono-appartenants* » seront créés pour organiser l'activité des futures départements de cancérologie. En ce qui concerne la réinsertion professionnelle des malades cancéreux guéris, M. Ralite a rappelé que la modification de l'article 16 du statut de la fonction publique était « *à l'état de projet très avancé* ».

J.-Y. N.

LE PROFESSEUR JEAN-LOUIS TOURAINE DÉMENT LA PRATIQUE D'EXPÉRIMENTATIONS SUR DES FŒTUS VIVANTS

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Le professeur Jean-Louis Touraine (hôpital Edouard-Herriot, Lyon) a vigoureusement démenti les accusations portées contre lui par l'Association internationale contre l'exploitation des fœtus humains (*le Monde* daté 20-21 février et du 22 mars). Ce groupement, présidé par M. Claude Jacquinot, a déposé une plainte au parquet de Lyon pour dénoncer une pratique « *consistant à utiliser des fœtus extraits vivants, obtenus intacts par abord chirurgical* ». L'Association affirme que l'équipe du professeur Touraine utilise pour ses expériences des fœtus « *extraits vivants* » vers la dix-septième ou dix-huitième semaine de grossesse.

« *Je n'ai jamais pratiqué ce genre d'expérience* », répond le chercheur lyonnais. « *Ceux qui utilisent de tels arguments vont à l'opposé de leur cause en interdisant tout débat sain sur un sujet important. Je refuse la position d'accusé* ». « *Au contraire*, conclut le professeur Touraine, *je serais plutôt dans la position d'accusateur si on m'interdisait l'utilisation des tissus fœtaux dans le traitement de certains déficits immunitaires chez l'enfant. Il y aurait là un délit de non-assistance à personne en danger.* »

De son côté, le docteur Louis René (du conseil national de l'ordre des médecins) vient de prendre la défense du professeur Touraine.

« *J'estime scandaleux*, a-t-il dit, *que l'on puisse porter — sans preuve — des accusations aussi graves. Il n'y a pas en France de crime contre l'humanité. Je ne peux donc m'associer, comme ils me l'ont demandé, à des gens qui dénoncent ces prétendus crimes contre l'humanité. Ce qui se passe en France est en conformité avec la loi et le règlement.* » — C. R.

SELON LES AMÉRICAINS

Les Soviétiques construisent de nouvelles installations au sol pour le lancement et l'atterrissage de navettes spatiales

De nouvelles installations susceptibles d'être utilisées pour le lancement et l'atterrissage de navettes spatiales stratégiques ont été photographiées par le satellite civil américain de télédétection des ressources terrestres Landsat-3. Ces installations auraient, selon la revue spécialisée américaine *Aviation Week and Space Technology*, été construites sur les terrains de la base de lancement de Baïkonour, située près de la ville de Volgograd.

Le magazine, qui publie des photos prises par Landsat-3, indique qu'une piste d'atterrissage, de taille comparable à celle que les navettes spatiales américaines utiliseront à Cap Canaveral (Floride), est en cours de construction à Baïkonour, et il précise que, selon les spécialistes, cette piste « *pourrait être utilisée pour les atterrissages du petit avion de l'espace soviétique actuellement en cours de développement et pour celui d'une grande navette spatiale de conception analogue à celles que possède la NASA* ». Un pas de tir et un vaste hall d'assemblage seraient également en cours de réalisation sur le même site. Ils seraient destinés à la nouvelle fusée — de la classe de la fusée lunaire américaine Saturn — que les Soviétiques développeraient actuellement.

La revue américaine affirme, d'autre part, que le Cosmos-1445 soviétique, qui est retombé le 15 mars dans l'océan Indien, au sud des îles Cocos, était bien le second prototype, sans équipage, d'un petit avion spatial lancé depuis la base de Kapustin Yar. Cet engin serait en tous points semblable à la mini-navette spatiale que les soviétiques ont lancée le 3 juin de l'année dernière (*le Monde* du 11 juin 1982) et récupérée après cent dix minutes de vol.

Il ne s'agit là, cependant, que d'un prototype qui devrait donner lieu, dans quelques années, à la mise au point d'un engin opérationnel destiné au ravitaillement des stations orbitales. En attendant, les Soviétiques font toujours appel aux possibilités, désormais bien rodées, qu'offrent la station orbitale de type Saliout, les engins de ravitaillement Progress, les vaisseaux habitables Soyouz et, depuis peu, un nouveau laboratoire de grande dimension, le Cosmos-1443, accroché à la station Saliout-7.

● *Quatre nouveaux correspondants de l'Accadémie des sciences* ont été élus lundi 21 mars dans la discipline biologie animale et végétale. Il s'agit de : M. Constantin Chararas (Paris), spécialiste de l'écologie et de la physiologie des insectes ravageurs des forêts ; M. Jacques Legrand (Montpellier), qui a étudié l'influence des hormones thyroïdiennes sur la maturation du système nerveux ; M. Raymond Schnell (Paris), auteur de nombre de travaux sur la phytogéographie comparée, et de M. Michel Thellier (Rouen), spécialiste des mécanismes de contrôle cellulaire et intracellulaire chez les plantes.

